



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

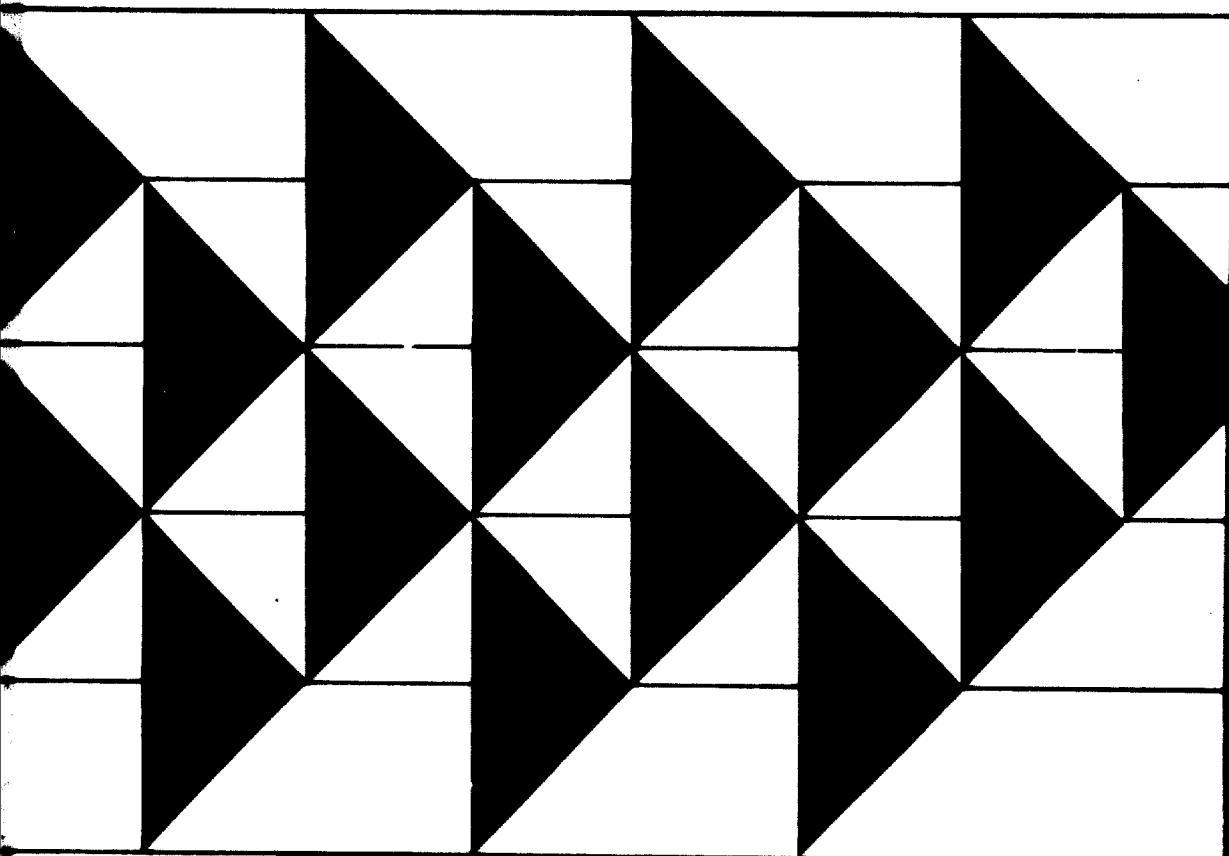
CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

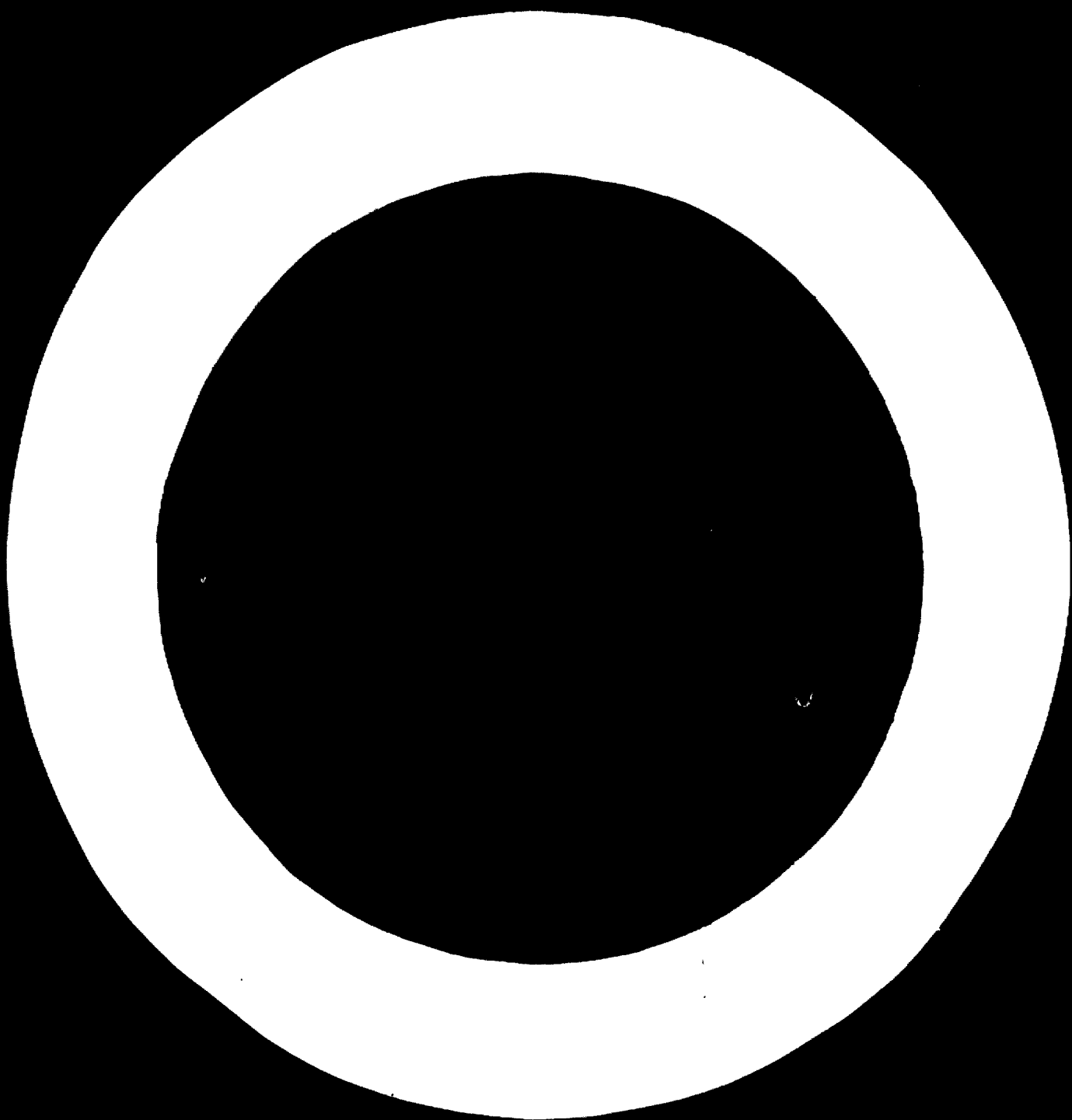
ETUDE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

VOLUME IV



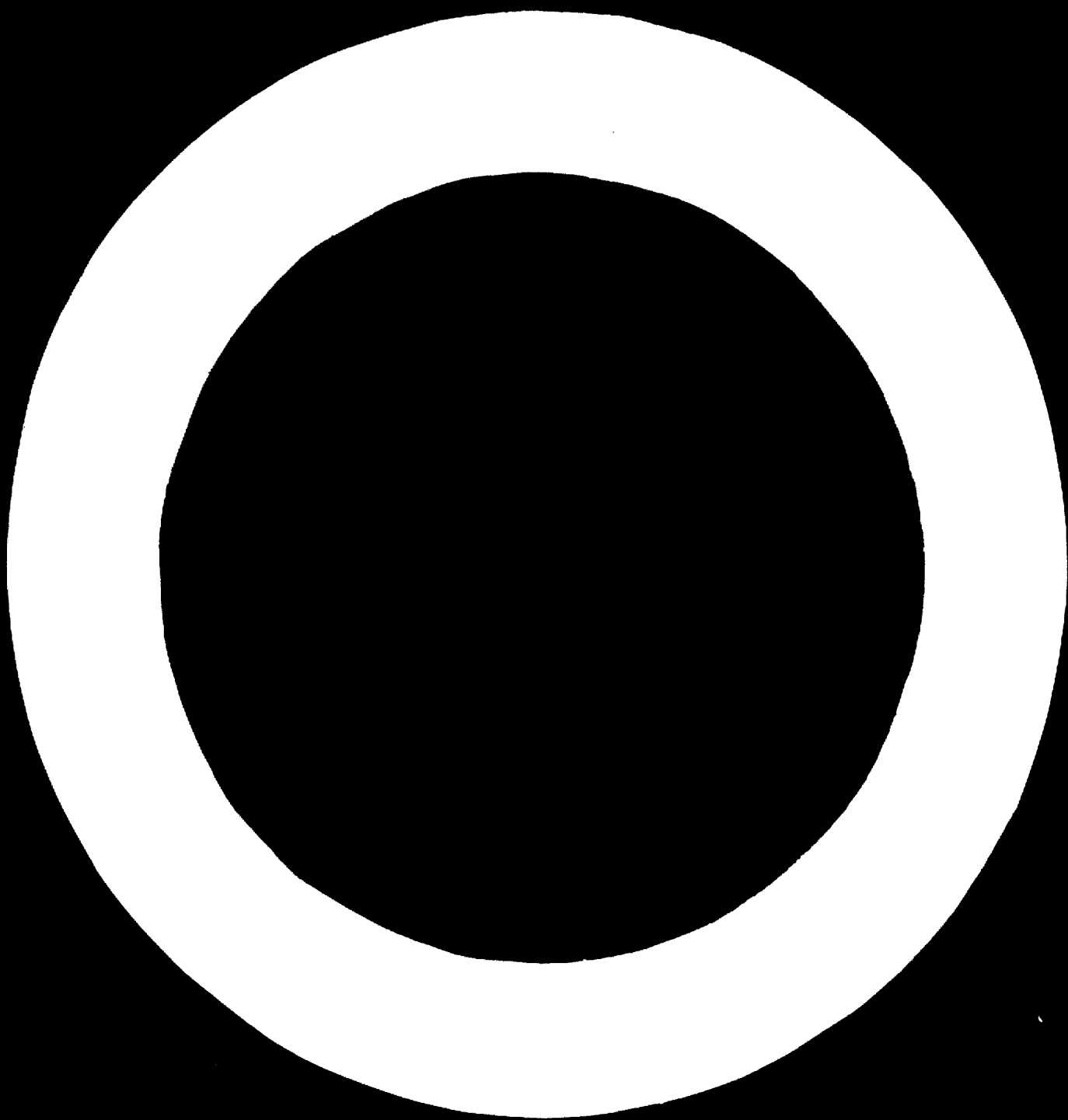
NATIONS UNIES

(192 p.)



ETUDE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

VOLUME IV



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
VIENNE**

**ETUDE
DU DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL**

Volume IV



**NATIONS UNIES
New York, 1973**

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique de tel pays ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

★
★ ★

La reproduction, en tout ou en partie, du texte de la présente publication est autorisée. L'Organisation souhaiterait qu'en pareil cas il soit fait mention de la source et que lui soit communiqué un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité.

ID/83

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente: F.72.II.B.15

Prix: 3,50 dollars des Etats-Unis

(ou l'équivalent en monnaie du pays)

Préface

Quatrième d'une série consacrée au développement industriel, la présente étude procède, d'une part, de la résolution 1030 (XXXVII) du Conseil économique et social priant le Secrétaire général de faire préparer des études périodiques du développement industriel, d'autre part, de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale et de la résolution 1 (I) adoptée par le Conseil du développement industriel lors de sa première session.

Le chapitre premier est une analyse des progrès de l'industrie manufacturière au cours de ces dernières années, en particulier dans les pays en voie de développement; les éléments pris en considération sont la croissance de la production, le rapport entre le taux effectif de croissance et le taux fixé comme objectif, la croissance des autres secteurs de l'économie et la croissance démographique. Dans les pays en voie de développement, comme dans les pays développés à économie de marché, le taux de croissance de la production manufacturière a remonté dans l'ensemble, en 1968 et 1969, après le brusque ralentissement de 1967, mais cette tendance ne s'est pas poursuivie en 1970. Dans les pays à économie planifiée, la production manufacturière a continué de s'accroître rapidement au cours de cette période. Si l'on considère non plus seulement la dernière période de cinq ans mais les trois dernières, on constate un ralentissement graduel de la croissance industrielle dans l'ensemble des pays en voie de développement, étant bien entendu qu'il n'en a pas été ainsi dans chacun d'entre eux. Le chapitre premier traite également des rapports entre la croissance du secteur manufacturier et divers autres facteurs économiques tels que la croissance des exportations et celle de la production agricole, le taux de scolarisation au niveau secondaire et la croissance de la formation du capital intérieur. La fin du chapitre est consacrée à la croissance des principales catégories d'industries manufacturières.

Le chapitre II traite du commerce des produits manufacturés. La part des pays en voie de développement dans les exportations mondiales de produits manufacturés a un peu augmenté au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, alors que leur part dans les exportations mondiales de produits non manufacturés a baissé. Les pays développés à économie de marché ont accru leur part dans les achats mondiaux de produits manufacturés aux pays en voie de développement. La part des échanges entre pays en voie de développement dans le commerce global de ces pays a diminué. Les trois dernières parties du chapitre sont consacrées respectivement à l'application du système généralisé de préférences, aux incidences de l'intégration régionale sur le commerce intrarégional et au rôle des distorsions non tarifaires qui affectent le commerce des pays en voie de développement.

Le chapitre III est consacré à l'emploi dans les pays en voie de développement. Dans ces pays, l'emploi a été sérieusement affecté par le ralentissement du développement industriel à la fin des années soixante et sa croissance dans les industries manufacturières est tombée d'un taux annuel de 4,3% pour les périodes 1955—1960 et 1960—1965 à un taux annuel de 2,1% dans les années 1965—1968. L'analyse des tendances récentes de l'emploi dans l'industrie manufacturière est suivie d'un examen des politiques qui influenceront sur son évolution au cours de la deuxième Décennie du développement: prix des facteurs et intensité des facteurs, répartition des revenus, déplacement de la main-d'œuvre artisanale, et adoption d'objectifs explicites pour l'emploi dans la planification du développement.

Le chapitre IV rassemble les renseignements disponibles sur l'investissement dans l'industrie manufacturière et sur sa contribution à l'expansion de la production. Le taux de croissance de cet investissement fait l'objet d'estimations pour un certain nombre de pays pour lesquels il n'existe pas d'observations directes. L'analyse de la formation du capital fixe dans différents pays est centrée sur les investissements en machines et équipement. Le rapport entre ces investissements et la croissance de la production manufacturière est examiné, ainsi que les courants de capitaux étrangers vers les pays en voie de développement.

Le chapitre V traite des rapports entre l'industrie et l'agriculture dans le développement économique. L'évolution historique des structures de l'économie dans les pays maintenant industrialisés éclaire les tendances récentes de l'économie dans les pays en voie de développement. L'appui que se prêtent réciproquement l'industrie et l'agriculture est souligné. A mesure que l'économie se développe, l'agriculture dépend plus de l'industrie, tandis que la part des agro-industries dans la production manufacturière totale tend généralement à diminuer. L'absence de coordination, au plan des stratégies et des politiques, entre les planificateurs de l'agriculture et ceux de l'industrie peut aboutir à des conflits et des contradictions graves. La dernière partie du chapitre traite de l'importance croissante du contrôle de la qualité, de la technologie moderne et de l'intégration verticale pour les industries qui transforment des produits agricoles pour les exporter vers les pays développés.

TABLE DES MATIERES

Chapitre premier

Page

TENDANCES RÉCENTES DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

<i>Croissance mondiale de la production manufacturière</i>	1
<i>Croissance de la production manufacturière par régions</i>	2
<i>Croissance de la production manufacturière dans certains pays en voie de développement</i>	8
<i>Croissance effective et objectifs de croissance</i>	11
<i>Le « score » des facteurs de croissance du secteur manufacturier</i>	16
<i>Développement des principales catégories d'industries manufacturières</i>	19
<i>Croissance des principales classes d'industries manufacturières dans certains pays en voie de développement</i>	24
<i>Facteurs qui influent sur l'évolution de la structure du secteur manufacturier</i>	29

Chapitre II

COMMERCE EXTÉRIEUR ET INDUSTRIALISATION

<i>Introduction</i>	32
<i>Expansion du commerce mondial</i>	32
<i>Croissance des exportations de produits manufacturés</i>	34
<i>Croissance des importations de produits manufacturés</i>	48
<i>Préférences généralisées</i>	51
<i>Intégration économique des pays en voie de développement</i>	56
<i>Distorsions non tarifaires</i>	59

Chapitre III

L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE PENDANT LA PREMIÈRE ET LA DEUXIÈME DÉCENNIE DU DÉVELOPPEMENT

<i>Tendances de l'emploi dans l'industrie manufacturière au cours de la première Décennie du développement</i>	61
<i>Principaux problèmes concernant l'emploi et le développement industriel</i>	74
<i>L'emploi dans l'industrie au cours de la deuxième Décennie du développement</i>	78

TABLE DES MATIERES (suite)

<i>Chapitre IV</i>		<i>Page</i>
INVESTISSEMENTS ET INDUSTRIALISATION		
<i>Croissance des investissements dans les industries manufacturières</i>		82
<i>Niveau et structure des investissements</i>		87
<i>Investissements et industrialisation</i>		104
<i>Courant du financement extérieur, y compris les investissements privés étrangers, vers les pays en voie de développement</i>		111

Chapitre V

L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

<i>Perspectives historiques de la transformation de l'économie</i>	119
<i>Les rapports entre l'agriculture et l'industrie au niveau macro-économique</i>	126
<i>Le transfert des ressources entre secteurs</i>	127
<i>Relations intersectorielles dans les stratégies du développement</i>	131
<i>Les relations techniques entre les secteurs</i>	134
<i>Rôle des inputs industriels dans l'agriculture</i>	134
<i>Traitement industriel des produits agricoles</i>	152

Annexe

INDICATEURS ÉCONOMIQUES	167
--------------------------------------	-----

LISTE DES TABLEAUX

Chapitre premier

	<i>Page</i>
1. Croissance de la production manufacturière, par régions et groupements économiques, 1960–1971	3
2. Taux de croissance par habitant du PIB et de la production manufacturière par régions et par groupements économiques, 1960–1968	5
3. Contribution des principaux secteurs de l'économie à la croissance du produit intérieur brut, par régions et par groupements économiques, 1960–1968 ...	6
4. Croissance du PIB et de la production manufacturière et contribution de la production manufacturière à la croissance du PIB dans certains pays d'Afrique, 1960–1968	9
5. Croissance du PIB et de la production manufacturière et contribution de la production manufacturière à la croissance du PIB dans certains pays d'Asie, 1960–1969	10
6. Croissance du PIB et de la production manufacturière et contribution de la production manufacturière à la croissance du PIB dans certains pays d'Amérique latine, 1960–1970	11
7. Objectifs de croissance annuelle et croissance annuelle effective du PIB et de la production manufacturière dans certains pays en voie de développement ..	12
8. Fluctuations annuelles du taux de croissance de la production manufacturière et du PIB dans certains pays en voie de développement, 1961–1970	14
9. «Score» de croissance de la production manufacturière dans certains pays en voie de développement, 1960–1968	18
10. PIB par habitant, croissance de l'agriculture, des exportations et de la formation brute de capital intérieur et taux de scolarisation au niveau secondaire dans certains pays en voie de développement	19
11. Contribution des principales catégories d'industries à la croissance de la production manufacturière, par régions et groupements économiques, 1960 et 1969	21
12. Croissance des principales catégories d'industries manufacturières par régions et groupements économiques, 1960–1971	22
13. Taux de croissance des principales classes d'industries et répartition de la production manufacturière dans certains pays en voie de développement, 1960–1969	26
14. Elasticités de croissance et de dimension de 23 classes d'industries	30

Chapitre II

15. Taux d'accroissement annuel des échanges mondiaux, par groupements économiques, et pour certains pays, 1968–1970	33
16. Valeur des exportations, par groupements économiques, 1960–1969	35
17. Exportations de produits manufacturés, par origine et destination, 1960–1969	37

LISTE DES TABLEAUX (suite)

	<i>Page</i>
18. Exportations de produits chimiques (CTCI 5), par origine et destination, 1960-1969	38
19. Exportations de machines et matériel de transport (CTCI 7) par origine et destination, 1960-1969	39
20. Exportations d'autres produits manufacturés (CTCI 6 et 8) par origine et destination, 1960-1969	40
21. Valeur des exportations de produits manufacturés par rapport à la valeur des exportations totales, par groupements économiques, 1960-1969	42
22. Augmentation en pourcentage de la proportion de produits manufacturés dans le total des exportations, 1960-1969	43
23. Produits manufacturés exportés par certains pays en voie de développement vers les pays développés, 1969	45
24. Taux de croissance annuels de certaines exportations des pays en voie de développement vers les divers groupements économiques, ainsi que vers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, 1966-1969	46
25. Exportations de produits manufacturés par rapport à la totalité des exportations mondiales vers les pays en voie de développement, 1960-1969	49
26. Importations des pays en voie de développement, par habitant, 1969	51
27. Produits primaires transformés, relevant des catégories 0-4 de la CTCI importés des pays en voie de développement par les pays développés à économie de marché, 1969	54
28. Exportations vers l'Amérique latine des produits manufacturés en provenance des divers groupements économiques et exportations à l'intérieur de la région latino-américaine, 1960-1969	58

Chapitre III

29. Croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière, par régions économiques, 1955-1969	62
30. Croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière, par groupements économiques, 1965-1969	63
31. Croissance de l'emploi non agricole dans certains pays en voie de développement, 1965-1970	65
32. Croissance de l'emploi par principaux secteurs de l'industrie dans les régions en voie de développement, 1960-1968	69
33. Croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière par principales catégories d'industries dans les régions en voie de développement, 1960-1968 ..	70
34. Croissance de la production manufacturière des exportations et de l'emploi dans certains pays en voie de développement, 1960-1968	73

Chapitre IV

35. Croissance comparative des investissements dans le secteur manufacturier et des investissements en machines et autre matériel pour certains pays en voie de développement	83
36. Croissance comparative de la formation de capital fixe par type de biens d'équipement, en prix constants, pour certains pays en voie de développement	84

LISTE DES TABLEAUX (suite)

	<i>Page</i>
37. Formation de capital fixe par type de biens d'équipement, en pourcentage du PIB, pour 18 pays d'Amérique latine	88
38. Formation de capital fixe par type de biens d'équipement, en pourcentage du PIB, pour 15 pays d'Asie	90
39. Formation de capital fixe par type de biens d'équipement, en pourcentage du PIB, pour 15 pays d'Afrique	92
40. Distribution de fréquence des pays d'après le pourcentage du PIB consacré à la formation de capital fixe	95
41. Distribution de fréquence des pays d'après le pourcentage du PIB investi en machines et en matériel de transport	95
42. Répartition en pourcentage de la formation de capital fixe, par type de biens d'équipement, pour 18 pays d'Amérique latine	96
43. Répartition en pourcentage de la formation de capital fixe, par type de biens d'équipement, pour 15 pays d'Asie	98
44. Répartition en pourcentage de la formation de capital fixe, par type de biens d'équipement, pour 15 pays d'Afrique	100
45. Distribution de fréquence des pays d'après le pourcentage de la formation de capital fixe consacré aux machines et matériel de transport	103
46. Modification de la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB, et de celle des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe, pour 18 pays d'Amérique latine	105
47. Modification de la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB, et de celle des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe, pour 15 pays d'Asie	106
48. Modification de la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB, et de celle des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe, pour 14 pays d'Afrique	107
49. Distribution de fréquence des pays d'après la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB	108
50. Courant net des ressources financières, de provenance extérieure, vers les pays en voie de développement	112
51. Courant net des ressources financières publiques et privées fournies par les pays du CAD aux pays en voie de développement et aux organismes multilatéraux	113
52. Recettes nettes totales et par habitant de capitaux privés étrangers dans les pays d'Amérique latine, 1965-1967	114
53. Répartition des recettes par habitant de capitaux privés étrangers et de la population en Amérique latine, 1965-1967	114
54. Recettes nettes totales et par habitant de capitaux privés étrangers dans les pays d'Asie, 1965-1967	115
55. Répartition des recettes par habitant de capitaux privés étrangers et de la population en Asie, 1965-1967	115
56. Recettes nettes totales et par habitant de capitaux privés étrangers dans les pays d'Afrique, 1965-1967	116
57. Répartition des recettes par habitant de capitaux privés étrangers et de la population en Afrique, 1965-1967	117

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Page

Chapitre V

58. Modifications à long terme de la part des grands secteurs dans le produit national pour certains pays développés à économie de marché	120
59. Modifications à long terme dans la répartition de l'effectif de main-d'œuvre entre les grands secteurs de l'économie pour certains pays développés à économie de marché	121
60. Modifications de la part des grands secteurs dans le PIB, au coût courant des facteurs, pour certains pays en voie de développement	122
61. Estimation des parts respectives des grands secteurs de l'économie dans le PIB et dans l'effectif total de la main-d'œuvre à différents stades de la croissance	124
62. Taux annuels moyens de croissance des cultures, des superficies cultivées et rendement à l'hectare, dans certains pays et pour certaines périodes, 1950-1967	136
63. Evolution des rendements à l'hectare pour 12 grandes cultures, dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement	139
64. Consommation d'engrais (teneur en éléments fertilisants)	141
65. Augmentation du nombre de tracteurs utilisés en agriculture dans les pays en voie de développement et dans les pays industrialisés	143
66. Répartition de la consommation mondiale d'éléments fertilisants entre régions développées et régions en voie de développement	145
67. Production intérieure d'engrais azotés, phosphatés et potassiques dans certains pays, en pourcentage de la consommation totale, 1965-1966	146
68. Quantités d'éléments fertilisants nécessaires pour les cultures en 1975 et 1985 et coût annuel des besoins en 1962, 1975 et 1985 pour certains pays en voie de développement	147
69. Valeur manufacturière ajoutée aux cuirs et aux articles en cuir, aux produits de remplacement du cuir et aux fourrures, à l'exception des chaussures et vêtements, 1960-1968	157
70. Taux de croissance annuels moyens des industries de transformation des produits de l'agriculture	158
71. Contribution des divers groupes d'industries manufacturières à l'ensemble de la production industrielle, 1960-1969	159

NOTES EXPLICATIVES

Les tableaux statistiques du présent volume reprennent les classifications régionales, industrielles et commerciales, ainsi que les symboles figurant dans l'*Annuaire statistique* des Nations Unies. (Pour une explication détaillée des termes employés, voir les notes *a*) et *b*) du tableau 1.)

Les pays sont généralement disposés dans l'ordre adopté pour l'*Annuaire statistique*. L'inclusion d'un pays ou territoire donné dans un groupement économique ou géographique quelconque (ou son exclusion) est fondée sur l'existence de données comparables dans les statistiques des Nations Unies et d'autres institutions internationales.

Le renvoi dans les tableaux aux catégories de la CITI s'accompagne d'un titre descriptif (par exemple, CITI, catégorie 24 «Vêtements, chaussures et ouvrages en tissu»). Cependant, le manque de place conduit parfois à abrégier le texte (ainsi, la catégorie 24 de la CITI peut s'intituler simplement «Vêtements»).

Les dates séparées par une barre de fraction (par exemple, 1960/1961) correspondent à une campagne agricole ou à une année financière.

Les dates jointes par un trait d'union (par exemple, 1960 - 1965) délimitent une période donnée, y compris la première et la dernière année.

Sauf indication contraire, le terme «tonne» s'entend de la tonne métrique, et le terme «dollar» du dollar des Etats-Unis.

Sauf indication contraire, les taux annuels de croissance ou de changement correspondent à des taux composés.

Dans les tableaux:

Les totaux sont parfois arrondis et peuvent donc ne pas correspondre à la somme des chiffres ou des pourcentages.

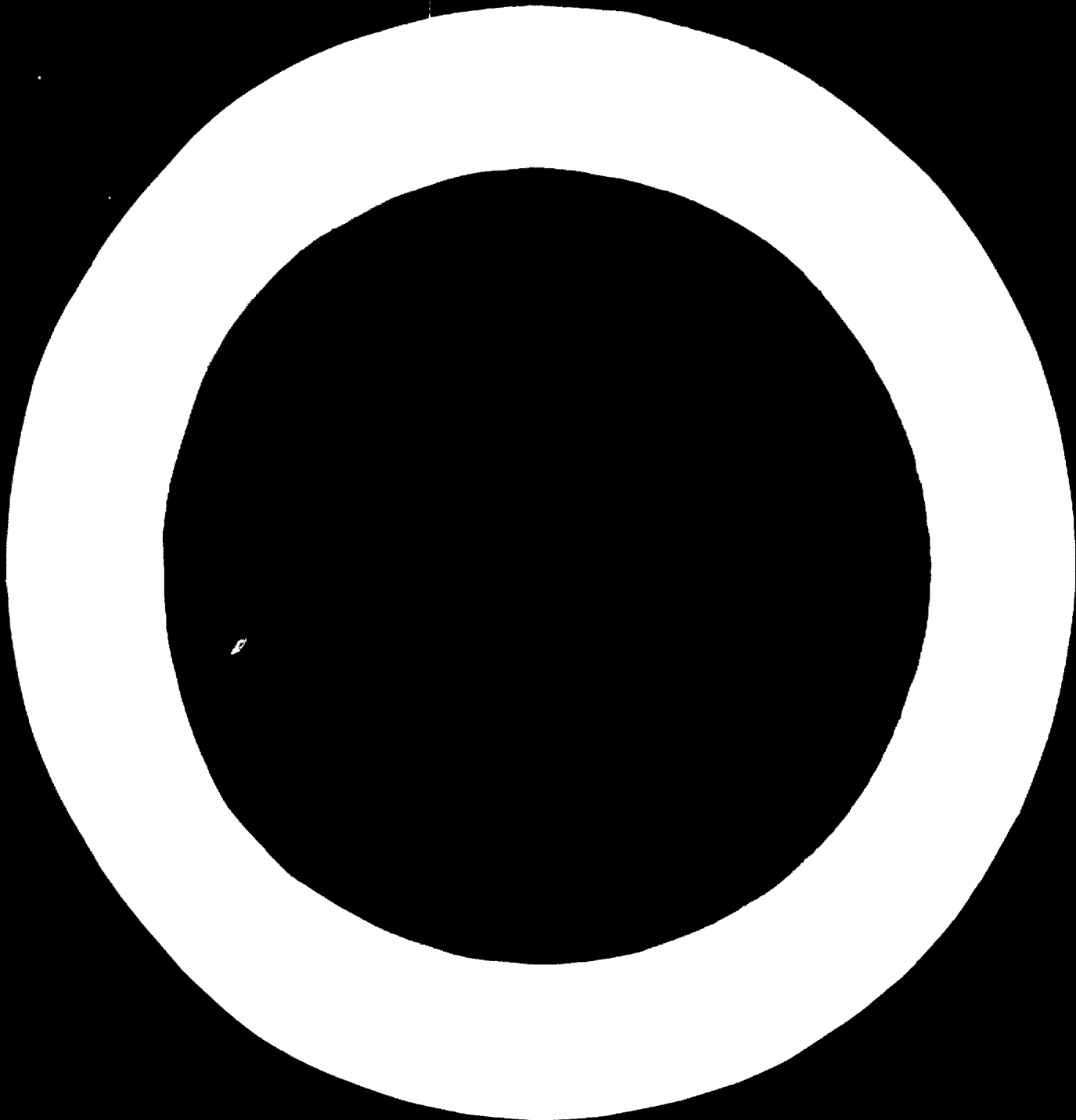
Les points de suspension (...) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne font pas l'objet d'un rapport séparé.

Un tiret (-) représente un montant nul ou négligeable.

Un blanc dans un tableau indique que la donnée ne s'applique pas en l'espèce.

Le présent volume comporte les abréviations suivantes:

AELE	Association européenne de libre-échange
ALALE	Association latino-américaine de libre-échange
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CITI	Classification internationale type par industrie
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CTCI	Classification type pour le commerce international
DNT	Distorsion non tarifaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
MCAC	Marché commun de l'Amérique centrale
NB	Non-enclature de Bruxelles
n. d. a.	Non dénommé ailleurs
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
PIB	Produit intérieur brut



Chapitre premier

TENDANCES RECENTES DU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

CROISSANCE MONDIALE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE

Dans les pays développés à économie de marché, le taux de croissance de la production manufacturière a été de 7,1% en 1968 et de 7,4% en 1969, mais il est tombé à 2,1% en 1970. Au cours des mêmes années, il a évolué de façon analogue dans les pays en voie de développement pris dans leur ensemble. En Asie, où il avait atteint 6,9% en 1968, il a culminé à 9,3%, chiffre élevé en 1969, mais est retombé à 5,9% en 1970. Les données préliminaires indiqueraient que l'évolution a été différente en Amérique latine; dans cette région, le taux de croissance de la production manufacturière, qui avait atteint 6,8% en 1968, est tombé à 5,1% en 1969 pour remonter à 6,8% en 1970. Au moment où la présente étude a été rédigée, les données annuelles pour l'Afrique n'étaient pas disponibles, mais les résultats enregistrés dans un certain nombre de pays africains suggèrent que la production manufacturière a augmenté régulièrement de 4% par an en 1968, 1969 et 1970. Dans l'ensemble, la production manufacturière dans les pays en voie de développement, comme dans les pays développés à économie de marché, a repris en 1968 et 1969 après un brusque ralentissement en 1967, et les taux de croissance atteints ont été plus élevés que le taux annuel moyen pour la période 1960-1965, mais cette tendance des deux dernières années de la première Décennie du développement ne s'est pas poursuivie en 1970. Pendant la même période, la production manufacturière a continué de s'accroître plus rapidement dans les pays à économie planifiée que dans les pays développés à économie de marché, sans fluctuations notables, excepté en 1969. Les pays à économie planifiée ont en effet enregistré des taux de croissance de 9,3% en 1968, 7,2% en 1969 et 9,2% en 1970.

On évalue généralement l'expansion en comparant les taux de croissance enregistrés au cours d'une période avec ceux d'une période antérieure ou avec les objectifs de croissance. Ces deux méthodes sont utilisées dans la présente analyse. La croissance de la production manufacturière pendant la période 1960-1969 est comparée à celle de la période 1955-1960 et les objectifs de croissance de la première Décennie du développement servent de repères. L'objectif de croissance du PIB pour cette décennie était de 5% par an, mais aucun objectif

spécifique n'avait été fixé pour la production manufacturière. Il est donc nécessaire de calculer ce qu'aurait dû être cet objectif. D'après différentes estimations, l'élasticité de croissance de la production manufacturière par rapport au PIB serait d'environ 1,4%¹. En conséquence, pour que le taux de croissance annuel du PIB atteigne 5%, il aurait fallu que celui de la production manufacturière atteigne 7%. Dans les pages suivantes, la croissance de la production manufacturière au niveau régional est comparée à ce taux de 7%. Au niveau des pays, elle est comparée autant que possible aux objectifs nationaux.

Un des objectifs proclamés de l'industrialisation, dans les pays où l'économie subit des fluctuations parce qu'elle dépend trop du secteur primaire, est la stabilisation du revenu. On pense que l'industrialisation permet d'atteindre cet objectif parce qu'elle diversifie l'économie et la rend moins dépendante des exportations de produits primaires. Il convient donc aussi d'analyser ici, au moins de façon préliminaire, le rapport entre les fluctuations de la production manufacturière et celles du PIB.

Enfin, on essaiera d'analyser les tendances récentes de la croissance industrielle. A cette fin, deux méthodes sont utilisées. La première dite «score» (cote) du facteur de croissance cherche à déterminer quelques-uns des facteurs clefs qui influent sur la croissance économique. La deuxième consiste à étudier les modifications de l'importance relative des différents groupes principaux d'industries et à rapporter ces modifications à la croissance tant du revenu par habitant que de la population.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE PAR RÉGIONS

Si l'on compare les taux de croissance de la production manufacturière donnés dans le tableau 1, on voit que les pays à économie planifiée viennent en tête avec un taux de croissance annuel moyen de 8,6% au cours de la période 1960-1969. Les pays en voie de développement, pris dans leur ensemble, ont enregistré un taux de croissance annuel moyen légèrement supérieur à celui des pays développés à économie de marché: 6,4% contre 6%. C'est en Asie que le taux de croissance a été le plus élevé: 7%. L'Amérique latine et l'Afrique ont enregistré respectivement des taux de 5,7% et de 3,9%. Etant donné que la part des pays en voie de développement dans la production manufacturière mondiale est actuellement inférieure à 8%, ces pays ne seront pas capables de rattraper les pays développés à économie de marché si la supériorité de leur taux de croissance demeure aussi faible. La similarité des taux de croissance de ces deux groupements économiques indique aussi que le rapport entre la production manufacturière des pays en voie de développement et celle du reste du monde a peu changé au cours des dix dernières années. L'écart actuel entre le taux de croissance des pays en voie de développement et celui des pays à éco-

¹ Voir, par exemple, Nations Unies, *Etude sur la croissance du secteur industriel* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 63.II.B.2) et *La Croissance de l'industrie mondiale, 1938-1961*; N° 3 — *Analyses et tableaux internationaux* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.XVII.8).

TABLEAU 1. CROISSANCE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE^a, PAR RÉGIONS ET GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES^b, 1960—1971

Taux annuel moyen basé sur les indices de production
(En pourcentage)

Année	Pays en voie de développement				Pays développés à économie de marché	Le monde, à l'exclusion des pays à économie planifiée	Pays à économie planifiée	Le monde
	Total	Afrique ^c	Asie	Amérique latine				
1966	5,1	2,1	4,2	5,1	7,8	6,9	8,5	7,8
1967	4,0	0,8	4,8	4,1	1,6	2,4	10,2	4,0
1968	7,0	3,9	6,9	7,8	7,1	6,3	9,3	7,7
1969	7,2	...	9,3	5,1	7,4	7,4	7,2	7,9
1970	6,0	...	5,9	6,8	2,1	2,1	9,2	4,7
1971 ^d	1,2	...	10,4	...	0,3	1,1	8,0	3,2
1955—1960	7,2	9,1	8,2	6,2	4,2	4,5	10,7	6,3
1960—1965	6,8	4,9	7,7	5,9	6,0	6,2	8,4	6,7
1965—1969	5,8	2,0 ^e	6,3	5,5	6,0	5,7	8,8	6,8
1960—1969	6,4	3,9 ^f	7,0	5,7	6,0	6,0	8,6	6,7

Source: ONUDI, d'après: Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique, La Croissance de l'industrie mondiale, et Annuaire des statistiques des comptabilités nationales*.

^a Le secteur «manufacturier» comprend les industries rangées dans la Branche 3 de la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activités économiques* (CITI) [ST/STAT/M.4/Rev.2/Add.1] (publication des Nations Unies, numéro de vente: 71.XVII.8). Pour les tableaux 2 à 9 du chapitre premier et pour le tableau 34 du chapitre III, on a utilisé la première version révisée de la CITI.

^b La définition des groupements économiques utilisée dans la présente étude est celle adoptée par le Bureau de statistique des Nations Unies:

«Pays en voie de développement: région des Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du Sud, Afrique (à l'exclusion de la République sud-africaine), Asie de l'Est et du Sud-Est (à l'exclusion du Japon) et Moyen-Orient (à l'exclusion d'Israël).

«Pays développés à économie de marché: Amérique du Nord (Canada et États-Unis), Europe (à l'exclusion de l'Europe de l'Est), Australie, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande et République sud-africaine.

«Pays à économie planifiée: Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS).

«Le monde» ne comprend pas les pays suivants: Mongolie, République populaire démocratique de Corée, République démocratique du Viet-Nam et République populaire de Chine.

Il convient de noter que, dans la présente étude, le terme «pays développés» s'applique (ou peut s'appliquer) aussi bien aux pays à économie de marché qu'aux pays à économie planifiée.

^c La production manufacturière pour l'Afrique est tirée des données concernant les revenus nationaux, fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies. Les données pour les autres régions et groupements économiques figurent parmi les statistiques de la production industrielle publiées dans la *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies. Du point de vue purement technique, les données concernant l'Afrique ne sont donc pas compatibles avec les autres.

Le Bureau de statistique des Nations Unies ne possède pas de statistiques régionales de production et d'emploi pour l'Afrique. Plusieurs tableaux ne contiennent donc pas ces données pour l'Afrique. Les totaux pour les pays en voie de développement comprennent généralement les chiffres pour l'Afrique, mais il ne s'ensuit pas que l'on puisse obtenir des chiffres exacts pour l'Afrique en soustrayant de ces totaux les chiffres concernant l'Asie et l'Amérique latine.

^d Les données pour les neuf premiers mois de 1971 ont été disponibles au moment où la présente publication allait être mise sous presse. On a donc utilisé pour 1970 les taux de croissance au cours des neuf premiers mois afin qu'une comparaison puisse être établie entre 1971 et 1970. Tous les autres taux de croissance ont été calculés à partir de données fournies par des publications des Nations Unies disponibles en novembre 1970.

^e 1965—1968.

^f 1960—1968.

nomie planifiée est susceptible de s'accroître encore, du fait que le taux de croissance de la production manufacturière est beaucoup plus élevé dans ces derniers pays.

Il convient de noter que, dans les pays en voie de développement, le taux de croissance annuel moyen a décliné pendant trois périodes successives, tombant

de 7,2% pour 1955—1960 à 6,8% pour 1960—1965, et à 5,8% pour 1965—1969. Comme le montre le tableau 1 l'évolution a été à peu près la même dans chacune des trois régions en voie de développement. Par contre, dans les pays développés à économie de marché, le taux de croissance annuel s'est élevé, passant de 4,2% pour la période 1955—1960 à 6% pour la décennie 1960—1969. Le taux de croissance de la production manufacturière dans les pays en voie de développement au cours de la première Décennie du développement n'est donc pas encourageant si on le compare aux taux atteints antérieurement par ces pays ou à ceux enregistrés par les autres groupements économiques.

Pour mesurer l'incidence de la croissance de la production manufacturière sur le niveau de vie général, il faut se baser sur la croissance par habitant. Le tableau 2 donne le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant et de la production manufacturière par habitant pour la période 1960—1968. Le taux de croissance annuel moyen de la production manufacturière par habitant, pour la période 1960—1968, a été de 7,4% pour les pays à économie planifiée, de 5,2% pour les pays développés à économie de marché et de 3,6% pour les pays en voie de développement. En ce qui concerne ces derniers pays, l'Asie vient en tête devant l'Amérique latine et l'Afrique. L'accroissement rapide de la population dans beaucoup de pays en voie de développement est évidemment une des principales raisons de l'écart considérable entre l'ensemble de ces pays et les autres groupements économiques en ce qui concerne la production manufacturière par habitant. La conséquence de ces différences sur le taux de croissance est évidente. L'amélioration du niveau de vie par habitant est d'autant plus difficile à réaliser que le taux de croissance démographique est élevé. C'est aussi en raison du taux de croissance démographique que l'écart se creuse entre les pays en voie de développement et les autres groupements économiques en ce qui concerne la croissance du PIB par habitant.

Comme indiqué précédemment, l'objectif de croissance de la première Décennie du développement était une augmentation annuelle moyenne de 5% pour le PIB, ce qui aurait exigé une croissance annuelle moyenne d'environ 7% pour le secteur manufacturier; l'Asie a été la seule région en voie de développement à atteindre ce taux de 7%; l'Amérique latine et l'Afrique sont restées en deçà. Ce fait, joint au ralentissement sur la longue période de la croissance de la production manufacturière dans les pays en voie de développement, ne permet pas d'espérer une croissance plus rapide dans un proche avenir. L'objectif de la deuxième Décennie du développement est un taux annuel moyen de 8% pendant les cinq premières années et un taux encore plus élevé pendant les cinq dernières². Dans beaucoup de pays en voie de développement, un effort énorme sera donc nécessaire, semble-t-il, pour renverser la tendance au ralentissement de la croissance de la production manufacturière et atteindre ces objectifs ambitieux. Etant donné que l'industrialisation des pays en voie de développement dépend non seulement de facteurs internes mais aussi de facteurs externes tels que l'apport

² Nations Unies, *Vers un développement accéléré: propositions pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 70.II.A.2), page 10.

de capitaux étrangers, une technologie appropriée et l'accès aux marchés des pays développés, la croissance de la production manufacturière dans les pays en voie de développement dépend en partie de la coopération des pays développés à économie de marché et des pays à économie planifiée.

TABLEAU 2. TAUX DE CROISSANCE PAR HABITANT DU PIB ET DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE^a, PAR RÉGIONS ET PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES, 1960—1968

(Le changement annuel moyen est exprimé en indices)

	PIB par habitant	Production manufacturière par habitant
<i>Pays en voie de développement</i>	2,1	3,6
<i>Afrique</i>	1,7	1,4
<i>Asie</i>	1,9	4,3
<i>Amérique latine</i>	1,9	2,9
<i>Pays développés à économie de marché</i>	4,2	5,2
<i>Pays à économie planifiée^b</i>	5,6	7,4

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales des Nations Unies et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

^a La production manufacturière est ici celle des industries des branches 2 et 3 de la première version révisée de la CITL.

^b Le produit matériel brut est utilisé ici à la place du produit intérieur brut.

Les transformations économiques entraînant généralement une croissance rapide du secteur industriel, il convient d'évaluer la contribution de ce secteur à la croissance du PIB. Dans le tableau 3, la croissance différentielle de la production manufacturière est mesurée par rapport à la croissance différentielle du PIB au moyen d'un ratio de contribution. Ce ratio ne tient compte ni de l'effet multiplicateur du secteur manufacturier, ni de l'effet qualitatif éventuel de ces industries sur l'ensemble de l'économie. Les ratios de contribution, en effet, permettent seulement d'évaluer la contribution des principaux secteurs de l'économie à la croissance du PIB en indiquant, en pourcentage, la part de chacun d'eux dans un accroissement donné du PIB. La part de la production manufacturière dans le PIB et son taux de croissance sont, avec le taux de croissance de la partie non manufacturière du PIB, les principaux déterminants du ratio de contribution du secteur manufacturier³.

³ Le calcul du ratio de contribution est basé sur l'hypothèse que la contribution d'un secteur à la croissance globale de l'économie est exactement égale à l'accroissement de la production de ce secteur. Cette hypothèse ne tient pas compte de l'effet multiplicateur du secteur manufacturier sur le revenu ni de ses effets sur d'autres secteurs de l'économie par le biais des échanges intersectoriels. Le ratio indique le degré relatif de modification d'un secteur dans une économie. Puisqu'il mesure les modifications relatives d'un secteur, il pourrait arriver qu'une faible croissance de la production manufacturière, 1 ou 2% par an par exemple, se traduise par une contribution relativement élevée si d'autres secteurs sont stagnants.

Dans les pays en voie de développement, la contribution du secteur manufacturier à l'accroissement annuel du PIB au cours de la période 1960—1968 a été de 22,4% en moyenne. Tous les autres secteurs ont eu des ratios de contribution plus faibles. Celui du secteur agricole a été relativement élevé (18,4%), mais plus faible que la part de ce secteur (33,2%) dans le PIB en 1963. Cette grande différence s'explique par le fait que le PIB s'est accru à un taux annuel moyen de 4,7% contre 2,6% pour l'agriculture. La différence entre les ratios de contribution de l'agriculture et de l'industrie manufacturière est actuellement faible, mais l'écart ira s'élargissant si la différence entre les taux de croissance de ces deux secteurs se maintient.

En Amérique latine et en Afrique, les ratios de contribution du secteur manufacturier ont été respectivement de 28,1% et de 21,7% pour la période 1960—1968, tandis qu'en Afrique, il n'a pas dépassé 9%. Dans les pays à économie planifiée, le secteur manufacturier a joué un rôle plus important que dans les autres groupements économiques, puisque son ratio de contribution a été de 60%. Etant donné que, dans ces pays, c'est le produit matériel brut qui est utilisé comme base de calcul, la magnitude relative de la contribution du secteur manufacturier de ces pays devrait être quelque peu réduite pour les comparaisons avec les autres groupements économiques qui utilisent le produit intérieur brut comme base de calcul. Il paraît certain, néanmoins, que le secteur manufacturier contribue pour une large part à la croissance du revenu national dans les pays à économie planifiée plus que dans n'importe quel autre groupement économique.

TABLEAU 3. CONTRIBUTION DES PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ÉCONOMIE À LA CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, PAR RÉGIONS ET PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES, 1960—1968*
(En pourcentage)

	PIB	Agriculture	Industries manu- facturières	Bâtiment et travaux publics	Transports et com- munications	Commerce de gros et de détail
<i>Pays en voie de développement</i>						
Part de chaque secteur dans le PIB, 1963	100,0	33,2	17,0	3,7	5,5	13,9
Taux de croissance moyen, 1960—1968	4,7	2,8	6,2	5,8	5,6	5,1
Contribution de chaque secteur à la croissance du PIB, 1960—1968	100,0	18,4	22,4	4,6	6,6	15,1
<i>Amérique latine</i>						
Part de chaque secteur dans le PIB, 1963	100,0	21,1	23,3	3,3	6,4	16,3
Taux de croissance moyen, 1960—1968	4,9	3,2	5,9	5,5	4,6	5,0
Contribution de chaque secteur à la croissance du PIB, 1960—1968 ...	100,0	13,8	28,1	3,7	6,0	16,6

TABLEAU 3 (suite)

	PIB	Agriculture	Industries manu- facturières	Bâtiment et travaux publics	Transports et com- munications	Commerce de gros et de détail
<i>Asie</i>						
Part de chaque secteur dans le PIB, 1963	100,0	43,6	14,6	3,9	4,9	12,4
Taux de croissance moyen, 1960—1968	4,7	2,6	7,0	6,1	6,0	5,5
Contribution de chaque secteur à la croissance du PIB, 1960—1968	100,0	24,1	21,7	5,1	6,3	14,5
<i>Afrique</i>						
Part de chaque secteur dans le PIB, 1963	100,0	40,4	9,7	4,7	5,2	14,3
Taux de croissance moyen, 1960—1968	4,2	2,4	3,9	5,1	5,9	4,0
Contribution de chaque secteur à la croissance du PIB, 1960—1968	100,0	23,1	9,0	5,7	7,3	13,6
<i>Pays développés à économie de marché</i>						
Part de chaque secteur dans le PIB, 1963	100,0	6,7	29,7	5,7	6,9	14,6
Taux de croissance moyen, 1960—1968	5,3	2,2	6,3	4,5	5,8	5,6
Contribution de chaque sec- teur à la croissance du PIB, 1960—1968	100,0	2,8	35,3	4,8	7,6	15,4
<i>Pays à économie planifiée</i>						
Part de chaque secteur dans le PIB, 1963	100,0	19,7	46,3	8,3	9,0	7,4
Taux de croissance moyen, 1960—1968	6,8	2,5	8,8	6,0	8,2	5,4
Contribution de chaque sec- teur à la croissance du PIB, 1960—1968	100,0	7,2	60,0	7,3	0,9	6,2

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales des Nations Unies et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

* Le ratio de contribution d'un secteur est calculé au moyen de l'équation suivante:

$\frac{G_i \times R_i}{\sum (G_i \times R_i)} \times 100$ dans laquelle G_i est le taux de croissance du secteur i et R_i la part relative de la production du secteur i dans le PIB en 1963.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

L'analyse de la croissance de la production manufacturière par régions montre que l'industrialisation a progressé assez lentement dans les pays en voie de développement. Même si le taux de croissance, pendant une période donnée, n'indique pas nécessairement le succès ou l'échec de l'industrialisation, il n'en ressort pas moins un fait inquiétant: le taux de croissance de la production manufacturière dans les pays en voie de développement a baissé pendant la première Décennie du développement, devenant presque identique à celui de la production manufacturière des pays développés à économie de marché. Les tableaux 4, 5 et 6 donnent les taux de croissance de la production manufacturière dans certains pays en voie de développement au cours de cette décennie; ces taux sont assez différents des taux par régions. Dans 24 des 49 pays choisis, les taux de croissance de la production manufacturière ont été plus élevés que le taux moyen pour l'ensemble des pays en voie de développement. Si l'on considère à part l'Argentine, le Brésil et l'Inde, pays dont la production manufacturière combinée a représenté environ 45% de la production manufacturière totale des pays en voie de développement en 1963, il est frappant de constater que les taux de croissance annuels moyens dans ces trois pays (Argentine 4,7%, Brésil 5,7%, Inde 4,9%) ont été beaucoup plus faibles que le taux annuel moyen pour l'ensemble des pays en voie de développement (6,4%). Cependant, dans certains autres pays ayant eux aussi contribué de façon importante à la production manufacturière globale des pays en voie de développement, le taux de croissance du secteur manufacturier a été supérieur à la moyenne pendant cette décennie: 16,4% en République de Corée, 7,8% au Pakistan, 8,3% au Mexique et 7,8% au Pérou. Par ailleurs, beaucoup de pays dont la production manufacturière combinée est faible, ont enregistré néanmoins des taux de croissance de cette production plus élevés que les taux moyens pour les régions auxquelles ils appartiennent: en Asie, 13,5% à Ceylan, 12,5% en Iran, 10,5% en Jordanie, 10,8% en Malaisie et 11,4% en Thaïlande; en Afrique, 9,7% en Ethiopie, 8,2% au Ghana, 10,6% en République arabe libyenne, 11,7% en République-Unie de Tanzanie et 16,5% en Zambie; en Amérique latine, 8,1% au Costa Rica, 6% à El Salvador, 9% au Honduras, 8,1% au Nicaragua et 11,1% au Panama.

Du point de vue du niveau de vie général, la croissance de la production manufacturière par habitant peut être considérée comme plus importante que celle de la production manufacturière totale. Le tableau 2 montre que, pendant la période 1960-1968, le taux de croissance annuel moyen de la production manufacturière par habitant a été de 3,6% dans les pays en voie de développement, de 5,2% dans les pays développés à économie de marché et de 7,4% dans les pays à économie planifiée. Quinze seulement, des 49 pays en voie de développement qui figurent dans les tableaux 4, 5 et 6, ont enregistré des taux de croissance de la production manufacturière par habitant plus élevés que le taux moyen pour les pays développés à économie de marché. La croissance de la production manufacturière par habitant a été lente dans certains pays comme l'Argentine, le Brésil, l'Inde et le Mexique, qui comptent parmi les plus gros producteurs

d'articles manufacturés des régions en voie de développement. La République de Corée a été le seul pays en voie de développement, gros producteur d'articles manufacturés, à enregistrer un taux de croissance de la production manufacturière par habitant sensiblement plus élevé (11,3%) que les pays développés à économie de marché pris dans leur ensemble (5,2%) et même que les pays à économie planifiée (7,4%). Plusieurs autres pays — Ceylan, Ethiopie, Panama, République-Unie de Tanzanie et Zambie — ont accru leur production manufacturière par habitant sensiblement plus vite que les pays développés à économie de marché pris dans leur ensemble. Dans la plupart des pays en voie de développement, cependant, la croissance de la production manufacturière par habitant a été beaucoup plus lente que dans les pays développés. La faible valeur de la production manufacturière par habitant et la lenteur de sa progression dans beaucoup de pays en voie de développement montrent que l'industrialisation est loin d'avoir répondu à leurs espoirs.

La dernière colonne des tableaux 4, 5 et 6 donne le ratio de contribution de la production manufacturière au PIB. Comme dans le tableau 3, ce ratio exprime la contribution moyenne de la production manufacturière à l'augmentation du PIB au cours de la période considérée. En général, ces ratios de contribution ont été plus bas en Afrique que dans les deux autres régions, en partie à cause de la lenteur de la croissance de la production manufacturière et de sa part relative-

TABLEAU 4. CROISSANCE DU PIB ET DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE ET CONTRIBUTION DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE A LA CROISSANCE DU PIB DANS CERTAINS PAYS D'AFRIQUE, 1960-1968

	Croissance du PIB (taux annuel moyen)	Croissance du PIB par habitant	Part de la production manufac- turière dans le PIB, 1963 (pourcentage)	Croissance de la production manufac- turière (taux annuel moyen)	Croissance de la production manufac- turière par habitant (taux annuel moyen)	Contribution de la pro- duction manufac- turière au PIB, 1960-1968 (pourcentage)
Algérie	-0,9	-3,2	12,6	-3,0	-5,3	-42
Egypte	5,2	2,6	18,8	4,3	1,8	16
Ethiopie	4,7	2,7	6,5	9,7	7,7	13
Ghana	2,7	0,0	5,2	8,2	5,4	16
Kenya	5,6	2,6	9,5	6,3	3,3	11
Malawi	3,8	1,2	5,3	3,6	1,0	5
Maroc	3,8	1,0	12,5	3,6	0,8	12
Nigéria	3,5	1,1	5,6	5,6	3,1	9
Ouganda	4,4	1,8	7,0	7,2	4,5	12
République arabe libyenne	25,8	21,4	4,4	10,6	6,8	2
République-Unie de Tanzanie	4,1	1,6	3,4	11,7	9,0	10
Rhodésie du Sud	3,5	0,3	17,2	3,1	-0,1	15
Soudan	4,4	1,5	5,1	7,3	4,3	9
Tunisie	3,7	1,4	13,0	6,0	3,6	21
Zaire	0,1	-2,0	18,1	-1,5	-3,5	-272
Zambie	8,3	5,1	5,8	16,5	13,1	12

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales des Nations Unies et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

TABLEAU 5. CROISSANCE DU PIB ET DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE ET CONTRIBUTION DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE À LA CROISSANCE DU PIB DANS CERTAINS PAYS D'ASIE, 1960-1969

	Croissance du PIB (taux annuel moyen)	Croissance du PIB par habitant	Part de la production manufac- turière dans le PIB, 1963 (pourcentage)	Croissance de la production manufac- turière (taux annuel moyen)	Croissance de la production manufac- turière par habitant	Contribution de la production manufac- turière au PIB, 1960 - 1969 (pourcentage)
Birmanie ^a	3,6	1,4	9,8	3,8	1,6	10
Ceylan	4,3	1,8	8,6	13,5	10,7	27
Chypre ^a	6,5	5,4	11,1	5,2	4,2	9
Inde	3,1	0,6	15,3	4,9	2,1	24
Indonésie ^a	2,7	0,3	10,8	1,0	-1,4	4
Iran	8,0	4,9	21,3	12,5	9,3	33
Irak ^a	6,3	3,3	7,6	4,4	1,5	5
Jordanie ^a	5,8	2,8	9,0	10,5	7,4	16
Malaisie	5,9	2,8	9,1	10,8	7,6	17
Pakistan	5,5	3,3	10,9	7,8	5,6	16
Philippines	5,1	1,6	19,8	4,5	1,1	18
République arabe syrienne ^a ..	6,3	3,3	8,0	6,3	3,3	8
République de Corée	8,5	5,5	13,6	16,4	11,3	26
République khmère ^a	4,3	2,0	8,8	5,7	3,3	12
Thaïlande ^a	7,6	4,4	11,4	11,4	8,1	17

Sources: ONUDI, d'après l'Economic Survey of Asia and the Far East, 1970 de la CEAEO, l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales des Nations Unies et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

^a 1960 - 1968.

ment petite dans le PIB. On note cependant des exceptions. En Ethiopie, par exemple, le taux de croissance annuel moyen de la production manufacturière a été plus élevé que celui du PIB; 9,7% contre 4,7%, mais le ratio de contribution de ce secteur a été de 13% seulement parce que sa part dans le PIB ne dépassait pas 6,5% en 1963. En République arabe libyenne, la production manufacturière s'est accrue en moyenne de 10,6% par an, mais le ratio de contribution de ce secteur n'a été que de 2% parce que le PIB s'est accru de 25,8% en moyenne par an pendant la même période et que la part de la production manufacturière dans le PIB ne dépassait pas 4,4% en 1963.

En Asie, comme l'indique le tableau 5, pour tous les pays considérés sauf quatre, le ratio de contribution du secteur manufacturier a été plus élevé que la part (en pourcentage) de ce secteur dans le PIB en 1963. En Birmanie, par exemple, le ratio de contribution du secteur manufacturier a été de 10%, tandis que la production de ce secteur représentait 9,8% du PIB en 1963. A Ceylan, en Iran et en République de Corée, les ratios de contribution du secteur manufacturier ont dépassé 25%, en raison surtout des taux de croissance élevés de ce secteur. L'Inde a enregistré un ratio de contribution élevé pour le secteur manufacturier (24%), malgré le faible taux de croissance de ce secteur (4,9%). Il est donc évident que dans la grande majorité des pays d'Asie, le secteur manufacturier a plus contribué que les autres à la croissance du revenu.

Dans la plupart des pays d'Amérique latine figurant dans le tableau 6, le ratio de contribution du secteur manufacturier a dépassé 20%, et dans tous,

TABLEAU 6. CROISSANCE DU PIB ET DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE ET CONTRIBUTION DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE À LA CROISSANCE DU PIB DANS CERTAINS PAYS D'AMÉRIQUE LATINE, 1960—1970

	Croissance du PIB (taux annuel moyen)	Croissance du PIB par habitant	Part de la production manufac- turière dans le PIB, 1961 (pourcentage)	Croissance de la production manufac- turière (taux annuel moyen)	Croissance de la production manufac- turière par habitant	Contribution de la production manufac- turière au PIB, 1960-1970 (pourcentage)
Argentine.....	3,6	2,0	31,1	4,7	3,0	45
Bolivie.....	5,4	3,0	14,0	7,2	4,9	18
Brésil.....	5,8	2,9	25,9	5,7	2,8	23
Chili.....	4,3	1,8	26,0	5,8	3,2	35
Colombie.....	5,1	1,6	19,3	6,2	2,7	24
Costa Rica.....	7,1	3,1	16,3	8,1	4,0	22
El Salvador.....	5,5	2,2	14,6	8,6	5,2	23
Equateur.....	5,0	1,5	15,9	6,5	3,0	21
Guatemala.....	5,2	2,2	13,1	7,6	4,6	19
Honduras.....	5,2	1,7	12,7	9,0	5,4	22
Mexique.....	6,9	3,3	27,3	8,3	4,6	33
Nicaragua.....	6,1	3,0	13,4	8,1	5,0	18
Panama.....	8,1	4,8	15,3	11,1	7,7	20
Paraguay.....	4,6	1,2	15,5	4,7	1,3	16
Pérou.....	5,5	2,3	16,5	7,8	4,6	23
République Dominicaine ..	3,7	0,4	16,9	3,5	0,2	16
Uruguay.....	1,1	-0,2	21,3	1,7	0,4	33
Venezuela.....	4,6	1,2	12,2	6,6	3,1	18

Source: ONUDI, d'après l'Economic Survey of Latin America de la CEPAL, l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales des Nations Unies et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

sauf en République Dominicaine, il a été supérieur à la part de la production manufacturière dans le PIB. Le taux de croissance du secteur manufacturier en Amérique latine n'a pas été très élevé, mais la médiocrité des résultats enregistrés dans les autres secteurs de l'économie a accru l'importance relative de la contribution de ce secteur à l'accroissement du revenu. La faiblesse de la progression du secteur manufacturier en Argentine et au Brésil a été signalée, mais ce secteur a cependant contribué plus que les autres à la croissance du PIB dans les deux pays⁴.

CROISSANCE EFFECTIVE ET OBJECTIFS DE CROISSANCE

On peut aussi mesurer la croissance industrielle des pays en voie de développement en comparant la croissance de leur production manufacturière à leurs objectifs de croissance pour ce secteur. Le tableau 7 donne les objectifs de croissance fixés pour le PIB et pour la production manufacturière dans certains

⁴ Il apparaît donc que le ratio de contribution est une mesure comportant quelque ambiguïté. Si, par exemple, on compare le Mexique et l'Uruguay (tableau 6), on voit que ces deux pays ont un ratio de contribution de 33, alors que la production manufacturière s'est accrue seulement de 1,7% par an en Uruguay et de 8,3% au Mexique. Une saine expansion de l'agriculture au Mexique a cependant fait croître rapidement la part non manufacturière du PIB. La croissance des secteurs non manufacturiers a ainsi fait baisser le ratio de contribution du secteur manufacturier.

TABLEAU 7. OBJECTIFS DE CROISSANCE ANNUELLE ET CROISSANCE ANNUELLE EFFECTIVE DU PIB ET DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Taux annuel moyen
(En pourcentage)

	Période	Objectifs de croissance		Période	Croissance effective	
		PIB	Production manufacturière		PIB	Production manufacturière
<i>Afrique</i>						
Ouganda	1966—1971	6,3	10,1	1960—1968	4,4	7,2
République-Unie de Tanzanie	1960—1970	6,7	14,9	1960—1968	4,1	11,7
Tunisie	1957—1971	5,3	8,0	1960—1968	3,7	6,0
<i>Amérique latine</i>						
Argentine	1960—1967	4,0	4,3	1960—1970	3,6	4,7
Bolivie	1958—1971	8,9	7,7	1960—1970	5,4	7,2
Chili	1961—1970	5,5	6,3	1960—1970	4,3	5,8
Equateur	1965—1969	6,5	10,3	1960—1970	5,0	6,5
Honduras	1965—1974	7,0	13,0	1960—1970	5,2	9,0
Paraguay	1966—1970	6,0	8,8	1960—1970	4,6	4,7
Venezuela	1964—1968	7,1	10,8	1960—1970	4,6	6,6
<i>Asie</i>						
Ceylan	1951—1968	6,0	11,7	1960—1969	4,3	13,5
Inde	1967—1974	5,3	8,5	1960—1969	3,1	4,9
Irak	1964—1969	8,5	11,3	1960—1968	6,3	4,4
Jordanie	1963—1970	7,2	7,0	1960—1968	5,8	10,5
Pakistan	1965—1970	6,5	10,1	1960—1969	5,5	7,8
Philippines	1960—1967	6,0	10,0	1960—1969	5,1	4,5
République de Corée ...	1965—1971	6,8	10,8	1960—1969	8,5	16,4

Source: ONUDI, *Résumés des plans de développement industriel de 30 pays*, vol. I (ONUDI/IPPD. 11), Vienne, 1970.

de ces pays. Les périodes n'étant pas les mêmes que les périodes considérées dans les tableaux 4, 5 et 6, la comparaison ne permet qu'une évaluation approximative des résultats obtenus. Parmi les pays qui figurent dans le tableau 7, la République de Corée a été le seul à dépasser ses objectifs de croissance pour la production manufacturière et pour le PIB. Les autres n'ont pu atteindre leur objectif de croissance ni pour le PIB ni pour la production manufacturière, à l'exception de l'Argentine, de Ceylan et de la Jordanie où les taux de croissance sont restés en deçà de l'objectif pour le PIB, mais l'ont dépassé pour la production manufacturière.

Si l'on prend comme critère les objectifs de la première Décennie du développement (taux de croissance de 5% pour le PIB, de 7% pour la production manufacturière), on constate que le premier a été atteint par un peu plus de la moitié des pays en voie de développement figurant dans les tableaux 4, 5 et 6, et le second par environ la moitié de ces pays. Selon ce critère, le développement du secteur manufacturier a été plus ou moins satisfaisant suivant les pays.

Un autre critère encore permet d'évaluer le développement du secteur manufacturier: la contribution de ce secteur à la régularité de la croissance économique. Selon certains, l'industrialisation peut réduire l'ampleur des fluctuations de l'économie dans les pays en voie de développement en diversifiant la base économique. Le taux de croissance annuel du PIB et celui de la production manufacturière sont indiqués dans le tableau 8 pour certains pays en voie de développement sur lesquels des données sont disponibles. L'analyse suivante tient compte des fluctuations du taux de croissance et non des niveaux de production, du fait que la valeur du PIB et celle de la production manufacturière, mesurées en prix nationaux constants, ont augmenté chaque année dans la plupart des pays en voie de développement.

Le cas de l'Argentine est particulièrement intéressant. Si l'on compare les taux de croissance annuels de sa production manufacturière et ceux de son PIB, on s'aperçoit que la production manufacturière a plus fluctué que le PIB. Etant donné que la part de la production manufacturière dans le PIB était de 31% en 1963, le taux de croissance de la production manufacturière aurait dû, logiquement, avoir un effet important sur le taux de croissance du PIB. Les chiffres du tableau 8 montrent, cependant, que les fluctuations du secteur manufacturier n'ont guère retenti sur la croissance du PIB. L'explication de ce phénomène est évidemment que les autres secteurs de l'économie ont joué un rôle stabilisateur. Il en a été à peu près de même au Brésil, sauf pendant quelques années. Au Mexique, les fluctuations des taux de croissance annuels de la production manufacturière ont été moindres qu'en Argentine ou au Brésil, deux écarts importants seulement ayant été enregistrés. En outre, ces fluctuations n'ont pas différé sensiblement des fluctuations de la croissance du PIB. Il ressort de ces observations qu'au Mexique le secteur manufacturier a peut-être contribué à la régularité de la croissance du revenu. L'Inde et le Pakistan comptent aussi parmi les pays ayant un secteur manufacturier important. Sauf en 1965, année où la production manufacturière a baissé dans ces deux pays (moins brusquement au Pakistan), les fluctuations d'une année à l'autre ont été plus grandes pour le PIB que pour la production manufacturière, comme le montre le tableau 8. En Inde comme au Pakistan, ces deux variables ont fluctué dans le même sens. Ainsi, le secteur manufacturier paraît avoir joué un rôle stabilisateur dans la croissance du revenu national de ces deux pays.

La faiblesse des taux de croissance régionaux de la production manufacturière (voir tableau 1) est due en partie aux résultats relativement médiocres de quelques pays en voie de développement ayant des secteurs manufacturiers importants, mais les taux de croissance d'un grand nombre de pays en voie de développement ayant des secteurs manufacturiers proportionnellement moins importants ont dépassé le taux annuel moyen de 6,4% enregistré pour l'ensemble des pays en voie de développement. On peut donc dire que la plupart de ces pays ont enregistré, pour la production manufacturière, des taux de croissance dépassant la moyenne de leurs régions respectives.

La production manufacturière s'est accrue rapidement en République de Corée pendant la première Décennie du développement. Les taux de croissance ont été élevés pour le PIB comme pour la production manufacturière avec,

TABLEAU 8. FLUCTUATIONS ANNUELLES DU TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE ET DU PIB DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, 1961—1970

Taux de croissance annuel basé sur les indices
(En pourcentage)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<i>Afrique</i>										
Ethiopie										
Production manufacturière	10,9	7,0	5,3	16,9	10,2	9,7	6,2	11,7	...	...
PIB	4,8	4,5	3,0	4,8	6,9	4,1	4,5	4,5	...	...
République arabe libyenne										
Production manufacturière	26,0	8,7	5,0	9,5	7,0	13,0	13,7	13,3	...	...
PIB	28,3	7,6	43,5	43,5	26,5	16,5	12,2	24,9	...	...
République-Unie de Tanzanie										
Production manufacturière	24,1	8,2	8,3	7,0	10,1	14,6	8,5	30,9	...	...
PIB	-4,2	7,1	3,6	6,7	1,8	8,8	1,9	2,1	...	...
Zambie										
Production manufacturière	8,0	-1,1	7,5	17,0	29,9	16,4	47,5	0,4	...	...
PIB	0,0	-1,0	2,0	13,0	17,7	12,0	6,0	10,1	...	...
<i>Amérique latine</i>										
Argentine										
Production manufacturière	9,7	-4,5	-4,6	15,1	12,7	-0,4	0,0	7,9	7,3	6,0
PIB	7,0	-1,8	-3,6	8,2	8,5	0,3	2,0	4,8	6,6	4,8
Brésil										
Production manufacturière	10,6	7,8	0,2	5,2	-4,1	11,7	3,0	4,1	10,8	10,2
PIB	10,3	5,2	1,6	2,9	2,7	5,1	4,8	6,4	8,5	9,0
Honduras										
Production manufacturière	14,2	3,7	4,5	17,2	9,6	10,5	10,2	9,0	6,5	5,2
PIB	4,4	7,7	1,1	5,0	9,4	6,8	5,8	4,9	3,2	4,0

Mexique										
Production manufacturière	4,5	5,8	8,8	13,6	6,8	10,2	8,5	8,9	7,8	8,5
PIB	3,5	5,0	6,3	10,2	5,3	7,7	6,5	6,7	7,3	7,4
Panama										
Production manufacturière	16,4	21,1	14,1	4,7	7,5	10,2	12,5	10,3	7,0	8,7
PIB	10,8	8,4	9,4	4,3	8,8	7,4	8,4	7,3	7,2	8,6
Pérou										
Production manufacturière	10,4	10,3	7,0	9,4	7,9	9,8	6,1	4,7	1,9	10,5
PIB	8,1	9,2	3,8	6,9	4,8	5,8	4,6	1,6	1,3	7,3
Asie										
Inde										
Production manufacturière	9,1	7,4	8,7	7,6	0,4	0,8	1,2	5,4	6,6	...
PIB	3,8	2,1	5,8	7,3	-5,5	0,9	8,9	1,9	5,5	...
Iran										
Production manufacturière	8,2	14,6	17,8	6,2	15,0	11,2	12,9	11,9	13,2	...
PIB	5,6	6,6	5,0	5,2	12,8	6,9	12,4	7,6	10,2	...
Pakistan										
Production manufacturière	11,3	9,4	9,5	8,3	5,1	8,0	6,2	6,0	7,7	...
PIB	5,9	3,7	8,4	4,2	4,7	5,0	7,5	5,2	5,8	...
République de Corée										
Production manufacturière	2,7	15,0	17,2	4,1	22,3	16,0	23,9	28,1	15,9	...
PIB	4,8	2,8	9,2	8,8	7,0	12,7	7,5	13,0	21,8	...
Thaïlande										
Production manufacturière	2,8	5,2	15,9	13,5	17,3	8,7	11,5	8,6	...	...
PIB	4,2	5,4	9,8	6,1	8,8	11,1	4,6	8,8	9,6	...

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales des Nations Unies, l'Économist Survey of Asia and the Far East, 1970, de la CI.ABC, l'Économist Survey of Latin America de la CEPAL et d'autres données fournies par le Bureau de statistiques des Nations Unies.
Données provisoires.

cependant, des fluctuations assez importantes dans la croissance de cette dernière. Ces fluctuations ont été plus fortes que celles du PIB et souvent en sens inverse. Il semble donc que la production manufacturière compense fréquemment la baisse des taux de croissance d'autres secteurs de l'économie, jouant ainsi un rôle stabilisateur.

Les autres pays figurant dans le tableau 8 ne sont pas de gros producteurs d'articles manufacturés, mais la croissance de ce secteur a été beaucoup plus rapide chez eux que celle du PIB. Sauf en Ethiopie et peut-être au Pérou, le taux de croissance du PIB a plus fluctué que celui de la production manufacturière ; mais ces deux variables ont évolué dans le même sens dans presque tous les cas. Comme on pouvait s'y attendre, le secteur manufacturier paraît donc, dans beaucoup de pays en voie de développement, avoir eu une influence stabilisatrice sur le revenu, mais il se pourrait cependant que, dans les nombreux pays où sa part dans le PIB est faible, l'importance de sa contribution à la régularité de la croissance économique soit faible elle aussi.

LE « SCORE » DES FACTEURS DE CROISSANCE DU SECTEUR MANUFACTURIER

Il est évident que le secteur manufacturier se compose de nombreuses activités hétérogènes et que chacune d'elles peut réagir différemment à des conditions économiques données ; l'on pourrait donc soutenir que la planification du développement du secteur manufacturier devrait se fonder sur l'étude approfondie de chaque activité manufacturière plutôt que sur l'étude des tendances agrégatives. Il est donc intéressant d'essayer d'évaluer l'importance exacte de certains facteurs qui paraissent influencer sur le secteur manufacturier pris dans son ensemble. La croissance de la production manufacturière dans un certain nombre de pays au cours de la période 1960-1968 est mise en relation ici avec chacun des facteurs de croissance suivants, au moyen d'un « score » des facteurs de croissance⁵ : 1) taux de croissance du PIB ; 2) taux de croissance du PIB par habitant ; 3) niveau du PIB par habitant en 1963 ; 4) taux de croissance de la production agricole (1960-1968) ; 5) taux de croissance du total des exportations (1960-1968) ; 6) taux de scolarisation au niveau secondaire en 1965 (ce facteur remplaçant celui de la main-d'œuvre qualifiée) et 7) taux de croissance de la formation brute de capital intérieur (1960-1968). Le taux de croissance du PIB est pris comme un indicateur des modifications de la base économique

⁵ Pour calculer le « score », on utilise la méthode suivante. Premièrement, la variable dépendante et chaque variable indépendante sont mises en relation séparément au moyen du coefficient de corrélation. Deuxièmement, les « scores » 100 et 0 sont attribués respectivement à la plus haute valeur et à la plus basse valeur de chaque variable (dépendante aussi bien qu'indépendante) et les « scores » des autres valeurs sont calculés au moyen de la formule

$$\frac{I-L}{H-L} \times 100$$

dans laquelle I est la valeur considérée, H la plus haute valeur et L la plus basse valeur. Troisièmement, les « scores » de chaque variable sont pondérés par les valeurs respectives des coefficients de corrélation. Quatrièmement, les « scores » pondérés de toutes les variables indépendantes sont additionnés pour obtenir le « score » agrégatif. Ce « score » est alors mis en relation avec le « score » de la variable dépendante au moyen du coefficient de corrélation.

d'un pays. Le niveau du PIB par habitant en 1963 et le taux de croissance du PIB par habitant sont considérés comme représentant respectivement le niveau du revenu et les modifications de ce niveau. Le taux de croissance de la production agricole est aussi choisi comme variable explicative parce que, dans beaucoup de pays en voie de développement, les principales industries manufacturières sont celles qui transforment des produits agricoles.

La thèse selon laquelle l'exportation de produits manufacturés présente une importance vitale pour le développement économique est de plus en plus répandue. On pourrait établir des statistiques séparées pour les produits manufacturés et les autres produits, mais les exportations de produits classés dans les sections 5 à 8 de la CTCI n'ont pas encore atteint un niveau important dans les pays en voie de développement. Il a donc paru préférable d'utiliser ici les données concernant les exportations totales. L'existence d'une main-d'œuvre qualifiée est également considérée comme un des facteurs clefs de l'industrialisation. Faut de renseignements suffisants concernant ce facteur dans les pays en voie de développement, on l'a remplacé par le taux de scolarisation au niveau secondaire. Enfin, il aurait fallu utiliser aussi la formation de capital intérieur du secteur manufacturier mais, là encore, la pénurie de données aurait sévèrement limité le nombre des pays sur lesquels l'analyse aurait pu porter. La formation brute de capital intérieur a donc été utilisée comme substitut. Le niveau de l'investissement dans une économie affecte la production manufacturière du point de vue de la demande comme du point de vue de l'offre, et le choix de cette variable à la place de la formation brute de capital intérieur dans le secteur manufacturier reflète en partie la demande de produits manufacturiers et en partie l'accroissement de la capacité de production.

Un degré d'association significatif apparaît entre la croissance de la production manufacturière et les «scores» combinés des facteurs de croissance. Lorsque les «scores» combinés donnés dans le tableau 9 sont mis en rapport avec les indices de croissance de la production manufacturière, le coefficient de corrélation obtenu est 0,80. Il est intéressant de noter, en ce qui concerne les corrélations individuelles entre la croissance de la production manufacturière et les variables individuelles 1 à 7, que chacun des coefficients obtenus est inférieur à 0,80. Les différentes données utilisées dans la présente analyse figurent dans le tableau 10, à l'exception des taux de croissance du PIB et du PIB par habitant, qui figurent dans les tableaux 4, 5 et 6. En se basant sur ces données, on obtient un coefficient de corrélation de 0,68 entre la croissance de la production manufacturière et le taux de croissance du PIB, mais c'est entre la croissance de la production manufacturière et le taux de croissance du PIB par habitant que l'on trouve le coefficient de corrélation le plus élevé: 0,78.

Autre constatation intéressante, le niveau du PIB par habitant ne paraît pas avoir un rapport significatif avec la croissance de la production manufacturière (le coefficient de corrélation est $-0,23$)⁶. En conséquence, le niveau

⁶ La présente analyse ne doit pas être confondue avec celle de l'élasticité de la croissance dans laquelle sera examinée la relation entre le niveau de la production manufacturière et le niveau du PIB par habitant. Au-dessus de 0,396, le coefficient de corrélation est significatif dans 99% des cas.

TABLEAU 9. «SCORE» DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, 1960—1968

	Score de croissance de la production manufacturière	Score combiné des facteurs de croissance		Score de croissance de la production manufacturière	Score combiné des facteurs de croissance
<i>Afrique</i>			<i>Amérique latine</i>		
Ghana	45	62	Argentine.....	20	96
Maroc.....	16	98	Bolivie	40	147
Rhodésie du Sud .	13	74	Chili	36	166
Tunisie	31	92	Colombie.....	28	103
			Costa Rica.....	44	133
			El Salvador	60	132
			Guatemala	44	118
			Honduras.....	55	131
			Jamaïque	33	156
<i>Asie</i>			Nicaragua	33	152
Ceylan	84	133	Panama	65	210
Indonésie	0	64	Pérou	46	140
Irak	21	148	République		
Jordanie	60	185	Dominicaine ...	6	59
Philippines.....	23	129	Uruguay	1	57
République de			Venezuela	38	121
Corée	93	265			

Note: Pour le mode de calcul, voir note 5, page 16.

du PIB par habitant a été éliminé du calcul et le «score» combiné des facteurs de croissance, donné dans le tableau 9, ne comprend que six variables. Le taux de croissance de la production agricole a une faible corrélation avec la croissance de la production manufacturière (coefficient de corrélation de 0,32) et les coefficients de corrélation avec les autres variables sont: 0,70 pour le taux de croissance des exportations, 0,48 pour le taux de scolarisation au niveau secondaire et 0,38 pour le taux de croissance de la formation brute de capital intérieur.

La constatation la plus importante semble être la suivante: tandis que la corrélation avec chaque variable individuelle est relativement faible, le «score» combiné des facteurs de croissance, basé sur toutes les variables réunies, a une association significative avec la croissance de la production manufacturière. En d'autres termes, si les modifications d'une seule variable ont relativement peu d'incidence sur la croissance du secteur manufacturier, des mesures politiques n'affectant qu'une variable, par exemple l'éducation, la production agricole ou les exportations, ne stimuleront probablement guère la croissance du secteur manufacturier. Par contre, la corrélation élevée qui apparaît entre la croissance de la production manufacturière et l'indice combiné des facteurs de croissance, implique que des politiques économiques intéressant simultanément une gamme étendue d'éléments économiques sont probablement nécessaires pour obtenir une croissance rapide du secteur manufacturier.

TABLEAU 10. PIB PAR HABITANT, CROISSANCE DE L'AGRICULTURE, DES EXPORTATIONS ET DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL INTÉRIEUR ET TAUX DE SCOLARISATION AU NIVEAU SECONDAIRE DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

	Niveau du PIB par habitant, 1963 (en dollars)	Croissance de la production agricole, 1960-1968 (taux annuel moyen)	Croissance des exportations, 1960-1968 (taux annuel moyen)	Taux de scolarisation au niveau secondaire en 1965	Croissance de la formation brute de capital intérieur, 1960-1968 (taux annuel moyen)
<i>Afrique</i>					
Ghana	207	2,2	0,6	27	-4,7
Maroc	168	4,3	3,1	15	10,8
Rhodésie du Sud ..	207	4,7	3,7	3	2,4
Tunisie	200	-3,0	6,4	25	12,1
<i>Amérique latine</i>					
Argentine	522	2,3	3,0	40	1,7
Bolivie	110	1,7	14,7	23	10,6
Chili	301	1,8	8,5	41	33,5
Colombie	257	3,0	2,4	23	4,2
Costa Rica	339	2,0	9,0	37	10,0
El Salvador	230	2,9	7,7	19	1,9
Guatemala	283	3,9	8,3	8	7,7
Honduras	198	2,5	12,0	11	9,9
Jamaïque	422	2,5	5,1	22	12,5
Nicaragua	279	3,9	13,8	17	10,6
Panama	445	6,1	16,4	46	12,9
Pérou	222	2,0	9,5	28	13,6
<i>République</i>					
Dominicaine ...	263	0,0	-1,2	24	10,8
Uruguay	562	0,3	4,2	57	-4,1
Venezuela	745	6,1	2,0	34	6,6
<i>Asie</i>					
Ceylan	138	1,9	1,4	78	7,5
Indonésie	79	2,3	-2,5	17	6,6
Irak	245	5,6	6,0	29	2,7
Jordanie	184	7,4	17,5	49	10,4
Philippines	235	4,8	5,4	31	10,6
République de Corée	135	4,4	39,0	43	24,0

Sources: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales et l'Annuaire statistique des Nations Unies, l'Economic Survey for Asia and the Far East de la CEABO, et l'Etude sur l'économie mondiale, 1969 des Nations Unies (publication des Nations Unies, numéro de vente: 71.II C.1).

DÉVELOPPEMENT DES PRINCIPALES CATÉGORIES D'INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Le secteur manufacturier est probablement le moins homogène des différents secteurs de l'économie et sa structure est, en outre, soumise à des changements rapides. Lorsque le revenu national s'accroît, lorsqu'une nouvelle technologie est introduite, ou lorsque la base économique d'un pays se transforme, la structure du secteur manufacturier se modifie aussi, comme le montre l'histoire de l'in-

dustrialisation dans les pays avancés⁷. En raison de la brièveté de la période considérée dans la présente étude, il est difficile, dans beaucoup de pays en voie de développement, d'analyser les changements structurels, mais les tendances sont néanmoins suffisamment claires dans un assez grand nombre de pays pour que des comparaisons puissent être établies dans ce domaine entre les groupements économiques et entre les régions en voie de développement. Il est possible aussi d'identifier les catégories d'industries manufacturières qui ont le potentiel de croissance le plus élevé et d'expliquer l'évolution du secteur manufacturier en utilisant les élasticités de croissance et de dimension (population).

Les taux de croissance des diverses industries et leur part dans la production manufacturière totale pendant la période 1960-1970, sont indiqués dans les tableaux 11 et 12⁸. Certaines différences apparaissent nettement, en ce qui concerne la structure du secteur manufacturier, entre les pays en voie de développement, d'une part, et les pays développés à économie de marché et les pays à économie planifiée, d'autre part. Dans les pays en voie de développement, la part des produits alimentaires, boissons et tabacs (CITI 31) et celle des textiles (CITI 32) sont plus importantes, la part de l'industrie métallurgique de base (CITI 37) est plus faible, et celle des ouvrages en métaux (CITI 38) beaucoup plus faible.

En 1969, par exemple, les produits alimentaires, boissons et tabacs (voir tableau 11) ont représenté 25% de la production manufacturière dans les pays en voie de développement, 10% dans les pays développés à économie de marché et 14% dans les pays à économie planifiée. On relève aussi des différences très importantes dans la catégorie des ouvrages en métaux. En 1969, cette catégorie n'a représenté que 18% de la production manufacturière dans les pays en voie de développement, alors que sa part a été de 39% dans les pays développés à économie de marché et de 44% dans les pays à économie planifiée. Si l'on compare entre elles les régions en voie de développement, la structure du secteur manufacturier paraît différente en Asie: part plus faible pour les produits alimentaires, boissons et tabacs et part plus élevée pour les ouvrages en métaux. Les produits alimentaires, boissons et tabacs n'ont représenté que 15% de la production manufacturière totale en Asie, en 1969, contre 25% en Amérique latine la même année, et 26% en Afrique en 1963. La fabrication d'ouvrages en métaux a été l'activité manufacturière la plus importante en Afrique, avec 30% de la production manufacturière totale, soit près de 10% de plus que la part de cette activité industrielle dans la production manufacturière des deux autres régions en voie de développement.

Dans tous les groupements économiques, les industries manufacturières dont la croissance a été plus rapide au cours de la période 1960-1969 sont les produits chimiques, les produits minéraux non métalliques, l'industrie métal-

⁷ Les transformations de l'économie dans ces pays sont analysées de façon assez détaillée au chapitre V.

⁸ Au moment où ce chapitre a été rédigé, il n'était pas possible d'obtenir des statistiques régionales sur les classes (subdivisions à trois chiffres) et groupes (subdivisions à quatre chiffres) d'industries de la CITI révisée. La composition du produit de chaque catégorie n'a donc pas pu être analysée ici.

TABLEAU 11. CONTRIBUTION DES PRINCIPALES CATEGORIES D'INDUSTRIES A LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE, PAR REGIONS ET GROUPEMENTS ECONOMIQUES, 1960 ET 1969
(En pourcentage)

CITI	3	31	321	322-324	33	34	35	36	37	38	
											Produits chimiques, textiles et autres
Pays en voie de développement											
1960	100	29	15	6	4	4	14	5	5	14	
1969	100	25	13	5	4	4	16	6	6	18	
Asie											
1960	100	17	13	3	4	5	15	5	7	20	
1969	100	15	11	4	5	6	15	6	9	30	
Amerique latine											
1960	100	28	11	6	3	5	15	5	6	18	
1969	100	25	9	5	3	5	18	5	7	21	
Afrique											
1963	100	26	12	5	5	6	12	5	7	18	
Pays développés à économie de marché											
1960	100	12	6	5	4	8	13	5	9	36	
1969	100	10	5	4	3	8	16	4	9	39	
Pays à économie planifiée											
1960	100	17	6	2	5	3	8	7	9	34	
1969	100	14	5	2	4	2	11	7	8	44	
Monde											
1960	100	14	6	4	4	7	11	5	8	34	
1969	100	12	5	3	4	6	14	5	8	39	

Source: ONUIDA, d'après l'Annuaire statistique et le Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

TABLEAU 12. CROISSANCE DES PRINCIPALES CATEGORIES D'INDUSTRIES MANUFACTURIERES PAR REGIONS ET GROUPEMENTS ECONOMIQUES, 1960-1971
Taux annuel moyen basé sur les indices de production
(En pourcentage)

	CITI	3	Productions manufacturière totale	31	Produits diversifiés, laines, bottes et tabacs	322-324	Articles d'habillement; articles en cuir; chaussures	33	Ouvrages en livres et mobiles	34	Papier, imprimerie et édition	35	Produits chimiques, dérivés du pétrole et ouvrages en caoutchouc et en matière plastique	36	Produits minéraux non métalliques, à l'extraction des dérivés du pétrole et du charbon	37	Industrie métallurgique de base	38	Ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel
Pays en voie de développement																			
1960-1969		6,4	4,5	4,3	6,0	7,0	6,5	7,9	7,3	7,9	7,3	7,9	7,3	7,3	7,9	8,8			
1970		6,6	7,1	6,6	2,0	-3,7	9,4	9,4	9,6	9,4	9,6	9,4	9,6	9,6	9,4	1,9			
1971*		7,2	5,8	6,3	...	...	8,1	9,7	3,7	9,7	3,7	3,2	...	...	...	...
Asie																			
1960-1969		7,0	5,1	4,7	9,6	10,0	8,5	7,2	9,2	7,2	9,2	10,2	9,2	9,2	10,2	11,4			
1970		5,9	7,4	8,6	-1,2	14,0	8,0	7,5	10,3	8,0	7,5	-0,7	10,3	10,3	-0,7	7,0			
1971*		10,4	13,4	7,3	...	...	3,1	12,9	4,4	3,1	12,9	4,3	4,4	4,4	4,3	6,3		
Amerique latine																			
1960-1969		5,7	4,2	3,4	3,6	4,2	6,7	8,0	6,0	6,7	8,0	7,6	6,0	6,0	7,6	7,5			
1970		6,8	5,9	3,8	3,6	6,2	7,2	10,7	8,6	7,2	10,7	3,1	8,6	8,6	3,1	6,7			
Afrique																			
1960-1969			
Pays développés à économie de marché																			
1960-1969		6,0	3,8	3,8	2,9	4,1	5,2	8,9	5,3	5,2	8,9	5,5	5,3	5,3	5,5	6,8			
1970		2,1	4,0	-0,8	-2,6	0,0	1,4	5,3	1,4	1,4	5,3	0,7	1,4	1,4	0,7	2,0			
1971*		0,3	2,3	3,1	-0,5	3,9	-0,5	4,1	1,2	-0,5	4,1	-4,0	1,2	1,2	-4,0	-1,5			
Pays à économie planifiée																			
1960-1969		8,6	6,0	5,0	6,4	6,4	7,6	12,2	8,8	7,6	12,2	7,8	8,8	8,8	7,8	11,6			
1970		9,1	6,3	7,2	8,3	7,6	8,8	6,5	11,0	8,8	6,5	6,5	11,0	11,0	6,5	11,4			
1971*		8,0	4,6	5,7	6,0	5,0	6,9	11,5	8,2	6,9	11,5	5,8	8,2	8,2	5,8	11,2			
Monde																			
1960-1969		6,7	4,7	4,3	4,3	5,0	5,3	9,6	6,7	5,3	9,6	6,4	6,7	6,7	6,4	8,4			
1970		4,6	5,3	3,8	2,3	2,2	2,1	5,7	6,0	2,1	5,7	2,7	6,0	6,0	2,7	4,9			
1971*		3,2	3,8	4,4	2,8	5,3	0,4	6,5	3,9	0,4	6,5	-0,6	3,9	3,9	-0,6	3,3			

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire statistique et le Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.
* Voir note 4, tableau 1.

lurgique de base et les ouvrages en métaux comme l'indique le tableau 12. Dans les pays en voie de développement, au cours de la période 1960-1969, la croissance la plus rapide a été celle des ouvrages en métaux avec un taux annuel moyen de 8,8⁰/₁₀; viennent ensuite les produits chimiques et l'industrie métallurgique de base, avec pour chacune de ces industries un taux annuel moyen de 7,9⁰/₁₀. Dans les pays développés à économie de marché comme dans les pays à économie planifiée, le taux de croissance le plus rapide a été celui des produits chimiques. Cela est dû certainement à la croissance rapide des industries pétrochimiques dans les pays avancés au cours de la première Décennie du développement. Les produits chimiques sont la seule catégorie d'industries dont la croissance ait été plus rapide dans les pays développés à économie de marché que dans les pays en voie de développement. Dans les pays développés à économie de marché comme dans les pays à économie planifiée, le taux de croissance le plus élevé après celui des produits chimiques a été celui de l'industrie métallurgique de base, mais les taux annuels moyens de ces deux groupes ont été sensiblement différents. Bien que les données disponibles soient incomplètes, il apparaît clairement que les ouvrages en métaux, l'industrie métallurgique de base, les produits chimiques et les produits minéraux non métalliques ont été et continueront à être les catégories d'industries manufacturières dont le potentiel de croissance est le plus élevé, aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les pays développés à économie de marché et dans les pays à économie planifiée. La composition du produit de ces catégories d'industries est cependant très différente dans les pays développés et dans les pays en voie de développement. Par exemple, les machines, le matériel de transport et les appareils électriques sont les principaux ouvrages en métaux dans les pays développés, alors que ces produits ne sont pas fabriqués en grande quantité dans les pays en voie de développement.

Dans les pays développés à économie de marché, la croissance des industries de l'alimentation, du textile et de l'habillement (CITI 31, 321, 322-324) a été lente au cours de la période 1960-1969. La demande de produits alimentaires ne s'accroît pas proportionnellement à l'augmentation du revenu, ce qui explique la lenteur de la croissance de l'industrie alimentaire. Au cours de la décennie, les pays en voie de développement ont accru leurs exportations de coton, de fibres artificielles et synthétiques et d'articles de confection. La faible productivité et la faible rentabilité de ces industries semblent limiter leur expansion dans les pays développés et provoquer leur déplacement vers quelques pays en voie de développement, notamment Hong-kong et la République de Corée. Il semble cependant qu'aucune tendance analogue ne se soit manifestée pour d'autres activités manufacturières employant relativement beaucoup de main-d'œuvre. Dans beaucoup de pays développés, la pénurie de main-d'œuvre incite à adopter des méthodes de production à plus forte intensité de capital, de sorte que des produits traditionnels continuent à être fabriqués en même temps que les nouveaux articles manufacturés continuellement lancés sur le marché. Par exemple, les pays scandinaves, où la main-d'œuvre n'est pas abondante, produisent et exportent avec succès des meubles en bois, fabrication qui exige normalement une main-d'œuvre assez nombreuse. Il n'est donc pas certain que

les pays développés cesseront de produire les articles généralement considérés comme exigeant beaucoup de main-d'œuvre. Des méthodes de production à forte intensité de capital pourraient bien être adoptées pour beaucoup de ces articles.

Dans l'ensemble des pays développés à économie de marché, les modifications structurelles du secteur manufacturier ont été provoquées, la plupart du temps, par l'introduction de nouveaux produits manufacturés, comme les ordinateurs, et par des déplacements de la demande pour des produits existants, comme les automobiles ou les appareils ménagers. Il ne semble pas que l'on puisse attribuer ces changements à des modifications de la division internationale du travail qui auraient permis aux pays en voie de développement de bénéficier de certains avantages comparatifs: ressources locales, coûts moindres des facteurs et, en particulier, main-d'œuvre abondante et à bon marché. Dans les pays en voie de développement, les principales causes des modifications structurelles du secteur manufacturier ont été le remplacement des importations et les politiques nouvelles appliquées dans le domaine des ressources naturelles. Il n'apparaît pas que les pays avancés aient tendance à développer leur industrie manufacturière lourde aux dépens des industries légères et qu'une part importante de la production de ces industries légères soit transférée aux pays en voie de développement. Les modifications structurelles du secteur manufacturier dans les pays développés ne paraissent pas affecter le secteur manufacturier des pays en voie de développement et les pays développés continuent à fabriquer et à échanger une gamme plus ou moins complète d'articles manufacturés. Comme l'indiquent les données, toutes les catégories d'industries manufacturières ont vu leur croissance s'accélérer dans les pays développés. Ce phénomène pourrait indiquer que les pays en voie de développement auront quelque difficulté à trouver des marchés d'exportation pour leurs articles manufacturés dans les pays développés à économie de marché.

CROISSANCE DES PRINCIPALES CLASSES D'INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le tableau 13 donne les taux de croissance des principales classes d'industries manufacturières (identifiées par trois chiffres dans la CITI) dans 18 pays en voie de développement pour lesquels des statistiques de production étaient disponibles. Certains de ces pays ont enregistré des taux de croissance très rapides, aussi bien pour le PIB que pour la production manufacturière, alors que dans d'autres, la croissance du PIB et celle de la production manufacturière ont été lentes et ont connu des fluctuations assez importantes. Parmi les 18 pays considérés, quelques-uns sont vastes et ont un marché intérieur en expansion, d'autres sont petits et ont peu de ressources, et le niveau du PIB par habitant varie beaucoup d'un pays à l'autre. Malgré ces différences, une tendance générale apparaît nettement: la croissance enregistrée pour le matériel de transport, les machines électriques et les industries chimiques est nettement supérieure à la croissance moyenne de l'ensemble de la production manufacturière, ce qui dans certains pays a entraîné une modification structurelle sensible.

Si l'on considère les pays où la production manufacturière, en général, s'est accrue rapidement, on constate que pendant la période 1960—1969, la production de matériel de transport (CITI 384) s'est accrue à un taux annuel moyen de 44% en Iran, de 35% en République de Corée, de 23% en Equateur et de 14% au Mexique. En raison de la croissance rapide de cette industrie, sa part dans la production manufacturière totale est passée de 1,8 à 10,9% en Iran, de 1,4 à 4,5% en République de Corée et de 3,1 à 4,5% au Mexique.

La production de machines, appareils et fournitures électriques (CITI 383) s'est accrue à un taux annuel moyen de 23% en Iran, de 31% en République de Corée et de 21% au Honduras (1960—1966). En conséquence, la part de cette industrie dans la production manufacturière est passée de 0,7 à 1,4% en Iran et de 0,9 à 2,2% en République de Corée. Au Honduras, malgré un taux de croissance annuel moyen élevé (21%), la part de cette industrie dans la production manufacturière a peu augmenté, passant de 0,3% en 1960 à 0,4% en 1966.

Les produits chimiques, le pétrole et les dérivés du pétrole figurent également parmi les classes d'industries ayant enregistré des taux de croissance assez élevés. Par exemple, la production de produits chimiques (CITI 351 et 352) s'est accrue à un taux annuel moyen de 25% en République de Corée, de 17% en Equateur et de 12% au Mexique. En République de Corée, la production de dérivés du pétrole (CITI 353 et 354) s'est accrue à un taux annuel moyen de 29% au cours de la période 1960—1969 et sa part dans la production manufacturière totale est passée de 1,9 à 3,9% au cours de la même période.

Une tendance analogue peut être observée dans les pays où la croissance du secteur manufacturier dans son ensemble a été lente. En effet, les taux de croissance des produits chimiques, des dérivés du pétrole, des machines électriques et du matériel de transport y ont été beaucoup plus élevés que les taux de croissance de la production manufacturière totale. Par exemple, la production de matériel de transport (CITI 384) s'est accrue à un taux annuel moyen de 12% aux Philippines, soit deux fois plus rapidement que la production manufacturière totale, et de 17% en République Dominicaine où la production manufacturière totale s'est accrue à un taux annuel moyen de 1,5% au cours de la même période. Comme l'indique le tableau 13, il en a été de même au Pérou, au Panama et en République arabe d'Egypte. Font exception, l'Inde où la production de matériel de transport a augmenté à un taux annuel moyen de 3% et le Chili où une croissance négative a été enregistrée pour cette industrie. Cependant, la production de machines électriques (CITI 383) s'est accrue à un taux annuel moyen de 14% en Inde et de 7,5% au Chili au cours de la période de 1960—1969. Le taux de croissance de cette industrie a également été élevé aux Philippines (11%), au Brésil (9,8%) et en République Dominicaine (20%). En conséquence, sa part dans la production manufacturière de ces trois pays a augmenté sensiblement.

Les produits chimiques, le pétrole et les dérivés du pétrole ont connu une expansion rapide dans la plupart des pays à croissance lente. Pour les produits chimiques (CITI 351 et 352) le taux de croissance annuel moyen a été de 10,4% au Brésil, de 8,2% à Ceylan et de 9% en Inde. La croissance rapide de ces classes

TABEAU 13. TAUX DE CROISSANCE DES PRINCIPALES CLASSES D'INDUSTRIES ET RÉPARTITION DE
(En

	C77	Produits alimentaires		Boissons		Textiles		Articles d'habillement et chaussures		Chimiques, à l'exclusion des engrais ou caoutchouc		Industrie du bois et de la papeterie		Métaux et autres		Autres		
		311-312	313	314	321	322	323	324	331	332	341	342						
Asie																		
Égypte																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	7,8	9,5	7,9	5,8	9,7	12,0	...	19,6	2,7	23,7	9,6							
Part dans la production manufacturière (1960)	20,0	2,4	7,2	36,8	1,2	0,6	...	0,1	5,3	1,7	1,4							
Part dans la production manufacturière (1969)	16,4	2,2	5,9	22,5	1,1	1,0	...	0,3	2,9	4,9	1,3							
Rhénanie du Sud																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	4,6	...	1,0	...	10,4	5,2	...	6,7	...	3,1						
Part dans la production manufacturière (1960)	13,7	...	14,3	...	8,3	6,9	...	4,1	...	9,6						
Part dans la production manufacturière (1969)	12,6	...	9,5	...	12,2	6,5	...	4,3	...	7,7						
Asie																		
Ceylan																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1966)	...	1,7	...	1,1	6,2	10,7	10,3	...	-1,9	8,1	14,5	1,9						
Part dans la production manufacturière (1960)	...	23,2	...	12,9	9,9	4,2	0,5	...	1,4	9,6	1,0	2,5						
Part dans la production manufacturière (1966)	...	18,9	...	10,2	10,5	5,7	0,4	...	0,9	11,4	1,8	2,2						
Cyprus																		
Taux de croissance annuel moyen (1962-1969)	9,2	3,0	2,8	13,6	...	10,2	...	7,4	8,9	18,4	9,0							
Part dans la production manufacturière (1962)	16,9	22,2	3,6	1,7	9,3	1,0	...	2,6	6,3	...	4,0							
Part dans la production manufacturière (1969)	16,1	16,5	2,2	0,9	...	0,9	...	2,4	6,0	...	3,9							
Inde																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	3,6	...	3,6	...	1,1	6,7	-1,2	...	11,0	...	8,1	...						
Part dans la production manufacturière (1960)	10,7	...	5,2	...	20,3	6,4	0,5	...	4,8	...	1,4	...						
Part dans la production manufacturière (1969)	8,7	...	3,0	...	17,3	6,9	0,3	...	7,4	...	1,7	...						
Iran																		
Taux de croissance annuel moyen (1962-1969)	3,6	7,8	...	5,0	19,9	12,0	...	...	11,2	...	...					
Part dans la production manufacturière (1962)	16,9	1,0	...	23,3	...	1,7	...	...	1,5	...	...					
Part dans la production manufacturière (1969)	11,7	0,8	...	15,3	...	1,8	...	...	1,3	...	...					
Philippines																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	5,2	9,4	5,5	2,0	-1,8	-1,3	0,2	6,5	1,9	3,0	-5,5							
Part dans la production manufacturière (1960)	30,1	6,5	4,8	7,2	3,1	0,4	1,0	4,8	0,7	2,0	5,7							
Part dans la production manufacturière (1969)	27,9	8,3	4,3	5,1	1,3	0,2	0,6	4,9	0,3	1,3	2,0							
République de Corée																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	12,4	11,3	11,3	19,2	12,1	3,3	...	19,1	...	16,6	12,3							
Part dans la production manufacturière (1960)	22,0	8,3	4,6	25,7	4,4	1,5	...	3,0	...	2,7	5,1							
Part dans la production manufacturière (1969)	13,6	4,7	2,6	26,8	2,6	0,4	...	5,2	...	2,3	3,1							
Amérique latine																		
Bénelux																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1968)	3,1	3,3	5,1	0,8	4,2	2,5	...	...	...	8,6	...				
Part dans la production manufacturière (1960)	17,4	3,0	1,4	12,2	...	1,0	...	...	...	2,6	...				
Part dans la production manufacturière (1968)	14,1	2,8	1,3	8,3	1,6	0,8	...	...	...	3,2	...				
Chili																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	3,6	3,3	4,4	4,8	3,3	1,1	-0,7	5,5	1,4	6,7	2,2							
Part dans la production manufacturière (1960)	17,7	4,5	0,8	11,9	2,4	1,2	2,1	2,3	0,7	3,8	4,2							
Part dans la production manufacturière (1969)	16,1	4,0	0,8	12,0	2,2	0,9	1,3	2,5	0,3	4,3	3,3							
Colombie																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	8,5	5,2	4,7	4,1	8,2	6,1	...	0,8	...	12,7	8,3							
Part dans la production manufacturière (1960)	14,3	14,7	4,3	14,6	4,8	1,1	...	2,7	...	2,3	2,0							
Part dans la production manufacturière (1969)	18,3	12,6	4,2	12,4	5,8	1,2	...	1,7	...	2,8	2,3							
El Salvador																		
Taux de croissance annuel moyen (1961-1968)	7,6	1,9	3,2	19,2	6,1	2,3	...	9,7	27,6	-16,9	...							
Part dans la production manufacturière (1961)	36,5	4,6	2,5	10,6	13,1	1,4	...	0,6	2,7	7,6	...							
Part dans la production manufacturière (1968)	32,2	2,4	1,5	18,3	7,1	0,5	...	0,6	6,9	0,9	...							
Équateur																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1968)	11,3	3,0	9,3	8,1	16,9	1,1	...	21,5	5,4	30,0	6,7							
Part dans la production manufacturière (1960)	29,6	15,8	1,5	13,2	3,6	1,0	...	2,1	2,5	0,1	4,6							
Part dans la production manufacturière (1968)	29,3	8,4	1,2	10,4	3,5	0,8	...	4,2	...	1,1	3,3							
Honduras																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1966)	15,6	6,1	1,8	12,6	13,7	12,3	...	7,6	9,2	15,3	30,5							
Part dans la production manufacturière (1960)	28,2	15,0	4,1	2,5	7,6	2,9	...	1,4	1,5	0,8	1,5							
Part dans la production manufacturière (1966)	34,2	10,9	2,3	2,6	6,4	2,2	...	5,8	1,3	0,9	4,1							
Mexique																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1968)	...	7,2	...	1,3	6,9	5,6	2,6	...	2,4	...	8,8							
Part dans la production manufacturière (1960)	...	33,1	...	1,7	11,4	3,9	1,0	...	2,4	...	2,5							
Part dans la production manufacturière (1968)	...	30,1	...	1,0	10,1	3,1	0,7	...	1,9	...	2,3							
Panama																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1968)	9,6	8,8	4,5	...	6,3	0,7	...	6,2	11,7	28,0	...							
Part dans la production manufacturière (1960)	38,8	19,6	6,0	...	7,2	1,2	...	3,7	6,2	1,7	...							
Part dans la production manufacturière (1968)	28,9	11,2	2,9	...	4,4	0,4	...	2,0	6,1	4,2	...							
Néou																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1969)	4,7	9,6	2,6	1,1	9,6	0,2	4,7	...	9,1	...	8,6							
Part dans la production manufacturière (1960)	30,7	6,7	1,7	14,0	1,4	0,9	1,8	...	1,9	...	2,5							
Part dans la production manufacturière (1969)	24,8	8,2	1,2	8,3	1,7	0,5	1,4	...	2,2	...	2,9							
République Dominicaine																		
Taux de croissance annuel moyen (1960-1968)	-4,1	12,0	9,6	4,6	-4,3	1,0	-4,4	1,1	11,8	15,8	7,5							
Part dans la production manufacturière (1960)	89,6	2,0	0,9	3,9	1,6	0,7	1,2	2,2	0,4	1,0	1,4							
Part dans la production manufacturière (1968)	57,2	7,2	1,7	4,8	1,0	0,7	0,7	2,2	0,8	2,7	4,2							

Source: ONUDI, d'après des données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

LA PRODUCTION MANUFACTURIERE DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, 1960-1969
(pourcentages)

Industrie chimique	Autres produits chimiques	Raffineries de pétrole	Dérivés du pétrole et de charbon	Industrie du caoutchouc	Ouvrages en matière plastique	Orfèvrerie, joaillerie et bijoux	Industrie du verre	Autres produits minéraux non métalliques	Stérilisation et première fusion du verre	Production et première transformation des métaux non ferreux	Ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel	Machines, à l'exclusion des machines électriques	Machines, appareils et fournitures électriques	Matériel de transport	Matériel agricole, pièces et accessoires, matériel photographique et instruments d'optique	Autres industries manufacturières
331	332	333	334	335	336	361	362	369	371	372	381	382	383	384	385	390
16,5	7,8	12,8	1,1	6,4	1,6	...	14,1	2,1	9,9	21,3	23,3	17,8	...	28,1	...	...
...	...	...	7,0	...	...	...	2,1	...	3,7	4,2	1,1	2,6	...	1,6	...	2,4
...	...	...	2,6	1,2	...	...	2,9	...	3,6	9,8	3,1	7,2	...	2,9	...	9,2
...	...	...	6,3	...	...	...	1,0	...	...	8,9	...	...	...	6,2	...	0,9
...	...	...	10,2	...	...	...	8,1	...	...	18,5	...	...	...	5,6	...	1,0
...	...	...	10,7	...	...	...	5,4	...	...	27,2	...	...	...	5,9	...	0,7
...	8,2	...	...	18,3	...	...	4,3	...	20,0	23,7	...	...	...	...	...	56,2
11,7	...	...	...	3,4	...	...	6,8	...	...	3,0	...	...	...	...	...	0,3
13,9	...	...	...	6,8	...	...	6,5	...	0,1	7,7	...	...	...	...	...	3,1
...	...	...	...	5,4	...	...	...	...	...	9,2	10,4	7,3	...	5,1	...	21,8
...	2,3	...	...	1,0	...	...	...	13,2	...	5,3	2,0	1,0	...	...	...	1,0
...	...	...	...	0,9	...	...	...	...	...	...	3,4	0,7	...	...	...	2,6
...	9,0	...	12,2	8,9	...	...	6,4	...	8,6	8,2	15,0	14,0	...	3,3	...	5,1
...	6,3	...	1,1	1,4	...	...	6,4	...	5,9	6,6	2,2	2,2	...	4,5	...	7,0
...	8,1	...	1,9	1,8	...	...	6,4	...	7,4	8,0	4,6	4,5	...	3,6	...	2,6
...	14,9	...	...	14,0	...	...	11,9	...	...	11,0	6,9	22,6	...	44,3	...	17,1
...	3,3	...	...	0,6	...	...	4,2	...	...	4,7	0,8	0,7	...	1,8	...	...
...	4,3	...	...	0,7	...	...	6,5	...	...	5,6	0,6	1,4	...	10,9	...	...
...	4,8	...	6,8	5,4	...	7,3	...	...	...	9,3	4,7	11,0	...	12,2	...	3,6
...	7,8	...	8,8	3,8	...	...	1,4	3,0	...	3,1	2,1	1,9	...	1,9	...	1,6
...	6,9	...	9,3	3,6	...	...	...	...	...	4,1	1,9	2,6	...	3,1	...	0,6
...	25,0	...	28,7	8,6	...	...	18,2	...	16,9	15,1	11,6	30,8	...	35,0	...	20,8
...	6,3	...	1,9	2,8	...	...	4,5	...	4,8	1,4	4,0	0,9	...	1,4	...	1,1
...	10,1	...	3,9	1,3	...	...	4,4	...	4,2	1,1	2,3	2,2	...	4,3	...	1,3
...	10,4	...	...	8,1	...	...	5,3	...	5,1	...	2,7	9,8	...	8,8	...	...
...	7,8	...	...	1,8	...	...	3,7	...	12,4	...	5,3	9,5	...	9,5	...	...
...	10,9	...	...	3,1	...	...	5,5	...	11,8	...	2,5	7,2	...	11,7	...	...
-3,0	0,0	10,3	...	6,7	...	5,3	4,8	5,5	5,9	9,8	7,6	0,8	7,5	-4,3	...	2,4
2,7	6,6	2,3	...	2,3	...	0,5	0,9	3,0	3,5	11,7	4,0	3,2	2,9	3,9	...	2,3
1,4	4,4	3,3	...	2,7	...	0,5	0,9	3,2	6,6	17,9	5,1	2,1	3,7	1,7	...	1,9
...	6,0	...	6,1	4,1	...	...	5,1	...	5,0	...	...	7,3	...	...	...	...
...	9,9	...	2,9	3,4	...	...	6,0	...	2,6	...	...	10,0	...	...	...	...
...	9,3	...	3,1	2,7	...	...	8,3	...	2,2	...	...	11,5	...	...	...	...
34,5	10,7	...	...	11,3	...	...	...	5,4	...	...	6,9	...	...	...	...	...
3,3	...	...	...	0,9	...	...	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	...
10,1	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	1,6	...	...	...	...	...
...	17,2	...	4,7	31,7	...	...	12,2	...	...	17,2	...	21,1	23,0	...	26,8	...
...	4,2	...	...	1,6	...	...	6,1	...	...	2,6	...	0,3	...	...	...	...
...	6,3	...	...	2,3	...	...	6,3	...	...	4,0	...	0,5	...	...	...	...
...	9,6	...	...	11,7	...	...	18,3	...	...	14,9	...	20,9	...	...	...	23,5
...	4,8	...	...	1,0	...	...	6,6	...	...	3,1	...	0,3	...	...	...	...
...	4,3	...	...	1,9	...	...	9,2	...	...	3,6	...	0,4	...	...	...	...
...	11,7	7,4	...	10,8	...	...	8,5	...	10,7	...	9,6	10,9	...	13,6	...	8,6
...	8,9	6,8	...	1,9	...	...	4,0	...	...	3,6	...	1,3	...	3,1	...	1,6
...	11,3	6,3	...	2,2	...	...	4,0	...	...	3,9	...	1,6	...	4,5	...	1,8
...	10,8	16,3	...	4,6	...	...	9,1	...	42,8	...	...	...	...	...	...	20,8
...	3,2	...	...	0,7	...	...	13,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	4,3	6,0	...	0,5	...	...	9,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...
12,2	13,0	...	6,6	4,7	...	9,6	8,7	7,3	4,5	...	...	17,4	...	...	...	15,7
1,2	3,3	...	...	1,2	...	...	0,8	3,2	16,0	...	...	6,4	...	...	...	1,1
1,8	5,3	...	...	1,3	...	...	0,9	3,2	12,8	...	...	14,3	...	...	...	2,2
2,5	10,2	...	...	13,7	...	...	10,4	8,2	2,7	...	-2,9	...	20,4	17,3	...	12,8
2,2	1,9	...	...	0,8	...	...	0,8	2,5	...	...	1,0	...	0,1	0,7	...	...
2,4	3,6	...	...	2,1	...	...	1,6	4,3	...	...	0,7	...	0,4	2,3	...	...

d'industries a augmenté sensiblement leur part dans la production manufacturière totale, mais cette part demeure encore faible. Le principal du revenu des industries manufacturières provient des produits alimentaires, des boissons, des tabacs, des textiles et de l'habillement.

La production de produits alimentaires, de boissons et de tabacs (CITI 311—314) a généralement progressé plus lentement dans les pays en voie de développement que la production manufacturière totale, ce qui explique la diminution de l'importance relative de ces industries.

La production de produits alimentaires, de boissons et de tabacs s'est accrue plus rapidement dans les pays où le taux de croissance du secteur manufacturier a été élevé que dans ceux où ce taux a été faible, mais même dans les premiers, elle s'est accrue plus lentement que la production manufacturière totale. En Inde, le taux de croissance annuel moyen de l'industrie des produits alimentaires a été de 3,6% au cours de la période 1960—1969 et sa part dans la production manufacturière totale a décru, tombant de 10,7% à 8,7%. En République Dominicaine, la production de cette industrie a diminué en valeur absolue, son taux de croissance annuel moyen a été de -4% au cours de la période 1960—1968 et sa part dans la production manufacturière totale a diminué, tombant de 89,6% en 1960 à 57,2% en 1968. Les textiles et l'habillement (CITI 321 et 322) ont, eux aussi, progressé lentement dans beaucoup de pays, avec cependant quelques exceptions notables comme la République de Corée qui a conquis des marchés en Amérique du Nord et en Asie.

Les données du tableau 13 ne permettent de discerner aucune autre tendance générale pour les autres industries manufacturières. Parmi ces dernières, certaines ont eu un taux de croissance extrêmement élevé dans un ou deux pays, mais dans d'autres pays leur croissance a été lente. La production de papier et d'articles en papier (CITI 341), par exemple, s'est accrue en République Dominicaine à un taux annuel moyen de 15,8% pendant la période 1960—1968 — taux nettement supérieur à celui de la croissance de production manufacturière totale — mais, dans d'autres pays, l'expansion de cette industrie n'a pas été plus rapide que celle de l'ensemble du secteur manufacturier.

La répartition de la production manufacturière entre les classes d'industries (subdivisions à trois chiffres de la CITI) diffère notablement dans ces 18 pays en voie de développement, sauf en ce qui concerne les produits alimentaires, boissons et tabacs (CITI 311—314) et les textiles (CITI 321—322), qui représentent plus d'un tiers de leur production manufacturière. Comme il a déjà été indiqué, la tendance semble être à un accroissement de l'importance des ouvrages en métaux, matériel de transport en particulier (CITI 384), des machines électriques (CITI 383), des produits chimiques (CITI 351 et 352) et du pétrole et des dérivés du pétrole (CITI 353 et 354) et à un déclin graduel de l'importance des classes produits alimentaires, boissons et tabacs (CITI 311—314). Cette tendance a provoqué des modifications importantes dans la structure du secteur manufacturier.

Il convient de noter ici que ces industries à expansion rapide se prêtent généralement aux économies d'échelle. En conséquence, les pays en voie de développement qui ont un vaste marché intérieur sont plus à même de diversifier

leurs activités manufacturières que les petits pays contraints peut-être de se spécialiser dans un petit nombre d'activités manufacturières, en tenant compte des dimensions du marché intérieur et des possibilités d'accès aux marchés d'exportation.

FACTEURS QUI INFLUENT SUR L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DU SECTEUR MANUFACTURIER

La croissance des principales classes d'industries manufacturières est mise en relation ici avec la croissance du PIB par habitant et avec la taille de la population, en vue d'évaluer l'incidence de ces deux importants facteurs sur l'évolution de la structure du secteur manufacturier. Pour la production manufacturière, on a groupé les chiffres enregistrés en 1963 dans 65 pays en voie de développement pour les classes d'industries de la subdivision à trois chiffres CITI. Ces données sont mises en relation avec le PIB par habitant et le chiffre de la population la même année (1963) au moyen d'une fonction logarithmique:

$$\log V_i = C + a_i \log \gamma + b_i \log p$$

dans laquelle V_i = production de la classe i en milliers de dollars,

γ = production par habitant en dollars,

p = population en milliers d'habitants,

a_i = élasticité de croissance de la classe d'industries i ,

b_i = élasticité de dimension de la classe d'industrie i ,

C = constante.

L'élasticité de croissance a_i indique l'accroissement de la production manufacturière d'une classe d'industries donnée en réponse à un accroissement d'une unité du PIB par habitant, quelle que soit l'unité employée. Par exemple, l'élasticité de croissance a_i indique la croissance de la production manufacturière de la classe d'industries i en réponse à un accroissement de 1% du PIB par habitant. De même l'élasticité de dimension b_i indique la relation entre l'accroissement de la population et la production manufacturière de la classe d'industries i . (Le tableau 14 donne les élasticités de croissance et de dimension pour 23 classes d'industries manufacturières.)

La production de la plupart des classes d'industries varie dans le même sens que le revenu par habitant. Cependant, la production de tabac ne progresse pas aussi vite que le revenu par habitant. On trouve des élasticités de croissance élevées pour les industries du papier et des articles en papier, les produits chimiques comme la peinture, le savon et les médicaments, les ouvrages en caoutchouc, les ouvrages en matière plastique, les industries sidérurgiques, les machines, les machines électriques et le matériel de transport. Cette constatation n'est pas nouvelle et correspond à ce qui a été dit dans la section précédente. Dans ces industries en expansion rapide, la croissance de la production a été plus que proportionnelle à celle du PIB par habitant et l'on peut prévoir, par exemple, qu'à chaque accroissement de 1% du PIB par habitant, correspondra un accroissement de 1,98% de la production de machines, à l'exclusion des machines électriques, alors que la production de produits alimentaires ne s'accroîtra que de

TABLEAU 14. ELASTICITÉS DE CROISSANCE ET DE DIMENSION DE 23 CLASSES D'INDUSTRIES

CITI*	Elasticités de croissance et de dimension	R ²	Taille de l'échantillon
311-312	$\log V_{311-312} = -4,27 + 1,23 \log \gamma + 0,94 \log p$ (0,14) (0,07)	0,73	65
313	$\log V_{313} = -5,17 + 1,37 \log \gamma + 0,80 \log p$ (0,16) (0,08)	0,63	65
314	$\log V_{314} = -5,15 + 0,98 \log \gamma + 1,00 \log p$ (0,14) (0,07)	0,76	63
321	$\log V_{321} = -9,22 + 1,10 \log \gamma + 1,45 \log p$ (0,21) (0,12)	0,73	60
322	$\log V_{322} = -8,50 + 1,65 \log \gamma + 0,95 \log p$ (0,24) (0,11)	0,65	48
323	$\log V_{323} = -8,93 + 1,36 \log \gamma + 1,02 \log p$ (0,19) (0,10)	0,68	53
324	$\log V_{324} = -5,95 + 1,25 \log \gamma + 0,83 \log p$ (0,21) (0,11)	0,60	47
331	$\log V_{331} = -6,06 + 1,10 \log \gamma + 0,97 \log p$ (0,18) (0,09)	0,87	60
332	$\log V_{332} = -6,41 + 1,24 \log \gamma + 0,89 \log p$ (0,16) (0,08)	0,68	63
341	$\log V_{341} = -16,50 + 2,11 \log \gamma + 1,44 \log p$ (0,28) (0,14)	0,70	51
342	$\log V_{342} = -8,74 + 1,55 \log \gamma + 1,02 \log p$ (0,13) (0,07)	0,80	64
351	$\log V_{351} = -11,29 + 1,57 \log \gamma + 1,22 \log p$ (0,28) (0,13)	0,72	37
352	$\log V_{352} = -12,56 + 1,76 \log \gamma + 1,35 \log p$ (0,19) (0,97)	0,84	42
353	$\log V_{353} = -4,71 + 1,54 \log \gamma + 0,62 \log p$	0,36	17
355	$\log V_{355} = -13,84 + 1,82 \log \gamma + 1,35 \log p$ (0,22) (0,11)	0,76	55
356	$\log V_{356} = -1,093 + 2,09 \log \gamma + 0,86 \log p$ (0,45) (0,16)	0,88	10
361	$\log V_{361} = -1,316 + 1,48 \log \gamma + 1,30 \log p$ (0,71) (0,29)	0,56	19
362	$\log V_{362} = -13,17 + 1,61 \log \gamma + 1,33 \log p$ (0,33) (0,16)	0,75	28
369	$\log V_{369} = -8,42 + 1,51 \log \gamma + 1,05 \log p$ (0,23) (0,10)	0,75	38
371	$\log V_{371} = -18,12 + 2,20 \log \gamma + 1,58 \log p$ (0,48) (0,26)	0,65	25
372	$\log V_{372} = -5,68 + 1,39 \log \gamma + 0,66 \log p$ (0,75) (0,38)	0,19	22
381	$\log V_{381} = -11,14 + 1,68 \log \gamma + 1,22 \log p$ (0,12) (0,06)	0,87	61
382	$\log V_{382} = -13,72 + 1,98 \log \gamma + 1,23 \log p$ (0,23) (0,12)	0,72	52
383	$\log V_{383} = 17,19 + 2,30 \log \gamma + 1,41 \log p$ (0,25) (0,12)	0,74	55
384	$\log V_{384} = -11,92 + 1,72 \log \gamma + 1,25 \log p$	0,67	49

Note: Les données relatives aux dérivés du pétrole (classe 354) n'étaient disponibles que pour sept pays, aucun résultat significatif ne pouvait donc être obtenu.

Sources: ONUDI, d'après Nations Unies, *La Croissance de l'industrie mondiale*, édition 1969: Vol. I. *Statistiques industrielles générales 1960-1968* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 71.XVII.6), et d'autres données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

* Voir le tableau 13 pour la définition de ces classes d'industries de la CITI.

• R² Indique le coefficient de détermination.

1,23%. Lorsque le revenu par habitant s'élève, la structure du secteur manufacturier se modifie donc nécessairement en raison des différences entre les élasticités de croissance des diverses classes d'industries. Il s'ensuit que les pays en voie de développement ont intérêt, lorsqu'ils établissent leurs plans d'industrialisation, à donner la préférence aux industries manufacturières qui ont des élasticités de croissance élevées.

Le coefficient d'élasticité de dimension indique l'effet de la dimension d'un pays (en terme de population) sur les industries manufacturières. On sait que la rentabilité de certaines industries dépend beaucoup de l'échelle des opérations, laquelle est à son tour influencée par la dimension du marché. Un petit pays en voie de développement pourrait évidemment créer une industrie d'exportation rentable ne dépendant guère du marché intérieur; l'élasticité de dimension n'aurait pas beaucoup de signification dans ce cas et il serait préférable de mesurer la dimension par le niveau d'industrialisation, ce qui indiquerait le niveau d'économies externes disponibles pour un projet déterminé du secteur manufacturier. Les élasticités de dimension analysées ici semblent cependant confirmer que la population est une variable importante.

On notera en particulier que des coefficients d'élasticité de dimension relativement importants sont enregistrés pour les industries du tableau 14 dans lesquelles les économies d'échelle sont considérées comme jouant un rôle majeur. Le coefficient d'élasticité de dimension le plus élevé (1,58) est celui des industries sidérurgiques de base (CITI 371), ce qui indiquerait que la production de ces industries augmente plus que proportionnellement à celle de la population. Le papier et les articles en papier (CITI 341), l'industrie chimique (CITI 351 et 352), les textiles (CITI 321), les ouvrages en caoutchouc (CITI 355), l'industrie du verre (CITI 352), les ouvrages en métaux (CITI 381), les machines électriques (CITI 383) et le matériel de transport (CITI 384) ont des élasticités de dimension élevées. Réciproquement, les classes d'industries dont l'élasticité de dimension est voisine de 1 ou inférieure à 1, comme les produits alimentaires, les boissons, l'habillement, les chaussures, les ouvrages en bois, l'imprimerie et les articles en matière plastique sont celles dans lesquelles les économies d'échelle jouent un rôle moins important. Ces constatations indiquent que le choix des industries à créer est limité dans un petit pays, à moins que son développement industriel ne soit basé sur le marché étranger pour certains produits.

En conclusion, on peut donc dire que, dans beaucoup de pays, la voie de l'industrialisation est particulièrement ardue. A l'effort que les pays en voie de développement consacrent à la promotion de produits internationalement compétitifs en termes de prix et de qualité, doit correspondre une ouverture plus libérale des marchés des pays industrialisés aux produits manufacturés des pays en voie de développement.

Chapitre II

COMMERCE EXTERIEUR ET INDUSTRIALISATION

INTRODUCTION

Il y a une relation étroite entre les échanges internationaux et l'industrialisation. Pour évaluer l'incidence de l'industrialisation sur la structure des échanges, nous commencerons par examiner les tendances récentes des exportations et des importations de produits manufacturés. A mesure que la deuxième Décennie du développement avance, des données plus complètes sont disponibles sur la première Décennie, ce qui facilite les analyses économiques de cette nature.

Comme de nombreux pays avancés ont commencé à appliquer des schémas de préférences généralisées ou se proposent de le faire, nous évaluerons les effets possibles de ces schémas sur les rapports entre le commerce et le développement. De plus, comme la mise en place de ces systèmes risque de donner une importance accrue aux distorsions non tarifaires, ces dernières seront également examinées à la fin du chapitre.

EXPANSION DU COMMERCE MONDIAL

Dans l'ensemble, le taux de croissance des exportations et des importations a repris ces dernières années, après le ralentissement enregistré en 1967. Le tableau 15 montre que les exportations se sont accrues de 14,4% dans le monde, en 1969, et que ce taux de croissance vigoureux s'est maintenu en 1970. C'est dans les pays développés à économie de marché que le taux de croissance le plus élevé a été enregistré. Mais la structure de cette augmentation a varié suivant les pays, les régions et les groupements économiques. Les taux de croissance des exportations des pays développés européens à économie de marché et du Japon ont décliné en 1970 par rapport à 1969, alors que celui des Etats-Unis a augmenté en 1970 après être resté, en 1969, au niveau de 1968. Par contraste, la croissance des exportations des pays à économie planifiée, qui ne s'était pas ralentie en 1967, a continué de progresser pendant la période de 1968 - 1970. Il semble que cette expansion ait été due, pour une bonne part, aux exportations des pays à économie planifiée, autres que l'URSS.

Pour les pays en voie de développement, le taux de croissance des exportations s'est amélioré en 1969, par rapport à 1968, et il est retombé, en 1970, au niveau de 1968. Sans l'expansion soutenue des exportations de l'Asie, le taux de croissance de l'ensemble des pays en voie de développement aurait été beaucoup

TABLEAU 15. TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL DES ÉCHANGES MONDIAUX, PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET POUR CERTAINS PAYS, 1968—1970

(En pourcentage)

	Exportations, f.o.b.			Importations, c.a.f.		
	1968	1969	1970	1968	1969	1970
<i>Pays en voie de développement</i>	9,7	11,5	9,9	9,0	9,1	9,6
Afrique.....	16,9	15,5	8,0	5,3	8,5	12,2
Amérique latine.....	3,9	9,6	8,5	10,2	7,8	9,7
Asie.....	10,5	11,2	12,3	9,3	9,6	8,7
<i>Pays développés à économie de marché</i>	12,4	15,2	15,5	12,1	14,9	15,1
CEE.....	14,4	17,9	16,8	12,6	21,9	16,8
AELE.....	8,4	14,9	12,5	6,7	10,0	15,1
Japon.....	24,2	23,3	20,8	11,4	15,7	25,2
Etats-Unis d'Amérique..	9,5	9,5	13,7	23,3	8,5	10,9
<i>Pays à économie planifiée</i>	9,1	10,7	11,5	8,2°	10,4°	14,4°
URSS.....	10,2	9,6	9,8	10,2°	9,7°	13,7°
<i>Monde</i>	11,8	14,4	14,4	11,5	13,7	14,0

Source: ONUDI, *Étude du développement industriel*, vol. III (numéro de vente: F.71.II.B.15), et Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique*, divers numéros.

° Importations, f.o.b.

plus faible. Ces pays n'ont donc pas atteint un taux de croissance égal à celui des exportations mondiales pendant ces trois années, encore que les pays d'Asie aient approché la moyenne mondiale.

Comme l'indique le tableau 15, les taux de croissance des importations mondiales ont, dans une certaine mesure, évolué de façon analogue à ceux des exportations. Cette remarque vaut pour les pays développés à économie de marché mais, en 1970, la croissance des importations des pays à économie planifiée a été un peu plus dynamique que celle de leurs exportations. Le taux de croissance des importations des pays en voie de développement a peu varié de 1968 à 1969 et n'a progressé que légèrement en 1970.

Si l'on considère la modification des taux de croissance pendant la période 1969—1970 pour l'ensemble des régions en voie de développement, on constate une relation inverse entre la tendance des importations et celle des exportations. Si on examine plus attentivement certaines régions, il apparaît nettement que le ralentissement de la croissance des exportations d'Afrique et d'Amérique latine a coïncidé dans chaque cas avec une accélération du taux de croissance des importations, alors que l'expansion soutenue des exportations d'Asie a été accompagnée par un ralentissement de la croissance des importations. Ce phénomène semble indiquer une nouvelle détérioration de la balance commerciale de l'Afrique et de l'Amérique latine⁹.

⁹ Pour l'Amérique latine cette détérioration risque d'être particulièrement grave, car pour la période plus longue de 1967—1970, le taux de croissance moyen des exportations (7,3%) a été très inférieur au taux de croissance moyen des importations (9,2%).

Dans l'absolu, les taux de croissance des exportations et des importations des pays en voie de développement au cours des dernières années ont cependant été dynamiques. Comparée aux moyennes pour la période de 1960 - 1967 (6,3^o pour les exportations et 5,2^o pour les importations), et en particulier aux chiffres pour 1967 (2 et 4^o respectivement), l'importance des taux de croissance actuels est vraiment impressionnante. Seule la comparaison avec les résultats obtenus par les pays à économie de marché pendant la période 1968 - 1970 diminue quelque peu l'ampleur des résultats obtenus par les pays en voie de développement.

Les indications qui précèdent fournissent une perspective d'ensemble du commerce international. Il est possible de mieux comprendre l'évolution récente des relations entre l'industrialisation et le commerce international en étudiant les échanges de produits manufacturés. Dans l'analyse ci-après, on se réfère de temps en temps aux échanges globaux qui fournissent une base acceptable pour évaluer la degré de succès des échanges de produits manufacturés.

CROISSANCE DES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

Pour souligner le rôle des exportations de produits manufacturés, on a souvent avancé que les exportations de produits primaires ne s'accroîtront pas assez rapidement pour permettre de financer les importations nécessaires au développement. Il importe donc d'analyser le courant des exportations de produits manufacturés pour mieux en comprendre la composition et la destination. On examinera ici les produits relevant des catégories 5 à 8 de la CTCI: produits chimiques (CTCI 5), machines et matériel de transport (CTCI 7), et autres articles manufacturés (CTCI 6 et 8), qui sont en général considérés comme articles manufacturés dans les analyses des données relatives aux échanges. Un certain nombre de produits primaires traités relevant des catégories 0 à 4 de la CTCI ne sont pas considérés ici et figurent au tableau 27.

Il ressort du tableau 16 que, pendant une période où la valeur des exportations mondiales totales (CTCI 0 - 9) a plus que doublé, la part en pourcentage des pays en voie de développement a diminué régulièrement (de 21,5^o en 1960 à 18,3^o en 1969). Pendant la même période, la part des pays développés à économie de marché dans la totalité des exportations est passée de 66,8^o à 70,8^o.

Mais si l'on considère les exportations de produits manufacturés, les résultats obtenus par les pays en voie de développement sont beaucoup plus encourageants. Alors que dans le monde les exportations de produits manufacturés augmentaient plus rapidement que la totalité des exportations (les exportations se sont accrues globalement de 114,1^o de 1960 à 1969, alors que les exportations des seuls produits manufacturés ont progressé de 152,5^o), la part des exportations de ces produits par les pays en voie de développement passait de 5,5^o en 1960 à 6,7^o en 1969, ce qui représente une amélioration de 21,8^o de leur position relative. Concernant les pays à économie planifiée, la part dans le commerce mondial des exportations totales et des exportations de produits manufacturés a décliné ces dernières années. La position des pays développés à économie de marché n'a que légèrement varié au cours de ces dernières années.

TABLEAU 16. VALEUR DES EXPORTATIONS, PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES, 1960—1969

Catégories de produits (CTCI)	Année	Origine des exportations			
		Monde (milliards de dollars f.o.b.)	Pays en voie de dévelop- pement	Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée
		(En pourcentage du total)			
Total des exportations (0—9)	1960	127,4	21,5	66,8	11,8
	1961	133,1	20,8	67,5	12,3
	1964	172,0	20,0	68,2	11,8
	1965	186,4	19,6	68,8	11,7
	1968	239,1	18,6	70,1	11,3
	1969	272,7	18,3	70,8	10,9
Produits manufacturés (5—8)	1960	69,7	5,5	82,3	12,2
	1961	73,5	5,4	82,4	12,2
	1964	98,8	5,6	81,8	12,6
	1965	10,97	5,8	82,1	12,1
	1968	150,2	6,5	82,8	10,7
	1969	176,0	6,7	83,1	11,1
Produits chimiques (5)	1960	7,5	3,9	86,5	8,8
	1961	7,9	4,1	86,6	9,2
	1964	10,9	4,1	87,0	8,6
	1965	12,2	4,2	87,0	8,9
	1968	17,0	4,2	88,1	7,7
	1969	19,3	4,3	88,1	7,4
Machines et matériel de transport (7)	1960	27,7	0,7	86,0	13,5
	1961	30,1	0,8	86,9	12,5
	1964	40,9	0,8	85,5	13,6
	1965	45,7	0,9	85,9	13,2
	1968	65,6	1,2	86,8	12,0
	1969	77,3	1,4	87,3	11,3
Autres produits manufacturés (8)	1960	34,5	9,7	78,5	11,8
	1961	35,5	9,7	77,7	12,7
	1964	47,0	10,1	77,4	12,5
	1965	51,8	10,6	77,5	11,9
	1968	67,6	12,3	77,6	10,1
	1969	79,5	12,4	77,8	9,7

Souree: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies*, numéro de mars de diverses années.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux qui tiennent compte, notamment, des données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

La position relative des pays à économie planifiée a baissé pour chacune des catégories comprenant des produits manufacturés. Par contre, celle des exportations des pays en voie de développement s'est améliorée pour les exportations de tous les produits manufacturés. Leur position pour les exportations de produits chimiques s'est toutefois améliorée de moins de 10%, alors que pour les exportations d'autres produits manufacturés (CTCI 6 et 8) et les machines et le matériel de transport, elle a augmenté de 28% et 100% respectivement. La position relative des pays développés à économie de marché s'est améliorée pour

les exportations de produits chimiques et de machines et de matériel de transport. Pour les autres produits manufacturés (CTCI 6 et 8) elle est par contre toujours restée inférieure à celle de 1960.

En résumé, les exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement ont conquis progressivement une part plus grande des marchés mondiaux pendant la première Décennie du développement. Cette expansion a été particulièrement spectaculaire pour les produits relevant des catégories 6 et 8 de la CTCI. Ce phénomène contraste avec la position commerciale générale des pays en voie de développement. Si leur part relative des exportations de produits manufacturés n'avait pas augmenté, leur part en pourcentage du total des exportations aurait diminué encore plus.

Cette observation soulève une question importante: sur quels marchés les pays en voie de développement améliorent-ils leur position? Le tableau 17 y répond. Les exportations totales de produits manufacturés par tous les pays en voie de développement sont allées de plus en plus vers les pays développés à économie de marché, au cours de la première Décennie du développement. Au début de cette décennie, près de 30% des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement allaient à d'autres pays en voie de développement; en 1970, ce chiffre était tombé à 25%. Parallèlement, les pays développés à économie de marché ont reçu environ 71% des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement en 1969, contre environ 67% en 1960. Les pays à économie planifiée en ont reçu pour leur part 3,5% en 1969, contre 2,5% en 1960.

Ces changements s'expliquent en grande partie par l'évolution survenue en Asie et en Afrique. Ces deux régions en voie de développement ont exporté plus de produits manufacturés vers les pays développés à économie de marché à la fin qu'au début de la décennie. Les exportations de ces produits d'Afrique vers les pays en voie de développement sont tombées de 22,5% du total à 11,6%, et les exportations de produits manufacturés d'Asie vers les pays en voie de développement de 44,6% à un peu plus de 30%¹⁰. Seule l'Amérique latine a commencé à moins dépendre des pays développés à économie de marché, ses exportations vers ces pays tombant de 87% en 1960 à 71% en 1969. Pendant la même période, la part des exportations de produits manufacturés de cette région à destination des pays en voie de développement a presque triplé. Il est possible que cette évolution en Amérique latine ait été influencée par les divers programmes d'intégration économique mis en œuvre dans cette région; ce phénomène est analysé dans la suite de ce chapitre.

Il ressort des tableaux 18 et 20 que pour les diverses catégories de produits considérées, la part des échanges entre les pays en voie de développement dans le total des exportations de ces pays n'a augmenté que pour les produits chimiques. On constate un accroissement parallèle des exportations, vers les pays en voie de développement, de cette catégorie de produits en provenance de l'Amérique

¹⁰ Le rétrécissement des marchés des pays en voie de développement pour les produits manufacturés d'Asie et d'Afrique pourrait indiquer un développement parallèle significatif des divers secteurs manufacturiers.

TABLEAU 17. EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS, PAR ORIGINE ET DESTINATION, 1960-1969

Origine	Destination			
	Monde (millions de dollars)	Pays en voie de développement	Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée ^a
	— (En pourcentage du total) —			
Pays développés à économie de marché				
1969	146 330	20,6	74,7	4,0
Pays à économie planifiée^a				
1969	17 883	14,6	14,2	68,7
Pays en voie de développement^b				
1960	3 840	29,7	66,8	2,5
1961	3 975	31,6	65,3	2,2
1964	5 485	29,2	67,0	3,1
1965	6 395	29,7	66,2	3,8
1968	9 810	25,1	70,9	3,4
1969	11 800	25,1	70,6	3,5
Afrique^c				
1960	1 316	22,5	74,0	2,7
1961	1 311	22,7	73,9	2,1
1964	1 580	15,8	81,1	3,2
1965	1 457	18,7	75,6	5,7
1968	2 081	13,2	80,5	6,1
1969	2 630	11,6	79,8	6,2
Amérique latine				
1960	800	10,4	87,1	0,4
1961	823	11,8	85,3	0,5
1964	1 110	25,1	74,0	0,5
1965	1 284	26,6	72,1	1,1
1968	2 060	26,7	72,0	1,1
1969	2 270	28,0	70,7	1,1
Asie^d				
1960	2 124	44,6	50,7	3,1
1961	2 265	46,0	50,0	2,6
1964	3 158	37,9	56,5	4,6
1965	3 491	36,3	59,4	3,8
1968	5 285	30,4	65,7	3,5
1969	6 414	30,3	65,7	3,5

Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies, mars 1966 et mars 1971.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux qui tiennent compte, notamment, de données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

^a Y compris les pays à économie planifiée d'Asie: République populaire de Chine, République populaire démocratique de Corée, République démocratique du Viet-Nam.

^b Y compris Israël.

^c Y compris l'Afrique du Sud en 1960, 1961 et 1964.

latine et de l'Asie¹¹. Pour les autres catégories de produits, les pays en voie de développement n'ont constitué un marché relativement plus important que

¹¹ Les exportations de produits chimiques d'Asie et d'Afrique vers les pays à économie planifiée se sont également accrues. Pour l'Afrique, cette croissance a été particulièrement marquée à la fin de la décennie.

TABLEAU 18. EXPORTATIONS DE PRODUITS CHIMIQUES (CTCI 5), PAR ORIGINE ET DESTINATION, 1960—1969

Origine	Destination			
	Monde (millions de dollars)	Pays en voie de développement	Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée ^a
	----- (En pourcentage du total) -----			
Pays développés à économie de marché 1969	17 000	23,6	70,4	5,9
Pays à économie planifiée^a 1969	1 420	14,5	26,0	57,9
Pays en voie de développement^a				
1960	290	36,2	60,3	3,1
1961	320	39,1	54,7	3,4
1964	445	48,3	47,2	3,1
1965	510	48,0	47,1	4,7
1968	720	47,2	45,1	7,5
1969	830	50,0	42,8	6,6
Afrique^a				
1960	91	39,6	56,0	2,2
1961	110	40,0	54,5	—
1964	115	40,9	56,5	1,7
1965	100	49,0	49,0	5,0
1968	130	34,6	46,9	18,5
1969	135	33,3	44,4	20,7
Amérique latine				
1960	110	13,6	85,5	1,8
1961	105	11,4	81,0	1,9
1964	155	34,8	61,9	3,2
1965	160	37,5	58,8	4,4
1968	240	47,9	45,8	5,8
1969	265	49,1	45,3	6,4
Asie^a				
1960	111	58,6	34,2	0,9
1961	133	60,2	31,6	1,5
1964	181	65,7	29,3	3,3
1965	203	58,6	34,5	3,0
1968	272	58,5	34,2	6,6
1969	336	64,3	31,5	3,0

Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies, mars 1966 et mars 1971.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux qui tiennent compte, notamment, des données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

^a Les autres pays, dont il a été tenu compte dans ces statistiques relatives aux groupements économiques et aux régions, sont énumérés dans les notes du tableau 17.

pour les exportations par l'Amérique latine de machines et de matériel de transport (CTCI 7) et des autres produits manufacturés (CTCI 6 et 8). Dans l'ensemble, on constate une plus grande dépendance à l'égard des pays développés à économie de marché.

La légère amélioration de la position des pays en voie de développement sur le marché mondial des produits manufacturés (tableau 16) devient plus signifi-

TABLEAU 19. EXPORTATIONS DE MACHINES ET MATÉRIEL DE TRANSPORT (CTCI 7) PAR ORIGINE ET DESTINATION, 1960—1969

Origine	Destination			
	Monde (millions de dollars)	Pays en voie de développement	Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée ^a
	— (En pourcentage du total) —			
<i>Pays développés à économie de marché</i>				
1969	67 450	23,0	72,1	3,6
<i>Pays à économie planifiée^a</i>				
1969	8 753	15,1	6,2	77,5
<i>Pays en voie de développement^a</i>				
1960	190	71,1	26,3	1,6
1961	225	71,1	27,1	0,9
1964	310	72,6	24,8	0,3
1965	395	69,6	29,1	0,8
1968	760	48,0	50,0	0,9
1969	1 080	47,2	51,9	0,8
<i>Afrique^a</i>				
1960	65	76,9	20,0	—
1961	71	81,7	12,7	—
1964	65	72,3	26,2	—
1965	47	70,2	27,7	—
1968	61	39,3	57,4	1,6
1969	65	40,0	58,5	1,5
<i>Amérique latine</i>				
1960	20	35,0	65,0	—
1961	28	39,3	60,7	—
1964	55	72,7	27,3	—
1965	64	79,7	18,8	—
1968	160	58,8	40,0	—
1969	225	55,6	42,7	—
<i>Asie^a</i>				
1960	144	84,0	13,2	2,1
1961	172	77,9	19,2	1,2
1964	222	78,4	21,2	0,5
1965	278	69,1	29,5	1,1
1968	513	47,4	51,1	1,0

Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies*, mars 1966 et mars 1971.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux qui tiennent compte, notamment, des données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

^a Les autres pays, dont il a été tenu compte dans ces statistiques relatives aux groupements économiques et aux régions, sont énumérés dans les notes du tableau 17.

cative, si l'on considère que la plupart des nouveaux débouchés sont dans les pays développés à économie de marché où la concurrence des industries établies doit être la plus sévère. On pourrait même avancer que cette plus large pénétration sur des marchés difficiles signifie que les produits manufacturés exportés par les pays en voie de développement sont devenus plus compétitifs. Mais il convient de reconnaître que cette dépendance plus grande met les pays en voie

TABLEAU 20. EXPORTATIONS D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURÉS (CTCI 6 ET 8) PAR ORIGINE ET DESTINATION, 1960—1969

Origine	Destination			
	Monde (millions de dollars)	Pays en voie de développement	Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée ^a
	— (En pourcentage du total) —			
Pays développés à économie de marché				
1969	61 880	17,2	78,7	3,9
Pays à économie planifiée^a				
1969	7 710	14,1	21,2	60,6
Pays en voie de développement^a				
1960	3 360	26,8	69,6	2,5
1961	3 430	28,3	68,8	2,2
1964	4 730	24,5	71,7	3,3
1965	5 490	25,1	70,7	3,9
1968	8 330	21,1	75,0	3,3
1969	9 890	20,6	75,0	3,5
Afrique^a				
1960	1 160	18,1	78,4	2,9
1961	1 130	17,3	79,6	2,4
1964	1 400	11,1	85,7	3,4
1965	1 310	14,5	79,4	6,0
1968	1 890	10,8	83,6	5,4
1969	2 430	9,7	82,3	5,6
Amérique latine				
1960	670	9,1	88,1	0,1
1961	690	10,7	87,0	0,3
1964	900	20,6	78,9	0,1
1965	1 060	21,7	77,4	0,7
1968	1 660	20,5	78,9	0,5
1969	1 780	21,3	78,1	0,4
Asie^a				
1960	1 869	40,7	54,5	3,3
1961	1 960	42,2	54,0	2,9
1964	2 755	32,8	61,2	5,0
1965	3 010	31,7	63,8	4,2
1968	4 500	26,8	69,2	3,6
1969	5 340	25,9	69,7	3,9

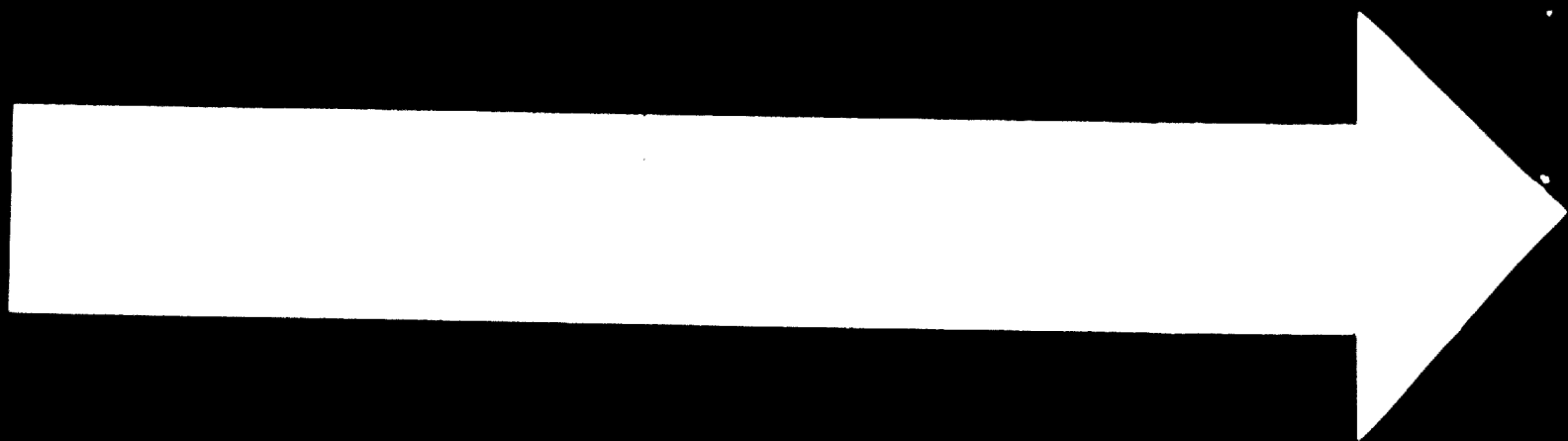
Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies, mars 1966 et mars 1971.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux qui tiennent compte, notamment, des données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

^a Les autres pays, dont il a été tenu compte dans ces statistiques relatives aux groupements économiques et aux régions, sont énumérés dans les notes du tableau 17.

de développement davantage à la merci des fluctuations des économies des pays développés.

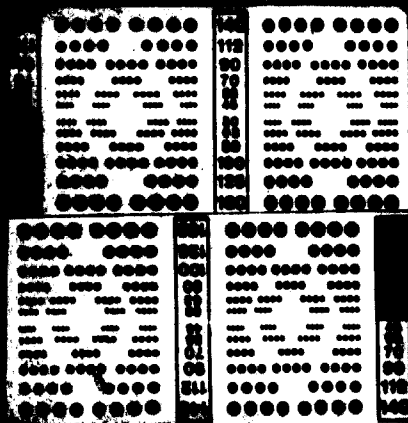
Le tableau 16 a permis d'observer que la croissance vigoureuse des exportations de produits manufacturés par les pays en voie de développement avait largement contribué à maintenir la position relative de leurs exportations totales. Les données du tableau 21 permettent de faire une analyse plus poussée de la



2-12-74

2 / 4

74ST00064



situation. Ce tableau indique que, pour l'ensemble des trois régions en voie de développement, les produits manufacturés ont pris une place plus grande dans les exportations totales. Compte tenu du niveau très faible d'où ces pays sont partis, leurs progrès en tant qu'exportateurs de produits manufacturés sont beaucoup plus dynamiques que ne le serait une amélioration analogue de la position relative des pays développés à économie de marché. Comme l'indique le tableau 22, l'augmentation analogue de la part prise par les produits manufacturés dans la totalité des exportations, indiquée au tableau 21, a été de 11 % pour les pays développés à économie de marché et de 61 % pour les pays en voie de développement au cours de la première Décennie du développement. Le schéma de croissance est généralement le même pour chacune des catégories de produits et, dans chaque cas, l'expansion la plus vigoureuse a été le fait des pays en voie de développement. Il faut reconnaître que le niveau de départ très bas des exportations de machines et de matériel de transport explique l'augmentation relativement impressionnante des exportations de ces produits. Cependant, les exportations d'autres produits manufacturés (CTCI 6 et 8), qui ont continué à être en tête des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement, expliquent en grande partie l'amélioration de la position relative des exportations des produits manufacturés de ces pays. Pour les pays développés à économie de marché, les exportations de produits de cette catégorie ont continué à représenter à peu près le même pourcentage des exportations totales. Les exportations d'autres produits manufacturés (CTCI 6 et 8) par les pays à économie planifiée ont, en fait, diminué par rapport à la totalité des exportations pendant cette période.

En général, ces données indiquent que les produits manufacturés prennent une place de plus en plus importante dans la totalité des exportations des pays en voie de développement. Si l'on admet qu'il faut exporter des produits manufacturés pour disposer de devises suffisantes pour financer les importations nécessaires au développement, les résultats de la première Décennie du développement semblent satisfaisants. Si cette tendance continue, plus du tiers des recettes d'exportation des pays en voie de développement proviendront de produits manufacturés à la fin de la deuxième Décennie du développement. Des changements importants dans les ressources internes pourraient offrir des perspectives de croissance bien meilleures (à condition qu'aucune mesure de la part des pays développés ne vienne y faire obstacle).

Les bénéfices résultant de ces gains n'ont pas, toutefois, été répartis également entre les pays des trois régions en voie de développement. Une étude plus approfondie des données révèle clairement que quelques pays ont dominé les statistiques relatives aux exportations de produits manufacturés par les régions en voie de développement. Les ventes des principaux exportateurs de produits manufacturés aux pays développés sont analysées ci-après¹².

Les données du tableau 23 indiquent la composition des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement et la part qui revient

¹² En 1969, 70,6% des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement sont allés vers les pays développés à économie de marché et 25,1% vers d'autres pays en voie de développement.

TABLEAU 21. VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS PAR RAPPORT À LA VALEUR DES EXPORTATIONS TOTALES, PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES, 1960—1969

Catégorie de produits (CTCI)	Année	Origine des exportations totales			
		Le monde	Pays en voie de dévelop- pement	Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée
(En millions de dollars)					
Exportations totales (0—9)	1960	127 400	27 350	85 040	15 020
	1961	133 090	27 650	89 900	15 720
	1964	171 940	34 350	117 220	20 340
	1965	186 390	36 490	128 180	21 730
	1968	239 140	44 409	167 670	26 900
	1969	272 710	49 780	193 190	29 750
(En pourcentage des produits manufacturés dans le total des exportations)					
Produits manufacturés (5—8)	1960	54,7	14,1	67,5	56,5
	1961	55,2	14,4	67,5	57,2
	1964	57,4	16,3	68,9	61,0
	1965	58,9	17,5	70,2	61,1
	1968	62,8	22,1	74,2	59,6
	1969	64,5	23,7	75,7	60,0
Produits chimiques (5)	1960	5,8	1,1	7,6	4,4
	1961	5,9	1,2	7,6	4,6
	1964	6,3	1,3	8,1	4,6
	1965	6,6	1,4	8,3	5,0
	1968	7,1	1,6	8,9	4,9
	1969	7,1	1,7	8,8	4,8
Machines et matériel de transport (7)	1960	21,8	0,7	28,8	24,9
	1961	22,6	0,8	29,1	23,9
	1964	23,8	1,0	29,8	27,5
	1965	24,5	1,1	30,6	27,7
	1968	27,4	1,7	34,0	29,4
	1969	28,3	2,2	34,9	29,4
Autres produits manufacturés (6 et 8)	1960	27,1	12,3	31,8	27,2
	1961	26,6	12,4	30,7	28,6
	1964	27,3	13,8	31,0	28,9
	1965	27,8	15,0	31,3	28,3
	1968	28,3	18,8	31,3	25,4
	1969	29,1	19,9	32,0	25,9

Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies*, numéro de mars de diverses années.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux qui tiennent compte notamment des données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

à chacun d'eux. C'est pour les produits manufacturés divers (CTCI 8) que la concentration est la plus forte et pour les produits finis et les articles manufacturés de base (CTCI 5 et 6) qu'elle est la moins forte. Les principaux exportateurs de produits chimiques (CTCI 5) se trouvent en Amérique latine, alors que pour

TABLEAU 22. AUGMENTATION EN POURCENTAGE DE LA PROPORTION DE PRODUITS MANUFACTURÉS DANS LE TOTAL DES EXPORTATIONS, 1960—1969

Catégorie de produits (CTCI)	Le monde	Pays en voie de développement	Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée
Total des produits manufacturés (5 à 8)	15,8	60,7	11,0	5,2
Produits chimiques (5)	21,4	43,5	16,4	7,8
Machines et matériel de transport (7)	25,5	160,0	20,7	20,5
Autres produits manufacturés (6 et 8)	6,8	56,7	1,3	-8,1

Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies*, numéro de mars de diverses années.

* La croissance pendant cette décennie a été calculée comme l'augmentation en pourcentage de la moyenne pour 1968—1969 par rapport à la moyenne 1960—1961.

les exportations d'articles manufacturés de base (CTCI 6)¹³, l'Asie arrive en tête, suivie de l'Afrique (le critère utilisé étant le nombre de pays). Si un pays est exportateur important d'articles manufacturés de base (CTCI 6), il a toutes chances d'être un des principaux exportateurs de tous produits manufacturés (CTCI 5 à 8). L'Inde et le Mexique comptent parmi les exportateurs les plus importants de produits manufacturés dans toutes les catégories. Le Brésil, Hong-kong, le République de Corée, ainsi que la Malaisie, Singapour et Brunéi pris ensemble, sont les seuls exportateurs importants pour toutes les catégories d'articles, sauf une. Un tout petit nombre de pays occupent donc un rang élevé pour les exportations de catégories variées de produits manufacturés.

L'analyse de la concentration des produits des principaux exportateurs pour chaque catégorie de produit permet de mieux comprendre la nature de ces échanges. La Guinée, la Jamaïque, le Mexique, le Surinam et Trinité-et-Tobago ont été, parmi les pays en voie de développement, les principaux exportateurs de produits chimiques, mais la composition de leurs exportations varie considérablement. Les exportations de produits chimiques du Mexique ont été très diversifiées, tandis que la totalité des exportations des produits chimiques de la Guinée et du Surinam et 96 % de celles de la Jamaïque portaient sur l'oxyde et l'hydroxyde d'aluminium (CTCI 513.65), et que 61 % des exportations de Trinité-et-Tobago étaient composées d'ammoniac liquéfié ou en solution (CTCI 513.61).

On constate pour les exportations d'articles manufacturés de base (CTCI 6) un schéma analogue de concentration. Les quatre exportateurs principaux de ces produits ont été le Chili, l'Inde, le Zaïre et la Zambie. Pour l'Inde, les articles textiles ont représenté 60 % de ces exportations alors que les produits en cuivre dominaient pour le Chili, le Zaïre et la Zambie (respectivement 99 %, 77 % et 70 %). Ces statistiques sont cependant faussées dans la mesure où elles portent également sur le cuivre non affiné. Des trois exportateurs de cuivre, c'est la Zambie qui semble exporter la plus faible proportion de cuivre non affiné

¹³ Voir le tableau 23, note b, pour la définition des articles manufacturés de base.

(environ 5% de la totalité de cette catégorie de produits). En général, le cuivre affiné, non ouvré, semble constituer la plus grande partie des exportations de cuivre¹⁴.

La même concentration de produits se retrouve pour les machines et le matériel de transport. Pour les deux exportateurs principaux — Hong-kong et Mexico — l'équipement électrique prédominait et, à l'intérieur de cette large catégorie, c'était le matériel de télécommunication et les transistors, ainsi que les valves électriques qui détenaient la plus grande part.

Même dans la catégorie générale des articles manufacturés divers¹⁵ (CTCI 8), on peut constater une forte concentration. Les vêtements prédominent chez les principaux exportateurs — Hong-kong et la République de Corée. Les perruques et les barbes postiches ont constitué l'essentiel des autres exportations de la Corée dans cette catégorie. Pour Hong-kong, ce sont les exportations de perruques, de chaussures, de jouets et d'équipements sportifs qui ont été importantes.

La concentration des exportations de produits manufacturés résulte, dans une certaine mesure, de la matière première utilisée. Dans d'autres cas (par exemple pour les catégories 7 et 8 de la CTCI), il est possible que l'on ait étudié les débouchés offerts par les pays avancés pour s'efforcer de les exploiter. Ces expériences, avec des produits relativement nouveaux, montrent le parti qu'un pays peut tirer, pour ses exportations, de sa capacité à analyser l'évolution du marché et à réorienter sa production en conséquence (par exemple pour les perruques).

On peut également étudier les résultats des exportations de pays en voie de développement en comparant la croissance des exportations de produits traditionnels et de produits nouveaux. Pour cela, on a choisi sept catégories de produits; quatre sont considérés comme des exportations traditionnelles et trois comme des exportations non traditionnelles des pays en voie de développement. Le tableau 24 présente des données relatives à ces exportations, mais ils risquent d'induire en erreur, les nouvelles exportations portant sur des quantités très réduites. Les exportations africaines de véhicules automobiles et de pièces sont passées, par exemple, de 1 million à 3 millions de dollars de 1966 à 1967, soit une augmentation de 200%.

Ce tableau révèle que les changements négatifs des taux d'accroissement des exportations ont été beaucoup plus rares en ce qui concerne les exportations de produits non traditionnels. Pour déterminer si ces changements ont été provoqués ou non par des fluctuations de la demande, il est intéressant d'étudier les résultats obtenus en 1967, année marquée par un ralentissement de la croissance des échanges. Cette année-là, les taux de croissance des exportations de produits traditionnels des pays en voie de développement vers les pays développés à économie de marché, les trois régions en voie de développement et les pays à économie planifiée ont diminué de 40% pour ces catégories de produits (tableau 24), alors qu'ils ne diminuaient que dans un neuvième des cas pour les

¹⁴ L'emploi du terme «semble» est dû au fait que les statistiques des Nations Unies ne permettent pas de préciser la nature des exportations de cuivre du Zaïre vers la Belgique et le Luxembourg. Le cuivre affiné domine parmi ces exportations vers d'autres pays.

¹⁵ Pour la définition de ces produits, se reporter au tableau 23.

TABLEAU 23. PRODUITS MANUFACTURÉS EXPORTÉS PAR CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT VERS LES PAYS DÉVELOPPÉS, 1969^a

(En pourcentage des exportations vers les pays développés de produits manufacturés provenant de tous les pays en voie de développement)

	Catégories de produits de la CTCl				
	5-8 Total des produits manufac- turés	5 Produits chimiques	6 Articles manufac- turés de base ^b	7 Machines et matériel de transport	8 Articles manufac- turés divers ^c
Afrique					
Angola			1,09		
Ghana			1,26		
Guinée		6,36			
Kenya				1,29	
Libéria				3,46	
Madagascar		1,21			
Sierra Leone	1,06		1,63 ^d		
Tunisie		1,39			
Zaïre	7,39		11,47		
Zambie	11,11		16,92		
Amérique latine					
Antilles néerlandaises		2,37			
Argentine	1,02	5,53		1,72	
Bahamas		4,21			
Brsil	1,50	4,03	1,36	4,41	
Chili	9,20	1,95	13,88		
Guyane		3,22			
Jamalque		8,19			
Mexique	5,20	12,77	3,64	16,73	3,97
Panama		1,92			
Pérou	3,38		5,11		
Surinam		8,85			
Trinité-et-Tobago		6,10			
Asie					
Asie portugaise					1,30
Hong-kong	18,36		4,37	30,86	61,40
Inde	7,56	2,70	10,49	2,14	1,79
Indonésie		1,30		1,07	
Iran	1,47		2,13		
Koweït				1,37	
Malaisie, Singapour, Bruni	4,20		5,59	2,34	1,50
Pakistan	2,31		3,25		
Philippines	1,23		1,01		2,43
République de Corée	4,33		2,50	4,74	10,78
Thaïlande	1,17		1,66		
Total	80,49	72,10^e	87,36	70,13	83,17

Source: ONUDI, d'après le 1969 Supplement to the World Trade Annual: Trade of Industrialized Nations with Eastern Europe and the Developing Nations, du Bureau de statistique des Nations Unies, 5 volumes, Walker and Co., New York, 1970.

^a Les pays figurant sur cette liste comptent au minimum pour 1 % dans les exportations totales des pays en voie de développement vers les pays avancés, pour au moins une des catégories de produits en cause.

^b Articles manufacturés classés d'après la matière première, par exemple textiles, fer et acier, verre, etc. Dans d'autres tableaux, cette catégorie a été groupée avec la catégorie 8 de la CTCl « articles manufacturés divers ».

^c Comprend vêtements, instruments scientifiques, instruments de musique, livres et autres imprimés, etc. Voir b ci-dessus.

^d Dont 99,9 % de diamants non sertis à usages non industriels.

^e Les exportations de produits chimiques des Bermudes paraissent également importantes (10,35 % du total des pays en voie de développement). Cependant, comme il s'agit essentiellement de réexportation, elles ne sont pas considérées comme ayant leur origine aux Bermudes.

TABLEAU 24. TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DE CERTAINES EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT VERS LES DIVERS GROUPEMENTS ECONOMIQUES, AINSI QUE VERS L'AMERIQUE, L'ASIE ET L'AUSTRALASIE, 1966-1969

(En pourcentages)

Groupe de produits (CTIC)	Année	Exportations vers						
		Pays développés à économie de marché	Pays à économie planifiée	Pays en voie de développement	Afrique	Australasie	Asie	Autre
<i>Exportations traditionnelles</i>								
Huiles et graines animales et végétales (4)	1965-1966	-4,1	-18,5	26,3	-18,2	145,5	-5,7	
	1966-1967	-0,6	-27,3	-16,0	-27,8	-29,6	8,0	
	1967-1968	11,8	112,5	0,0	15,4	5,3	-5,6	
	1968-1969	-1,1	-11,8	52,4	46,7	25,0	72,5	
Fibres textiles (26)	1965-1966	3,7	2,9	10,5	-27,3	-3,5	20,8	
	1966-1967	-12,1	-15,5	-22,2	37,5	-12,7	-28,7	
	1967-1968	3,3	-1,7	18,4	9,1	12,5	21,3	
	1968-1969	4,7	22,0	8,6	0,0	13,0	8,5	
Engrais bruts et minéraux bruts (27)	1965-1966	-5,7	-21,7	7,1	-22,2	-25,0	-3,8	
	1966-1967	0,0	33,3	-6,7	28,6	0,0	8,0	
	1967-1968	12,1	4,2	-16,1	-22,2	33,3	-14,8	
	1968-1969	-0,1	16,0	4,3	-14,3	37,5	8,7	

Fils et tissus (66)	1965-1966	5,8	0,0	-4,0	6,9	-21,1	-4,7
	1966-1967	1,4	7,1	14,6	-3,2	0,0	25,3
	1967-1968	10,8	-6,7	5,5	0,0	-25,0	13,8
	1968-1969	9,8	14,3	10,3	13,3	52,4	5,9
Exportations non traditionnelles							
Fer et acier (67)	1965-1966	3,8	0,0	-8,0	57,1	-39,6	5,7
	1966-1967	52,4	400,0	8,7	27,3	34,5	-2,7
	1967-1968	24,0	180,0	16,0	28,6	-10,3	25,0
	1968-1969	6,5	14,3	24,1	11,1	54,3	17,8
Articles manufacturés en métal (69)	1965-1966	15,4	0,0	-1,4	-36,8	45,5	7,7
	1966-1967	-6,7	200,0	0,0	25,0	6,3	-11,9
	1967-1968	35,7	133,3	30,0	13,3	-23,5	56,8
	1968-1969	17,5	57,1	20,9	17,6	76,9	12,1
Véhicules automobiles remontés et leurs parties et pièces détachées (732)	1965-1966	0,0	-	-30,0	-75,0	-	-68,4
	1966-1967	0,0	-	0,0	200,0	-	-10,5
	1967-1968	0,0	-	28,6	0,0	-	41,2
	1968-1969	100,0	-	22,2	66,7	-	16,7

Source: ONUCE, d'après le Bulletin annuel de statistiques, mai 1971.

produits non traditionnels. Cette comparaison montre que, du point de vue de la demande, les perspectives d'expansion des échanges des pays en voie de développement sont bien meilleures en ce qui concerne les produits non traditionnels. Ce phénomène, combiné avec l'importance croissante des exportations de produits manufacturés par rapport à la totalité des exportations, signifie que si des pressions extérieures venaient à limiter le développement des exportations, les premières et peut-être les plus touchées seraient les exportations traditionnelles. Il est possible d'expliquer ce phénomène par le fait que le ralentissement des taux de croissance reflète peut-être des changements de volume et/ou de prix. Par exemple, un fléchissement dans les prix des exportations traditionnelles pourrait, en partie, annuler des augmentations en volume et être enregistré comme un déclin du taux de croissance.

Dans l'ensemble, les exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement ont été relativement satisfaisantes pendant la première Décennie du développement et ont contribué grandement à compenser la détérioration de la position des exportations de produits primaires. Mais la relation entre les exportations et le développement, dont on parle tant, n'est qu'un aspect du problème. L'autre élément important — les importations de produits manufacturés qui résultent souvent d'une croissance rapide — est examiné ci-après.

CROISSANCE DES IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

Comme les exportations totales, les importations totales des pays en voie de développement ont augmenté considérablement pendant la première Décennie du développement (les exportations de 82% et les importations de 81,75%). La croissance des importations n'a cependant pas été uniforme dans tous les pays en voie de développement. Les importations des pays d'Afrique ont augmenté de 28% pendant la Décennie alors que celles des pays d'Asie et d'Amérique latine ont augmenté respectivement de 167% et de 70%¹⁶. Les importations de produits manufacturés par les pays en voie de développement de chacune des régions en voie de développement ont augmenté par rapport au total des importations pendant la Décennie. La croissance la plus importante a été observée en Asie et les résultats de cette région ont augmenté considérablement la moyenne générale des régions en voie de développement.

On peut considérer que le rapport entre les importations de produits manufacturés et le total des importations se situe dans les limites escomptées. Les importations de produits manufacturés ont représenté 69,2% des importations totales des pays en voie de développement en 1969, alors que pour les pays avancés ces importations représentèrent 62,8% la même année. Il n'est cependant pas facile de déterminer la raison exacte de la croissance des importations des produits manufacturés dans les pays en voie de développement. A priori, il semblerait logique que les pays en voie de développement deviennent plus auto-

¹⁶ Les données montrent que les importations africaines ont augmenté rapidement ces dernières années. La présente estimation risque donc de ne pas refléter la tendance actuelle.

TABLEAU 25. EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS PAR RAPPORT À LA TOTALITÉ DES EXPORTATIONS MONDIALES VERS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, 1960—1969

Catégories de produits (CTCI)	Année	Exportations totales vers ^a			
		Pays en voie de dévelop- pement (total)	Afrique ^b	Amérique latine	Asie
—En millions de dollars—					
Exportations totales (0—9)	1960	28 430 ^b	7 830	7 820	9 190
	1961	29 350 ^b	7 750	8 080	9 550
	1964	35 240	7 390	9 160	16 090
	1965	37 580	8 170	9 320	17 340
	1968	46 280	8 920	12 160	21 850
	1969	51 690	10 040	13 290	24 560
Pourcentage des produits manufacturés par rapport à la totalité des exportations					
Produits manufacturés (5—8)	1960	64,4 ^b	70,6	73,5	59,1
	1961	65,1 ^b	68,7	75,0	61,9
	1964	64,0	68,9	71,0	61,1
	1965	66,0	72,0	73,0	63,0
	1968	68,2	73,1	74,9	65,7
	1969	69,2	73,8	76,5	66,4
Produits chimiques (5)	1960	7,7 ^b	6,9	10,1	7,7
	1961	8,1 ^b	7,4	10,5	8,3
	1964	8,3	7,0	11,7	7,3
	1965	8,5	7,6	11,7	7,7
	1968	9,4	8,5	12,3	8,7
	1969	9,0	8,4	11,7	8,2
Machines et matériel de transport (7)	1960	28,2 ^b	30,1	38,4	22,7
	1961	29,2 ^b	28,8	39,9	24,7
	1964	29,0	30,7	36,0	26,4
	1965	30,5	34,0	36,6	27,8
	1968	32,6	35,1	40,7	29,2
	1969	33,6	36,4	41,4	30,3
Autres produits manufacturés (6 et 8)	1960	28,4 ^b	33,6	25,1	28,6
	1961	27,8 ^b	32,5	24,6	28,9
	1964	26,7	31,1	23,4	27,5
	1965	27,0	30,4	24,7	27,5
	1968	26,1	29,5	22,0	27,8
	1969	26,7	29,1	23,4	28,0

Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique*, numéro de mars de diverses années.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux qui tiennent compte notamment des données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

^a Les données relatives aux importations sont tirées des colonnes «exportations vers» relatives au commerce mondial par classe de produit et région, du *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies. Elles sont donc données f.o.b.

^b L'Afrique du Sud est comprise pour les années 1960 et 1961.

suffisants pour les autres articles manufacturés (CTCI 6 et 8) à mesure qu'ils s'industrialisent. On peut s'attendre, en outre, à ce que les importations de machines et de matériel de transport et, peut-être aussi, de produits chimiques augmentent par rapport aux importations totales, tant qu'un certain stade d'industrialisation n'a pas été atteint. Les données du tableau 25 semblent confirmer

cette supposition. Pour toutes les régions en voie de développement, les importations de produits chimiques (CTCI 5) sont passées de 7,7% à 9% des importations totales; celles de machines et de matériel de transport (CTCI 7), de 28,2 à 33,6% pendant la période 1960—1969. On peut faire des constatations semblables pour les importations de chacune des régions en voie de développement. Mais pour les importations d'autres articles manufacturés (CTCI 6 et 8) on a constaté une diminution de 28,4 à 26,7% des importations totales pour tous les pays en voie de développement; et de 33,6 à 29,1% pour l'Afrique, de 28,6 à 28% pour l'Asie et de 25,1 à 23,4% pour l'Amérique latine.

On peut conclure de ce qui précède que l'évolution de la composition des importations des pays en voie de développement a été conforme aux prévisions. Cette évolution est également une preuve que l'industrialisation de ces régions s'étend. Comme pour les exportations, les données sont fortement influencées par les résultats des plus grands pays en voie de développement. Ce qui est vrai pour l'ensemble ne s'applique donc pas nécessairement à des pays déterminés. Le manque de place ne nous permet pas de faire ici une analyse pays par pays. Ces observations générales peuvent cependant servir de point de comparaison utile pour les données relatives aux divers pays.

Un autre point de référence intéressant pour mesurer le développement est la valeur des importations de produits manufacturés par habitant. Si l'on utilise cette donnée, la dimension du pays n'influence pas l'évaluation des importations. Il ressort du tableau 25 que les importations de produits manufacturés ont augmenté (bien qu'elles aient diminué pour les produits des catégories 6 et 8 de la CTCI) par rapport aux importations totales au cours des neuf premières années de la première Décennie du développement. Etant donné qu'il faudra probablement importer des biens d'équipement, des produits chimiques, etc., pour atteindre les objectifs du développement, on peut s'attendre à ce que les estimations futures reflètent une augmentation des importations de produits chimiques, de machines et de matériel de transport par habitant.

On peut constater dans le tableau 26 que les plus fortes importations de produits manufacturés par habitant ont eu lieu en Amérique latine et que ce résultat a été fortement influencé par le volume des importations de machines et de matériel de transport. C'est en Amérique latine que l'on constate également les plus fortes importations de produits chimiques par habitant. A mesure que l'Afrique s'industrialise et que l'Asie diversifie sa production, les importations par habitant des produits de ces deux catégories devraient s'accroître. Il faut noter le faible niveau des importations par habitant d'autres produits manufacturés (CTCI 6 et 8) en Asie. La prédominance de l'Asie en tant qu'exportateur de ces produits étant une indication de la capacité de production locale, l'importance relativement faible de ses importations peut être considérée comme un indice que cette région se suffit de plus en plus à elle-même en ce qui concerne ces produits¹⁷. Au fur et à mesure que les autres régions se développeront, en

¹⁷ La comparaison de la production et des échanges par catégories de produits est rendue difficile par le fait que la production d'articles manufacturés est classée selon la CITI, alors que les exportations de produits manufacturés sont classées selon la CTCI.

TABLEAU 26. IMPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, PAR HABITANT, 1969
(En dollars)

Région importatrice	Catégories de produits de la CTCI					
	5	6	7	8	5-8	0-9
Afrique	2,78	6,64	13,75	2,10	25,27	29,59
Amérique latine	8,36	11,53	29,92	4,79	54,59	69,47
Asie	0,80	1,84	3,02	0,50	6,16	7,92
Pays en voie de développement	1,61	1,39	6,41	1,02	10,43	15,29

Source: ONUDI, d'après le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, 1969 *Supplement to the World Trade Annual*, 5 volumes, Walker and Co., New York, 1970; CNUCED, données non publiées, relatives aux importations; Organisation des Nations Unies, *Statistical Yearbook*, 1970 [numéro de vente: 71.XVII.1] (données relatives à la population).

particulier si c'est dans le cadre des plans de coopération économique régionale, il se peut que les importations de ces produits par habitant diminuent ou augmentent plus lentement qu'auparavant.

PRÉFÉRENCES GÉNÉRALISÉES

Il a été demandé, à plusieurs reprises, aux pays avancés d'accorder des préférences unilatérales aux importations de produits en provenance des pays en voie de développement. L'accent était généralement mis sur la nécessité pour les pays avancés de supprimer les droits de douane sur les produits provenant des pays en voie de développement, sans réciprocité de la part de ces derniers. Cette demande a pris une forme institutionnelle en mars 1968 lorsque la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a créé, en application de sa résolution 21 (II), le comité spécial des préférences. A sa troisième session, en juin 1969, ce Comité a adopté un plan selon lequel les pays développés à économie de marché se concerteraient, dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au sujet de l'extension des préférences généralisées, en vue de déterminer la possibilité d'étendre les préférences généralisées et, dans l'affirmative, d'élaborer pour chaque pays des propositions relatives à l'extension de ces préférences. Dix-huit pays ont accepté d'octroyer des préférences généralisées¹⁸.

Ces pays ont établi deux listes; la première précisait les articles figurant aux chapitres 25 à 99 de la Nomenclature de Bruxelles (NB) auxquels ces préfé-

¹⁸ Autriche, Canada, pays membres de la Communauté économique européenne (CEE: Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et République fédérale d'Allemagne), Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, Irlande, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède et Suisse. (Le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède ont fait une offre commune dénommée offre des pays nordiques.)

Ce sont les pays de l'OCDE, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'URSS ont exprimé leur accord de principe pour les préférences généralisées. Certains de ces pays, qui n'appliquent pas de droits de douane et souhaitent un élargissement du système, examinent actuellement les possibilités de concrétiser leur soutien.

rences ne s'appliqueraient pas et la deuxième indiquait les produits relevant des chapitres 1 à 24 de la NB auxquels ces préférences s'appliqueraient. Les produits compris dans les chapitres 25 à 99 sont essentiellement des articles manufacturés, alors que ceux des chapitres 1 à 24 sont surtout des produits primaires, traités ou non traités. Les préférences sont considérées comme provisoires (première étape: 10 ans) et révocables par les pays donateurs. Cette restriction s'applique aussi bien aux préférences déjà accordées qu'à celles qui sont proposées. Cela signifie qu'à un moment donné elles feront l'objet d'une révision générale et qu'en attendant, elles peuvent être supprimées ou étendues à d'autres pays. Sans aller jusqu'à une suppression complète, la plupart des pays donateurs gardent en principe le droit de limiter l'application des préférences, s'ils le jugent nécessaire. Les diverses positions sont fondées sur l'hypothèse, qui semble réaliste, selon laquelle le traitement de la nation la plus favorisée ne sera abandonné que dans le cadre établi par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

La CEE, le Japon, les pays nordiques, le Royaume-Uni et les Etats-Unis envisagent d'établir une liste des importations en franchise comprenant la plupart des produits figurant dans les chapitres 25 à 99 de la NB. Les pays nordiques, le Royaume-Uni (à quelques exceptions près) et les Etats-Unis proposent aussi d'inclure sur une liste d'admission en franchise la plupart des produits relevant des chapitres 1 à 24 de la NB. Pour cette dernière catégorie, cependant, la CEE ne supprime pas les tarifs douaniers en vigueur, à cause des systèmes de préférence accordés aux pays associés d'outre-mer. En général, on peut estimer que nombre de produits manufacturés des chapitres 1 à 24 de la NB intéresseraient particulièrement les moins avancés des pays en voie de développement. Pour cette raison, il serait bon que les pays développés à économie de marché fassent davantage de concessions, en particulier, pour les produits relevant des chapitres 1 à 24.

Conformément à son mandat général, l'ONUDI s'efforce, comme par le passé, d'aider les pays en voie de développement à tirer parti des possibilités offertes par les schémas de préférences généralisées, au fur et à mesure de leur mise en vigueur. En particulier, les missions d'enquêtes industrielles et l'assistance en matière de programmation et de planification de l'ONUDI évalueront les effets potentiels des préférences généralisées. En outre, l'*Etude du développement industriel* analysera périodiquement les effets globaux des systèmes de préférences généralisées sur l'industrialisation des pays en voie de développement au cours de la deuxième Décennie du développement.

L'analyse que nous présentons dans ce chapitre, de même que celles contenues dans les volumes I, II et III de l'*Etude du développement industriel*, relatives aux exportations de produits manufacturés, porte généralement sur les produits relevant des chapitres 25 à 99 de la NB. Quelques pays en voie de développement importants dominent les exportations de produits relevant de ces chapitres. Le tableau 27, sur les produits primaires ayant subi un certain degré de transformation mais qui figurent dans les statistiques commerciales sous la catégorie de produits primaires (CTCI 0-4), permet d'évaluer le potentiel d'exportation des moins avancés des pays en voie de développement en ce qui concerne les produits manufacturés. Ces produits sont dénommés ci-après produits primaires transformés. Comme nombre des moins avancés des pays en voie de développe-

ment peuvent accroître la production de ces articles dans la phase initiale de leur développement, ce tableau constitue un point de repère qui permettra aux pays en voie de développement d'évaluer leurs résultats actuels et futurs.

Il ressort du tableau 27 que les exportations de produits alimentaires et d'animaux vivants (section 0 de la CTCI) sont actuellement les plus importantes, suivies des exportations de combustibles minéraux, etc. (section 3 de la CTCI). La situation est la même en Afrique et en Amérique latine. En ce qui concerne l'Asie, cependant, ce sont les exportations de pétrole semi-raffiné qui prédominent. En outre, on peut noter que dans chaque catégorie de produits 1 à 4 de la CTCI, les articles manufacturés qui viennent en tête des exportations ne varient pas beaucoup entre les trois régions. (Il y a cependant quelques exceptions notables, par exemple les exportations de coprah (CTCI 221.2) d'Asie ont été très importantes.) A l'intérieur de la catégorie des produits alimentaires et des animaux vivants, les exportations varient cependant considérablement en importance d'une région à l'autre. En Afrique, ce sont les résidus des huiles végétales (CTCI 081.3) ainsi que le beurre de cacao et la pâte de cacao (CTCI 072.3) qui constituent les exportations les plus importantes. En Amérique latine, ce sont les viandes et préparations de viandes (CTCI 01) et le sucre raffiné (061.2) qui prédominent. Les crustacés et mollusques, frais, réfrigérés, congelés, salés ou séchés (031.3), le sucre raffiné (061.2) et les fruits séchés (052) dominent les exportations des pays d'Asie pour cette catégorie de produits.

Dans l'hypothèse où les exportations actuelles constituent une indication des possibilités d'expansion des exportations de produits primaires transformés, c'est l'Amérique latine qui risque de souffrir le plus au cas où certains pays développés ou régions développées n'admettraient pas ces produits en franchise complète. Si l'on ne tient pas compte des combustibles, dont ne sont dotés que quelques pays et qui font en général l'objet d'accords séparés et privés, l'Asie serait le deuxième perdant.

Ces mêmes données, présentées par pays, servent souvent à démontrer que certaines régions (il s'agit souvent de pays d'Afrique) sont à l'heure actuelle moins développées que d'autres¹⁹. On soutient, en outre, que les moins avancés des pays en voie de développement ne peuvent lutter à armes égales avec les pays plus avancés et ont donc besoin de préférences spéciales, non généralisées. Le bien-fondé de cette affirmation reste à établir. D'une part, elle semble dériver logiquement de la théorie avancée par la CNUCED de relations centre-périphérie²⁰. D'autre part, une forme d'assistance plus directe (par exemple l'aug-

¹⁹ Un faible volume d'exportations est donc considéré comme une indication de capacité non exploitée. Un fort volume d'exportations peut, par contre, être considéré comme l'indication qu'un futur développement spectaculaire des exportations est peu vraisemblable.

²⁰ Dans ce schéma bien connu, le centre représente les pays actuellement industrialisés et la périphérie les pays en voie de développement. Pour diverses raisons, les courants de la production et des échanges impliquent que la périphérie se spécialise dans les produits primaires et le centre dans les produits manufacturés. On pourrait en conclure que les plus avancés des pays en voie de développement continueront à s'industrialiser et les moins avancés, à exporter des produits primaires. Il se créerait ainsi entre les pays les moins avancés et les plus avancés d'une région des liens économiques analogues à ceux qui unissent les pays en voie de développement en général aux pays développés à économie de marché.

TABLEAU 27. PRODUITS PRIMAIRES TRANSFORMÉS, RELEVANT DES CATEGORIES 0—4 DE LA CTCI IMPORTÉS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT PAR LES PAYS DEVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ, 1969
(En milliers de dollars)

Produits	CTCI	Origine des importations			Ensemble des pays en voie de développement
		Afrique	Amérique latine	Asie	
<i>Produits alimentaires et animaux vivants</i>	0				
Viandes et préparations de viandes.	01	23 472	656 681	13 694	693 847
Laits et crèmes, évaporés ou condensés	022.1	58	35	—	93
Laits et crèmes, secs	022.2	100	—	—	100
Beurre	023	287	2 606	—	2 893
Fromage et caillebotte	024	12	3 750	485	4 247
Poissons frais, réfrigérés ou congelés	031.1	8 378	18 774	46 668	73 820
Poissons salés, séchés ou fumés	031.2	975	359	768	2 102
Crustacés et mollusques, frais, réfrigérés, congelés, etc.	031.3	14 192	177 514	120 654	312 360
Poissons contenus dans des récipients fermés hermétiquement et produits à base de poissons ...	032	24 915	17 976	18 102	60 993
Riz glacé ou poli	042.2	13 891	6 903	15 990	36 784
Semoules et farines de froment ou de méteil	046	435	—	53	488
Produits à base de céréales et préparations à base de farine, etc.	048	647	400	2 018	3 065
Fruits séchés	052	1 608	2 700	15 351	19 659
Préparation et conserves de fruits..	053	27 894	60 933	92 884	181 711
Légumes congelés ou en conservation temporaire	054.6	2 651	99	969	3 719
Légumes, racines et tubercules, etc..	055	20 572	8 506	89 575	118 653
Sucre raffiné	061.2	11 699	377 721	135 614	525 034
Mélasses	061.5	10 237	48 587	24 458	83 282
Confiserie et autres préparations à base de sucre	062	130	779	1 261	2 170
Extraits ou essences de café	071.3	1 095	37 031	154	38 280
Poudre de cacao, non sucrée	072.2	3 498	2 598	—	6 096
Beurre de cacao et pâte de cacao ..	072.3	90 493	24 312	920	115 725
Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao ou du chocolat	073	3 498	453	359	4 310
Son, recoupé, issues de blé, etc.	081.2	18 123	43 153	8 728	69 974
Résidus des huiles végétales.....	081.3	93 371	146 137	70 123	309 631
Farine de viande et farine de poisson (impropres à l'alimentation humaine)	081.4	14 416	217 956	1 442	233 814
Préparations alimentaires diverses .	09	2 493	6 400	8 835	17 728
Total		389 140	1 862 363	669 105	2 920 578
<i>Boissons et tabacs</i>	1				
Boissons non alcooliques, n.d.a. ...	111	93	31	—	124
Boissons alcooliques	112	111 584	36 452	5 686	153 722
Tabacs manufacturés.....	122	974	9 689	3 628	14 291
Total		112 651	46 172	9 314	168 137

TABLEAU 27 (suite)

Produits	CTCI	Origine des importations			Ensemble des pays en voie de développement
		Afrique	Amérique latine	Asie	
<i>Matières brutes non comestibles, carburants non compris</i>					
Cuir, peaux et pelleteries, non apprêtés	21	69 614	134 082	99 189	302 885
Coprah (non compris la farine et la semoule)	221.2	11 386	329	143 848	155 563
Charbon de bois	241.2	7	246	1 135	1 388
Bois équarri ou dégrossi					
Pâte à papier et déchets de papiers ..	243	59 404	76 536	146 508	282 448
Laine de moutons ou d'agneaux, dégraissée	25	12 706	1 559	2 755	17 020
Laine ou poils, etc.	262.2	94	34 174	7 213	41 481
Fibres synthétiques et artificielles ..	262.7	30	5 861	—	5 891
Pierres de taille et de construction (pierres d'échantillons), etc.	266	0	99	1 142	1 241
Mattes de cuivre	273.1	811	2 011	2 765	5 587
Mattes et speiss de nickel, etc.	283.12	984	22 384	8 599	31 967
Mattes et speiss de nickel, etc.	283.22	6	11 637	—	11 643
Total		155 042	288 918	413 154	857 114
<i>Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes</i>					
Coke et semi-coke de houille, etc. ..	3				
Pétrole partiellement raffiné	321.8	222	—	239	461
Produits dérivés du pétrole	331.02	281	134 430	239 194	373 905
Total	332	28 124	1 261 576	445 584	1 735 284
Total		28 627	1 396 006	685 017	2 109 650
<i>Huiles et graisses d'origine animale ou végétale</i>					
Huiles et graisses d'origine animale ..	4				
Huiles et graisses végétales fixes ...	41	1 457	34 577	260	36 294
Huiles et graisses préparées et cire d'origine animale ou végétale ...	42	170 364	96 243	145 944	412 551
Total	43	4 418	13 522	417	18 357
Total		176 239	144 342	146 621	467 202
<i>Totaux généraux pour les produits primaires transformés (CTCI 0—4) et pour les produits manufacturés (CTCI 5—8)</i>					
Produits primaires transformés		861 699	3 737 801	1 923 211	6 522 681
Produits manufacturés		2 178 247	2 113 747	4 061 362	8 353 356

Source: ONUDI, d'après le Bureau de statistique des Nations Unies, 1969, *Supplement to the World Trade Annual*, 5 volumes, Walker and Co., New York, 1970.

mentation de l'aide à la production) pourrait sembler préférable pour les moins avancés des pays en voie de développement.

On peut encore analyser différemment ces données, en comparant les exportations de produits primaires transformés avec les exportations de produits manufacturés (CTCI 5—8) par régions en voie de développement. Si l'on ne

tient pas compte des combustibles minéraux, etc. (CTCI 3), le tableau 27 indique qu'en 1969 les exportations de produits primaires transformés d'Amérique latine ont correspondu à 114% des exportations de produits manufacturés de cette région. Ces pourcentages étaient respectivement, pour l'Afrique et l'Asie, de 59 et de 30%. L'Asie, qui exporte des quantités relativement importantes de produits relevant des catégories 5-8 de la CTCI, devrait donc être la région la plus favorisée par l'extension des préférences généralisées. Cette région fait preuve d'esprit d'entreprise et de réussite dans la fabrication des produits qui figurent généralement dans ces schémas. Par contre, d'après d'autres indications, les exportations de l'Amérique latine sont les plus touchées par le refus de certains groupements économiques ou pays de libéraliser complètement les préférences appliquées aux produits primaires transformés.

L'examen des seules exportations de combustibles minéraux permet de tirer quelques conclusions relatives aux buts poursuivis par les gouvernements et aux résultats obtenus. Si l'on part du principe qu'il est souhaitable, pour le développement d'un pays, d'exporter des produits contenant la plus grande valeur ajoutée possible (compte tenu des nécessités de l'efficacité), un des objectifs des pays en voie de développement pourrait être d'encourager la transformation des produits sur place. L'étude des exportations de minéraux naturels, par régions en voie de développement, révèle que 56,2% des exportations d'Amérique latine, dans cette catégorie de produits, ont subi un certain degré de transformation, alors que ce pourcentage n'est que de 0,8% pour l'Afrique et de 9,1% pour l'Asie. Ces chiffres semblent indiquer que c'est l'Amérique latine, suivie de l'Asie du Sud et du Sud-Est, qui ont le mieux réussi à encourager la transformation sur place. Si ces encouragements sont, en fait, un objectif politique, de telles expériences peuvent fournir des normes pour évaluer la mesure dans laquelle l'objectif a été atteint.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les principaux résultats obtenus et les grands problèmes rencontrés en matière d'intégration régionale des pays en voie de développement ont été analysés brièvement dans le volume I de *l'Etude du développement industriel*²¹. Le volume II comporte un examen beaucoup plus approfondi de cette question²²; les analyses relatives aux institutions y étaient mises à jour et l'incidence de l'intégration régionale sur la structure économique, examinée. Il n'y a donc pas lieu d'élargir ces études ici. Nous avons plutôt essayé d'évaluer l'efficacité de l'intégration régionale pour la promotion de l'industrialisation.

Pour étudier ce problème, on est toujours parti de l'hypothèse que l'extension du marché, qui résulte de l'intégration régionale de pays en voie de

²¹ ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. I (numéro de vente: F.68.II.B.18) pages 157 à 169.

²² ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. II (numéro de vente: F.70.II.B.5), chapitre V.

développement, facilite le processus d'industrialisation. Il serait possible de développer efficacement la capacité industrielle si l'on pouvait éviter les investissements faisant double emploi entre les divers pays. L'un des importants résultats de l'intégration économique régionale devrait donc être l'accroissement du commerce intrarégional de produits manufacturés. Pour plusieurs raisons, l'accent est mis sur les échanges de produits manufacturés. D'abord, les produits primaires sont souvent exclus des plans d'intégration régionaux. Ensuite, une intégration réussie dans les pays en voie de développement suppose des investissements industriels nouveaux et ne faisant pas double emploi. Si ces conditions sont remplies, l'interdépendance industrielle doit suivre, c'est-à-dire que le commerce intrarégional de produits manufacturés doit s'accroître.

Nous avons fait remarquer au cours de cette étude que, dans le commerce des pays en voie de développement, seules les exportations de produits manufacturés d'Amérique latine dépendaient de plus en plus des marchés d'autres pays en voie de développement. Ce phénomène a coïncidé avec la mise sur pied de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE) et du Marché commun d'Amérique centrale (MCAC). Il a donc paru souhaitable d'étudier la question plus à fond. Le tableau 28 fournit les bases de cette étude en indiquant l'origine des produits manufacturés importés en Amérique latine.

Ces statistiques permettent d'évaluer la compétitivité des exportations de produits manufacturés d'Amérique latine sur les marchés de la région. Les exportations des pays en voie de développement vers l'Amérique latine se sont accrues beaucoup plus rapidement que celles des pays développés. Bien que les exportations des pays développés vers l'Amérique latine aient augmenté en valeur absolue beaucoup plus que celles des pays en voie de développement, les exportations de ces derniers pays vers l'Amérique latine se sont accrues, en pourcentage, beaucoup plus que celles des pays développés pendant la première décennie d'intégration économique de l'Amérique latine: 350,3% contre 61,8%. Les échanges de produits manufacturés à l'intérieur du continent latino-américain qui représentaient 44,8% des exportations des pays en voie de développement vers l'Amérique latine en 1960 sont passés à 84,1% en 1969. En d'autres termes, les échanges de produits manufacturés entre les divers pays d'Amérique latine se sont accrues de 759,2% de 1960 à 1969. Si l'on tient compte du fait que ces changements se sont produits dans une région dont les marchés d'importation étaient en expansion rapide, les nouvelles relations économiques entre les divers pays d'Amérique latine sont claires. Bien qu'il soit impossible de déterminer exactement dans quelle mesure ces changements sont dus à l'intégration économique, il est impossible de nier les effets généralement bénéfiques de ces efforts de coopération.

En résumé, malgré le retard des institutions politiques et juridiques à soutenir les efforts d'intégration économique, il serait difficile de prétendre que cette intégration n'a pas eu de résultats positifs en Amérique latine. Les données indiquent que de nouveaux contacts commerciaux ont été établis, qui pourront peut-être forger de nouveaux liens entre les économies intéressées. Ainsi, dans certains cas, les résultats pratiques des efforts d'intégration peuvent conduire à la concrétisation de ces derniers, c'est-à-dire qu'après avoir reconnu l'avantage

TABLEAU 28. EXPORTATIONS VERS L'AMÉRIQUE LATINE DE PRODUITS MANUFACTURÉS EN PROVENANCE DES DIVERS GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET EXPORTATIONS À L'INTÉRIEUR DE LA RÉGION LATINO-AMÉRICAINNE, 1960—1969

(En millions de dollars)

Catégories de produits (CTCf)	Année	Origine des exportations				Amérique latine ^d
		Monde	Pays développés à économie de marché ^a	Pays à économie planifiée ^b	Pays en voie de développement ^c (total)	
Produits chimiques (5)	1960	790	740	28	22	15
	1961	850	770	25	50	12
	1962	860	790	35	37	19
	1963	890	800	47	36	33
	1964	1 070	960	69	38	49
	1965	1 090	970	70	52	57
	1966	1 270	1 130	85	53	76
	1967	1 280	1 140	94	57	85
	1968	1 490	1 320	120	54	105
	1969	1 560	1 370	135	53	120
Machines et matériel de transport (7)	1960	3 000	2 930	8	65	6
	1961	3 220	3 050	13	165	10
	1962	3 160	2 970	18	175	15
	1963	2 970	2 720	29	226	25
	1964	3 280	2 990	43	251	39
	1965	3 410	3 150	52	207	50
	1966	3 890	3 570	70	253	65
	1967	4 120	3 740	77	297	70
	1968	4 950	4 510	100	349	92
	1969	5 500	5 000	135	370	125
Autres produits manufacturés (6 et 8)	1960	1 960	1 780	125	57	50
	1961	1 990	1 760	130	185	56
	1962	1 930	1 600	155	179	82
	1963	1 870	1 530	185	156	115
	1964	2 160	1 760	245	151	175
	1965	2 300	1 840	295	166	220
	1966	2 500	2 030	295	173	230
	1967	2 460	1 950	325	177	265
	1968	2 670	2 090	390	185	325
	1969	3 110	2 450	455	202	365
Total des produits manufacturés (5—8)	1960	5 750	5 450	161	144	71
	1961	6 060	5 580	168	400	78
	1962	5 950	5 360	208	391	116
	1963	5 730	5 050	261	418	173
	1964	6 510	5 710	357	440	263
	1965	6 800	5 960	417	425	327
	1966	7 660	6 730	450	479	371
	1967	7 860	6 830	496	531	420
	1968	9 110	7 920	610	588	522
	1969	10 170	8 820	725	625	610

Source: ONUDI, d'après le *Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies*, numéro de mars de diverses années.

Note: La somme des chiffres ne correspond pas aux totaux, qui tiennent compte notamment des données relatives aux îles des Caraïbes et du Pacifique.

- ^a Y compris la Turquie et la Yougoslavie pour les années 1965—1969. Israël est exclu pour toutes les années.
- ^b URSS, Europe orientale et pays d'Asie à économie planifiée.
- ^c Y compris Israël, l'Amérique latine et pour 1960—1964, l'Afrique du Sud.
- ^d Comprise dans les données relatives à l'ensemble des pays en voie de développement.

qu'ils ont à travailler ensemble²³ les milieux commerciaux peuvent encourager une coopération officielle plus étroite.

DISTORSIONS NON TARIFAIRES

Comme il est vraisemblable que la plupart des pays développés à économie de marché vont, dans un proche avenir, mettre en œuvre des schémas de préférences généralisées²⁴, il importe d'étudier l'incidence des distorsions non tarifaires (DNT) sur le commerce des pays en voie de développement²⁵. Ces pratiques, qui se traduisent par des contingents, des subventions, des normes sanitaires, des classifications douanières, etc., peuvent soit constituer des discriminations contre les exportations des pays en voie de développement en général, soit encourager artificiellement les exportations de certaines régions ou de certains pays. De plus, la plupart de ces pratiques encore en vigueur sont non pas le résultat d'une politique délibérée, mais plutôt l'héritage d'anciennes relations coloniales. La Zone franc et le Commonwealth britannique ont constitué les meilleurs exemples de ces relations au cours du dernier quart de siècle. Pour diverses raisons, les pays en voie de développement qui ne faisaient pas partie de ces « associations » étaient désavantagés par rapport à ceux qui en faisaient partie.

Les anciens pays colonisateurs reconnaissent généralement les effets défavorables que pourrait entraîner une élimination trop rapide des préférences qui ont encouragé une production anti-économique. Dans ces cas, on pourrait octroyer des préférences spécialisées. L'idéal serait que ces préférences disparaissent automatiquement après une période transitoire. De cette façon, les pays en voie de développement souffriraient surtout, en matière de distorsions, des distorsions non tarifaires visant leurs exportations en général.

Il ressort d'études récentes que les DNT appliquées aux exportations sont particulièrement lourdes pour les pays en voie de développement²⁶. En général, ces pays ont moins de moyens que les pays avancés pour combattre ces discriminations non tarifaires (par exemple, sur le plan juridique). En outre, les pays en voie de développement ont plus de difficultés à trouver une autre utilisation pour les ressources qui restent inexploitées du fait des DNT. Enfin, l'application

²³ Il est souvent plus facile, sur le plan administratif et financier, pour des sociétés internationales de créer des entreprises nouvelles dans un groupe de pays en cours d'intégration que dans un seul des pays membres. Mais si l'objectif premier d'un pays est d'encourager l'esprit d'entreprise national, une pénétration excessive des sociétés internationales peut gêner la poursuite de cet objectif. Ainsi, dans le contexte de l'intégration économique régionale, il pourrait être très utile d'appliquer des politiques et des programmes supplémentaires visant à encourager le développement de l'esprit d'entreprise national.

²⁴ Dans la CEE et au Japon, les schémas sont entrés en vigueur le 1er juillet 1971 et, au moment où cette étude était rédigée, un projet de loi a été présenté au congrès des Etats-Unis, visant à autoriser l'application de préférences généralisées.

²⁵ La CNUCED a fait un travail considérable pour classer, définir et décrire les effets probables des DNT. Voir les publications de la CNUCED: TD/B/C.2/83, *Analyse des restrictions quantitatives et autres actuellement imposées par certains pays développés à l'importation de produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en voie de développement*; TD/B/C.2/R.1 et Ad. 1 et TD/B/C.2/R.2.

²⁶ Ingo Walter, « Non-Tariff Barriers and the Export Performance of Developing Countries », *The American Economic Review*, vol. LXI, n° 2 (mai 1971), pages 195 à 205.

continue des DNT peut constituer un obstacle sérieux pour les exportations industrielles et, par là, tendre à annuler les bénéfices que l'on pourrait attendre de l'introduction de préférences généralisées. Cette possibilité est confirmée par le fait qu'à l'heure actuelle, les DNT paraissent s'appliquer surtout aux exportations des pays en voie de développement. 28% de la totalité des importations des pays développés à économie de marché sont soumis à des DNT²⁷. L'importance de ce pourcentage est due au fait que 33% des importations de ces pays en provenance de pays en voie de développement peuvent être soumis à cette sorte de discrimination. Ce chiffre n'indique pas le degré d'application des DNT, mais on peut penser que si un gouvernement décide de créer une DNT, il s'efforcera de l'appliquer efficacement.

En outre, il conviendrait d'analyser les changements de l'incidence des DNT. D'une part, il semble très improbable que les DNT soient réduites, si ce n'est dans le contexte plus général de la libéralisation des échanges (par exemple: réductions tarifaires)²⁸. D'autre part, la possibilité d'une extension des pratiques discriminatoires existe toujours. (L'incertitude que crée cette crainte perpétuelle peut, en elle-même, être considérée comme une DNT.) Comme les pays en voie de développement n'ont généralement pas les moyens d'évaluer les effets et l'importance des DNT, les organisations internationales devraient fournir l'assistance nécessaire pour faire cette évaluation, dans le cadre de l'aide à la nouvelle industrialisation.

²⁷ *Id.*

²⁸ Certains pays développés estiment que les DNT ont une incidence insignifiante sur les pays en voie de développement. A l'appui de cette affirmation, ils citent l'absence de plaintes. Compte tenu de l'incapacité dans laquelle les pays lésés se trouvent de défendre leurs intérêts, par suite du manque de personnel juridique ou administratif expérimenté, il est vraisemblable que si les DNT sont réduites, les réductions porteront d'abord sur les produits choisis par les pays développés.

Chapitre III

L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE PENDANT LA PREMIERE ET LA DEUXIEME DECENNIE DU DEVELOPPEMENT

La première partie de ce chapitre examine l'évolution de l'emploi dans l'industrie manufacturière en ce qui concerne plusieurs régions et groupements économiques et diverses industries depuis 1955. On a consacré une attention particulière aux pays en voie de développement pendant la première Décennie du développement. On passe ensuite à une analyse de certaines des principales questions de politique touchant l'emploi dans l'industrie manufacturière au cours de la deuxième Décennie. Le chapitre s'achève sur un exposé du rôle réservé à dans l'effort de développement international envisagé pour cette décennie.

TENDANCES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE AU COURS DE LA PREMIÈRE DÉCENNIE DU DÉVELOPPEMENT

Pour la décennie 1950—1959, les industries manufacturières des pays en voie de développement ont enregistré un taux de croissance composé d'environ 7% par an pour la production et de quelque 4% par an pour l'emploi²⁹.

Les chiffres comparables pour la première Décennie du développement ne sont pas encore disponibles. Toutefois les données dont on dispose pour la période 1960—1968, indiquent des taux de croissance composés, légèrement plus faibles, de 6,2% pour la production et de 3,4% pour l'emploi (voir tableau 29). Cette preuve d'un ralentissement prolongé du développement industriel, notamment dans la seconde moitié des années 1960, est corroborée par les données dont on dispose pour les périodes intérimaires plus courtes.

C'est ainsi que le taux moyen annuel de croissance de la production manufacturière semble avoir progressivement diminué, au cours des trois dernières périodes quinquennales, dans toutes les régions en voie de développement: de 8,2% en Asie pour la période 1955—1960, à 7,7% pour les cinq années suivantes et à 6,3% pour les cinq années 1965—1969; en Amérique latine, les chiffres correspondants sont les suivants: 6,2, 5,9 et 5,5%; pour toutes les régions en voie de développement, considérées globalement, les taux sont les suivants: 7,2, 6,8 et 5,8%.

²⁹ Voir ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. I, pages 3 et 254.

TABLEAU 29. CROISSANCE DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE, PAR RÉGIONS ÉCONOMIQUES, 1955—1969

Taux moyens annuels calculés d'après les indices
(En pourcentage)

	1955—1960	1960—1965	1965—1969	1960—1969
Pays en voie de développement ...	4,3	4,3	2,1 ^a	3,4 ^b
Amérique latine	2,9	1,8	4,4 ^a	2,8 ^b
Asie	4,4	4,6	1,5 ^a	3,4 ^b
Afrique .....	...	...	...	...
Pays développés à économie de marché	2,0	2,0	1,4	1,8
Pays à économie planifiée	3,8	3,8	3,5	3,7
Monde, à l'exclusion des pays à économie planifiée	2,6	2,9	1,5 ^a	2,4 ^b
Total mondial	2,9	3,1	2,2 ^a	2,7 ^b

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire statistique des Nations Unies et données supplémentaires fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

^a 1965—1968.

^b 1960—1968.

Ces chiffres globaux indiquant les tendances de la production ont une incidence sur l'emploi dans les pays en voie de développement. En particulier, les taux réduits de croissance de la production manufacturière impliquent une augmentation plus lente de la demande de nouvelle main-d'œuvre pour l'industrie manufacturière. En fait la croissance de cette catégorie d'emploi — comme l'indiquent les statistiques des Nations Unies — semble être tombée de 4,3% par an, pour les périodes 1955—1960 et 1960—1965, à 2,1% pour les années 1965—1968 (voir tableau 29). Pour les neuf premières années de la décennie 1960, l'emploi dans l'industrie manufacturière des pays en voie de développement a augmenté à un taux moyen annuel de 3,4%. Le tableau 29 montre que les taux d'expansion dans les groupements économiques industriellement les plus avancés ont même été plus faibles, en général, que dans les régions en voie de développement. Dans les pays développés à économie de marché la croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière (atteignant en moyenne 1,8% pour les années 1960) a été régulièrement plus lente que dans les régions en voie de développement et, exception faite de la dernière période, la croissance était aussi un peu plus lente dans les pays à économie planifiée, bien que ces derniers aient réalisé des progrès constants. Grâce à cette dernière période, les pays à économie planifiée ont enregistré un taux d'expansion de l'emploi plus élevé (3,7%) pour les neuf années 1960—1969. En étudiant ces données, toutefois, il faut se souvenir que la majorité des pays faisant partie des groupements économiques plus avancés du point de vue industriel, ont atteint un stade de développement où la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi total n'augmente plus rapidement, si bien que cette industrie ne joue plus le rôle direct et important dans la création d'emplois qui était le sien aux premiers stades du développement.

Le tableau 30 présente les taux de croissance annuels de l'emploi pour l'industrie manufacturière dans les principaux groupements économiques pendant les quatre dernières années pour lesquelles on dispose de données. Comme dans le cas des périodes plus longues examinées dans le tableau 29, le tableau 30 révèle aussi de grandes fluctuations dans les taux pour les régions en voie de développement et pour les pays développés à économie de marché. Seuls, les pays à économie planifiée semblent avoir développé leurs secteurs manufacturiers à un rythme compatible avec la croissance rapide et relativement régulière de l'emploi. Le tableau 30 indique que la croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière en Amérique latine, pour la période 1965-1968, comme l'indiquait déjà le tableau 29, a été caractérisée par une baisse régulière, d'année en année, du taux d'expansion.

TABLEAU 30. CROISSANCE DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE, PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES, 1965-1969

Taux moyens annuels calculés d'après les indices
(En pourcentage)

	1966	1967	1968	1969	1965-1969
Pays en voie de développement ...	1,8	3,6	0,9	...	2,1 ^a
Amérique latine	6,5	4,4	2,5	...	4,4 ^a
Asie	0,9	2,7	0,9	...	1,5 ^a
Afrique .....	...	...	...	...	...
Pays développés à économie de marché	2,9	-0,9	0,9	2,8	1,4
Pays à économie planifiée	4,7	3,6	3,4	2,5	3,5
Monde, à l'exclusion des pays à économie planifiée	2,8	0,9	0,9	...	1,5 ^a
Total mondial	2,8	1,8	1,8	...	2,2 ^a

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire statistique des Nations Unies et données supplémentaires fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

^a 1965-1968.

Certains taux de croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière enregistrés dans les pays en voie de développement ont été plus faibles que ceux d'autres secteurs (voir tableau 31). Ce phénomène devrait être examiné à la lumière de la situation régnant dans ces pays. En particulier, la population et la force de travail dans la majorité de ces pays augmentent beaucoup plus vite que dans les régions plus avancées. En conséquence, dans de nombreux pays en voie de développement le chômage est étendu et il va croissant (dépassant souvent 10% de la main-d'œuvre totale) et la demande d'emploi est très forte dans l'industrie et dans les autres secteurs³⁰. Il y a tout lieu de craindre que l'accélération de la croissance de la population et de la main-d'œuvre au cours de la deuxième Décennie du développement ne réduise les perspectives d'emploi

³⁰ Pour une étude récente du chômage apparent dans les pays en voie de développement, voir David Turnham: *The Employment Problem in Less Developed Countries*, OCDE, Paris, 1970.

dans nombre de pays en voie de développement au cours de cette période³¹. Compte tenu de l'existence des ressources tant humaines que naturelles, il est donc urgent de développer l'industrie à un rythme plus rapide — et on en a les moyens — que lors de la première Décennie du développement.

Malgré le rôle vital joué par le secteur manufacturier pour stimuler la croissance économique, il faut admettre que ce secteur ne peut créer, dans les meilleures conditions, qu'une petite partie des emplois nécessaires pendant les années 1970. Le secteur manufacturier est encore exigu dans la plupart des pays en voie de développement³². De plus, il est évident, exception faite de quelques cas exceptionnels, que chaque augmentation de la production manufacturière semble exiger un accroissement de l'emploi plus faible (en pourcentage) que précédemment.

Une comparaison des taux de croissance de la production manufacturière pour tous les pays en voie de développement (voir la première page de ce chapitre) et des taux de croissance correspondants pour l'emploi dans l'industrie manufacturière (tableau 29) révèle qu'à chaque pourcentage d'augmentation de la production manufacturière pour les périodes 1955-1960 et 1960-1965 a correspondu une croissance de l'emploi de 0,6^o. Ce «coefficient d'emploi» est toutefois tombé à 0,4 pour les années 1965-1968³³. Dans cette dernière période, on constate également un coefficient faible et manifestement diminué pour la région asiatique.

Toutefois, on n'observe pas cette tendance dans la région de l'Amérique latine³⁴.

Le développement exceptionnel de l'Amérique latine au cours de ces quelques dernières années ne modifie pas le tableau général de coefficients d'emploi relativement faibles par rapport à la croissance de la production à long terme, ni d'une baisse apparente dans la croissance de l'emploi pendant la deuxième moitié des années 1960 dans d'autres régions, notamment dans la partie la plus moderne (les usines) du secteur manufacturier. Le graphique ci-après indique les taux de croissance de la production et de l'emploi, pour neuf industries manufacturières en Asie et en Amérique latine, pour les trois périodes. La diagonale supérieure relie les points ayant un coefficient d'emploi de 1; la diagonale inférieure représente des coefficients de 0,75. Quatre seulement des 50 points indiquent des coefficients supérieurs à 1, et 6 seulement se situent entre 0,75 et 1.

³¹ Pour une estimation similaire des perspectives de chômage dans les pays en voie de développement voir: Commission du développement international, *Vers une action commune pour le développement du tiers monde*, Praeger, New York 1969, pages 31 et 32. Pour les taux d'augmentation de la main-d'œuvre dans les régions en voie de développement, 1950-1980, voir ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. II, page 59.

³² *Etude du développement industriel*, vol. I, pages 274 et 275.

³³ Le «coefficient d'emploi» est l'élasticité de l'emploi par rapport à la production dans l'industrie manufacturière.

³⁴ On a enregistré de faibles taux de création d'emploi par rapport à la croissance de la production manufacturière en Amérique latine, pour les périodes 1955-1960 et 1960-1965, mais ces rapports se sont subitement inversés pour les années 1965-1968, lorsque l'accroissement du taux de l'emploi a atteint 0,8% de l'augmentation de la production. Dans le groupe des industries alimentaires, boissons et tabacs et dans l'industrie textile, la croissance de l'emploi semble même avoir dépassé la production, bien que cette anomalie puisse provenir de certaines particularités statistiques des enquêtes sur les petits producteurs.

TABLEAU 31. CROISSANCE DE L'EMPLOI NON AGRICOLE DANS CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, 1965-1970
Moyennes et taux annuels
(En pourcentage)

Pays	Tous emplois non agricoles			Emplois dans l'industrie manufacturière seulement		
	Code	Observations	1965-1970	1968-1969	1969-1970	1965-1970
<i>Amérique latine</i>						
Chili	III		...	...	...	-1,2
Colombie	III		...	...	...	1,2 ^a
El Salvador (zone de San Salvador)	III	A l'exclusion des industries extractives	0,9 ^a	-0,3	-6,6	0,5 ^a
Equateur	III		...	...	...	0,7 ^a
Guatemala	III		...	...	...	1,8
Porto Rico	I/III	14 ans et au-dessus	4,1	5,1	3,6	4,2
Trinité-et-Tobago	I	15 ans et au-dessus	1,5 ^a	1,6	...	2,9
Venezuela	III		...	...	...	0,8
<i>Afrique</i>						
Sierra Leone	III		-0,3	2,9	-0,4	-3,7
Zambie	III		6,1	1,2	7,4	6,3 ^a
<i>Asie</i>						
Inde	III	Y compris les propriétaires exploitants	1,6 ^a	2,4	...	...
Philippines	III		0,8	1,1	0,6	0,8
République de Corée	I	14 ans et au-dessus	6,1	3,5	4,2	11,4
Ryukyu	I	15 ans et au-dessus	4,3 ^a	3,5	...	0,4
Hong-kong	III		...	...	...	10,4
						13,5
						6,4

Source: OIT, *Bulletin des statistiques du travail*, 1970, 1971 et supplément 1971 (voir cette source pour une explication plus détaillée concernant la base d'établissement des données).

Code: I: Enquêtes par sondage sur la main-d'œuvre. III: Statistiques des entreprises.

^a 1965-1969.

^b Les entreprises employant moins de 10 personnes sont exclues à partir de 1969.

^c 1966-1970.

Le nombre d'emplois nouveaux créés dans une industrie ne donne pas une mesure adéquate de la contribution totale à l'emploi due à l'expansion de sa production. Le développement interne d'un secteur manufacturier ne donne pas non plus une idée complète de l'influence exercée par ce secteur sur le processus de croissance économique en général. Il faut considérer les autres effets indirects et secondaires sur l'emploi dus aux liens entre les industries et la formation de nouveaux revenus, qui s'étendent au-delà de l'industrie originale et des frontières du secteur manufacturier pris dans son ensemble. Outre l'incidence qu'elle a sur l'emploi, la croissance de l'industrie contribue à atteindre certains objectifs sociaux essentiels des pays en voie de développement, par exemple: diffusion des connaissances techniques ou répartition plus équitable du revenu. Cependant les quelques éléments dont on dispose ne permettent pas de faire des recherches empiriques sur ces phénomènes ou sur les influences générales s'exerçant hors du secteur manufacturier³⁵.

Lorsqu'on cherche à obtenir un tableau de l'emploi dans le secteur manufacturier, par pays ou par sous-secteur de la production manufacturière, on se heurte à l'insuffisance des statistiques. En ce qui concerne l'emploi dans le secteur manufacturier, les statistiques publiées par le Bureau de statistique des Nations Unies sont groupées par grands groupements industriels pour des régions entières et ne donnent, au mieux, qu'une image approximative des tendances globales, sans beaucoup de détails³⁶. Ces statistiques peuvent être complétées par des données nationales publiées par le Bureau international du Travail, mais les rapports annuels de l'OIT sur l'emploi dans le secteur manufacturier ne portent généralement que sur les entreprises importantes et excluent les petits producteurs ou les artisans; de plus, elles ne couvrent que quelques pays en voie de développement³⁷. Une combinaison des données provenant de ces deux sources ne donne qu'une idée assez vague des modifications de l'emploi entre les recensements dans le secteur manufacturier des régions en voie de développement.

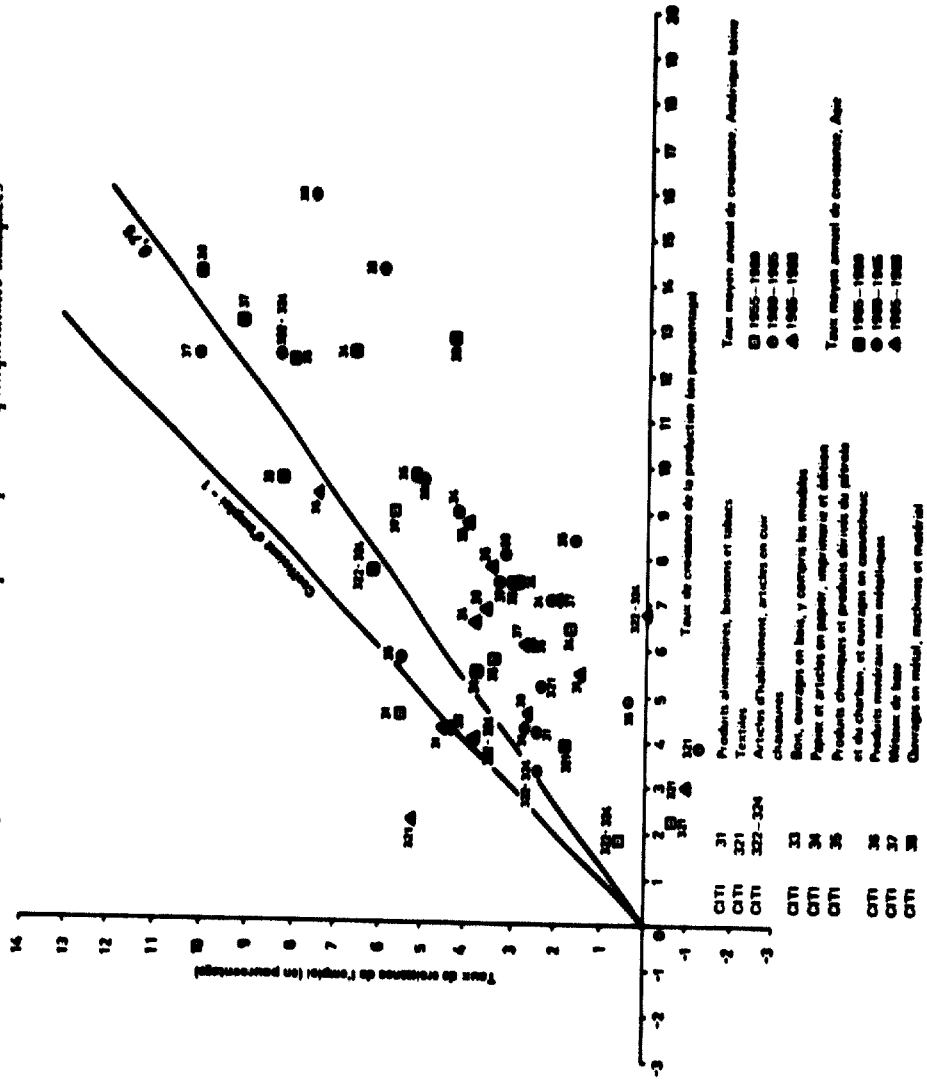
L'échantillon des statistiques de l'emploi concernant un petit nombre de pays en voie de développement, présenté au tableau 31, révèle de grandes fluctuations dans les taux de croissance de l'emploi des secteurs manufacturiers pour la période 1965-1970. A quelques exceptions près (Porto Rico, République de Corée, Hong-kong et Zambie), les pays pour lesquels on dispose de données comparables n'ont réalisé que de très faibles augmentations ou accusent une

³⁵ Pour plus ample examen de la question de l'emploi dans le secteur manufacturier, voir ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. II et III. Pour évaluer les principaux changements intervenus dans la structure de l'emploi, il faudrait disposer des données fournies par les recensements démographiques. Les résultats des recensements pour les années 1960 ont été examinés dans le volume I de l'*Etude du développement industriel*. Les tableaux des recensements démographiques effectués en 1970 ne sont pas encore disponibles.

³⁶ Pour obtenir ces agrégats, le Bureau de statistique des Nations Unies travaille sur les données par pays, dont certaines sont également fournies à l'ONUDI.

³⁷ L'utilité de ces statistiques est considérablement réduite en raison de l'absence de données annuelles sur l'emploi, dans le secteur manufacturier des pays en voie de développement les plus peuplés, qui sont nécessaires pour le *Bulletin des statistiques du travail* et l'*Annuaire des statistiques du travail* de l'OIT. Ces omissions réduisent beaucoup la valeur des séries globales pour l'estimation des tendances de l'emploi dans les régions en voie de développement. Il faut espérer que cette lacune sera comblée pendant les années couvertes par le Programme mondial de l'emploi.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DE L'EMPLOI DANS LES PRINCIPALES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
 Taux moyen annuel de croissance pour les périodes quinquennales indiquées



Source: ONUDI, d'après l'Annuaire statistique des Nations Unies et les données supplémentaires fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

baisse du niveau de l'emploi dans le secteur manufacturier pour la période en cause. On considère souvent que l'emploi doit augmenter plus vite dans le secteur manufacturier, même s'il est exigu, que dans les autres branches non agricoles de l'économie. Le tableau 31 (qui indique également la croissance de l'emploi pour l'ensemble des secteurs non agricoles) ne confirme pas cette hypothèse. Nos renseignements sur les secteurs non agricoles en dehors du secteur manufacturier sont très incomplets et, de ce fait, il est difficile de déterminer pourquoi, contrairement à toute attente, l'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté si lentement. Il se peut que la production des autres activités non agricoles se soit accrue plus vite que celle du secteur manufacturier. L'impossibilité où se trouve le secteur manufacturier d'être au premier rang en ce qui concerne la création d'emplois est peut être due au fait que l'utilisation de techniques permettant d'économiser la main-d'œuvre dans les industries manufacturières s'est généralisée, ou qu'une modification est intervenue, au cours de la période, dans la gamme de production, l'accent étant mis sur la production de biens manufacturés exigeant moins de main-d'œuvre par rapport aux biens produits par les autres secteurs non agricoles. On pourrait également trouver une explication dans les différentes pratiques qui régissent les heures de travail et le recours aux heures supplémentaires, par contraste avec le système des équipes supplémentaires ou avec l'augmentation de la capacité qui, en général, requièrent plus de main-d'œuvre. Malheureusement, il est impossible d'évaluer empiriquement l'importance relative de ces influences, et il se peut que la croissance apparente de l'emploi dans le secteur non agricole soit, en grande partie, due à la manière dont les données ont été établies à l'origine.

Le tableau 32 indique la croissance de l'emploi pour les principaux secteurs de l'industrie dans les régions en voie de développement au cours des années 1960. Pour les pays en voie de développement, dans leur ensemble et par régions, l'industrie manufacturière lourde semble avoir absorbé une main-d'œuvre nouvelle plus rapidement que l'industrie manufacturière légère, exception faite de l'Amérique latine pour la période 1965 - 1968 où la croissance de l'emploi dans l'industrie lourde est brusquement tombée au-dessous de celle de l'emploi dans l'industrie légère pour l'année 1967 (voir également le tableau 33).

L'examen des données concernant la croissance de l'emploi contenues dans le tableau 33 pour certaines des catégories à 2 et à 3 chiffres de la CITI, fournit des indications sur les tendances récentes, et révèle des différences régionales significatives dans la croissance. L'industrie textile, une des plus anciennes et des plus répandues parmi les industries légères des pays en voie de développement, a enregistré le plus faible pourcentage d'augmentation de l'emploi pendant la décennie écoulée, en dépit d'un relèvement marqué de l'emploi en Amérique latine pour les années 1966 et 1967. L'emploi dans l'industrie textile, en 1968, semble avoir diminué en Asie et être resté stationnaire, pour cette même année, en Amérique latine. Une autre catégorie importante d'industries (alimentation, boissons et tabacs) vient ensuite au point de vue faiblesse du taux d'augmentation de l'emploi en Asie pour les années 1960 (2,1%) et aussi dans l'ensemble des régions en voie de développement (2,6%), bien qu'elle ait été une des causes de croissance les plus rapides de l'emploi en Amérique latine (3,3% par an).

TABLEAU 32. CREISSANCE DE L'EMPLOI PAR PRINCIPAUX SECTEURS DE L'INDUSTRIE DANS LES MEMES EN VUE DE DEVELOPPEMENT, 1960-1968

Taux annuel moyen calculé d'après les indices
(En pourcentage)

Secteur industriel	CITI	Ensemble des pays en voie de développement			Asie		Amérique latine			
		1960-1965	1965-1968	1960-1968	1960-1965	1965-1968	1960-1968	1960-1968		
Total industrie	2-4	3,9	2,1	3,2	4,6	1,5	3,4	1,6	4,5	2,7
Industries extractives	2	0,2	2,6	1,1	0,8	3,6	1,7	...	...	...
Secteur manufacturier, total	3	4,3	2,1	3,4	4,6	1,5	3,4	1,8	4,4	2,8
Industries manufacturières légères	31-33, 340, 355-356, 39	3,7	1,8	2,9	4,2	0,6	2,8	1,4	4,8	2,6
Industries manufacturières lourdes	341, 351-354, 36-38	5,6	3,7	4,6	6,6	3,5	5,4	2,5	3,8	3,0
Electricité, gaz et vapeur	410	...	...	...	5,2	4,5	4,9	...	...	...

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire statistique des Nations Unies et les données supplémentaires fournies par le Bureau de statistiques des Nations Unies.

TABEAU 33. CROISSANCE DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE PAR PRINCIPALES CATEGORIES D'INDUSTRIES DANS LES REGIONS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, 1960-1968

Taux annuel moyen calculé d'après les indices
(En pourcentage)

Principales catégories d'industries	CITI	Ensemble des pays en voie de développement				Asie			Amérique latine				
		1966	1967	1968	1960-1968	1966	1967	1968	1960-1968	1966	1967	1968	1960-1968
Total, industries manufacturières	3	1,8	3,6	0,9	3,4	0,9	2,7	0,9	3,4	6,5	4,4	2,5	2,8
Industries manufacturières légères	31-33, 342, 355-356, 39	1,9	2,7	0,9	2,9	0,0	1,9	0,0	2,8	5,6	6,2	2,5	2,6
Industries manufacturières lourdes	341, 351-354, 36-38	6,2	2,5	2,4	4,6	4,4	3,4	2,4	5,4	8,2	0,8	2,5	3,0
Produits alimentaires, boissons, tabacs	31	2,8	3,6	0,9	2,6	0,0	2,8	1,8	2,1	8,5	6,1	-0,8	3,3
Textiles	321	-1,9	4,0	0,0	1,5	-3,9	2,0	-1,0	1,0	4,9	11,1	0,0	1,1
Articles d'habillement, articles en cuir, chaussures	322-324	5,3	-0,8	-1,7	4,6	6,1	-2,5	-3,4	5,1	2,8	3,6	5,2	2,9
Ouvrages en bois, y compris les meubles	33	0,9	4,5	3,5	4,4	0,9	4,5	2,6	4,8	...	...	...	...
Papier et articles en papier, imprimerie et édition	34	3,7	1,8	4,4	3,5	2,8	1,8	4,4	3,7	7,2	-0,8	5,1	2,7
Produits chimiques et produits chimiques dérivés du pétrole et du charbon et ouvrages en caoutchouc	35	4,6	5,3	2,5	4,3	2,7	4,4	5,0	4,9	7,8	3,6	-0,9	2,3
Produits minéraux non métalliques	36	4,6	4,4	0,8	4,1	3,6	3,5	0,8	4,1	6,0	12,3	4,2	3,0
Métaux de base	37	8,1	-3,3	2,6	5,4	1,8	2,6	1,7	7,0	18,7	-11,8	3,6	3,1
Ouvrages en métaux, machines et matériel	38	5,9	3,2	3,1	5,6	6,0	4,8	2,3	6,4	6,8	0,0	4,0	3,4

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire statistique des Nations Unies et les données supplémentaires fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies.

On pourrait peut-être rapporter ces faibles taux de création d'emploi aux lents progrès de la production de ces biens de consommation de base³⁸.

Des différences significatives dans la croissance de l'emploi se sont produites, au niveau de la région, dans les industries manufacturières lourdes. L'industrie métallurgique de base et l'industrie de fabrication d'ouvrages en métaux, qui ont atteint des taux élevés de croissance de l'emploi en Asie, pour la période 1960-1968 (7,0 et 6,4 % par an respectivement), n'ont pas enregistré de croissance particulièrement rapide de l'emploi en Amérique latine, bien que celle-ci y ait été plus rapide que pour la moyenne des secteurs manufacturiers de toute la région. La différence entre la croissance de l'emploi dans ces industries, en Amérique latine et en Asie, pourrait être imputée à l'existence, dans cette dernière région, de plus grandes occasions inexploitées dans le domaine du remplacement des importations.

Depuis peu, on consacre une attention croissante à l'importance de l'exportation pour le développement des secteurs manufacturiers des pays en voie de développement et à son rôle dans la création d'emplois. Un taux élevé de croissance de la production entraîne normalement une augmentation rapide de l'emploi. Ces deux variables sont étroitement reliées dans les données du tableau 34. Une relation similaire a été observée dans les pays industriellement plus avancés³⁹. Un examen attentif du rôle distinct de la production pour les exportations ne permet pas, toutefois, d'établir un rapport aussi étroit pour les pays en voie de développement, principalement en raison de l'importance encore marginale de leurs exportations de produits manufacturés. Une étude des exportations révèle que celles-ci représentent, en général, seulement de 1 à 10 % de la production du secteur manufacturier, exception faite de la République de Corée où elles représentent 18 % de cette production⁴⁰. En dépit de la croissance remarquable des exportations de biens manufacturés dans certains pays, les données révèlent clairement qu'à quelques exceptions près, elles ne représentent

³⁸ La demande de produits alimentaires, boissons et tabacs est typiquement considérée comme inélastique par rapport au revenu, les augmentations de la production et de l'emploi se limitant en grande partie à celles qui sont nécessaires pour faire face à l'augmentation de la population. Toutefois, la migration vers les zones urbaines, lorsqu'elle se produit, occasionne probablement une demande accrue par habitant pour certains articles de base fabriqués par le secteur manufacturier. Il est vraisemblable que la croissance relativement plus rapide de l'industrie de l'alimentation, boissons et tabacs en Amérique latine, est due, en partie, au fait que la migration des zones rurales vers les zones urbaines a atteint un taux plus élevé dans cette région.

³⁹ Voir N. Kaldor, *Causes of the Slow Rate of Economic Growth of the United Kingdom*, Cambridge University Press, 1966; voir également *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1969*, Nations Unies (numéro de vente: Première partie-70.II.E.1; Deuxième partie-70.II.E.5).

⁴⁰ Bela Belassa, «Trade Policies in Developing Countries», *The American Economic Review*, mai 1971. Les pourcentages des exportations de produits manufacturés dans la production de 1968 et 1969 ont été estimés comme suit: Brésil 1, Argentine 2, Chili 3, Philippines 3, Mexique 5, Pakistan 8, Malaisie occidentale 10, République de Corée 18. Il est intéressant de noter qu'en République de Corée, une grande partie de la production manufacturière destinée à l'exportation est réalisée soit grâce à la sous-traitance internationale, soit dans des zones franches de transformation industrielle, et ne dépend que dans une faible mesure des matières premières locales.

d'emplois, plus d'égalité dans la répartition des revenus, etc.) et par rapport aux facteurs de production dans les divers groupements économiques. Outre des différences de productivité, les changements peuvent refléter d'autres influences telles que: modifications diverses dans la gamme de production; accroissement plus lent des salaires réels par rapport aux coûts horaires d'opération des machines dans les pays en voie de développement; concurrence moins vive entre les entreprises; occasions plus rares de profiter des économies d'échelle. Ces deux derniers points, notamment, soulignent l'urgence qu'il y a pour les pays en voie de développement à accroître la coopération régionale et à développer leurs exportations de produits manufacturés⁴⁶.

PRINCIPAUX PROBLÈMES CONCERNANT L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

La faible absorption de main-d'œuvre par le secteur manufacturier des pays en voie de développement, qui s'est peut-être même ralentie avec le temps, ne peut s'expliquer par une cause unique. Les industries manufacturières sont créées dans des conditions trop différentes pour qu'il soit possible de généraliser. Il faut également tenir compte de plusieurs facteurs structurels, techniques et institutionnels.

En premier lieu, les installations pour la production d'articles destinés à remplacer les importations et les efforts délibérés visant à accélérer la croissance économique grâce à l'industrialisation supposent l'introduction de nouveaux produits qui, pour être fabriqués, demandent de plus gros investissements que les anciens. L'application de techniques industrielles à forte intensité de capital est nécessaire pour la fabrication de nombreux produits de base tels que papier, verre ou ciment. Souvent, ces procédés exigent également un fort apport de matériel et de matières premières importés. De nombreux pays d'Amérique latine se sont trouvés dans ce cas. En Asie, la création d'industries de base, provoquée par l'application des politiques de développement adoptées après l'indépendance, a entraîné des modifications structurelles d'un type un peu différent, mais il s'agissait aussi, dans ce cas, d'industries à forte intensité de capital.

On estime généralement que la tendance à appliquer des techniques à forte intensité de capital mais à faible intensité de main-d'œuvre, dans le secteur manufacturier, a été renforcée par les importantes distorsions enregistrées dans les prix relatifs de ces deux facteurs par rapport à leurs véritables «coûts sociaux». Il est hors de doute que des taux de change surévalués, associés à diverses subventions et à des prélèvements excessifs pour amortissement et investissement, rendent souvent les biens d'équipement importés artificiellement bon marché par rapport à la main-d'œuvre ou même aux biens d'équipement fabriqués localement. Les taux d'intérêt sur les prêts d'investissement sont, souvent aussi, subventionnés pour les entreprises qui ne disposent que de fonds limités. D'autre

⁴⁶ Pour un examen plus détaillé des moyens à employer pour accroître la productivité du travail, spécialement dans les pays en voie de développement, voir ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. III.

part, les cotisations de sécurité sociale, prélevées par un impôt sur les salaires, augmentent souvent sérieusement le prix de la main-d'œuvre.

Tout effet important de ces distorsions dans les prix des facteurs, au niveau effectif de l'emploi, présuppose l'existence de choix techniques réels. En règle générale, le matériel existant ne peut être combiné efficacement qu'avec un certain nombre de travailleurs, si bien qu'une main-d'œuvre relativement bon marché aurait une faible incidence sur l'emploi dans de tels cas. De nombreuses restrictions entravent aussi le choix d'un matériel nouveau, l'une d'elles, très importante, étant l'insuffisance des renseignements sur les techniques disponibles dans les divers pays. Des témoignages empiriques permettent de penser que la marge offerte à l'utilisation accrue de techniques à forte intensité de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier est étroite et qu'elle est probablement plus limitée dans ce secteur que dans les autres branches de l'économie: agriculture et bâtiment par exemple, où l'incidence sur l'emploi des techniques prévoyant la substitution du capital à la main-d'œuvre peut être sensible. Néanmoins, une analyse progressive des procédés de production peut révéler une plus grande marge de souplesse. On peut également augmenter l'intensité du travail en multipliant le nombre des opérations effectuées par plusieurs équipes.

On dit aussi que la répartition des revenus contribue au faible taux de création d'emploi du secteur manufacturier, parce qu'elle influence la structure de la consommation. Cette structure est reflétée dans les différences entre l'élément main-d'œuvre entrant dans les biens produits localement, achetés principalement par les riches et ceux consommés par les pauvres. L'élément importation, plus important dans les achats faits par les groupes à revenu plus élevé, est également significatif. Les effets négatifs de la structure de la répartition du revenu, dans certains pays d'Amérique latine, sur le niveau de l'emploi, ont déjà été soulignés dans de nombreux documents⁴⁷. Ces influences ne semblent pas être particulières à l'Amérique latine, mais s'exercent également sur le développement et sur l'emploi dans le secteur industriel des autres régions.

Enfin, en examinant l'utilisation relativement faible de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, il faut signaler que la production réalisée en usine supplante sans doute, dans une certaine mesure, celle des entreprises du secteur artisanal⁴⁸. Le secteur artisanal de la production manufacturière continue à participer largement à de nombreuses activités de traitement dans les pays en voie de développement. Même parmi ceux qui sont plus avancés industriellement, le secteur artisanal, sous ses formes diverses, représente la moitié environ

⁴⁷ La diversification même de la production manufacturière, résultant des changements enregistrés dans la demande et des possibilités de remplacement des importations, a entraîné un développement plus rapide des productions à moins forte intensité de main-d'œuvre que les secteurs traditionnels, dont la croissance naturellement lente a encore été ralentie par les aspects résolument régressifs de la répartition du revenu. Voir Nations Unies, *The Process of Industrial Development in Latin America*, New York, 1966, page 74.

⁴⁸ Dans la mesure où ce déplacement a, en fait, pris place, le processus d'industrialisation au cours des deux décennies écoulées aurait pu entraîner un taux de croissance, pour la totalité de l'emploi dans le secteur manufacturier, inférieur aux 4% par an attribués précédemment au secteur usinier des pays en voie de développement. Les effets indirects de l'emploi stimulé par de nouvelles activités manufacturières auraient pu accroître les possibilités d'emploi dans certains autres secteurs, y compris le secteur artisanal.

de l'emploi total dans le secteur manufacturier⁴⁹. Plusieurs raisons expliquent ce déplacement; on a déjà évoqué certaines d'entre elles, par exemple le glissement de la demande vers des produits fabriqués en usine, résultat de l'urbanisation, de la publicité et autres forces qui influent sur les goûts des consommateurs. Ensuite, viennent les avantages que présentent les méthodes employées en usine pour la surveillance, l'efficacité et le contrôle de la qualité. Il est également exact que le crédit et l'assistance dispensés par le gouvernement sont plus souvent offerts aux grandes entreprises industrielles qu'aux petites.

Toutefois, il n'y a pas d'uniformité dans l'importance quantitative de ce glissement, puisque la tradition artisanale s'est établie et s'est maintenue, à des degrés différents, dans divers pays. L'essentiel est que la substitution des méthodes de production employées en usine aux méthodes traditionnelles utilisées dans diverses activités artisanales et semi-artisanales, représente une modification technique d'importance majeure dans les pays en voie de développement et qu'elle a une incidence considérable sur l'emploi⁵⁰.

En ce qui concerne l'emploi, les effets de cette modification technique dans les pays en voie de développement diffèrent sensiblement de ceux qui se sont produits dans les pays avancés, à l'époque où ces derniers commençaient à s'industrialiser. La différence dans l'intensité du capital, entre la production manufacturière industrielle et la production artisanale, était alors nettement plus étroite qu'elle ne l'est maintenant, et la productivité des travailleurs du secteur industriel était également moindre, si bien qu'à une augmentation du nombre des travailleurs dans le secteur correspondait un déplacement du nombre des artisans plus faible que ce ne serait le cas aujourd'hui.

On a peu de témoignages empiriques concernant les modèles de croissance de l'emploi dans le secteur artisanal et dans le secteur usinier pour les différents types de fabrication des pays en voie de développement. Les données dont on dispose ont principalement trait à l'Amérique latine. Ce qui s'y est produit, cependant, peut présenter un certain intérêt pour les autres régions en voie de développement, puisque cette région est la plus avancée au point de vue industrialisation. L'emploi dans les usines en Amérique latine représentait, en 1960, 48% du total de l'emploi dans le secteur manufacturier, y compris les entreprises artisanales. De 1950 à 1965, l'emploi en usine dans la région a augmenté de 3,2% par an. Puisque l'emploi dans le secteur artisanal a augmenté, pendant cette période, à raison de 1,4%, le taux de croissance qui en est résulté pour l'ensemble de l'emploi dans le secteur manufacturier n'était que de 2,3%⁵¹. Un examen des tendances de l'emploi dans le secteur manufacturier en Amérique

⁴⁹ Voir Nations Unies, *The Process of Industrial Development in Latin America*, New York 1966, page 75.

⁵⁰ La distinction entre le secteur moderne usinier et le secteur traditionnel réside essentiellement dans le volume d'énergie et de matériel utilisés et dans le système de gestion et ne présuppose pas nécessairement la taille de l'entreprise. Il s'ensuit que diverses formes d'emploi, au titre de la sous-traitance, y compris les travailleurs à domicile, appartiennent au secteur moderne s'ils travaillent pour une entreprise organisée comme une usine.

⁵¹ Calculé à partir des données fournies par Esteban Lederman, *Los Recursos Humanos en el Desarrollo de América Latina, Cuadernos del Instituto Latinoamericano de Planificación Económica y Social*, Série II, n° 9, Santiago (Chili), 1969.

latine, pendant 25 années (1925—1950), indique que l'emploi dans l'artisanat a augmenté, au cours de cette période, à un rythme beaucoup plus lent que dans le secteur usinier. Tandis que l'emploi dans ce dernier augmentait au taux moyen de 4,8% par an, dans le secteur artisanal il n'augmentait que de 0,8% par an, ce qui donne un taux de croissance de 2,2% pour l'ensemble du secteur manufacturier⁵².

Le déplacement du secteur artisanal ne s'est donc produit qu'en fonction de sa part dans l'emploi du secteur manufacturier et non pas en fonction d'une diminution du nombre absolu des artisans. Les méthodes employées en usine ne remplaceront pas toutes les tâches artisanales, pas plus que les artisans — dont les fonctions sont anti-économiques — ne cessent leur activité immédiatement. Souvent ils continuent à travailler jusqu'au moment où de meilleures occasions d'emploi se présentent, à eux ou à leur famille. En même temps, la croissance de l'industrie manufacturière encourage directement certaines nouvelles demandes d'activités artisanales (entretien et réparation de matériel industriel, par exemple), et elle tend à favoriser la demande de main-d'œuvre artisanale pour l'entretien des biens de consommation durables, ou celle d'artisans pour la fabrication d'articles de luxe ou d'artisanat destinés à des clients riches, dans le pays ou à l'étranger. L'industrie peut également offrir des occasions de coopération entre artisanat et production organisée en usine, grâce à la sous-traitance. L'expérience du Japon et de quelques pays asiatiques est particulièrement intéressante à ce point de vue. Il est difficile toutefois de mesurer empiriquement les effets de la croissance du secteur industriel moderne sur l'emploi dans d'autres secteurs des pays en voie de développement. L'ONUDI entreprend une étude de ces phénomènes.

Il semble qu'en envisageant la croissance future de l'industrie dans les pays en voie de développement, il faille tenir compte d'une diminution soutenue dans deux domaines: intensité de la main-d'œuvre et déplacement des entreprises artisanales. Ainsi, en faisant preuve d'un plus grand discernement dans la mécanisation des opérations de l'usine et en recourant à la sous-traitance avec le secteur artisanal, chaque fois que possible, on créerait un nombre accru d'emplois nouveaux et on empêcherait la disparition de ceux qui existent déjà sans gêner l'efficacité. D'autre part, la mécanisation sélective et le perfectionnement des méthodes de gestion des ateliers artisanaux contribueraient à améliorer l'efficacité dans ce dernier secteur. La création d'organismes chargés de fournir des services techniques, commerciaux et financiers au secteur artisanal contribuerait à tirer le maximum des occasions qui s'offrent d'intégrer ses activités à celles des secteurs de l'économie qui ont une croissance plus rapide, notamment l'agriculture moderne et les services.

Avant de conclure, il importe de revoir les perspectives d'emploi offertes par les industries orientées vers l'exportation, sur lesquelles on insiste beaucoup dans la planification industrielle. Comme on l'a déjà signalé dans ce chapitre, l'expérience menée dans le domaine de la croissance industrielle nettement

⁵² Voir «Structural Changes in Employment within the Context of Latin America's Economic Development», *Economic Bulletin for Latin America*, vol. X, n° 2, octobre 1965.

orientée vers les exportations dans les pays en voie de développement reste limitée à un petit nombre de pays, principalement situés en Asie, et elle demeure trop spécifique pour qu'il soit possible d'en tirer des conclusions générales quant à l'incidence éventuelle sur l'emploi de ce modèle de développement. Il convient de noter toutefois, que l'importance que présentent les recettes en devises pour assurer un développement régulier ne laisse que peu de marge aux industries orientées vers l'exportation, pour risquer de compromettre une production efficace avec des projets conçus pour imposer l'absorption de main-d'œuvre. Cependant, en procédant à une sélection soignée des industries orientées vers l'exportation qui sont à encourager et des articles à fabriquer, on peut considérer l'emploi comme un objectif. Les pays en voie de développement peuvent choisir des secteurs qui, tout en utilisant des techniques modernes, ont, en même temps, une capacité d'emploi relativement plus élevée, ainsi qu'une demande potentielle plus importante sur le marché mondial. Ces industries (l'électronique, les articles d'optique et les machines-outils, par exemple) peuvent être créées au titre d'accords de sous-traitance internationale. Un choix judicieux des mesures propres à attirer les activités appropriées vers les zones franches de traitement industriel peut favoriser la création d'emplois grâce à l'exportation de produits manufacturés, soit directement, soit en suscitant de plus nombreuses occasions d'emploi dans les services de soutien et dans les industries qui fabriquent des biens de production.

L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE AU COURS DE LA DEUXIÈME DÉCENNIE DU DÉVELOPPEMENT

La stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement fixe un taux de croissance annuel d'au moins 6% pour le produit intérieur brut, de l'ensemble des pays en voie de développement. Pour que l'économie dans son ensemble atteigne ce but, il faut que l'augmentation de la production industrielle atteigne 8% par an. Cet objectif de croissance industrielle est plus élevé que les résultats effectivement enregistrés au cours de la première Décennie du développement, soit 7% environ. Aucun objectif spécifique concernant l'emploi n'a été formulé au titre de la Stratégie internationale du développement. La seule recommandation faite est que «chaque pays en voie de développement devrait formuler ses objectifs nationaux en matière d'emploi, de façon à absorber une proportion croissante de sa population active dans des activités de type moderne et à réduire de façon appréciable le chômage et le sous-emploi»⁵³. De plus, tout en soulignant la nécessité d'augmenter les investissements pour réaliser ces objectifs, la Stratégie recommande que «partout où il existe un choix de techniques, les pays en voie de développement s'efforcent de relever le niveau de l'emploi en faisant en sorte que les techniques à forte intensité de capital soient limitées à des utilisations où elles sont indiscutablement meilleur marché et plus efficaces»⁵⁴. Pour atteindre les objectifs fixés pour

⁵³ Voir Nations Unies, *Stratégie internationale du développement, Programme d'action de l'Assemblée générale pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement* (numéro de vente: 71.II.A.2), § 18 a).

⁵⁴ *Ibid.*, § 66.

la production manufacturière avec le taux d'accroissement de la productivité des années 60, il faudrait pouvoir compter sur une contribution accrue de l'industrie à l'emploi, par rapport à la décennie précédente. Même cette augmentation du taux de création d'emplois peut n'être pas suffisante pour absorber la part de l'industrie dans la croissance accélérée de la force de travail pendant les années 70. De toute façon, la Stratégie internationale du développement spécifie que, pour réussir, il faut prendre comme objectifs la promotion tant de l'emploi que de la production.

Quant aux pays en voie de développement, quelques-uns seulement semblent avoir compté l'emploi au nombre des objectifs essentiels de leurs plans de développement industriel⁵⁵. Il est normal que les objectifs concernant l'emploi soient formulés dans le cadre d'une déclaration générale sur les critères déterminant les politiques d'emploi et les priorités en matière d'investissements, déclaration assortie de directives et peut-être d'objectifs concernant l'acquisition ou le perfectionnement des compétences en matière de gestion et de techniques. Les plans nouvellement élaborés ne mentionnent que rarement l'emploi dans l'industrie en tant qu'objectif spécifique. De nombreux plans nationaux comportant, implicitement ou explicitement, des taux de croissance de la main-d'œuvre et de l'emploi, ou des projections concernant la main-d'œuvre par secteur; toutefois, ceux-ci ne sont pas traités comme objectifs mais comme conséquence des taux prévus de croissance de la production ou de l'expansion de l'enseignement⁵⁶.

Dans le cadre de l'effort international entrepris pour le développement économique au cours des années 70, des missions interorganisations ont été envoyées par l'OIT dans plusieurs pays, afin d'élaborer des stratégies qui tiennent compte des problèmes de chômage dans le pays. L'ONUDI a affecté à ces missions des consultants pour le secteur industriel. Il est encore trop tôt pour évaluer le résultat de ces efforts. Il est clair, toutefois, que pour résoudre les problèmes de l'emploi, il faut accélérer la croissance de la production et qu'il est impossible de traiter cette question indépendamment de toute une gamme d'autres problèmes tels que réforme agraire, répartition du revenu, taux de change, etc.⁵⁷.

Le développement du secteur industriel lui-même doit être conçu de façon à viser plus d'un objectif. Outre la création d'emplois, sa croissance doit stimuler la croissance et la modernisation d'autres secteurs de l'économie et elle doit permettre de réaliser une expansion sensible des exportations de biens manufacturés. Toutefois, les activités qui contribuent à atteindre ces autres buts n'entraînent pas toujours la création d'un grand nombre d'emplois. Une stratégie

⁵⁵ Voir ONUDI, *Summaries of Industrial Development Plans*, 2 volumes, Vienne (Vol. I-UNIDO/IPPID. 11, 1970; Vol. II-UNIDO/IPPID. 54, 1971).

⁵⁶ *Ibid.*, voir par exemple «Summary of the Industrial Development Plan for Kenya, 1970-74», vol. II, pages 266 à 295; et «Summary of the Industrial Development Plan for the United Republic of Tanzania, 1969-74», vol. II, pages 316 à 350.

⁵⁷ OIT, *Towards Full Employment, A Programme for Colombia*, préparé par une équipe interorganisations, Genève, 1970; voir également OIT, *Matching Employment Opportunities and Expectations, A Programme of Action for Ceylon*, rapport d'une équipe interorganisations, Genève, 1971.

orientée vers la création d'emplois dans l'industrie met l'accent sur la modernisation du secteur artisanal et sur son intégration au reste de l'économie. Tous ces objectifs doivent être amalgamés en une stratégie coordonnée. La formation et le perfectionnement de compétences en matière de gestion et de techniques, et dans le domaine de la recherche industrielle appliquée, apparaissent comme un lien essentiel, utile à ces deux aspects du développement industriel.

Chapitre IV

INVESTISSEMENTS ET INDUSTRIALISATION

Le présent chapitre a trait aux investissements dans les industries manufacturières⁵⁸ et au rôle qu'ils jouent dans l'accroissement de la production. Il contient, premièrement, des estimations concernant le taux de croissance des investissements dans les industries manufacturières des pays en voie de développement pour lesquels on dispose des renseignements nécessaires; deuxièmement, une analyse du niveau de la formation de capital fixe dans chaque pays et de sa répartition entre les diverses catégories de biens d'équipement, portant plus spécialement sur les investissements en machines et en matériel qui sont considérés comme intéressant particulièrement les industries manufacturières; troisièmement, une étude des rapports entre les investissements en machines et en matériel et la production dans les industries manufacturières; et, enfin, un examen des courants de capitaux étrangers vers les pays en voie de développement.

Le rôle des investissements dans la croissance économique a parfois été exagéré. Or, comme on l'a démontré dans le volume III de *l'Etude du développement industriel*, le fait de consacrer une part importante du PIB aux investissements ne garantit pas nécessairement une croissance rapide de la production⁵⁹. Les différences de coefficient de capital suivant les divers procédés de fabrication et les modifications des taux d'utilisation et d'amortissement des équipements compliquent ce rapport. Toutefois, on considère généralement que l'investissement d'une forte proportion du PIB favorise la croissance de la production plus qu'une faible proportion, et le capital demeure l'un des facteurs importants du développement.

⁵⁸ Dans les comptabilités nationales des pays en voie de développement, l'un des postes pour lesquels les renseignements fournis sont très insuffisants est celui des investissements dans les industries manufacturières. Seul un petit nombre de pays en voie de développement remplissent le questionnaire du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies qui sert à établir *l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales*. Cet annuaire constitue malgré tout la meilleure source de renseignements sur les investissements, car les autres contiennent rarement des statistiques sur toutes les industries manufacturières et ne permettent pas des comparaisons entre pays.

⁵⁹ Voir ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. III.

CROISSANCE DES INVESTISSEMENTS DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Les investissements dans les industries manufacturières et d'autres secteurs de 13 pays en voie de développement entre 1955 et 1964 ont été étudiés dans le volume I de l'*Etude du développement industriel*⁶⁰. Dans le volume III de cette étude sont analysées des données analogues pour 23 pays au cours de diverses périodes comprises entre 1960 et 1967⁶¹. Un certain nombre d'autres pays peuvent être ajoutés si l'on considère que la croissance des investissements en machines et en équipements de tous types est parallèle à celle des investissements dans les industries manufacturières, quand on ne dispose d'aucun renseignement sur ce dernier point.

Lorsqu'ils communiquent aux Nations Unies des renseignements sur leurs investissements en biens d'équipement, de nombreux pays en voie de développement les classent par «type de biens d'équipement⁶²». Dans cette classification, les investissements en machines et autre matériel (abrégé ci-après en «machines») correspondent, à peu de choses près, aux investissements dans le secteur manufacturier. Le terme de machines n'englobe pas le matériel de transport mais il comprend d'autres catégories d'équipement qui ne sont pas utilisées dans le secteur manufacturier, comme par exemple les machines agricoles. Dans le tableau 35, sont comparés le taux de croissance des investissements en machines et le taux de croissance des investissements dans le secteur manufacturier, pour 12 pays sur lesquels on a pu obtenir les statistiques nécessaires pour une période d'au moins quatre ans pendant la première Décennie du développement. Les chiffres indiqués pour le taux de croissance des investissements en machines sont, en gros, parallèles aux données concernant le taux de croissance des investissements dans le secteur manufacturier, ce qui montre qu'ils constituent un bon indicateur de la croissance des investissements dans le secteur manufacturier⁶³.

Certains pays en voie de développement indiquent leurs investissements par types de biens d'équipement, sans faire de distinction entre matériel de transport et machines et autre matériel. Si l'on tient compte de la croissance des investissements en matériel de transport, le nombre de pays pour lesquels on dispose de renseignements passe de 12 à 15 (voir tableau 35). L'inclusion du matériel de transport dans la catégorie des machines ne modifie pas sensiblement

⁶⁰ *Etude du développement industriel*, vol. I, tableau 56, pages 172 et 173 et pages 171 à 176.

⁶¹ Voir *Etude du développement industriel*, vol. III et tableau 39.

⁶² Une définition des divers types de biens d'équipement est donnée dans le *Yearbook of National Accounts Statistics, 1969: Vol. I — Individual Country Data*, publié par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies (numéro de vente: 71.XVII.2), pages XXIII—XXIV.

⁶³ Si l'on se base sur les 18 observations figurant dans le tableau 35, la croissance des investissements dans le secteur manufacturier, variable Y, est liée à la croissance des investissements en machines, variable X, par l'équation $Y = 1,99 + 0,95 X$. Le coefficient de corrélation entre les deux variables est 0,87.

TABEAU 35. CROISSANCE COMPARATIVE DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER ET DES INVESTISSEMENTS EN MACHINES ET AUTRE MATÉRIEL POUR CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

 Taux annuel moyen^a
 (En pourcentages)

	Période	Prix	Coût moyen des investissements		
			Dans le secteur manufacturier	En machines	En machines et matériel de transport
Bolivie ^b	1960-1962 à 1966-1968	courants	11,4	9,2	9,8
	1960-1962 à 1966-1968	constants	8,4	5,0	5,6
Ethiopie	1961-1963 à 1965-1967	courants	18,0	...	14,8
	1960-1961 à 1962-1964	courants	14,4	...	15,2
Guatemala ^c	1960-1961 à 1962-1964	constants	10,5	...	12,4
	1960-1962 à 1966-1968	courants	16,2	9,0	7,5
Irak	1960-1962 à 1966-1968	constants	15,3	8,5	6,8
	1960-1962 à 1965-1967	courants	2,7	6,8	7,1
Jamaïque	1964-1965 à 1966-1968	courants	25,9	20,8	21,1
	1964-1965 à 1966-1968	constants	21,7	18,4	18,7
Kenya	1960-1962 à 1966-1968	courants	-9,9	-2,0	-0,5
	1960-1962 à 1963-1965	courants	10,7	21,9	23,1
Maurice	1961-1962 à 1966-1968	courants	16,3	8,4	8,7
	1961-1963 à 1966-1968	constants	17,5	10,0	10,3
République arabe syrienne ^d	1960-1962 à 1966-1968	courants	47,5	45,3	47,7
	1960-1962 à 1966-1968	constants	28,1	25,7	28,3
République de Corée	1964-1965 à 1966-1968	courants	11,9	...	5,0
	1964-1965 à 1966-1968	constants	7,5	...	-0,1
Roumanie du Sud	1960-1962 à 1966-1968	courants	18,7	18,7	17,7
	1960-1962 à 1966-1968	courants	18,8	26,0	23,1
Singapour ^e	1960-1961 à 1962-1963	courants	16,0	22,7	19,9
	1960-1962 à 1965-1967	courants	24,7	18,8	15,5
Thaïlande	1960-1962 à 1966-1968	constants	4,0	2,7	5,4

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969, vol. I, publié par l'Organisation des Nations Unies.

^a Moyenne entre le taux pour la seconde période et le taux pour la première.

^b Secteur manufacturier et bâtiment.

^c Secteur manufacturier et industries extractives.

^d Secteur manufacturier, industries extractives et bâtiment.

^e Secteur manufacturier, industries extractives, eau, gaz et électricité.

la corrélation entre les investissements en machines et les investissements dans le secteur manufacturier⁶⁴.

Le tableau 36 indique le taux de croissance de la formation de capital fixe par types de biens d'équipement pour certains pays en voie de développement. Ces taux sont établis d'après des données en prix constants du marché, ce qui rend possible les comparaisons entre pays, et ils portent sur une période, aussi longue que possible, de la première Décennie du développement, le plus souvent 1960-1968.

Le taux de croissance de la formation totale de capital fixe dépasse 10% pour 7 des 14 pays d'Amérique latine. Cependant, la moyenne non pondérée pour cette région (8,2%) est la plus faible des trois régions en voie de développement. Cette faiblesse est due au déclin de la formation de capital fixe en Argentine et en Uruguay et à la faible croissance de cette formation au Chili et en Colombie⁶⁵.

Il n'a été possible d'obtenir des renseignements sur la croissance des investissements en machines, qui tiennent lieu ici d'investissements dans le secteur manufacturier, que pour six pays d'Amérique latine. Ces renseignements montrent que la formation de capital dans le secteur manufacturier a augmenté très rapidement en République Dominicaine et au Paraguay et, dans une moindre mesure, au Panama, sans entraîner nécessairement une augmentation de la production de ce secteur⁶⁶. Les investissements dans le secteur manufacturier ont augmenté lentement, ou même pas du tout, dans les trois autres pays pour lesquels on dispose des renseignements nécessaires, à savoir l'Argentine, la Colombie et le Venezuela. Si la croissance des investissements dans le secteur manufacturier est remplacée par celle des investissements en machines et en matériel de transport, huit pays peuvent être ajoutés à la liste, ce qui améliore quelque peu le tableau d'ensemble pour la région. Si l'on en juge d'après ces données, l'industrialisation dans la région semble avoir été générale au cours de la première Décennie du développement puisque dans 9 des 14 pays d'Amérique latine figurant dans le tableau 36, le taux de croissance des investissements dans le secteur manufacturier a dépassé 10%.

Les taux de croissance moyens pour les huit pays d'Asie figurant dans le tableau 36 pourraient laisser croire que l'accroissement de la formation de capital et des investissements dans le secteur manufacturier a été plus fort que pour les pays d'Amérique latine. Cependant les taux enregistrés en République de Corée ont relevé sensiblement la moyenne pour l'ensemble de l'Asie⁶⁷. Si l'on ne tient

⁶⁴ Si l'on se base sur les 23 observations figurant dans le tableau 35, la croissance des investissements dans le secteur manufacturier, variable Y , est liée à la croissance des investissements en matériel de transport et machines, variable Z , par l'équation $Y = 3,29 + 0,88 Z$. Le coefficient de corrélation entre les deux variables est 0,85.

⁶⁵ L'*Annuaire des statistiques des comptabilités nationales*, publié par l'Organisation des Nations Unies, ne fournit aucune donnée comparable pour le Brésil et le Mexique, deux des pays les plus industrialisés d'Amérique latine.

⁶⁶ Le tableau 46 montre que l'accroissement de la part du secteur manufacturier dans le PIB en République Dominicaine et au Paraguay au cours de la première Décennie du développement a été décevant, en opposition avec l'accroissement de la formation de capital dans ces deux pays.

⁶⁷ Rappelons qu'il s'agit de moyennes non pondérées.

pas compte de ce pays, l'accroissement moyen de la formation de capital fixe et celui des investissements en machines et matériel de transport sont ramenés à 7 et 7,1% respectivement, et sont donc inférieurs aux taux pour l'Amérique latine. L'Inde et le Pakistan ne figurent pas dans ce tableau, car on ne dispose d'aucun renseignement comparable pour ces deux pays.

En République de Corée, le taux de croissance annuel moyen pendant la période 1960—1968 a été de 23,5% pour la formation de capital fixe, de 25,7% pour les investissements en machines et de 28,3% pour les investissements en machines et matériel de transport. La part de ce pays dans la production manufacturière totale des pays en voie de développement d'Asie est passée de 3,6%, en 1963, à 6,2%, en 1968. Si le rythme de ses investissements se maintient, la République de Corée disposera bientôt d'un potentiel industriel considérable. Des sept autres pays d'Asie figurant dans le tableau 36, c'est la Thaïlande qui semble avoir le plus augmenté le niveau de ses investissements dans les industries manufacturières. Ceylan et l'Indonésie sont les pays dont l'industrialisation a le moins progressé pendant la période 1960—1968.

Dans trois des huit pays d'Afrique figurant dans ce tableau, à savoir Kenya, République arabe libyenne et Zambie, le taux de croissance de la formation de capital fixe a été exceptionnellement élevé au milieu des années soixante. Le taux de croissance des investissements en machines et matériel de transport a également été élevé dans ces trois pays. Toutefois, cette augmentation de la formation de capital fixe est due, en Libye, à des investissements importants dans l'extraction du pétrole et, en Zambie, à l'expansion de l'exploitation des mines de cuivre. Il n'est donc pas certain que dans ces pays, le taux de croissance des investissements dans les industries manufacturières ait été aussi élevé que celui de la formation de capital fixe. C'est au Malawi et en Sierra Leone que les investissements dans les industries manufacturières ont le moins augmenté.

NIVEAU ET STRUCTURE DES INVESTISSEMENTS

Cette section a trait au niveau de la formation de capital exprimée en pourcentage du PIB, dans certains pays en voie de développement, et à la répartition de ces investissements entre cinq types de biens d'équipement. Les investissements en machines et en matériel de transport sont analysés de manière plus approfondie car ils jouent un rôle capital dans l'industrialisation. Les tableaux 37, 38 et 39 indiquent, pour ces deux types, la formation de capital exprimée en pourcentage du PIB, au cours des deux périodes comprises dans la première Décennie du développement, dans les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique⁶⁸. Les tableaux 40 et 41 permettent de comparer la distribution de fréquence de ces pays dans chacune des régions d'après le pourcentage du PIB consacré à la formation de capital fixe et aux investissements en machines et en matériel de transport pour la seconde période indiquée dans les tableaux 37, 38 et 39.

⁶⁸ Les périodes 1960—1962 et 1966—1968 ont été retenues chaque fois que possible. Pour certains pays, toutefois, on ne disposait de renseignements que pour d'autres années de la décennie.

TABLEAU 37. FORMATION DE CAPITAL FIXE PAR TYPE DE BIENS D'EQUIPEMENT, EN POURCENTAGES DU PIB, POUR 18 PAYS D'AMERIQUE LATINE*

	Période	Consommations et investissements				Machines et matériel		
		Fourniture nettes de capital fixe	Taux de substitution d'habitation	Substitutions non destinées à l'habitation	Autres consommations et investissements	Matériel de transport	Machines	Machines et matériel de transport
Argentine	1960-1962	24,5	—	9,4	—	4,9	10,2	15,1
	1966-1968	20,5	—	9,2	—	4,3	7,0	11,3
Bolivie ^b	1960-1962	17,2	0,8	0,4	5,5	...	...	10,5
	1966-1968	20,4	2,4	0,5	7,0	...	...	10,5
Chili ^c	1961-1963	21,1	3,8	2,8	6,3	...	...	8,2
	1966-1968	19,0	3,4	2,4	4,9	...	...	8,3
Colombie	1960-1962	19,7	4,6	1,2	4,4	2,9	6,6	9,5
	1965-1967	17,1	4,1	0,6	4,9	1,9	5,6	7,5
Costa Rica ^d	1960-1962	21,5	6,6	—	5,4	3,0	6,5	9,5
	1965-1967	23,2	5,3	—	5,1	3,8	9,0	12,8
El Salvador ^d	1960-1962	13,2	2,8	0,4	3,0	...	...	7,0
	1965-1967	16,2	2,2	0,5	3,8	...	...	9,7
Guatemala ^b	1960-1962	10,1	2,3	—	2,4	...	...	5,4
	1966-1968	12,3	2,4	—	2,3	...	...	7,6
Guyane ^e	1963-1964	16,0	0,6	—	5,0	...	...	10,4
	1966-1967	26,4	0,3	—	9,5	...	...	16,6
Honduras	1960-1961	12,4	3,7	1,9	2,6	...	...	4,2
	1963-1964	15,4	3,8	2,0	3,4	...	...	6,2
Jamaïque ^e	1960-1962	21,5	3,6	4,9	2,3	1,6	9,1	10,7
	1965-1967	23,0	3,7	5,1	3,3	1,9	9,0	10,9

Nicaragua ^a	1960-1962	13,4	2,0	1,4	1,9	...	...	8,1
	1966-1968	18,8	1,8	2,5	2,8	...	...	11,7
Panama	1960-1962	17,7	3,6	3,7	2,3	2,5	5,6	8,1
	1966-1968	22,1	4,5	4,5	2,1	3,3	7,7	11,0
Paraguay ^b	1962-1964	11,0	...	5,7	...	1,9	3,4	5,3
	1966-1968	15,5	...	7,4	...	2,5	5,6	8,1
Pérou ^c	1960-1961	18,1	...	8,7	...	...	...	9,4
	1962-1963	19,9	...	8,4	...	...	...	11,5
Porto Rico	1960-1962	21,2	5,8	...	8,4	...	...	7,0
	1966-1968	24,7	7,6	...	9,6	...	...	7,5
République Dominicaine ^d	1960-1962	8,5	...	5,6	...	1,4	1,5	2,9
	1966-1968	14,3	...	9,0	...	2,2	3,1	5,3
Uruguay	1960-1961	17,0	...	11,1	...	...	...	5,9
	1962-1963	17,2	...	8,6	...	...	...	8,6
Venezuela ^e	1960-1962	14,9	1,8	...	7,9	2,1	3,1	5,2
	1966-1968	17,0	3,2	...	8,4	2,6	2,8	5,4
Moyenne pour la première période		16,6	...	...	...	2,5	5,8	7,9
Moyenne pour la seconde période		19,1	...	...	...	2,8	6,2	9,5

Source: Nations Unies, *Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969*, vol. I.

^a Données calculées à partir du PIB, au coût constant des facteurs, et de la formation de capital fixe par type de biens d'équipement, aux prix constants du marché.

^b PIB aux prix constants du marché.

^c Pourcentage du produit intérieur net.

^d PIB au coût constant des facteurs, formation de capital fixe aux prix constants du marché.

^e Les missions d'industrialisation sont comprises sous la rubrique "biens d'équipement" dans les données à l'industrialisation et autres constructions.

^f Pourcentage du PNB aux prix constants du marché.

TABLEAU 38. FORMATION DE CAPITAL FIXE PAR TYPE DE BENS D'ÉQUIPEMENT, EN POURCENTAGE DU PIB, POUR 15 PAYS D'ASIE*

Pays	Période	Constructions et travaux				Machines et matériel		
		Formations nettes de capital fixe	Travaux et machines d'habitation	Bâtimens non destinés à l'habitation	Autres constructions et travaux	Matériel de transport	Machines	Machines et matériel de transport
Ceylan ^b	1960—1962	15,0	1,2	6,4	2,0	1,4	3,4	4,8
	1966—1968	14,8	1,4	7,1	3,0	0,9	2,4	3,3
Chypre	1960—1962	18,3	6,2	2,0	2,4	1,9	5,8	7,7
	1966—1968	20,6	6,6	3,0	2,4	2,0	6,6	8,6
Indonésie ^c	1960—1962	9,8	—	5,7	—	—	—	4,1
	1966—1968	8,0	—	4,4	—	—	—	3,6
Iran ^d	1960—1962	14,7	—	9,5	—	—	—	5,2
	1965—1967	17,4	—	11,4	—	—	—	6,0
Irak	1960—1962	20,5	4,0	2,9	8,1	1,7	3,8	5,5
	1966—1968	16,4	3,0	2,0	5,7	1,4	4,3	5,7
Jordanie ^e	1960—1962	18,3	5,8	1,0	5,5	1,7	4,3	6,0
	1966—1968	17,0	3,7	0,7	8,4	1,6	2,6	4,2
Liban ^f	1964—1965	23,8	—	15,7	—	—	—	8,1
	1966—1967	23,1	—	15,4	—	—	—	7,7
Malaisie ^g	1960—1962	17,5	2,2	2,6	6,8	—	—	5,9
	1964—1966	19,2	2,1	3,7	7,0	—	—	6,4
Philippines ^h	1960—1962	14,0	—	7,0	—	—	—	7,0
	1966—1968	18,8	—	9,6	—	—	—	9,2
République arabe syrienne	1964—1965	18,4	3,6	1,9	3,4	—	7,1	9,5
	1966—1968	19,9	3,0	1,5	4,1	—	8,8	11,3

République de Corée	1960-1962	12,3	2,0	2,4	3,2	1,3	3,4	4,7
	1966-1968	26,9	2,5	4,7	6,7	4,8	8,2	13,0
République du Viet-Nam ^a	1960-1962	9,5		3,6		1,3	4,6	5,9
	1963-1965	9,3		3,2		1,6	4,5	6,1
République khmère ^b	1962-1963	18,9	6,9	3,5	3,7	1,8	3,0	4,8
	1965-1966	16,1	5,4	1,3	5,0	1,3	3,1	4,4
Singapour ^c	1960-1962	9,6	2,3	1,2	1,5	0,9	3,7	4,6
	1966-1968	15,4	3,4	2,2	2,4	1,1	6,3	7,4
Thaïlande ^d	1960-1962	16,3	2,8			2,5	5,3	7,8
	1965-1967	24,5	2,1		5,7	3,9	7,7	11,6
Moyenne pour la première période		15,7	...	...	...	1,7	4,5	6,2
Moyenne pour la seconde période		18,0	...	...	...	2,1	5,8	7,5

Source: Nations Unies, *Annuaire des statistiques des comptabilités nationales*, 1969, vol. I.

- a Données calculées à partir du PIB, au coût constant des facteurs, et de la formation de capital fixe par type de biens d'équipement, aux prix constants du marché.
- b Les données d'habitation sont comptées sous la rubrique bâtiments non destinés à l'habitation.
- c PIB aux prix constants du marché.
- d Formation brute de capital intérieur.
- e PIB au coût constant des facteurs, formation de capital fixe aux prix constants du marché.
- f Pourcentage du produit intérieur net.

TABLEAU 39. FORMATION DE CAPITAL FIXE PAR TYPE DE BENS D'EQUIPEMENT, EN POURCENTAGE DU PIB, POUR 15 PAYS D'AFRIQUE*

	Période	Contributions de investissements					Machines et matériel		
		Formation nette de capital fixe	Travaux et entretien d'équipement	Matériel non destiné à l'équipement	Autres constructions et travaux	Matériel de transport	Machines	Machines et matériel de transport	
Côte d'Ivoire ^b	1960-1962	17,3	—	10,9	—	—	2,3	4,1	6,4
	1964-1966	21,4	—	11,9	—	—	2,7	6,8	9,5
Ethiopie ^c	1961-1963	12,5	—	9,2	—	—	...	...	3,3
	1965-1967	13,5	—	9,3	—	—	...	...	4,2
Ghana ^d	1960-1962	19,2	—	9,2	—	3,8	3,1	3,1	6,2
	1966-1968	12,3	—	5,1	—	3,1	1,3	2,8	4,1
Kenya	1964-1965	13,6	2,7	1,5	2,3	2,3	2,7	4,4	7,1
	1967-1968	18,7	3,3	2,3	3,3	3,3	3,7	6,1	9,8
Malawi ^{e,f}	1960-1961	16,3	...	12,0	0,3	0,3	...	...	4,0
	1962-1963	12,7	...	8,6	0,4	0,4	...	...	3,7
Maroc ^g	1960-1962	11,9	...	3,1	4,4	4,4	...	...	4,4
	1966-1968	14,3	...	3,1	5,9	5,9	...	...	5,3
Maurice ^h	1960-1962	25,4	9,0	2,9	4,9	4,9	2,7	5,9	8,6
	1966-1968	17,0	4,3	2,9	3,2	3,2	2,5	4,1	6,9
Nigeria ⁱ	1960-1962	10,6	1,6	3,5	2,2	2,2	0,7	2,6	3,3
	1964-1966	12,5	2,0	3,3	2,6	2,6	1,1	3,5	4,6

République arabe libyenne ^a	1962-1964	29,0	10,3	—	10,0	...	...	8,7
	1966-1968	24,6	4,7	—	12,1	...	...	7,8
République de Tanzanie ^b	1960-1962	12,6	—	4,3	—	1,6	3,1	4,7
	1965-1967	16,8	—	4,7	—	3,4	4,6	8,0
Rhodésie du Sud ^c	1964-1965	12,4	—	—	6,4	...	...	6,0
	1967-1968	13,4	—	—	7,4	...	...	6,0
Sierra Leone	1963-1965	14,4	3,3	—	—	3,1	4,1	7,2
	1966-1968	14,9	3,8	0,5	—	2,6	4,3	6,9
Togo ^d	1963-1964	13,9	—	—	—	...	...	7,2
	1965-1966	17,4	—	3,7	—	...	...	8,7
Tunisie ^e	1960-1962	21,9	2,7	—	—	1,9	5,2	7,1
	1965-1967	29,6	2,7	—	12,1	1,6	8,8	10,4
Zambie ^f	1964-1965	16,9	—	—	10,6	...	...	6,3
	1966-1968	23,4	—	—	12,4	...	...	11,0
Moyenne pour la première période		16,5	...	...	...	2,3	4,1	6,0
Moyenne pour la seconde période		17,5	...	...	...	2,4	5,1	7,1

Source: Nations Unies, *Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969*, vol. I.

- ^a Données calculées à partir du PIB, au coût constant des facteurs et de la formation de capital fixe par type de biens d'équipement, aux prix constants du marché.
- ^b PIB au coût constant des facteurs, formation de capital fixe aux prix constants du marché.
- ^c PIB et formation de capital fixe aux prix constants du marché.
- ^d Les missions d'habitation sont comprises sous la rubrique bâtiments non destinés à l'habitation et autres constructions.
- ^e PIB aux prix constants du marché.
- ^f Les missions d'habitation sont comprises sous la rubrique bâtiments non destinés à l'habitation.

Ce sont les pays d'Amérique latine qui ont consacré la part la plus importante de leur PIB aux investissements, 19,1 % en moyenne, au cours de la seconde période (tableau 37), contre 18 % pour les pays d'Asie (tableau 38) et 17,5 % pour les pays d'Afrique (tableau 39). Le tableau 40 montre que 10 des 18 pays d'Amérique latine ont consacré plus de 18 % de leur PIB à la formation de capital fixe au cours de la même période. Ce volume généralement élevé des investissements en Amérique latine s'explique, en partie, par les politiques d'industrialisation de ces pays, dont le but essentiel était le remplacement des importations, ce qui exige des investissements plus importants, par unité de production, que les politiques de promotion des exportations suivies par certains pays dans d'autres régions. Cela explique sans doute également les niveaux élevés du revenu par habitant en Amérique latine.

Bien que l'on ait montré, au début de ce chapitre, que la croissance des investissements en machines et en matériel de transport pouvait être utilisée à la place de l'accroissement des investissements dans les industries manufacturières, les niveaux de ces deux variables ne correspondent pas exactement, puisque les investissements en machines et en matériel comprennent tous les secteurs de l'économie, depuis l'agriculture et les industries extractives jusqu'aux transports et aux communications. Il est intéressant, cependant, de noter que les pays d'Amérique latine sont également enclins à investir une part plus importante du PIB en machines et en matériel de transport. Les moyennes consacrées à ces investissements au cours de la seconde période ont été de 9,5 % pour l'Amérique latine, de 7,5 % pour l'Asie et de 7,1 % pour l'Afrique. Le tableau 41 montre que 15 des 18 pays d'Amérique latine figurant dans le tableau 37 ont consacré plus de 7 % de leur PIB aux investissements en machines et en matériel de transport, et que seuls 7 des 15 pays d'Asie et 7 des 15 pays d'Afrique ont consacré une part aussi importante de leur PIB à ces catégories de biens d'équipement. Ce volume généralement élevé des investissements en machines et en matériel de transport témoigne du haut degré d'industrialisation de l'Amérique latine ainsi que de la mécanisation plus avancée de son agriculture⁶⁹.

Les données pour l'Amérique latine montrent que les perspectives de la région, en ce qui concerne la croissance économique et l'accélération de l'expansion du secteur manufacturier, sont encourageantes. Le rapport entre la formation de capital fixe et le PIB a diminué dans trois pays seulement, l'Argentine, le Chili et la Colombie. Les augmentations les plus spectaculaires ont été enregistrées en République Dominicaine et en Guyane. L'Argentine et la Colombie sont les seuls pays du tableau 37 pour lesquels la proportion du PIB investie en machines et en matériel de transport ait diminué. Si l'augmentation de cette proportion est considérée comme un préalable nécessaire à l'accélération du taux de croissance du secteur manufacturier, on peut dire que la plupart des pays d'Amérique latine remplissent cette condition.

⁶⁹ La section suivante a trait à l'importance relative des industries manufacturières dans les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Le chapitre V intitulé «L'industrie et l'agriculture dans le développement économique» contient certaines données sur les niveaux relatifs de la mécanisation de l'agriculture dans ces trois régions.

TABLEAU 40. DISTRIBUTION DE FRÉQUENCE DES PAYS D'APRÈS LE POURCENTAGE DU PIB CONSACRÉ À LA FORMATION DE CAPITAL FIXE^a

Pourcentage	Nombre de pays		
	<i>Amérique latine</i>	<i>Asie</i>	<i>Afrique</i>
28,0—32,9	0	0	1
23,0—27,9	3	3	2
18,0—22,9	7	4	2
13,0—17,9	7	6	7
8,0—12,9	1	2	3
Total	18	15	15

^a Les pourcentages se rapportent à la seconde période indiquée pour les pays figurant dans les tableaux 37, 38 et 39.

 TABLEAU 41. DISTRIBUTION DE FRÉQUENCE DES PAYS D'APRÈS LE POURCENTAGE DU PIB INVESTI EN MACHINES ET EN MATÉRIEL DE TRANSPORT^a

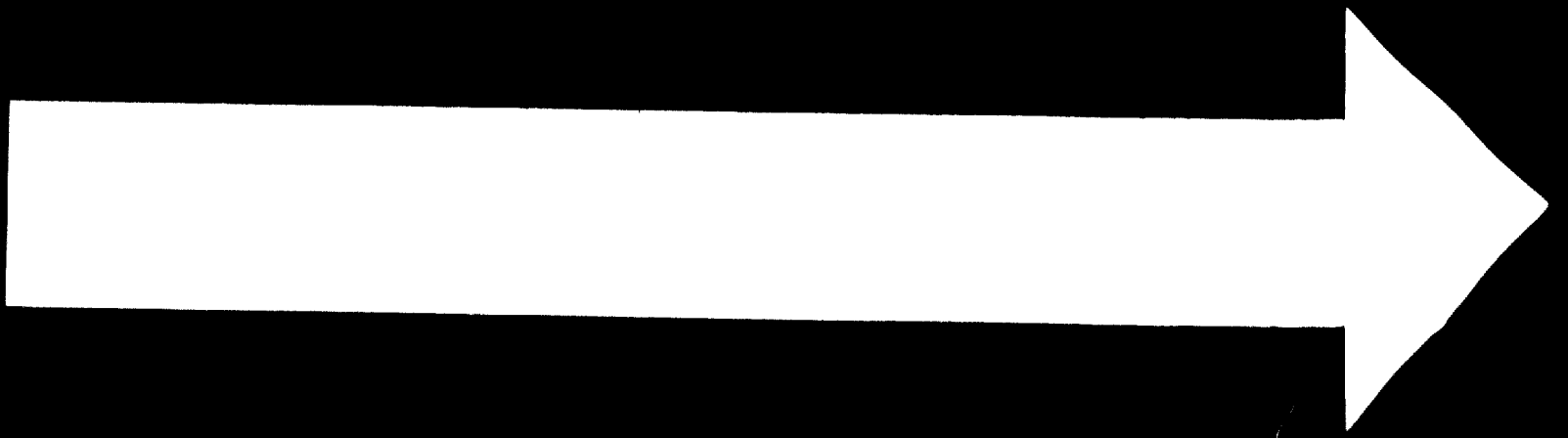
Pourcentage	Nombre de pays		
	<i>Amérique latine</i>	<i>Asie</i>	<i>Afrique</i>
De 13,0 et plus	1	1	0
11,0—12,9	5	2	1
9,0—10,9	3	1	3
7,0— 8,9	6	3	3
5,0— 6,9	3	4	4
3,0— 4,9	0	4	4
Total	18	15	15

^a Les pourcentages se rapportent à la seconde période indiquée pour les pays figurant dans les tableaux 37, 38 et 39.

Les différences les plus importantes, en ce qui concerne le pourcentage du PIB consacré aux investissements, ont été constatées en Asie (voir tableau 38). L'Indonésie n'a consacré que 8% de son PIB à la formation de capital fixe au cours de la seconde période (1966—1968) et la République du Viet-Nam seulement 9,3% au cours de la période 1963—1965. Le chiffre le plus bas dans les deux autres régions était de 12,3% (Guatemala et Ghana). L'augmentation la plus forte a été enregistrée en République de Corée; dans ce pays, en effet, la part du PIB consacrée à la formation de capital fixe est passée de 12,3% pour la période 1960—1962 à 26,9% pour la période 1966—1968. Ce pourcentage s'est également accru notablement à Singapour et en Thaïlande. Il a diminué dans 7 des 15 pays d'Asie, mais cette diminution a été faible dans tous les cas. La proportion du PIB consacrée aux investissements en machines et en matériel de transport a diminué dans seulement cinq des pays de la région et s'est accrue dans 11 d'entre eux. Cependant, la moitié seulement des pays d'Asie ont investi plus de 7% de leur PIB en machines et en matériel de transport au cours de la seconde période (voir tableau 41).

TABLEAU 42. RÉPARTITION EN POURCENTAGE DE LA FORMATION DE CAPITAL FIXE, PAR TYPE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT, POUR 18 PAYS D'AMÉRIQUE LATINE*

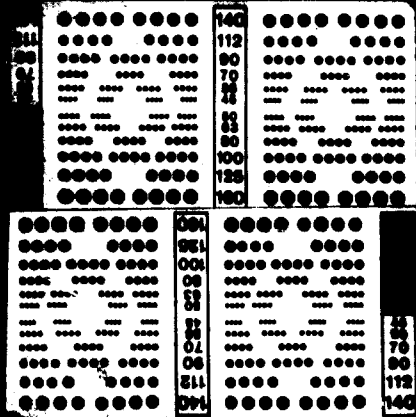
	Périodes	Construction et immeubles			Machines et matériel			
		Terreins et machines d'équipement	Bâtiments non destinés à l'habitation	Autres constructions et immeubles	Matériel de transport	Machines	Machines et matériel de transport	
Argentine	1960-1962	—	38,5	—	—	19,9	41,6	61,5
	1966-1968	—	44,9	—	—	21,2	33,9	55,1
Bolivie	1960-1962	4,3	2,5	32,2	—	—	—	61,0
	1966-1968	11,9	2,3	34,3	—	—	—	51,5
Chili	1961-1963	18,0	13,4	29,8	—	—	—	38,8
	1966-1968	17,7	12,8	26,0	—	—	—	43,5
Colombie	1960-1962	23,1	6,1	22,5	—	15,0	33,3	48,3
	1965-1967	23,9	3,5	28,7	—	11,2	32,7	43,9
Costa Rica	1960-1962	30,6	—	25,5	—	13,8	30,1	43,9
	1965-1967	22,9	—	22,2	—	16,2	38,7	54,9
El Salvador	1960-1962	21,5	2,9	22,8	—	—	—	52,8
	1965-1967	13,8	3,1	23,3	—	—	—	59,8
Guatemala	1960-1962	22,7	—	24,2	—	—	—	53,1
	1966-1968	19,2	—	18,9	—	—	—	61,9
Guyane ^b	1963-1964	3,8	—	31,0	—	—	—	65,2
	1966-1967	1,3	—	36,0	—	—	—	62,7
Honduras	1960-1961	30,1	15,1	20,6	—	—	—	34,2
	1963-1964	25,1	12,9	21,8	—	—	—	40,2



2 - 12 - 74

3 / 4

74ST00064



Jamaïque	1960-1962	16,9	22,8	10,6	7,6	42,1	49,7
	1965-1967	16,2	22,3	14,5	8,0	39,0	47,0
Nicaragua	1960-1962	14,7	10,4	14,1	...	...	60,8
	1966-1968	9,7	13,4	14,6	...	...	62,3
Panama	1960-1962	20,0	20,9	13,1	14,1	31,9	46,0
	1966-1968	20,5	20,5	9,7	14,7	34,6	49,3
Paraguay	1962-1964	—	51,9	—	17,4	30,7	48,1
	1966-1968	—	47,8	—	16,4	35,8	52,2
Pérou	1960-1961	—	48,1	—	...	...	51,9
	1962-1963	—	42,4	—	...	...	57,6
Porto Rico	1960-1962	27,3	—	39,7	...	...	33,0
	1966-1968	30,7	—	39,0	...	...	30,3
République Dominicaine	1960-1962	—	66,1	—	16,9	17,0	33,9
	1966-1968	—	63,2	—	15,5	21,3	36,8
Uruguay	1960-1961	—	65,4	—	...	...	34,6
	1962-1963	—	50,0	—	...	...	50,0
Venezuela	1960-1962	12,1	—	52,8	14,0	21,1	35,1
	1966-1968	18,6	—	49,5	15,5	16,4	31,9
Moyenne pour la première période					14,8	31,0	47,3
Moyenne pour la seconde période					14,8	31,6	49,5

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969, vol. I, publié par l'Organisation des Nations Unies.

* D'après des données aux prix courants du marché, excepté pour Costa Rica, El Salvador, la Guyane et la Jamaïque qui utilisent les prix courants du marché.

• Les maisons d'habitation sont comprises sous la rubrique bâtiments non destinés à l'habitation et autres constructions.

TABLEAU 43. RÉPARTITION EN POURCENTAGE DE LA FORMATION DE CAPITAL FIXE, PAR TYPE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT, POUR 15 PAYS D'ASIE*

	Période	Constructions et travaux			Machines et matériel		
		Terrains et machines d'habitation	Bâti-ments non destinés à l'habitation	Autres constructions et travaux	Matériel de transport	Machines	Machines et matériel de transport
Ceylan ^b	1960-1962	7,8	42,9	17,6	9,2	22,5	31,7
	1966-1968	9,6	48,1	20,1	5,8	16,4	22,2
Chypre	1960-1962	33,7	11,1	12,8	10,6	31,8	42,4
	1966-1968	31,9	14,6	11,7	9,6	32,2	41,8
Indonésie ^c	1960-1962		58,3				41,7
	1966-1968		54,5				45,5
Iran	1960-1962		64,6				35,4
	1966-1967		65,7				34,3
Irak	1960-1962	19,4	14,3	39,5	8,4	18,4	26,8
	1966-1968	18,3	12,0	34,9	8,5	26,3	34,8
Jordanie	1960-1962	31,9	5,5	29,7	9,4	23,5	32,9
	1966-1968	21,5	4,4	49,5	9,2	15,4	24,6
Liban	1964-1965		66,1				33,9
	1966-1967		66,5				33,5
Malaisie	1960-1962	12,3	15,0	38,9			33,8
	1964-1966	11,0	19,2	36,5			33,3

Philippines	1960-1962	50,1	...	...	49,9
	1966-1968	51,3	...	...	48,7
République arabe syrienne	1963-1965	19,7	12,9	38,7	51,6
	1966-1968	15,3	12,5	44,4	56,9
République de Corée ^a	1960-1962	15,8	10,9	27,5	38,4
	1966-1968	9,3	17,7	30,6	48,3
République du Viet-Nam	1960-1962	37,4	13,7	48,9	62,6
	1963-1965	34,4	17,7	47,9	65,6
République khmère	1962-1963	18,3	9,8	15,8	25,6
	1965-1966	33,3	8,0	19,6	27,6
Singapour	1960-1962	23,8	9,7	38,7	48,4
	1966-1968	21,9	7,5	40,8	48,3
Thaïlande	1960-1962	17,1	15,5	32,7	48,2
	1965-1967	8,7	15,7	31,4	47,1
Moyenne pour la première période			11,0	30,5	40,6
Moyenne pour la seconde période			11,2	32,0	41,9

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969, vol. I, publié par l'Organisation des Nations Unies.

^a D'après des données aux prix constants du marché croisé pour l'Iraq, la Jordanie, la République khmère, le Liban, la Malaisie, Singapour et la République du Viet-Nam qui utilisent les prix constants du marché.

^b Les missions d'habitation sont comprises sous la rubrique bâtiments non destinés à l'habitation.

^c Formation brute de capital intérieur.

^d Les terrains sont compris sous la rubrique missions d'habitation et autres constructions.

TABLEAU 44. RÉPARTITION EN POURCENTAGE DE LA FORMATION DE CAPITAL FIXE, PAR TYPE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT, POUR 15 PAYS D'AFRIQUE*

	Période	Consommation et revenus				Machines et matériel			
		Tensions et autres d'habitation	Bâtiments non destinés à l'habitation	Autres constructions et revenus	Matériel de transport	Machines	Matériel de transport	Machines et matériel de transport	
Côte d'Ivoire	1960-1962		63,1		13,4	23,5	36,9		
	1964-1966		55,9		12,5	31,6	44,1		
Ethiopie	1961-1963		73,3		...	...	26,7
	1965-1967		69,2		...	...	30,8
Ghana	1960-1962	48,3		19,7	16,0	16,0	32,0		
	1966-1968	41,7		25,1	10,2	23,0	33,2		
Kenya	1964-1965	19,5	11,1	16,6	20,1	32,7	52,8		
	1967-1968	17,6	12,4	17,4	19,9	32,7	52,6		
Malawi	1960-1961	...	73,6	1,6	...	...	24,8
	1962-1963	...	67,7	2,9	...	...	29,4
Maroc	1960-1962	...	25,8	36,9	...	...	37,3
	1966-1968	...	21,5	41,6	...	...	36,9
Maurice	1960-1962	35,4	11,5	19,2	10,7	23,2	33,9		
	1966-1968	25,3	16,9	18,9	14,6	24,3	38,9		
Nigeria	1960-1962	15,0	33,2	20,9	6,7	24,2	30,9		
	1964-1966	15,8	26,2	20,9	9,3	27,8	37,1		

République arabe libyenne ^a	1962-1964	35,6	—	34,3	...	...	30,1
	1966-1968	19,0	—	49,3	...	...	31,7
République-Unie de Tanzanie	1960-1962	—	34,0	—	12,5	24,9	37,4
	1965-1967	—	28,1	—	19,9	27,6	47,5
Rhodésie du Sud ^d	1960-1962	—	—	60,7	...	...	39,3
	1966-1968	—	—	54,9	...	...	45,1
Sierra Leone	1963-1965	23,1	—	—	21,5	28,7	50,2
	1966-1968	25,7	—	3,4	17,6	28,7	46,3
Togo	1963-1964	—	—	3,8	...	...	51,8
	1965-1966	—	26,4	—	...	...	50,2
Tunisie	1960-1962	12,1	—	—	...	...	32,5
	1965-1967	9,1	—	55,4	8,7	23,8	35,2
Zambie	1964-1965	—	—	—	5,5	29,7	37,2
	1966-1968	—	—	62,8	...	...	47,0
		—	—	53,0	...	...	36,9
Moyenne pour la première période					13,7	24,6	40,4
Moyenne pour la seconde période					13,7	28,2	

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptes nationaux, 1969, vol. I, publié par l'Organisation des Nations Unies.

^a D'après des données aux prix constants du marché, sauf pour l'Éthiopie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, Maurice, le Togo, la Tunisie et la République-Unie de Tanzanie qui utilisent les prix courants du marché.

^b Les maisons d'habitation sont comprises sous la rubrique bâtiments non destinés à l'habitation et autres constructions.

^c Les maisons d'habitation sont comprises sous la rubrique bâtiments non destinés à l'habitation.

^d Les données pour 1960-1962 sont aux prix du marché de 1964 et celles pour 1966-1968 aux prix du marché de 1965.

C'est dans les pays d'Afrique que le niveau moyen des investissements a été le plus bas. Seuls 5 des 15 pays figurant dans le tableau 39 ont consacré plus de 18% de leur PIB à la formation de capital fixe (voir tableau 40). On peut cependant voir un signe encourageant pour l'avenir dans le fait que la part du PIB consacrée aux investissements augmentait dans la majorité de ces pays. La plus forte augmentation des investissements a été enregistrée en Tunisie où, pour la période 1965-1967, la part du PIB consacrée à la formation de capital fixe a atteint le niveau exceptionnel de près de 30%. Vers le milieu de la décennie, les investissements dans les bâtiments non destinés à l'habitation et dans les autres constructions ont été particulièrement élevés dans ce pays, 16,5% du PIB étant consacrés à ces deux catégories d'investissements. Ce chiffre est bien supérieur aux chiffres comparables relevés pour les autres pays en voie de développement.

Il est également intéressant d'examiner l'importance relative des divers types de biens d'équipement dans le total des dépenses d'investissement. Bien que ces renseignements soient contenus implicitement dans les tableaux 37, 38 et 39, ils sont donnés explicitement dans les tableaux 42, 43 et 44 afin de faciliter les comparaisons. La répartition indique l'importance relative accordée à chaque type d'investissement, indépendamment de l'ampleur des dépenses totales d'investissement dans le pays considéré. Les périodes indiquées pour chaque pays sont les mêmes que dans les tableaux précédents. Le tableau 45 résume ces données en indiquant la distribution de fréquence des pays d'après le pourcentage de la formation de capital fixe consacré aux machines et au matériel de transport dans chaque région en voie de développement.

La répartition des investissements entre les différents types de biens d'équipement est sensiblement la même dans la plupart des pays d'Amérique latine (voir tableau 42). Au cours de la seconde période, la moitié, en moyenne, de la formation de capital fixe a été consacrée aux machines et matériel de transport, et l'autre moitié aux constructions et travaux qui comprennent l'amélioration des terres, les maisons d'habitation, les bâtiments non destinés à l'habitation et les autres constructions. La plus forte proportion de la formation de capital fixe allouée aux machines dans les pays d'Amérique latine s'explique par le fait que leur secteur industriel est nettement plus important, par rapport au secteur non industriel, que dans les pays des deux autres régions, et que leur agriculture et leur commerce sont également plus mécanisés. C'est ainsi que dans 15 des 18 pays figurant dans le tableau 42, plus de 40% de la formation de capital fixe ont été consacrés aux investissements en machines et en matériel de transport (voir tableau 45).

La modification de cette proportion, avec le temps, peut refléter une modification du climat et des possibilités dans le domaine des investissements et l'importance accordée à l'industrie dans les politiques gouvernementales. On ne dispose de données sur les investissements en machines que pour huit pays d'Amérique latine seulement. Dans quatre d'entre eux la proportion de la formation de capital fixe consacrée aux machines a augmenté. C'est au Costa Rica que cette proportion a le plus augmenté et en Argentine qu'elle a le plus diminué. Dans 11 des 18 pays le pourcentage de la formation de capital fixe consacrée

TABLEAU 45. DISTRIBUTION DE FRÉQUENCE DES PAYS D'APRÈS LE POURCENTAGE DE LA FORMATION DE CAPITAL FIXE CONSACRÉ AUX MACHINES ET MATÉRIEL DE TRANSPORT^a

Pourcentages	Nombre de pays		
	Amérique latine	Asie	Afrique
De 60,0 et plus	3	1	0
50,0—59,9	7	1	2
40,0—49,9	5	6	5
30,0—39,9	3	4	7
20,0—29,9	0	3	1
Total	18	15	15

^a Les pourcentages se rapportent à la seconde période indiquée pour les pays figurant dans les tableaux 42, 43 et 44.

aux machines et matériel de transport a augmenté. Si l'on considère ce pourcentage comme une indication de l'importance accordée aux industries manufacturières, il est évident que les modifications des investissements en faveur de ces dernières ont été plus particulièrement encouragées dans les pays suivants: Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Pérou et Uruguay. Le niveau de l'ensemble des investissements a été particulièrement élevé au Costa Rica et plus modeste dans les autres pays⁷⁰.

Comme pour les investissements totaux, la répartition de la formation de capital fixe par type de biens d'équipement est plus variée pour les pays d'Asie que pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine. C'est dans les pays d'Asie que l'on relève le pourcentage de la formation de capital fixe consacré aux machines, au cours de la seconde période, le plus élevé et le plus faible à la fois. Pour la République du Viet-Nam, ce pourcentage est de 47,9% et, pour Singapour et la République arabe syrienne, il suit de très près⁷¹. Le pourcentage le plus faible est celui de la Jordanie (15,4% seulement).

Il en va de même lorsque l'on considère la proportion de la formation de capital fixe consacrée aux machines et matériel de transport. En République du Viet-Nam, 65,6% de la formation de capital fixe ont été consacrés à ces deux types de biens d'équipement au cours de la seconde période, dans ce cas 1963—1965; ce pourcentage est le plus élevé que l'on ait enregistré pour les trois régions. Trois pays d'Asie, Ceylan, la Jordanie et la République khmère ont consacré moins de 30% de la formation de capital fixe aux machines et matériel de transport au cours de la seconde période, ce qui les place derrière tous les autres pays d'Amérique latine et d'Afrique.

En ce qui concerne l'orientation des changements au cours de la première Décennie du développement, l'Irak et la République de Corée ont accru sensible-

⁷⁰ Voir tableau 37. Il faut noter que les données pour le Honduras, le Pérou et l'Uruguay ne portent que sur la période 1960—1964. Comme on le montrera par la suite, cette évolution dans la composition des investissements n'influe pas nécessairement sur la structure de la production manufacturière.

⁷¹ Le niveau global des investissements en République du Viet-Nam a été faible (voir tableau 38).

ment le pourcentage de leur capital fixe consacré aux machines et matériel de transport. Dans ces deux pays, la structure de l'économie a subi les plus grands changements au bénéfice de l'industrie (parmi les pays figurant dans le tableau 43). Toutefois, moins de la moitié des pays compris dans l'échantillon (7 seulement sur 15) ont augmenté la proportion de capital fixe allouée aux machines et matériel de transport au cours des deux périodes considérées⁷².

Ce sont les pays africains qui ont consacré, en moyenne, la plus faible part de la formation de capital fixe aux machines et matériel de transport, ce qui montre que le niveau du développement industriel de la région est généralement bas et que ces pays ont davantage mis l'accent sur les investissements dans les infrastructures. Les pays africains ont consacré aux machines et matériel de transport un pourcentage plus uniforme du capital fixe que les autres régions. Au cours de la seconde période, en effet, 12 des 15 pays ont investi entre 30 et 50% de leur capital fixe dans ce type de biens d'équipement (voir tableau 45).

Le fait qu'aucun des huit pays africains pour lesquels on dispose de données pertinentes n'a enregistré de diminution dans la proportion de la formation de capital consacrée aux machines, est un signe encourageant en ce qui concerne l'industrialisation de la région. Seuls 4 des 15 pays figurant dans le tableau 44 ont réduit la proportion du capital fixe investi en machines et matériel de transport au cours des deux périodes et, dans aucun cas, cette réduction n'a été importante. La Sierra Leone, qui a enregistré la diminution la plus forte, a cependant investi, en machines et matériel de transport l'un des pourcentages les plus élevés de la formation de capital fixe. En République-Unie de Tanzanie et en Zambie, la répartition des investissements s'est modifiée considérablement en faveur des machines et du matériel de transport.

INVESTISSEMENTS ET INDUSTRIALISATION

Le rythme de l'industrialisation peut se mesurer de deux façons. La méthode normale consiste à se fonder sur le taux de croissance réel du secteur industriel. Toutefois, pour pouvoir comparer l'augmentation du capital fixe dans le secteur industriel de divers pays, il faut disposer de données en prix constants du marché, ce qui n'est possible que pour un petit nombre de pays en voie de développement. Une autre méthode consiste à calculer le rythme auquel la part du secteur manufacturier dans le PIB s'accroît ou diminue. L'un des avantages de cette méthode est que l'on peut étudier un grand nombre d'autres pays pour lesquels on ne dispose de données sur la production manufacturière et sur le PIB qu'aux prix courants. (Il faut admettre l'hypothèse que les variations de prix dans les industries manufacturières et le reste de l'économie sont à peu près égales.)

⁷² Dans le cas de l'Irak, cependant, cette augmentation peut être trompeuse, car elle représente une croissance plutôt modeste des investissements en machines et matériel de transport mesurée d'après la formation totale de capital fixe, dont la croissance a été lente (voir tableau 36). La part de la formation de capital fixe dans le PIB a, en fait, diminué au cours de la période, tandis que les investissements en machines et matériel de transport n'ont que légèrement augmenté (voir tableau 38).

TABLEAU 46. MODIFICATION DE LA PART DE LA VALEUR AJOUTÉE DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS LE PIB, ET DE CELLE DES MACHINES ET DU MATÉRIEL DE TRANSPORT DANS LA FORMATION DE CAPITAL FIXE, POUR 18 PAYS D'AMÉRIQUE LATINE
(En pourcentages)

	Périodes	Production manufacturière		Modification de la part des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe ^c
		Part dans le PIB ^a	Modification de la part dans le PIB ^b	
Argentine	1960—1962	32,4		
	1966—1968	34,7	2,3	-5,4
Bolivie ^d	1960—1962	13,7		
	1966—1968	15,2	1,5	-9,5
Chili ^e	1961—1963	24,9		
	1966—1968	26,9	2,0	4,7
Colombie	1960—1962	16,8		
	1965—1967	17,5	0,7	-4,4
Costa Rica ^f	1960—1962	15,5		
	1965—1967	16,4	0,9	11,0
El Salvador ^f	1960—1962	16,2		
	1965—1967	19,1	2,9	7,0
Guatemala ^d	1960—1962	13,1		
	1966—1968	15,3	2,2	8,8
Guyane ^f	1963—1964	13,3		
	1966—1967	12,3	-1,0	-2,5
Honduras	1960—1961	13,0		
	1963—1964	14,3	1,3	6,0
Jamaïque ^f	1960—1962	13,8		
	1965—1967	15,1	1,3	-2,7
Nicaragua ^f	1960—1962	10,5		
	1966—1968	14,3	3,8	1,5
Panama	1960—1962	13,9		
	1966—1968	16,6	2,7	3,3
Paraguay ^d	1962—1964	16,0		
	1966—1968	16,2	0,2	4,1
Pérou ^d	1960—1961	16,7		
	1962—1963	17,3	0,6	5,7
Porto Rico	1960—1962	23,0		
	1966—1968	25,2	2,2	-2,7
République Dominicaine ^d	1960—1961	17,2		
	1966—1968	16,2	-1,0	2,9
Uruguay	1960—1962	22,6		
	1962—1963	22,3	-0,3	15,4
Venezuela ^d	1960—1962	13,0		
	1966—1968	14,8	1,8	-3,2
Moyenne non pondérée pour la première période		17,0		
Moyenne non pondérée pour la seconde période		18,3	1,3	2,2
Région d'Amérique latine	1960—1962	23,3		
	1966—1968	23,9	0,6	...

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969, vol. I, publié par l'Organisation des Nations Unies.

^a Au coût constant des facteurs.

^b Différence entre le pourcentage pour la seconde période et le pourcentage pour la première.

^c D'après le tableau 42, différence entre le pourcentage pour la seconde période et le pourcentage pour la première.

^d Aux prix constants du marché.

^e Part du secteur manufacturier en pourcentage du produit intérieur net.

^f Au coût courant des facteurs.

^g Industries extractives comprises dans les industries manufacturières.

^h Part du secteur manufacturier en pourcentage du produit national brut.

TABLEAU 47. MODIFICATION DE LA PART DE LA VALEUR AJOUTÉE DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS LE PIB, ET DE CELLE DES MACHINES ET DU MATÉRIEL DE TRANSPORT DANS LA FORMATION DE CAPITAL FIXE, POUR 15 PAYS D'ASIE

(En pourcentages)

	Périodes	Production manufacturière		Modification de la part des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe ^e
		Part dans le PIB ^a	Modification de la part dans le PIB ^b	
Ceylan	1960—1962	4,9		
	1966—1968	8,9	4,0	-9,5
Chypre	1960—1962	12,7		
	1966—1968	11,9	-0,8	-0,6
Indonésie ^c	1960—1962	9,0		
	1966—1968	8,8	-0,2	3,8
Iran ^d	1960—1962	8,9		
	1965—1967	11,2	2,3	-1,1
Irak	1960—1962	9,7		
	1966—1968	8,8	-0,9	8,0
Jordanie ^{e,f}	1960—1962	7,7		
	1966—1968	11,1	3,4	-8,3
Liban ^{e,f}	1964—1965	14,1		
	1966—1967	14,1	0,0	-0,4
Malaisie ^g	1960—1962	8,5		
	1964—1966	10,3	1,8	-0,5
Philippines ^h	1960—1962	17,8		
	1966—1968	17,4	-0,4	-1,2
Singapour ⁱ	1960—1962	7,8		
	1966—1968	11,5	3,7	-0,1
République arabe syrienne ^j	1963—1965	12,0		
	1966—1968	13,5	1,5	5,3
République de Corée	1960—1962	13,6		
	1966—1968	20,6	7,0	9,9
République du Viet-Nam ^k	1960—1962	11,1		
	1963—1965	11,1	0,0	3,0
République khmère ^l	1962—1963	19,2		
	1965—1966	19,0	-0,2	2,0
Thaïlande ^m	1960—1962	11,5		
	1965—1967	14,0	2,5	-1,1
Moyenne non pondérée pour la première période		11,6		
Moyenne non pondérée pour la seconde période		13,4	1,8	1,3
Région de l'Asie	1960—1962	13,2		
	1966—1968	14,9	1,7	...

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969, vol. I, publié par l'Organisation des Nations Unies.

^a Au coût constant des facteurs.

^b Différence entre le pourcentage pour la seconde période et le pourcentage pour la première.

^c D'après le tableau 43, différence entre le pourcentage pour la seconde période et le pourcentage pour la première.

^d Au coût courant des facteurs.

^e Aux prix constants du marché.

^f Les industries extractives sont comprises dans les industries manufacturières.

^g Les industries extractives, la construction, l'eau, le gaz et l'électricité sont compris dans les industries manufacturières.

^h Part du secteur manufacturier en pourcentage du produit intérieur net.

ⁱ Les industries extractives, l'eau, le gaz et l'électricité sont compris dans les industries manufacturières.

TABEAU 48. MODIFICATION DE LA PART DE LA VALEUR AJOUTÉE DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS LE PIB, ET DE CELLE DES MACHINES ET DU MATÉRIEL DE TRANSPORT DANS LA FORMATION DE CAPITAL FIXE, POUR 14 PAYS D'AFRIQUE^a

(En pourcentages)

Périodes	Production manufacturière		Modification de la part des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe ^d
	Part dans le PIB ^b	Modification de la part dans le PIB ^c	
Côte d'Ivoire ^e	1960—1962	7,7	
	1964—1966	8,9	1,2
Ethiopie ^e	1961—1963	6,4	
	1965—1967	7,0	1,2
Kenya	1964—1965	10,4	
	1967—1968	9,9	-0,5
Malawi ^e	1960—1961	5,9	
	1962—1963	5,4	-0,5
Maurice ^e	1960—1962	15,5	
	1966—1968	15,2	-0,3
Maroc ^f	1960—1962	13,8	
	1966—1968	13,8	0,0
Nigéria	1960—1962	5,1	
	1964—1966	5,7	0,6
République arabe libyenne	1962—1964	3,8	
	1966—1968	2,4	-1,4
République-Unie de Tanzanie ^e	1960—1962	3,4	
	1965—1967	5,3	1,9
Rhodésie du Sud ^e	1960—1962	16,6	
	1966—1968	18,3	1,7
Sierra Leone	1963—1965	5,9	
	1966—1968	6,2	0,3
Togo ^e	1963—1964	4,5	
	1965—1966	8,6	4,1
Tunisie ^e	1960—1962	13,7	
	1965—1967	14,9	1,2
Zambie ^e	1964—1965	6,7	
	1966—1968	9,6	2,9
Moyenne non pondérée pour la première période		8,5	0,9
Moyenne non pondérée pour la seconde période		9,4	0,9
Région de l'Afrique	1960—1962	7,3	
	1966—1968	8,5	1,2

Source: ONUDI, d'après l'Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1969, vol. I, publié par l'Organisation des Nations Unies.

^a Le Ghana, pour lequel l'on ne dispose d'aucun renseignement sur la part du secteur manufacturier dans le PIB, ne figure pas dans ce tableau.

^b Au coût constant des facteurs.

^c Différence entre le pourcentage pour la seconde période et le pourcentage pour la première.

^d D'après le tableau 44, différence entre le pourcentage pour la seconde période et le pourcentage pour la première.

^e Au coût courant des facteurs.

^f Aux prix constants du marché.

^g La pêche est comprise dans les industries manufacturières, mais non l'industrie des métaux de base.

Les tableaux 46, 47 et 48 montrent comment la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB de chacun des pays a évolué au cours de la première Décennie du développement. Les périodes et les pays étudiés sont les mêmes que dans les tableaux 37, 38 et 39 et 42, 43 et 44, à l'exception du Ghana⁷³. Les tableaux indiquent également l'évolution de la part de la formation de capital fixe consacrée aux machines et matériel de transport (ou, implicitement, aux investissements dans les industries manufacturières), de façon à pouvoir se rendre compte si elle est liée aux modifications de la part du secteur manufacturier dans le PIB.

La contribution moyenne du secteur manufacturier au PIB, pour les pays d'Amérique latine figurant dans le tableau 46, a été de 18,3% au cours de la seconde période. Ce pourcentage est nettement supérieur à celui qui a été enregistré pour l'Asie (tableau 47). Le fait que les industries manufacturières des pays africains ont contribué, en moyenne, pour moins de 10% au PIB montre clairement que ce secteur est relativement moins développé en Afrique que dans les deux autres régions. Le tableau 49, qui indique la répartition des pays suivant la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB, au cours de la seconde période indiquée dans les tableaux 46, 47 et 48, permet de se rendre compte de la différence des stades d'industrialisation atteints par les trois régions en voie de développement. Dans 14 des 18 pays d'Amérique latine, la contribution du secteur manufacturier au PIB a été au moins de 15%, alors qu'elle n'a dépassé 15% que dans 3 des 15 pays d'Asie et dans 2 des 14 pays d'Afrique. Un fait intéressant à noter, qui ressort du tableau 49, est que les secteurs manufacturiers de la majorité des pays dans chaque région tendent à avoir approximativement la même importance. C'est ainsi que, pour 10 des 18 pays d'Amérique latine, cette part est comprise entre 15 et 19,9%; pour 9 des 15 pays d'Asie, entre 10 et 14,9% et pour 9 des 14 pays d'Afrique, entre 5 et 9,9%.

TABLEAU 49. DISTRIBUTION DE FRÉQUENCE DES PAYS D'APRÈS LA PART DE LA VALEUR AJOUTÉE DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS LE PIB*

Pourcentage	Nombre de pays		
	Amérique latine	Asie	Afrique
30,0—34,9	1	0	0
25,0—29,9	2	0	0
20,0—24,9	1	1	0
15,0—19,9	10	2	2
10,0—14,9	4	9	2
5,0— 9,9	0	3	9
0,0— 4,9	0	0	1
Total	18	15	14

* Les pourcentages se rapportent à la seconde période pour les pays figurant dans les tableaux 46, 47 et 48.

⁷³ Le Ghana ne figure pas dans le tableau 48, car on ne dispose d'aucun renseignement sur la part du secteur manufacturier dans le PIB de ce pays.

Mesurée d'après l'augmentation de la part du secteur manufacturier dans le PIB, la croissance de l'industrialisation a été générale en Amérique latine au cours de la première Décennie du développement. Pour la première période indiquée, la contribution moyenne, non pondérée, du secteur manufacturier au PIB, des pays figurant dans le tableau 46, a été de 17% et elle est passée à 18,3% au cours de la seconde période. La part du secteur manufacturier dans le PIB n'a diminué que dans trois pays (République Dominicaine, Guyane et Uruguay) et cette diminution a été faible dans chaque cas⁷⁴. Toutefois, les données pour l'ensemble de l'Amérique latine montrent que la part du secteur manufacturier dans le PIB est passée de 23,3% pour la période 1960-1962 à 23,9% seulement pour la période 1966-1968. Cela s'explique par le fait que les grands pays d'Amérique latine, qui ont obtenu de moins bons résultats que les autres au cours de la décennie, influent considérablement sur ces données globales. Pour les 15 pays d'Asie figurant dans le tableau 47, la contribution moyenne du secteur manufacturier au PIB est passée de 11,6% au début de la décennie à 13,4% pour la seconde période. Les données globales pour l'ensemble de l'Asie indiquent que la part du secteur manufacturier dans le PIB est passée de 13,2% pour la période 1960-1962 à 14,9% pour la période 1966-1968. La contribution en pourcentage du secteur manufacturier au PIB dans la majorité des pays d'Afrique s'est également accrue (voir tableau 48). La République arabe libyenne est le seul pays pour lequel on ait relevé une diminution sensible de cette proportion. Pour l'ensemble de l'Afrique, la contribution moyenne du secteur manufacturier au PIB est passée de 8,5% pour la première période à 9,4 pour la seconde. La part totale du secteur manufacturier dans le PIB n'a été que de 7,3% pour la période 1960-1962 et de 8,5% pour la période 1966-1968, ce qui montre que les grands pays d'Afrique ont des secteurs manufacturiers relativement plus petits.

Si un gouvernement souhaite accélérer l'industrialisation telle qu'elle est définie ici (augmentation de la part du secteur manufacturier dans le PIB), il doit, semble-t-il, augmenter la part du secteur manufacturier dans le volume total des investissements. Il est possible d'évaluer les résultats que donnerait une telle mesure, d'après les données des tableaux 46, 47 et 48, en considérant le pourcentage des investissements consacrés aux machines et au matériel de transport comme équivalent à la part des investissements consacrée au secteur manufacturier.

Sauf en ce qui concerne l'Afrique, les données de ces tableaux n'indiquent pas que la modification de la part du secteur manufacturier dans le PIB est liée à la modification de la part des machines et du matériel de transport dans la formation du capital fixe. Pour les pays d'Amérique latine figurant dans le tableau 46, le coefficient de corrélation entre ces deux variables est -0,13. L'Uruguay est le pays où la structure des investissements s'est le plus modifiée au bénéfice des machines et du matériel de transport, mais il est aussi l'un des pays où la pro-

⁷⁴ Une croissance normale ou même rapide dans ces pays peut être marquée dans ces tableaux, en raison d'un développement exceptionnellement rapide de certains secteurs non manufacturiers. Cela semble être le cas notamment pour la République Dominicaine et la Guyane.

duction manufacturière a diminué en pourcentage du PIB. Inversement, la plus forte augmentation de la part du secteur manufacturier dans le PIB a été enregistrée au Nicaragua, pays où la modification de la structure des investissements en faveur des machines et du matériel de transport n'a été que marginale. Dans six pays (Argentine, Bolivie, Colombie, Jamaïque, Porto Rico et Venezuela), la contribution du secteur manufacturier au PIB a augmenté au cours d'une période où la part des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe diminuait.

Il en a été de même pour les pays en voie de développement d'Asie (voir tableau 47). La République de Corée, qui a connu la plus forte augmentation de la contribution du secteur manufacturier au PIB a également enregistré la plus forte modification dans la structure des investissements en faveur des machines et du matériel de transport. Ceylan et la Jordanie sont les deux seuls pays où la part des investissements dans ces deux types de biens d'équipement ait diminué sensiblement et pourtant la contribution du secteur manufacturier au PIB de ces deux pays a fortement augmenté. Pour l'ensemble des pays figurant dans le tableau 47, le coefficient de corrélation entre la modification de la contribution du secteur manufacturier au PIB et la modification de la part des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe n'est que 0,05.

L'Afrique diffère des autres régions en ce qu'on y constate une certaine corrélation statistique, pour les pays figurant dans le tableau 48, entre la modification de l'importance relative du secteur manufacturier dans le PIB et la modification de la structure des investissements. Le tableau d'ensemble des pays africains se complique, toutefois, du fait qu'au Togo on relève à la fois la plus forte augmentation de la part du secteur manufacturier dans le PIB et une diminution marquée de la part des investissements en machines et matériel de transport dans la formation de capital fixe. Dans les deux pays qui viennent après le Togo, en ce qui concerne la part du secteur manufacturier dans le PIB, à savoir la République-Unie de Tanzanie et la Zambie, la part des investissements en machines et en matériel de transport dans la formation de capital fixe a, au contraire, augmenté considérablement. A l'autre extrême, pour trois pays où la part des machines et du matériel de transport dans la formation de capital fixe a diminué, c'est-à-dire le Kenya, le Maroc et la Sierra Leone, la part du secteur manufacturier dans le PIB est restée à peu près constante. Si l'on ne tient pas compte du Togo, on relève un taux de corrélation positif significatif (0,65) entre les deux taux de modification pour ces pays d'Afrique.

La conclusion que l'on peut tirer de cette analyse est qu'il ne suffit pas de modifier la structure des investissements en faveur des machines et du matériel de transport, c'est-à-dire en faveur du secteur manufacturier, pour accélérer l'industrialisation. Dans certains pays, le secteur manufacturier s'est développé plus rapidement que le reste de l'économie, à un moment où la part de ce secteur dans le volume total des investissements restait constante ou diminuait. L'augmentation de la production manufacturière peut s'expliquer, dans ce cas, par l'utilisation de capacités créées à l'aide des investissements antérieurs ou de modifications favorables d'autres facteurs, dont les plus importants sont l'accroissement de la demande intérieure et extérieure, l'augmentation du personnel disponible

capable de faire fonctionner les machines, et les disponibilités accrues en inputs nécessaires à ce secteur. Les investissements dans les infrastructures peuvent également favoriser la production manufacturière. En revanche, dans certains pays, les investissements dans le secteur manufacturier n'ont servi qu'à créer des capacités excédentaires et la production de ce secteur n'a pas augmenté aussi rapidement que dans les autres secteurs de l'économie, les autres conditions nécessaires n'étant pas remplies.

COURANT DU FINANCEMENT EXTÉRIEUR, Y COMPRIS LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ÉTRANGERS, VERS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Comme l'indique le tableau 50, le courant net de ressources, de toutes provenances, vers les pays en voie de développement s'est accru au taux moyen composé de 6% par an au cours de la période 1960-1968⁷⁵. L'augmentation la plus importante au cours de cette période est celle du courant de capitaux provenant d'organismes multilatéraux, qui ont plus que triplé. Un autre fait intéressant à noter, qui ressort du tableau 50, est que les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont fourni quelque 90% de l'aide reçue par les pays en voie de développement⁷⁶.

Le tableau 51 indique la répartition entre ressources publiques et capitaux privés des fonds versés aux pays en voie de développement et aux organismes multilatéraux par les pays membres du CAD. L'augmentation des courants de capitaux privés a été la plus rapide: 8,2% par an en moyenne au cours de la période 1960-1968. La part des capitaux privés dans le courant net des ressources en provenance des pays du CAD est passée de 34% pour la période 1960-1962, à 40% pour la période 1966-1968 et à 46% pour 1969.

On ne dispose pas, malheureusement, de données précises sur la proportion de ces capitaux privés investis dans le secteur manufacturier. Certaines des plus fortes concentrations d'investissements privés étrangers se trouvent dans l'exploitation de ressources naturelles telles que pétrole, cuivre et bauxite. Toutefois, il ne fait aucun doute que la part des investissements dans le secteur manufacturier augmente. Cela est vrai notamment pour les capitaux privés en provenance des Etats-Unis qui ont représenté plus de la moitié du total des investissements privés dans les pays en voie de développement en 1968⁷⁷. Vers la fin des années cinquante, à peine plus de 10% du courant net de capitaux en provenance des Etats-Unis vers les pays en voie de développement étaient investis dans le secteur manufacturier. Au cours des six premières années de la première Décennie du développement, ce pourcentage est passé à 40% environ⁷⁸.

⁷⁵ Courant net signifie ici entrées de capitaux moins sorties de capitaux, d'intérêts et de bénéfices résultant d'investissements antérieurs.

⁷⁶ Les pays du CAD ont également fourni une part des ressources financières allouées aux pays en voie de développement par des organismes multilatéraux. Les pays membres du CAD sont les suivants: Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Suède.

⁷⁷ Voir ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. II, page 93.

⁷⁸ Pourcentages calculés d'après le tableau 70 figurant dans *l'Etude du développement industriel*, vol. I, page 223, publiée par l'ONU.

TABLEAU 50. COURANT NET DES RESSOURCES FINANCIÈRES, DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE, VERS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT*
(Moyennes annuelles)

Provenance	Courant net des ressources financières (en millions de dollars)			En pourcentage de montant total			Taux de croissance annuel moyen (%) 1960-1968
	1960-1962	1966-1968	1969	1960-1962	1966-1968	1969	
Pays membres du CAD	7 813	10 679	12 160	93	89	89	5,4
Autres pays industrialisés	5	12	23	—	—	—	15,7
Pays à économie planifiée	300	342	300	3	3	2	2,2
Organismes multilatéraux	315	916	1 160	4	8	9	19,5
Courant net total vers les pays en voie de développement	8 433	11 949	13 643	100	100	100	6,0

Source: ONUDI, d'après la publication de l'OCDE intitulée *Aide au développement: Études 1970*, Paris, 1970, tableau B-2, page 35.

* Après déduction des sorties de capitaux, intérêts et bénéfices résultant d'investissements directs.

• Y compris la Finlande et la Nouvelle-Zélande.

TABLEAU 51. COURANT NET DES RESSOURCES FINANCIÈRES PUBLIQUES ET PRIVÉES FOURNIES PAR LES PAYS DU CAD AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX

(Moyennes annuelles)

	Courant net (en millions de dollars)		Part dans le montant total des ressources publiques et privées (%)			Taux de croissance annuel moyen (%) 1960-1968
	1960-1962	1966-1968	1969	1960-1962	1966-1968		1969
Montant total des ressources publiques	5 714	6 929	7 291	66	60	54
Capitaux privés	2 903	4 661	6 280	34	40	46
Total	8 617	11 590	13 571	100	100	100
						5,1

Source: ONUDI, d'après la publication de l'OCDE intitulée *Aide au développement: Études 1970*, Paris, 1970, tableau II-1, page 34.
* Après déduction des services de capitaux, intérêts et bénéfices résultant d'investissements américains.

TABLEAU 52. RECETTES NETTES TOTALES ET PAR HABITANT DE CAPITAUX PRIVÉS ÉTRANGERS DANS LES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE, 1965—1967^a

	Recettes totales nettes (millions de dollars)	Population, au milieu de 1966 (milliers d'habitants)	Recettes par habitant (dollars)
Antilles néerlandaises	-16	210	-76,2
Argentine	1	22 897	0,0
Bolivie	22	4 446	4,9
B Brésil	434	83 890	5,2
Chili	-47	8 922	-5,3
Colombie	209	18 596	11,2
Costa Rica	104	1 541	67,5
Equateur	66	5 326	12,4
El Salvador	58	3 037	19,1
Guatemala	88	4 575	19,2
Haiti	3	4 486	0,7
Honduras	26	2 256	11,5
Jamaïque	144	1 839	78,3
Mexique	907	44 145	20,5
Nicaragua	76	1 720	44,2
Panama ^b	43	1 287	33,4
Paraguay	37	2 094	17,7
Pérou	190	12 012	15,8
République Dominicaine	25	3 754	6,7
Surinam	57	350	162,9
Trinité-et-Tobago	114	995	114,6
Uruguay	19	2 749	6,9
Venezuela	344	9 030	38,1
Total	2 904	240 157	12,1

Source: ONUDI, d'après la publication de l'Organisation des Nations Unies intitulée *Financement extérieur du développement économique: le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1963—1967*, tableau 24, pages 67 à 69; et le *Bulletin mensuel de statistique*, mai 1971.

^a Les recettes nettes de capitaux privés étrangers se définissent comme suit: montant des investissements directs et des prêts en provenance de l'étranger (déduction faite des remboursements), y compris les prêts consentis aux gouvernements et aux établissements financiers privés du pays et variations des autres dettes à long terme (résultant, par exemple, de transactions sur des obligations émises par des pays en voie de développement). Les sorties d'intérêts et de bénéfices ne sont pas déduites.

^b Non compris la population de la zone du Canal.

TABLEAU 53. RÉPARTITION DES RECETTES PAR HABITANT DE CAPITAUX PRIVÉS ÉTRANGERS ET DE LA POPULATION EN AMÉRIQUE LATINE, 1965—1967^a

Recettes par habitant (dollars)	Nombre de pays	Recettes totales (millions de dollars)	Pourcentage des recettes totales	Population (milliers d'habitants)	Pourcentage de la population totale
Moins de 0,0	2	-63	-2,2	9 132	3,8
0,0— 4,9	3	26	0,9	31 829	13,3
5,0— 9,9	3	478	16,5	90 393	37,6
10,0—19,9	7	674	23,2	47 896	19,9
20,0—49,9	4	1 370	47,2	56 182	23,4
50,0—99,9	2	248	8,5	3 380	1,4
100,0 et plus	2	171	5,9	1 345	0,6
Total	23	2 904	100,0	240 157	100,0

^a D'après le tableau 52.

TABLEAU 54. RECETTES NETTES TOTALES ET PAR HABITANT DE CAPITAUX PRIVÉS ÉTRANGERS DANS LES PAYS D'ASIE, 1965—1967*

	Recettes totales nettes (millions de dollars)	Population au milieu de 1966 (milliers d'habitants)	Recettes par habitant (dollars)
Arabie Saoudite	217	6 870	31,6
Birmanie.....	—	25 246	—
Ceylan	—5	11 439	—0,4
Inde ^b	36	498 703	0,1
Indonésie	—18	107 431	—0,2
Iran	271	25 543	10,6
Jordanie	4	1 974	2,0
Malaisie.....	206	8 298	24,8
Pakistan	195	117 000	1,7
Philippines	—7	33 477	—0,2
République arabe syrienne	—14	5 384	—2,6
République de Corée.....	409	29 086	14,1
République du Viet-Nam	—7	16 543	—0,4
Singapour	45	1 914	23,5
Thaïlande	154	31 698	4,9
Total	1 486	920 606	1,6

Source: ONUDI, d'après la publication des Nations Unies intitulée *Financement extérieur du développement économique: le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1963—1967*, tableau 24, pages 67 à 69; et le *Bulletin mensuel de statistique*, mai 1971.

* Les recettes nettes de capitaux privés étrangers se définissent comme suit: montant des investissements directs et des prêts en provenance de l'étranger (déduction faite des remboursements), y compris les prêts consentis aux gouvernements et aux établissements financiers privés du pays et variations des autres dettes à long terme (résultant, par exemple, de transactions sur les obligations émises par les pays en voie de développement). Les sorties d'intérêts et de bénéfices ne sont pas déduites.

^b Dans la population du pays est comptée une partie des habitants du Jammu et du Cachemire dont le statut définitif n'est pas encore fixé.

TABLEAU 55. RÉPARTITION DES RECETTES PAR HABITANT DE CAPITAUX PRIVÉS ÉTRANGERS ET DE LA POPULATION EN ASIE 1965—1967*

Recettes par habitant (dollars)	Nombre de pays	Recettes totales (millions de dollars)	Pourcentage des recettes totales	Population (milliers d'habitants)	Pourcentage de la population totale
Moins de 0,0	5	—51	—3,2	174 274	18,9
0,0— 4,9	5	389	26,1	674 621	73,2
5,0— 9,9	—	—	—	—	—
10,0—19,9	2	680	45,7	54 629	6,0
20,0—49,9	3	468	31,7	17 082	1,9
Total	15	1 486	100,0	920 606	100,0

* D'après le tableau 54.

Malheureusement, les statistiques par pays font défaut en ce qui concerne les courants de capitaux privés. Les tableaux 52, 54 et 56 indiquent le montant total et le montant par habitant des recettes nettes de capitaux privés étrangers par les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique pour la période 1965—1967,

ces pays représentait 18,7% de la population totale des 16 pays du tableau. En Birmanie, les recettes nettes de capitaux étrangers ont été nulles, et dans quatre autres pays, les recettes par habitant ont été inférieures à 5 dollars. A l'autre extrême, les cinq pays dans lesquels les recettes par habitant ont dépassé 10 dollars ne représentaient que 9% de la population totale de ces pays, mais ils ont reçu près de 80% du montant total des investissements privés étrangers. Dans une certaine mesure, notamment en Asie, l'inégalité de la répartition des capitaux étrangers peut être compensée par une allocation de ressources financières publiques en provenance de l'étranger.

En Afrique, la Tunisie vient en tête pour les recettes de capitaux privés étrangers par habitant, avec 34,80 dollars, devant le Ghana (16,40 dollars) et la Sierra Leone (15 dollars). Nous avons déjà noté précédemment qu'en Tunisie le pourcentage du PIB consacré aux investissements dans le secteur du bâtiment et de la construction avait été exceptionnellement élevé au milieu des années soixante. On peut donc en conclure que cette activité a été financée, dans une large mesure, par des capitaux étrangers. Les quatre pays africains pour lesquels les recettes par habitant ont été les plus fortes, représentant 45% des recettes totales de capitaux privés étrangers pour l'Afrique, ne comptaient que 9,8% de la population totale (voir tableau 57). Les importantes sorties de capitaux privés étrangers par la Libye ont influé fortement sur la répartition des recettes par habitant en Afrique. On peut dire, en conclusion, que dans les trois régions en voie de développement, la répartition des courants nets de capitaux privés est loin d'être proportionnelle à la taille du pays mesurée d'après la population.

Chapitre V

L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Il devient de plus en plus évident, pour nombre d'observateurs, qu'un effort de promotion du développement économique ne doit pas dépendre trop exclusivement d'un seul secteur de l'économie. Un effort majeur axé essentiellement sur le secteur agricole ou le secteur industriel n'est pas nécessairement voué à l'échec, mais, pour la plupart des pays, ses chances de succès paraissent minces. En admettant qu'il soit souhaitable de développer de manière intégrée l'industrie et l'agriculture, de nouvelles questions se posent. Si la coopération intersectorielle permet d'obtenir des taux de croissance plus élevés que la concentration des efforts sur un seul secteur, par quel processus les deux secteurs peuvent-ils devenir interdépendants et se renforcer? Pour comprendre ce processus et contribuer finalement à l'orientation des décisions en matière de politique et de stratégie, il est utile d'étudier les relations intersectorielles actuelles et, le cas échéant, d'en dégager de nouvelles susceptibles d'être fécondes. Le présent chapitre traite de certains aspects des relations actuelles et potentielles entre l'agriculture et l'industrie.

PERSPECTIVES HISTORIQUES DE LA TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE

Une vaste transformation de la structure de l'économie est à la fois la condition et la conséquence du développement économique. La nature des changements structurels dépend, au moins partiellement, des liaisons et des points communs entre le secteur agricole, qui a subi l'action de forces historiques agissant à long terme, et le secteur industriel, formé par des forces plus récentes. Ces grands secteurs qui diffèrent par la production finale, les méthodes de production et, en général, la dimension des unités économiques, sont cependant étroitement apparentés.

Une étude de la lente transformation structurelle des pays développés à économie de marché permet quelques généralisations utiles sur les relations intersectorielles. A en juger d'après l'orientation de l'évolution historique, cette transformation se caractérise par un déclin sensible de la contribution relative de l'agriculture à la production globale. Le tableau 58 contient des données sur les changements de la part relative de l'agriculture, de l'industrie et des services, dans le produit national pour certains pays développés à économie de marché. Il est remarquable

que, pour certains d'entre eux, la part de l'agriculture dans la production totale, à la veille d'une croissance soutenue, a été aussi élevée qu'aujourd'hui pour certains pays en voie de développement; c'est ainsi qu'en Italie, au cours des années 1860, aux Etats-Unis d'Amérique dans les années 1840 et au Japon dans les années 1880, l'agriculture a fourni de 40 à 60% de la production totale⁸¹. Pour la plupart des pays développés à économie de marché, la part de l'agriculture dans la production est tombée à 10% ou moins, parallèlement à une augmentation sensible de la part de l'industrie et de celle des services. Il semble que, pour l'industrie, le gain typique parte d'une base de 20 à 25% environ au début de la croissance pour arriver à 45-60% au stade de la maturité.

Au cours de la transformation de l'économie, parallèlement au déclin de l'importance relative de la production agricole et à l'accroissement de celle de l'industrie, certains changements peuvent s'observer dans la structure de la main-d'œuvre pour les deux secteurs. Le tableau 59 contient des données sur les

TABLEAU 58. MODIFICATIONS À LONG TERME DE LA PART DES GRANDS SECTEURS DANS LE PRODUIT NATIONAL POUR CERTAINS PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ
(En pourcentages)

	Agriculture	Industrie	Services
<i>Etats-Unis d'Amérique</i> (revenu national)			
1839.....	42,6	25,8	31,6
1889—1899.....	17,9	44,1	38,0
<i>France</i> (PIB) ^a			
1896.....	25,0	46,2	28,8
1963.....	8,4	51,0	40,6
<i>Italie</i> (PIB)			
1861—1870.....	54,3	20,3	25,4
1963—1967.....	13,1	47,4	39,8
<i>Japon</i> (PIN)			
1879—1883.....	62,5	—	37,5
1963—1967.....	11,9	45,3	42,8
<i>Pays-Bas</i> (revenu national)			
1913.....	18,8	36,8	44,4
1963—1967.....	8,0	49,9	42,1
<i>Royaume-Uni</i> (PIN) ^a			
1801—1811.....	34,1	22,1	43,8
1907.....	6,4	38,9	54,7
<i>Suède</i> (PIB)			
1861—1870.....	38,3	22,6	39,1
1963—1967.....	6,5	54,5	39,0

Source: Simon Kuznets, *Economic Growth of Nations*, pages 144 à 151.

^a Les transports, le stockage et les communications relèvent des services et non de l'industrie.

⁸¹ A l'exception du Japon, cependant, ces pays avaient alors un produit par habitant d'au moins 200 dollars (prix de 1958). Dans les pays actuellement en voie de développement, dont l'agriculture contribue dans la même proportion à la production, le produit par habitant sera plus vraisemblablement de l'ordre de 50 à 100 dollars (Simon Kuznets, *Economic Growth of Nations*, The Belknap Press, Cambridge (Royaume-Uni), 1971, page 152).

TABLEAU 60. MODIFICATIONS DE LA PART DES GRANDS SECTEURS DANS LE PIB, AU COÛT
COURANT DES FACTEURS, POUR CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT
(En pourcentages)

	Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	Industrie ^a	Services ^b
Argentine			
1955—1956.....	16,24	47,88 ^c	38,50
1967—1968.....	14,91	50,83 ^c	34,26
Ceylan			
1955—1956.....	52,27	18,96	28,77
1967—1968.....	38,52	27,50	33,98
Colombie			
1955—1956.....	37,45	29,95	32,60
1967—1968.....	30,61	32,32	37,07
Equateur			
1955—1956.....	36,49	26,87	36,64
1967—1968.....	32,35	28,87	38,78
Irak			
1955—1956.....	18,95	58,69	22,36
1967—1968.....	19,86	52,53	27,55
Kenya			
1955—1956.....	42,26	24,01	33,67
1967—1968.....	35,38	27,36	37,11
Maroc^c			
1955—1956.....	32,70	25,82 ^d	41,48 ^e
1967—1968.....	32,82	27,05 ^d	40,13 ^e
Maurice			
1955—1956.....	31,56	39,12	29,32
1967—1968.....	23,74	37,53	38,67
Mexique^d			
1955—1956.....	21,08	36,57	42,52
1966—1967.....	16,16	40,50	43,39
Pérou^a			
1955—1956.....	21,22	26,67 ^f	52,11 ^g
1967—1968.....	17,55	30,93 ^f	51,48 ^g
Philippines			
1955—1956 ^h	39,03	22,00	38,97
1967—1968 ^h	33,98	26,89	39,13
République de Corée			
1955—1956.....	46,96	17,83	35,21
1967—1968.....	33,54	31,74	34,70
République-Unie de Tanzanie			
1955—1966.....	62,39	21,87	15,75
1967—1968.....	50,62	18,13	31,19
Rhodésie du Sud			
1955—1956.....	21,55	41,17	37,23
1967—1968.....	17,63	42,57	39,77

TABLEAU 60 (suite)

	Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	Industrie ^a	Services ^b
<i>Thaïlande^c</i>			
1955—1956.....	41,17	23,16	35,67
1967—1968.....	30,51	28,67	40,81
<i>Trinité-et-Tobago</i>			
1955—1956.....	15,69	52,88	31,43
1967—1968.....	8,21	68,40	23,35

Source: Nations Unies, *Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, 1966*, vol. 1 (numéro de vente: 66.XVII.2) et 1969, vol. I (numéro de vente: 71.XVII.2).

^a Sont rangés ici dans le secteur industrie: les industries extractives (mines et carrières), les industries manufacturières, le bâtiment, la production d'électricité, l'approvisionnement en gaz et en eau, les transports, le stockage et les moyens de communication.

^b Sont rangés ici dans le secteur des services: le commerce de gros et de détail, la banque, les assurances et la propriété foncière, les transactions immobilières, l'exploitation d'immeubles de rapport, l'administration publique et la défense nationale.

^c A l'exclusion du stockage.

^d Aux prix du marché de 1950.

^e Produit intérieur brut aux prix du marché de 1960.

^f Les transports, le stockage et les communications sont rangés dans les services.

^g Les services comprennent le transport, le stockage et les communications.

^h Produit national brut aux prix du marché de 1963.

ⁱ Produit national net = revenu national.

^j Produit intérieur net.

^k Aux prix courants du marché.

dans la proportion de main-d'œuvre employée en agriculture. Aux Philippines, au début des années soixante, la main-d'œuvre agricole représentait plus de 60% du total, plus de 80% en Thaïlande et plus de 70% au Pakistan⁸². En Amérique latine, elle correspondait, en 1955, à 44,5% du total, alors que l'agriculture fournissait au maximum 21,8% de la production⁸³.

De plus, la diminution de l'importance relative de la main-d'œuvre agricole n'a généralement pas été compensée par une augmentation correspondante de la main-d'œuvre industrielle. Mais l'emploi dans le secteur des services a plutôt eu tendance à se développer avec le temps. Historiquement, l'expansion excessive de l'emploi dans ce dernier secteur a suivi l'expansion rapide de l'emploi dans l'industrie. Dans de nombreux pays en voie de développement, cependant, et notamment dans les pays à croissance démographique rapide, l'expansion de l'emploi dans les services a accompagné, sinon précédé, l'expansion de l'emploi dans l'industrie. Lorsque la croissance démographique est forte, tant l'agriculture que les services ont tendance à devenir des secteurs subsidiaires de l'emploi, tandis que le niveau de l'emploi dans l'industrie est fonction de certaines considérations techniques, comme les coefficients de capital et de main-d'œuvre et le niveau des investissements. La poussée démographique aboutit souvent à un accroissement du nombre de membres d'une même famille par hectare d'ex-

⁸² CEAEO, *Economic Survey of Asia and the Far East, 1964* (numéro de vente: 65.II.F.1), page 8.

⁸³ CEPAL, *The Economic Development of Latin America in the Postwar Period* (numéro de vente: 64.II.G.6), page 30; *The Process of Industrialization in Latin America*, Stat. Annex, pages 13 et 17; *Economic Survey of Latin America, 1965* (numéro de vente: 67.II.G.1), page 20; *Economic Survey of Latin America, 1968*.

TABEAU 61. ESTIMATION DES PARTS RESPECTIVES DES GRANDS SECTEURS DE L'ÉCONOMIE DANS LE PIB ET DANS L'EFFECTIF TOTAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE À DIFFÉRENTS STADES DE LA CROISSANCE

Valeur repère du PIB par habitant en 1958 ^a (en dollars)	Part de chaque secteur dans le PIB			Part de chaque secteur dans la main-d'œuvre		
	Agriculture	Industrie (en pour- centage)	Services	Agriculture	Industrie (en pour- centage)	Services
70	48,4	20,6	31,0	80,3	9,2	10,5
150	36,8	26,3	36,9	63,7	17,0	19,3
300	26,4	33,0	40,6	46,0	26,9	27,1
500	18,7	40,9	40,4	31,4	36,2	32,4
1 000	11,7	48,4	39,9	17,7	45,3	37,0

Source: Simon Kuznets, *Economic Growth of Nations*, pages 111 et 203.

^a Les valeurs repères du PIB par habitant ont été déterminées en classant 57 pays d'après le PIB par habitant et en utilisant la méthode des moyennes mobiles pour les groupes. Les parts ont été ensuite estimées par simple interpolation.

ploitation familiale. Ce phénomène se produit notamment là où l'expansion de l'emploi dans l'industrie n'est pas assez rapide pour que ce secteur puisse absorber une forte proportion des nouveaux venus sur le marché du travail. Dans les centres urbains, un grand nombre de ceux-ci sont réduits à exercer des activités indépendantes de caractère marginal.

En se fondant sur une série de coupes, Simon Kuznets a estimé la part, dans le PIB et dans la main-d'œuvre, de l'agriculture, de l'industrie et des services à différents stades de la croissance (voir tableau 61). Selon lui, la hausse du revenu par habitant s'accompagne d'une transformation structurelle tant de la capacité de production que de la main-d'œuvre. Les données utilisées pour les estimations datent de 1958, mais les relations entre le revenu et le produit sont encore applicables. A mesure qu'augmente le PIB par habitant, la contribution relative de l'agriculture devrait diminuer, à moins que l'économie ne soit étroitement liée aux exportations de produits primaires et que l'industrialisation ne soit pas un objectif. Néanmoins, les estimations concernant la répartition de la main-d'œuvre sont peut-être moins valables aujourd'hui. La plupart des nouveaux venus sur le marché du travail en 1958 sont nés avant 1945, de sorte que le taux de croissance de la main-d'œuvre en 1958 a été étroitement fonction du taux de croissance démographique d'au moins 15 ans auparavant. Pour nombre de pays en voie de développement, sinon pour la plupart, ce dernier taux n'a cessé d'augmenter depuis la Seconde Guerre mondiale. Il se répercute sur le taux de croissance de la main-d'œuvre. Les taux actuels de celle-ci dépassant les taux indiqués dans le tableau 61, il est probable qu'aujourd'hui la proportion de la main-d'œuvre agricole diminue plus lentement qu'en 1958. Le ralentissement serait inévitable si l'agriculture constituait un secteur subsidiaire de l'emploi.

Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer pourquoi une croissance économique soutenue conduit à un déclin apparemment inévitable de l'importance relative de l'agriculture et à une augmentation de l'importance de l'industrie. L'explication la plus courante insiste sur les effets à long terme de l'élasticité de la demande en fonction du revenu. Cette élasticité est relativement faible pour les produits agricoles tandis que la demande de produits in-

dustriels est généralement plus élastique. Ce phénomène découle de la loi d'Engel, d'après laquelle la part du revenu affectée aux dépenses non alimentaires augmente proportionnellement avec l'accroissement du revenu. Dans les pays en voie de développement, l'élasticité de la demande de produits alimentaires en fonction du revenu est plus forte que dans les pays avancés, mais elle est encore plus faible que pour les produits manufacturés et, comme dans les pays avancés, elle diminue avec l'augmentation du revenu. Par conséquent, du point de vue de l'économie nationale, une croissance économique soutenue fait que le taux de croissance de la demande de produits industriels est relativement rapide, alors que celui de la demande de produits alimentaires et de fibres est lent. Dans la mesure où la structure de la demande est satisfaite grâce à la production nationale, une transformation parallèle survient dans le produit national.

Des études expérimentales tendent à confirmer le bien-fondé de ces généralisations. Elles montrent que le coefficient d'élasticité de la demande de produits alimentaires en fonction du revenu est d'environ 0,2⁸⁴ dans les pays avancés et 0,6 dans les pays en voie de développement, bien que la dispersion soit considérable, selon le groupe de produits étudié⁸⁵. Ces coefficients indiquent qu'à partir d'un certain niveau la croissance à long terme de la consommation des produits alimentaires est limitée, plus que celle des autres biens de consommation, par des considérations culturelles, des besoins humains et d'autres facteurs influant sur la structure des préférences individuelles⁸⁶.

Il y a certainement d'autres facteurs qui expliquent partiellement la prépondérance croissante des secteurs non agricoles. Par exemple, la spécialisation accrue des méthodes de production, qui caractérise le développement économique, tend à réduire l'importance relative du rôle de l'agriculture, en transférant de nombreuses activités non agricoles (transformation ou commercialisation, par exemple), des exploitations agricoles aux secteurs de l'industrie et des services. En outre, l'amélioration progressive des produits a accru la proportion de la valeur manufacturière ajoutée (VMA) reposant sur une valeur donnée d'inputs

⁸⁴ Un coefficient 0,2 signifie que, pour un accroissement du revenu de 1%, celui de la demande de produits alimentaires est de 0,2%.

⁸⁵ U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, *Elasticity of Food Consumption*, par Robert D. Stevens, Foreign Agricultural Report No. 23, Government Printing Office, Washington, D.C. 1965.

⁸⁶ On soutient quelquefois, notamment dans les milieux universitaires, que pareille transformation de la structure de la consommation n'est pas indispensable pour une croissance économique régulière et que les avantages de l'économie industrielle peuvent être importés grâce aux recettes en devises provenant des exportations de produits primaires. On peut l'admettre, mais il est certain que, dans l'état actuel de la demande mondiale, cette technique de croissance n'est pas à la portée d'un grand nombre de pays en voie de développement. La loi d'Engel restant probablement applicable à l'échelle globale, le marché mondial des produits manufacturés devrait croître plus rapidement que celui des produits alimentaires. Il s'ensuit que, pour les économies orientées vers les exportations, c'est le secteur manufacturier qui offre les meilleures perspectives à long terme de croissance.

Il faut noter en outre que, dans un pays dont la croissance ne s'accompagnerait pas d'une transformation de l'économie, l'expansion du secteur des services (y compris l'éducation) serait moins importante que dans les pays industrialisés. Les services, les communications et les transports se développent, dans une large mesure, en tant qu'auxiliaires de l'industrie et peuvent simultanément ou à un stade ultérieur s'en séparer pour desservir directement les usagers.

agricoles. Par exemple, avec l'expansion des aliments préparés, la VMA par unité de production industrielle s'accroît par rapport à la valeur des inputs primaires.

D'après les données relatives à la consommation de coton, la croissance de la demande des fibres textiles d'origine agricole peut n'être pas plus dynamique que celle des produits alimentaires. Entre 1953-1955 et 1964, la consommation globale par habitant pour toutes les fibres textiles est passée de 4,5 à 5,2 kg alors que celle de coton est restée stagnante à 3,1 kg⁸⁷. Ce retard de la consommation de coton tient, dans une large mesure, à son remplacement par les fibres artificielles. Au cours de la décennie 1955-1964, la part du coton dans la consommation totale de tissus a baissé de 8,4%, tandis que celle de fibres artificielles a augmenté de près de moitié. L'élasticité de la demande en fonction du revenu est donc sensiblement plus faible pour le coton que pour les fibres textiles.

Il serait facile de prétendre que la transformation de la structure de la population active résulte de la transformation de la production. De même que les produits industriels et les services finissent par prendre une place prépondérante dans l'éventail de la production d'un pays donné, ces secteurs devraient l'emporter en ce qui concerne l'emploi. Néanmoins, la structure de la production s'est modifiée plus rapidement que celle de la main-d'œuvre. Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer les écarts entre les taux de changement. La croissance de la production industrielle tient, dans une large mesure, à l'accroissement de la productivité, tandis que les effets débilants de la pauvreté, des techniques traditionnelles et des structures culturelles inhibitrices ont eu tendance à retarder l'introduction de méthodes plus productives dans le secteur agricole. Les techniques agricoles ont donc continué à exiger une densité de main-d'œuvre relativement forte. L'agriculture tend aussi à devenir un secteur subsidiaire de l'emploi, tandis que, dans l'industrie, l'emploi dépend plus étroitement de considérations techniques.

Les généralisations qui précèdent sont intéressantes au point de vue historique et peuvent montrer la structure du développement futur. Elles peuvent aussi servir à expliquer la tendance à identifier le progrès économique avec le développement industriel, mais ne permettent pas de dégager avec précision les rapports entre l'agriculture et l'industrie. Nous examinerons maintenant les relations causales, concrètes et potentielles, entre ces deux secteurs.

LES RAPPORTS ENTRE L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE AU NIVEAU MACRO-ÉCONOMIQUE

Outre les liens que créent les courants intersectoriels de produits, il existe entre l'agriculture et l'industrie d'autres relations qu'une analyse macro-économique permet de dégager plus facilement. Il s'agit des courants intersectoriels de capitaux et de main-d'œuvre qui sont à la fois la cause et l'effet

⁸⁷ Pour cette période, la consommation de coton par habitant s'est stabilisée à 5,9 kg dans les pays développés à économie de marché; elle est passée de 2,8 à 2,9 kg dans les pays à économie planifiée et de 1,8 à 1,9 kg dans les pays en voie de développement (J. Sinclair, *The Production, Marketing and Consumption of Cotton*, Praeger, Londres, 1969, page 47).

du processus de transformation d'une économie essentiellement agricole de type traditionnel en une économie industrielle de type moderne. En bref, les économistes soutiennent habituellement qu'au cours des premières phases du développement, tant les capitaux que la main-d'œuvre doivent être fournis à l'industrie par l'agriculture, si l'on veut que cette transformation se produise.

Le transfert des ressources entre secteurs

Au début de la transformation de l'économie, la production nationale provient essentiellement du secteur agricole qui occupe la plus grande partie de la main-d'œuvre. L'élément critique de la transformation est la formation de capital dans les secteurs non agricoles, notamment dans l'industrie. Il est évident qu'en l'absence d'un courant important de capitaux étrangers, l'élan initial indispensable à cette transformation exigera d'être financé par le secteur agricole. Le transfert de fonds du secteur agricole vers les secteurs non agricoles peut prendre plusieurs formes ⁸⁸ :

- 1) Investissements dans les activités non agricoles en utilisant des ressources provenant de l'agriculture;
- 2) Imposition des activités agricoles, combinée avec des investissements publics dans l'industrie;
- 3) Détérioration des termes de l'échange intersectoriels pour l'agriculture.

Si les premières étapes de la transformation doivent être franchies, grâce à l'initiative privée, dans le contexte d'une économie de marché, la croissance des secteurs non agricoles sera largement tributaire de l'épargne privée accumulée dans le secteur agricole et investie, par les agriculteurs eux-mêmes ou des organismes financiers dans d'autres secteurs. La constitution de coopératives agricoles rentre dans cette catégorie. Néanmoins, il est courant, même dans les pays à économie de marché, de compléter les investissements de capitaux privés dans l'industrie par des ressources tirées de l'impôt foncier, de l'impôt sur le revenu et de la taxe à la production, qui grèvent plus particulièrement l'agriculture, le plus important des secteurs. Les recettes fiscales sont souvent affectées au financement de l'infrastructure économique et sociale, mais elles servent parfois à financer directement des activités manufacturières. Dans les pays à économie rigoureusement planifiée, les excédents agricoles peuvent être utilisés pour nourrir et vêtir la main-d'œuvre industrielle et/ou gagner des devises grâce aux exportations et faciliter ainsi l'importation d'équipement industriel.

L'agriculture peut contribuer à l'expansion industrielle par une baisse de prix des produits agricoles par rapport aux prix des articles manufacturés. Au cours du développement, la croissance de la demande des produits de chaque secteur est déterminée, dans une large mesure, par l'élasticité-revenu de la demande de leurs produits respectifs. Sauf à des niveaux très bas de revenu par habitant, l'élasticité-revenu est relativement faible pour les produits agricoles et diminue pour nombre d'entre eux avec l'augmentation du revenu par habitant. La de-

⁸⁸ En plus des trois possibilités indiquées, la vente au secteur agricole d'intrants manufacturés et de services tels que les transports permettent aussi de transférer des fonds vers les secteurs non agricoles.

mande devrait donc croître moins rapidement pour les produits agricoles que pour les articles manufacturés.

L'élasticité-prix de la demande est également faible pour de nombreux produits agricoles. Une expansion sensible de l'offre de produits agricoles peut faire baisser leur prix par rapport au prix des articles manufacturés. (Cela ne signifie pas nécessairement que les prix agricoles baissent en valeur absolue mais qu'habituellement ils augmentent moins rapidement que ceux des biens non agricoles et des services.) Si les produits alimentaires et les articles vestimentaires, qui constituent des postes essentiels du budget familial, coûtent moins cher aux travailleurs urbains, il est possible de réduire dans une certaine mesure la masse salariale dans l'industrie et d'augmenter d'autant les bénéficiaires. Dans l'hypothèse où ceux-ci sont investis, les glissements dans les prix relatifs constitueraient donc un moyen indirect d'enlever des ressources au secteur agricole pour les affecter à l'industrialisation.

La situation exposée ci-dessus constitue un exemple de la manière dont une agriculture en expansion peut financer la croissance industrielle par une évolution défavorable des termes de l'échange. Néanmoins, il arrive que la stagnation de l'agriculture freine le développement industriel. C'est le cas, notamment, lorsque les premiers efforts d'industrialisation, au stade du «décollage», sont financés par des capitaux étrangers; la coexistence d'une industrie en expansion et d'une agriculture stagnante peut alors amener une amélioration des termes intersectoriels de l'échange, ce qui, à son tour, peut encourager les investissements dans l'agriculture.

On affirme généralement que, sans un apport massif de ressources étrangères, les premières étapes de la transformation de l'économie doivent être essentiellement financées par le secteur agricole, mais cette théorie n'a pas encore été démontrée par les faits et ses tenants n'ont guère, pour la défendre, que des arguments logiques^{89, 90}.

Il faut souligner que les courants nets de biens et de capitaux pourraient, dans certains pays, être en sens contraire, c'est-à-dire que la balance du commerce des secteurs non agricoles avec le secteur agricole soit excédentaire et que celui-ci ait besoin d'un apport net de capitaux pour compenser son déficit commercial. Ce phénomène se produira plus vraisemblablement dans des pays qui en sont aux stades intermédiaire ou ultérieur du développement et dont l'industrialisation

⁸⁹ En se fondant sur des comparaisons internationales et sur une analyse de l'expérience japonaise, Y. Hayami a montré que l'industrialisation stimule le développement de l'agriculture par l'amélioration des conditions de fournitures des facteurs de production à l'agriculture («Industrialization and Agricultural Productivity: An International Comparative Study», *The Developing Economies*, n° 1, mars 1969).

⁹⁰ D'après certains économistes, l'existence préalable d'excédents agricoles est une condition préalable à l'industrialisation. L'excédent se définit concrètement par le surplus de la production agricole par rapport aux besoins de consommation. Voir W. Nicholls «An Agricultural Surplus as a Factor in Economic Development», *Journal of Political Economy*, février 1963, page 1. A cet égard, J. Millar a souligné «qu'à moins de postuler l'autonomie technologique du secteur agricole, la production d'excédents ne peut s'expliquer exclusivement par la capacité productive de l'agriculture». Compte tenu de la spécialisation et de l'interdépendance des secteurs, l'existence d'un excédent agricole ainsi défini n'est pas «une condition préalable à l'industrialisation, mais une simple tautologie». («Soviet Rapid Development and the Agricultural Surplus Hypothesis», *Soviet Studies*, juillet 1970, page 81.)

est déjà assez avancée. En outre, la fiscalité et les subventions pèsent davantage sur le secteur industriel à ce dernier stade, car les revenus du Trésor sont utilisés pour améliorer la productivité et élever le niveau du revenu des agriculteurs.

En résumé, bien que les faits n'aient pas encore confirmé le bien-fondé de cette théorie, il est probable qu'aux premiers stades de l'industrialisation, le secteur agricole fournit aux autres secteurs, en valeur nette, plus de biens qu'il n'en reçoit. Comme les secteurs non agricoles ont généralement un taux de croissance plus élevé que l'agriculture, un renversement de la situation peut se produire avec le temps, surtout si les pouvoirs publics prennent des mesures à cet effet. Enfin, avec l'accroissement de la contribution des secteurs non agricoles à la production totale, la part relative de l'agriculture à la formation du capital dans ces secteurs diminue.

L'étude des relations intersectorielles doit également faire une place à la consommation de produits non agricoles et de services par la main-d'œuvre agricole. De 1940 à 1960, l'accroissement du flux des biens de consommation vers le secteur agricole a été sensible. Il peut se poursuivre, malgré la diminution quantitative de la main-d'œuvre agricole, du fait de l'accroissement du revenu par habitant dans ce secteur.

Les économistes voient également dans le transfert de la main-d'œuvre agricole dans l'industrie un facteur nécessaire de la transformation de l'économie. L'affirmation suivante est catégorique, mais nullement exceptionnelle: «Il est rare que l'augmentation de la production puisse dépasser certaines limites étroites sans transférer de l'agriculture la main-d'œuvre nécessaire»⁹¹. Dans les modèles économiques à deux secteurs (industrie — agriculture) souvent utilisés dans la planification, les mouvements intersectoriels de main-d'œuvre sont exprimés par une des principales variables. En un certain sens, on peut dire que les mouvements de main-d'œuvre sont plus importants que les courants de capitaux. En effet, dans une économie ouverte, les capitaux investis dans l'industrie peuvent avoir une origine étrangère, mais la main-d'œuvre est moins mobile internationalement et ses mouvements doivent se produire à l'intérieur du pays.

Il n'est pas certain, cependant, que les mouvements réels de main-d'œuvre soient conformes à la théorie du développement économique. On a déjà relevé que l'histoire économique des pays industrialisés nous montre un transfert séculaire de la main-d'œuvre agricole dans l'industrie et les services, qui a pour effet de réduire la part de l'agriculture dans la production totale parallèlement à la diminution de sa part dans la main-d'œuvre. Néanmoins, l'expérience des pays industrialisés, qui a fourni les éléments essentiels des modèles de transformation de l'économie, se distingue en plusieurs points de celle des pays actuellement en voie de développement. En premier lieu, le taux de croissance démographique était lent, comparé à celui des pays en voie de développement et les applications techniques exigeaient alors bien moins de capitaux qu'aujourd'hui. On relève souvent que l'équipement actuellement utilisé dans les

⁹¹ Erich Jacoby, «Can Land Reform Help to Establish the Rural Basis for National Development», R. Robinson and P. Johnston, Eds., *The Rural Base for National Development*, Cambridge (Angleterre), 1968.

pays en voie de développement correspond à la dotation en facteurs de production d'économies qui ont maintenant atteint le sommet de l'industrialisation et où la main-d'œuvre est relativement rare. Etant donné un taux plus élevé de croissance démographique et un taux moins élevé d'absorption de main-d'œuvre par l'industrie, le transfert de main-d'œuvre du secteur agricole vers l'industrie dans les pays en voie de développement est moins important qu'il ne l'était dans les pays qui s'industrialisaient il y a plusieurs générations.

Les faits confirment le bien-fondé de cette théorie. Pour la période 1960-1968, le taux annuel de croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier a atteint 2,8% en Amérique latine, pour un taux égal de croissance démographique⁹². Alors que la population active s'est accrue à un taux constant au cours de cette période, la proportion de main-d'œuvre employée dans le secteur manufacturier n'a pas varié. Pour l'Asie (Moyen-Orient et Sud-Est asiatique), le taux annuel de croissance de l'emploi dans l'industrie manufacturière a été de 3,4%, pour un taux annuel de croissance démographique de 2,5%. En Amérique latine, le taux naturel de croissance de la population urbaine a été suffisant, pour répondre aux besoins en main-d'œuvre industrielle, et une grande partie des ruraux qui émigrent dans les villes sont venus grossir les rangs des chômeurs et des travailleurs marginaux. En Asie, par exemple, la proportion de main-d'œuvre employée dans le secteur manufacturier s'est accrue quelque peu, mais la croissance potentielle de cette proportion a été annulée par le taux de croissance démographique relativement rapide.

Parmi les pays qui parviennent à maintenir un certain équilibre entre la croissance de l'agriculture et celle de l'industrie, il n'est pas rare que l'agriculture comprenne un secteur moderne et un secteur traditionnel. Une cause essentielle de ce dualisme, c'est qu'en vue d'un accroissement sensible et rapide de la production, les ressources affectées à la réalisation des programmes de développement ne bénéficient qu'à une assez faible minorité d'exploitations agricoles, souvent plus importantes. L'investissement dans l'outillage et les techniques agricoles modernes tend donc à se circonscrire étroitement. Le problème se complique encore, parce qu'en raison d'une croissance démographique rapide, le nombre de nouveaux venus sur le marché du travail augmente au point que les secteurs en expansion, y compris le petit secteur moderne de l'agriculture, ne sont pas capables de les absorber tous. L'excédent de travailleurs sous-employés va alors grossir la main-d'œuvre employée dans l'agriculture de type traditionnel, qui constitue un secteur subsidiaire de l'emploi. Il en résulte, dans de nombreux pays, un accroissement sensible, en valeur absolue, de la main-d'œuvre agricole, en même temps qu'un déclin relatif de la part de l'agriculture dans l'effectif total de la main-d'œuvre. D'autre part, la pression démographique s'exerçant sur les ressources en terres cultivables, qui sont relativement immuables, l'urbanisation de la main-d'œuvre rurale tend à s'intensifier. Le taux de croissance de l'emploi dans l'industrie étant fonction de celui de l'investissement dans ce

⁹² Les données relatives à l'emploi ont été établies par l'ONUDI sur la base de statistiques fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies, New York. Les données démographiques sont extraites de l'*Annuaire démographique des Nations Unies*, 1966 (numéro de vente: 67.XIII.1).

secteur, cette urbanisation a pour effet de grossir les rangs des travailleurs marginaux des villes : gens de maisons, petits métiers, etc. En fait, il existe donc, dans les zones tant urbaines que rurales de nombreux pays un secteur résiduel de l'emploi. Si l'on qualifie de traditionnels les secteurs caractérisés par une très faible productivité de la main-d'œuvre, on constate que le dualisme de l'économie ne se réduit pas à une simple dichotomie urbaine-rurale. Dans de nombreux pays en voie de développement, il existe en réalité quatre grands secteurs : un secteur urbain moderne et un secteur rural moderne, qui coexistent avec un secteur urbain traditionnel et un secteur rural traditionnel⁹³.

Relations intersectorielles dans les stratégies du développement

Eu égard aux relations entre l'agriculture et l'industrie dans le domaine technique et au niveau macro-économique, il serait logique que les stratégies du développement intéressant les deux secteurs soient interdépendantes. Le cadre limité de la présente étude ne permet pas d'examiner en détail ces relations intersectorielles complexes. Certains exemples permettront cependant de montrer leur importance.

En premier lieu, l'application d'une stratégie, de quelque nature soit-elle, destinée à promouvoir la croissance de la production agricole, comporte des exigences générales et impose certaines restrictions à l'industrie. Par exemple, pour accroître la production agricole, les inputs manufacturés (engrais, pesticides, fongicides, outillage, installations hydrauliques, etc.), doivent être achetés en plus grand nombre. Certains peuvent être produits localement et d'autres importés. Dans la mesure où, pour satisfaire la demande, ces produits doivent être importés, les disponibilités en devises pour le financement des importations d'équipement, de matières premières et de produits intermédiaires pour l'industrie sont réduites⁹⁴. Si le programme de promotion du développement de l'agriculture a une ampleur telle que les disponibilités en devises requises pour importer les inputs manufacturés nécessaires sont insuffisantes, il faudra installer, en vue de sa réalisation, la capacité requise pour produire des substituts qui remplaceront les articles importés, mais pas nécessairement les inputs agricoles eux-mêmes. En outre, sur le plan de l'investissement des ressources locales, le coût de renoncement correspondant à l'investissement accru dans l'agriculture pourra consister en une réduction des investissements dans les secteurs non agricoles.

L'examen d'une stratégie agricole type permettra d'éclairer certains aspects de son impact sur le secteur industriel. Une stratégie agricole, souvent étudiée et parfois appliquée, consiste à promouvoir le développement d'exploitations familiales. Si le secteur agricole se compose d'exploitations assez importantes, utilisant essentiellement une main-d'œuvre salariée, l'application de cette stratégie requiert une réforme de la propriété foncière et/ou la mise en valeur de terres en friche.

⁹³ W. Cole et R. Sanders, «A Modified Dualism Model for Latin America», *Journal of Developing Areas*, janvier 1972.

⁹⁴ Bien entendu, si la demande locale en produits alimentaires ne peut être satisfaite par la production locale, une partie des devises devra être consacrée à l'importation de produits alimentaires.

Certaines implications intersectorielles de cette stratégie pourraient être les suivantes:

- Une modification de la gamme des équipements agricoles. Si la taille moyenne de l'unité de production est sensiblement réduite, les agriculteurs peuvent investir moins dans les machines et davantage dans un outillage plus simple;
- Le secteur industriel devrait fournir du matériel de défrichage et de construction de routes, des éléments préfabriqués pour les habitations et les dépendances d'exploitations agricoles ainsi que des installations hydrauliques (irrigation et drainage);
- Une redistribution du revenu et de la richesse en vue de la création d'un vaste marché pour les articles de consommation manufacturés à bas prix, au lieu du marché d'articles plus sophistiqués et des produits de luxe qui s'est développé grâce à la concentration des revenus parmi les grands propriétaires terriens;
- Une réduction du taux d'urbanisation, avec la redistribution des terres et concomitamment celle des revenus. Dans les pays à croissance démographique rapide et souffrant du chômage et du sous-emploi, cette stratégie permettrait de relâcher quelque peu la pression qui s'exerce sur l'industrie en vue de l'absorption de la main-d'œuvre. D'autre part, si le marché de la main-d'œuvre est resserré, elle pourrait probablement faire monter les salaires industriels;
- Un accroissement des investissements publics dans l'infrastructure commerciale du secteur agricole. Il se ferait au détriment de l'investissement dans d'autres secteurs, bien que les projets en matière de commercialisation auraient sans aucun doute des liens avec l'industrie manufacturière. Les grandes exploitations agricoles pouvaient peut-être assurer elles-mêmes le transport et le stockage de leurs produits, mais les petites exploitations qui se créeront à la faveur de la réforme agraire n'en auront pas les moyens;
- Une chute des recettes d'exportation, si les exploitations familiales consommaient une proportion de leur production plus grande que celle des grosses unités de production. En outre, la mise en place, parmi de nombreuses petites exploitations, d'un système pour la promotion des exportations peut présenter des difficultés. Une baisse des recettes d'exportation pourrait avoir pour contre-coup la réduction des disponibilités en devises destinées aux importations de biens d'équipement pour les projets industriels.

Cette liste, qui n'est nullement limitative, éclaire bien l'impact intersectoriel d'une stratégie visant à promouvoir la croissance agricole. L'application de stratégies visant à promouvoir l'industrialisation aura des effets similaires. Une stratégie courante d'industrialisation consiste à remplacer les importations; elle se base sur la liste des produits importés pour sélectionner de nouveaux projets dans les industries manufacturières et se traduit habituellement par des mesures visant à protéger l'industrie locale contre la concurrence internationale.

Certains aspects intersectoriels de cette stratégie (et des mesures d'application) sont les suivants :

- Les mesures visant à appliquer une stratégie d'industrialisation, grâce au remplacement des importations, sont destinées à faire une place dans la gamme des productions manufacturières aux biens de consommation actuellement importés et à orienter les dépenses en devises vers l'achat de biens d'équipement, des matières premières et des produits intermédiaires nécessaires à la production de ces biens de consommation. Les investissements indispensables à cette fin peuvent donc se faire aux dépens de projets manufacturiers pour la production d'inputs agricoles et/ou d'une gamme de biens de consommation à prix relativement bas pour le marché rural;
- Certaines mesures d'encouragement prises pour promouvoir cette stratégie peuvent avoir pour effet de gonfler excessivement la marge bénéficiaire des entreprises manufacturières, eu égard aux possibilités d'investissement dans l'agriculture, et de décourager ainsi l'investissement dans des projets de développement agricole;
- Les mesures de protection prises pour promouvoir l'industrialisation par le remplacement des importations éliminent souvent la pression concurrentielle sur les coûts, ce qui se traduit par une baisse de l'efficacité. Ce phénomène et aussi le fait que la production locale est quelquefois stimulée alors que l'insuffisance du marché ne permet pas une utilisation rentable de l'équipement, font que les prix des produits manufacturés locaux sont souvent relativement élevés. Dans ces conditions, une hausse du coût des investissements agricoles et du coût de la vie, notamment dans les milieux ruraux, est à craindre;
- Le recours à une technologie importée conduit nécessairement, dans de nombreux cas, à l'utilisation de techniques à fort coefficient de capital et réduit la nécessité de transférer la main-d'œuvre agricole dans l'industrie;
- L'effort ne porte plus sur le développement des industries manufacturières dont les produits pourraient être écoulés sur de vastes marchés extérieurs, ce qui procurait des recettes en devises, dont une partie pourrait être consacrée à la promotion du développement de l'agriculture.

Une comparaison des implications au niveau intersectoriel des deux stratégies considérées montre que si par certains côtés elles se complètent, elles se contrarient sur certains autres points essentiels. La promotion des petites exploitations familiales, si elle donne les résultats escomptés, devrait freiner l'urbanisation de la main-d'œuvre agricole. Une politique visant à remplacer les importations par des productions locales ne pourrait qu'en bénéficier; en effet, les techniques de production des articles importés auparavant des pays avancés ont généralement un fort coefficient de capital. Néanmoins, sous d'autres aspects, les deux stratégies ne sont pas complémentaires. Une stratégie agricole favoriserait une répartition plus large du revenu, mais l'utilisation des données d'importation pour le choix

des investissements dans l'industrie manufacturière a généralement pour effet de stimuler la production d'articles de consommation manufacturés destinés aux groupes à revenu élevé. Qui plus est, des ressources rares sont détournées de projets potentiels qui pourraient contribuer au développement agricole, et l'attribution de devises aux industries de biens de consommation compromet gravement la capacité du secteur agricole d'importer les capitaux et les autres inputs nécessaires. En outre, comme on l'a déjà noté, les deux stratégies sont peut-être défavorables aux exportations, elles ne seraient donc pas complémentaires, en ce sens qu'aucun des deux secteurs ne serait en mesure de compenser les pertes de recettes en devises imputables à l'autre secteur.

LES RELATIONS TECHNIQUES ENTRE LES SECTEURS

Si, dans l'étude des rapports entre l'agriculture et l'industrie, l'accent est mis sur les inputs, l'interdépendance des deux secteurs ressort clairement. Chaque secteur utilise pour ses propres opérations certains types de produits de l'autre secteur. L'industrie manufacturière fait appel à la production agricole pour les opérations de meunerie, d'extraction de l'huile et du sucre et la conservation des aliments (boîtes, congélation, dessiccation, etc.). Dans d'autres secteurs de l'industrie alimentaire, divers produits agricoles sont transformés et/ou associés pour fabriquer des produits plus complexes: produits de boulangerie, pâtes, bière, etc. Plusieurs branches de l'industrie manufacturière transforment aussi des produits agricoles non alimentaires tels que: fibres textiles, cuirs et peaux, produits dérivés du bois et tabac.

Pour sa part, l'agriculture utilise les articles manufacturés qui lui sont indispensables pour ses activités de production, et la mesure dans laquelle une branche particulière du secteur agricole emploie les produits industriels s'accroît avec sa modernisation. Au nombre de ces produits figurent: engrais, produits chimiques pour l'agriculture, outillage, machines, éléments de construction préfabriqués et équipements d'irrigation et de drainage (pompes, etc.)

Rôle des inputs industriels dans l'agriculture

Il faut d'abord reconnaître qu'un secteur agricole traditionnel qui ne se développe guère est peu propice à la croissance d'industries manufacturières fabriquant essentiellement des inputs agricoles. L'approvisionnement en facteurs de production de type traditionnel est déjà assuré, souvent au sein même de la collectivité agricole. Les pays en voie de développement n'auraient rien à attendre d'un secteur agricole statique de type traditionnel; ils s'intéresseraient plutôt à une situation qui exige d'augmenter leur production pour satisfaire la demande d'une population croissante. Il est difficile de déterminer l'origine des grands mouvements de la demande, de la production, du capital et de la main-d'œuvre, mais une transformation structurelle profonde qui accompagne une croissance économique soutenue, exige évidemment une amélioration de la productivité dans le secteur agricole. Même sans transformation simultanée de la structure de la production nationale et de celle de la main-d'œuvre, un accroissement de

la production agricole, sinon de la productivité agricole, serait indispensable du fait de la croissance démographique.

En étudiant les moyens d'augmenter les récoltes et la productivité agricole, on devrait pouvoir déterminer la mesure dans laquelle l'augmentation dépend de l'appui industriel. Les causes évidentes d'augmentation de la production sont l'expansion de la superficie cultivée, les changements dans la structure des cultures (transformation des cultures de faible rapport en cultures de gros rapport) et l'accroissement des rendements⁹⁵. La présente étude vise essentiellement à déterminer dans quelle mesure la contribution de l'industrie est nécessaire aux changements en question.

Le tableau 62 montre que l'extension des superficies cultivées est un facteur important de la croissance de la production agricole dans la plupart des pays en voie de développement. Il est remarquable que cette extension a été plus importante que l'accroissement des rendements dans 11 des 16 pays d'Amérique latine et 7 des 13 pays d'Asie. Par contre, ce facteur a été sans importance en Europe.

Même dans certains pays en voie de développement, riches en terres vierges, l'amélioration des rendements a tenu le rôle principal dans la croissance de la production agricole. Au Mexique, par exemple, la superficie totale récoltée a augmenté d'environ 70% de 1940 à 1960, mais l'amélioration des rendements a été, de loin, le facteur le plus important de la croissance agricole⁹⁶.

A l'avenir, l'importance de l'extension des superficies cultivées pour l'augmentation de la production agricole sera très variable selon les pays et les régions. Elle devrait être relativement plus grande dans de nombreux pays latino-américains et africains que dans nombre de pays asiatiques. Néanmoins, si les techniques de polyrécoltes sont considérées en fait comme un accroissement de la surface cultivée, elles peuvent finir par jouer un rôle plus important dans de nombreux pays, notamment l'Inde, le Pakistan (en particulier le Pakistan oriental) et les pays du Sud-Est asiatique. Tant l'extension de la surface réelle cultivée que l'emploi accru des techniques de polyrécoltes sont largement fonction de l'ampleur des activités de soutien non agricoles.

Rôle de l'industrie dans l'expansion des superficies cultivées

Les agriculteurs qui mettent en valeur de nouvelles terres utilisant souvent des techniques traditionnelles à forte densité de main-d'œuvre, on en conclut quelquefois que l'industrie n'a qu'un rôle minime à jouer dans ce domaine. La réalité est souvent tout autre. L'expansion de la surface réellement cultivée se fait grâce au défrichement, aux travaux d'irrigation, qui ouvrent à la culture des terres arides ou semi-arides, aux projets de lutte contre les inondations et aux travaux de drainage qui permettent de récupérer les régions basses et marécageuses. Une expansion sensible des superficies cultivables est donc fortement

⁹⁵ Dans la mesure où les estimations s'expriment habituellement en termes de valeur, l'augmentation de production imputable aux changements structurels des cultures peut être rangée sous la rubrique «accroissement des rendements».

⁹⁶ W. Call et R. Sanders, *Growth and Change in Mexican Agriculture*, The University of Tennessee, 1970, pages 72 à 75.

TABLEAU 62. TAUX ANNUELS MOYENS DE CROISSANCE DES CULTURES, DES SUPERFICIES CULTIVÉES ET RENDEMENT À L'HECTARE, DANS CERTAINS PAYS ET POUR CERTAINES PÉRIODES, 1950—1967

	Période	Production totale	Surface cultivée	Rendement à l'hectare
		— En pourcentage —		
<i>Afrique</i>				
Egypte	1950—1967	2,9	0,6	2,3
Libye	1954—1967	3,7	5,7	-2,0
Maroc	1950—1967	-0,2	-0,2	0,—
Tunisie	1950—1967	-1,9	-1,5	-0,4
<i>Amérique latine</i>				
Argentine	1950—1967	2,5	1,1	1,4
Bolivie	1950—1967	3,5	2,3	1,2
Bésil	1950—1967	4,3	4,1	0,2
Chili	1950—1967	2,2	0,7	1,5
Colombie	1950—1967	3,2	1,6	1,6
Costa Rica	1950—1967	3,7	2,3	1,4
Equateur	1950—1967	4,5	2,8	1,7
El Salvador	1950—1967	5,4	1,4	4,0
Guatemala	1950—1967	6,7	3,4	3,3
Jamaïque	1950—1961	3,4	2,8	0,6
Mexique	1950—1965	5,7	3,2	2,5
Nicaragua	1950—1967	7,9	4,4	3,5
Panama	1950—1966	3,1	3,0	0,1
Pérou	1950—1967	3,3	2,1	1,2
Uruguay	1950—1967	-0,5	-2,4	1,9
Venezuela	1950—1967	5,4	4,2	1,2
<i>Asie</i>				
Birmanie	1954—1967	1,6	1,9	-0,3
Ceylan	1951—1967	3,2	1,1	2,1
Inde	1952—1965	2,8	1,3	1,5
Indonésie	1951—1967	1,9	2,2	-0,3
Irak	1950—1967	2,3	2,1	0,2
Japon	1950—1967	2,4	-0,8	3,2
Malaisie	1954—1967	3,7	1,6	2,1
Pakistan	1950—1967	2,7	1,2	1,5
Philippines	1950—1967	4,1	2,7	1,4
République de Corée	1950—1967	4,3	1,5	2,8
République khmère	1954—1967	3,9	2,5	1,4
Thaïlande	1950—1967	4,5	2,4	2,1
Turquie	1950—1967	2,2	1,5	0,7
<i>Europe</i>				
Bulgarie	1950—1967	3,0	-1,3	4,3
Espagne	1950—1967	1,6	-0,1	1,7
Grèce	1950—1967	4,1	0,3	3,8
Pologne	1950—1967	3,1	-0,4	3,5
Roumanie	1950—1967	3,5	0,—	3,5
Yougoslavie	1950—1966	5,4	0,4	5,0

Source: U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, *Economic Progress of Agriculture in Developing Nations, 1950—1968*, Foreign Agricultural Economic Report No. 59, Government Printing Office, Washington, D.C., 1970, p. 16.

tributaire du secteur industriel et exige beaucoup de temps. Les grands travaux d'irrigation demandent souvent des années avant de donner des résultats. La construction du barrage de Chainat, en Thaïlande, a duré 15 ans et son exploitation à pleine capacité n'a été possible qu'après l'aménagement de fossés et de digues pour l'irrigation. La construction du barrage de Nagarjunasagar, en Inde, a commencé en 1954 et les investissements s'élevaient, en juin 1967, à quelque 156 millions de dollars des Etats-Unis, dont 45% environ pour la construction de canaux de distribution⁹⁷.

Les travaux de drainage peuvent avoir aussi une très grande envergure. La plaine de Kambara, où le meilleur riz du Japon est cultivé sur une étendue de 120 000 hectares, avec un rendement de 6 à 8 tonnes à l'hectare, était auparavant formée de terres alluviales et ne donnait qu'une seule récolte intacte tous les trois ans⁹⁸. Dans certaines régions d'Amérique du Sud, du fait des inondations, certaines terres alluviales de très bonne qualité ne peuvent servir que pour le pâturage extensif du bétail. Pour la même raison, le rendement des cultures est également faible dans le bassin du Brahmapoutre au Pakistan et dans la vallée du Chao Pya en Thaïlande⁹⁹. Le coût des projets d'installations de drainage et de lutte contre les inondations est élevé, mais le coût d'opportunité qui constituerait l'abandon de ces projets l'est tout autant.

Les travaux de défrichement, d'irrigation et de drainage ne figurent pas au nombre des projets industriels, mais nécessitent néanmoins un soutien industriel important sous forme de machines, d'outillage, de ciment, de canalisations, etc. La plupart des inputs industriels pour ces projets doivent être fournis par l'industrie nationale ou régionale. Les machines requises pour défricher de vastes espaces et préparer et égaliser les sols voisins des installations d'irrigation doivent être fabriquées industriellement, mais un grand nombre d'entre elles peuvent être importées. Néanmoins, si l'extension de la surface cultivée n'est pas urgente, un équipement plus simple et meilleur marché, d'un type moins moderne (scies, pelles, etc.) pourrait être utilisé, ce qui offrirait de nouvelles possibilités à l'industrie locale. Même si des techniques à fort coefficient de main-d'œuvre sont utilisées, les quantités d'instruments aratoires simples, d'outils, de ciment et d'acier requises pour défricher ou niveler les sols, construire un barrage ou des canaux, construire de nouvelles routes ou améliorer les anciennes, sont encore importantes. En outre, l'expérience l'a prouvé, pour que l'exploitation des terres récemment défrichées donne de bons résultats et soit rentable, il est indispensable de disposer de réseaux de transport et de communications et de services de commercialisation. Ces éléments auxiliaires sont aussi directement liés à l'industrie.

La polyrécolte, qui consiste à faire plusieurs récoltes par an sur une même superficie, exige un soutien aussi large qu'efficace des secteurs non agricoles.

⁹⁷ Banque asiatique de développement, *Asian Agricultural Survey*, Université de Tokyo, Tokyo, 1969, page 531. Ce montant n'est pas spécialement élevé. Le projet du bassin du Colorado, aux Etats-Unis, a coûté 2 milliards de dollars; celui du bassin de l'Indus au Pakistan occidental, 1,2 milliard de dollars et celui du Canal Rajasthan, en Inde, 1 milliard de dollars. Les implications industrielles de tels projets sont certainement considérables.

⁹⁸ *Ibid.*, page 523.

⁹⁹ FAO, Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture, vol. I, Rome, 1970, page 47.

Pour en assurer le succès, il est nécessaire de disposer de systèmes et de techniques d'hydraulique agricole, d'engrais, de machines et, si possible, d'autres installations : appareils pour le séchage des récoltes, etc. En réduisant le temps disponible pour les façons culturales et l'engrangement, la polyrécolte exige une mécanisation très poussée de ces opérations. Lorsqu'elle repose sur une infrastructure industrielle adéquate, la polyrécolte permet d'augmenter la production et d'accroître la productivité des terres et de la main-d'œuvre. A Hong-kong, 80% des agriculteurs ont obtenu plus de quatre récoltes par an et 45% de sept à neuf récoltes. Des études effectuées en Malaisie indiquent que le revenu brut tiré de l'alternance paddy/patates et paddy/légumes variés est de quatre à sept fois plus élevé que celui du seul paddy¹⁰⁰. L'extension des zones de polyrécolte constitue un des points importants du quatrième Plan quinquennal de l'Inde et des essais sont en cours dans ce pays ainsi qu'aux Philippines où les techniques de polyrécolte sont appliquées.

En résumé, les travaux d'hydraulique agricole (irrigation, drainage, contrôle du niveau des eaux) et de préparation du sol dépendent, dans une large mesure, du potentiel industriel du pays. Ces projets, par l'effort prolongé qu'ils requièrent, ainsi que par les travaux d'entretien et d'amélioration qu'ils exigent une fois réalisés, constituent, pour l'industrie locale, un stimulant considérable¹⁰¹. L'accroissement de la production agricole, au cours des prochaines décennies, exigera de nouveaux efforts et de tels projets tiendront une place importante dans l'économie de nombreux pays en voie de développement.

Rôle de l'industrie dans l'accroissement des rendements agricoles

Dans les années à venir, l'accroissement de la production agricole, dans la plupart des pays en voie de développement, proviendra, dans une large mesure, de l'augmentation du rendement des cultures. Le tableau 63 permet de discerner, bien qu'il s'agisse de données globales, une orientation dans ce sens, au cours des deux périodes 1948—1952 à 1957—1959 et 1957—1959 à 1966—1968. L'accroissement de production des principales cultures enregistré dans les pays en voie de développement, au cours de la première période, c'est-à-dire entre 1948—1952 et 1957—1959, était dû, dans la proportion de 37%, à une augmentation du rendement des terres. Au cours de la seconde, de 1957—1959 à 1966—1968, cette proportion s'est élevée à 51%. Cette méthode de culture intensive devrait recevoir plus d'attention à mesure que diminuent les terres vierges et qu'augmente la poussée démographique.

Plusieurs facteurs contribuent à l'accroissement des rendements agricoles. On estime généralement que l'irrigation, les apports d'engrais, l'utilisation des pesticides et l'introduction de nouvelles variétés de semences sont essentiellement à l'origine de l'accroissement spectaculaire des rendements agricoles dans

¹⁰⁰ *Ibid.*, page 154.

¹⁰¹ Pour stimuler l'industrie locale ou régionale, certains gouvernements de pays en voie de développement hésiteront peut-être à accepter des propositions d'aide liée et s'efforceront sans doute d'exercer un certain contrôle sur les techniques appliquées.

TABLEAU 63. EVOLUTION DES RENDEMENTS À L'HECTARE POUR 12 GRANDES CULTURES^a, DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS ET DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

	Evolution des rendements à l'hectare (en pourcentage)		Contribution des rendements à l'évolution de la production (en pourcentage du total)	
	de 1948-1952 à 1957-1959	de 1957-1959 à 1966-1968	de 1948-1952 à 1957-1959	de 1957-1959 à 1966-1968
Régions développées	26	29	92	102
Europe occidentale	19	26	84	116
Europe orientale et URSS	21	29	64	108
Amérique du Nord	43	35	151	106
Océanie	1	13	51	22
Régions en voie de développement ..	11	13	37	51
Amérique latine	16	4	43	19
Extrême-Orient	9	15	36	57
Proche-Orient	8	15	24	62
Afrique	9	20	35	62
Monde	19	22	68	80

Source: FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1970, Rome, 1970, page 158.

^a Blé, seigle, orge, avoine, maïs, riz, pommes de terre, arachides, soja, tabac, coton et jute.

diverses régions du monde¹⁰². Dans le cas d'une agriculture dont les rendements sont, au départ, relativement bas, il suffira de disposer de moyens simples et peu coûteux pour élever le niveau de production par unité de surface¹⁰³. Il s'agit surtout d'une amélioration des méthodes traditionnelles: semis en ligne, rotation des cultures, meilleure sélection des semences locales, si des variétés améliorées font défaut, lutte renforcée contre les ennemis des cultures, observation stricte du calendrier des plantations et attention accrue accordée aux dates et méthodes de récolte. Si, dans certaines régions, des améliorations de cet ordre peuvent à elles seules contribuer à l'accroissement des rendements, ceux-ci ne dépasseront jamais un niveau relativement bas. Lorsque les rendements ont atteint un certain niveau, un nouvel accroissement de la production par unité de surface exige à la fois des inputs financiers plus importants combinés peut-être avec une main-d'œuvre plus abondante et des méthodes de gestion plus

¹⁰² La part respective de ces facteurs sur les rendements agricoles peut être estimée; l'influence des autres facteurs associés est plus difficile à apprécier. Certaines attitudes de caractère social et culturel peuvent également avoir une incidence importante sur les rendements agricoles. Parmi les facteurs de modification des rendements agricoles une récente étude mentionne: l'expansion des terres arables, l'accroissement démographique, le niveau d'alphabétisation, l'état sanitaire de la population, la formation de capital, le mouvement coopératif, les programmes de vulgarisation, le statut juridique de la propriété foncière, les méthodes et les moyens de commercialisation, etc. Certains de ces facteurs, comme l'alphabétisation et la vulgarisation, impliquent que le pays réunit les conditions d'une mise en valeur agricole et industrielle. (U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, *Changes in Agriculture in 26 Developing Nations, 1948-1963*, Foreign Agricultural Economic Report No. 27, Government Printing Office, Washington, D.C., 1965, pages 13 à 18.)

¹⁰³ Arthur T. Mosher, «Agricultural Economics and Agricultural Development», dans l'ouvrage intitulé: *Economic Development: Readings in Theory and Practice*, par Théodore Morgan et George W. Betz, Wadsworth Publishing Co. Inc., Belmont, Californie, 1970, page 179.

rationnelles. En plus des travaux d'irrigation et autres projets d'hydraulique agricole, il est nécessaire de disposer d'engrais, de pesticides, d'insecticides, d'herbicides et de fongicides, de variétés de semences améliorées et de machines agricoles.

Les variétés améliorées de riz, blé, maïs, millet et sorgho permettent d'augmenter considérablement les rendements. Les blés demi-nains ont donné jusqu'à 120 boisseaux à l'acre. Quant aux variétés de blé et de riz à tige courte et dure, ils auront un rendement de deux à quatre fois supérieur à celui des variétés locales cultivées actuellement dans une grande partie des régions céréalières du monde. Des blés mexicains, semés en Turquie en 1968, sur 170 000 hectares ont eu un rendement plus de deux fois supérieur à celui des variétés locales semées sur la même superficie¹⁰⁴. Beaucoup de variétés améliorées de céréales ne sont pas sensibles à la lumière et mûrissent en un nombre de jours donné après la plantation, ce qui permet de faire deux et même trois récoltes par an. Cependant, ces variétés de céréales n'atteignent leur rendement maximal que dans la mesure où des techniques modernes de culture leur sont appliquées. L'emploi judicieux et opportun de l'eau, des engrais et des pesticides est extrêmement important. Il est en outre nécessaire de disposer d'installations pour assurer le séchage, la mouture, l'entreposage et le transport des récoltes.

Les engrais utilisés judicieusement, en fonction des espèces cultivées et des caractéristiques du sol, peuvent contribuer à améliorer les rendements. Ils conviennent aussi pour des cultures autres que les nouvelles variétés de céréales. La réaction aux engrais de nombreuses variétés locales de céréales et autres cultures n'est toutefois pas significative au-dessus d'un niveau d'application relativement bas, qui peut varier selon les régions. L'utilisation judicieuse des engrais est très importante en ce qui concerne les nouvelles variétés améliorées de céréales. Celles-ci offrent un grand avantage, car elles réagissent très favorablement à un apport massif d'engrais. En fait, comme il devient de plus en plus impératif d'augmenter le rendement des terres par tous les moyens, il est absolument nécessaire d'avoir recours aux engrais pour restaurer la fertilité des sols. En outre, les effets d'interaction des engrais employés conjointement avec d'autres moyens peuvent être considérables. L'apport d'engrais, les systèmes d'hydraulique agricole ou les pesticides, peuvent contribuer séparément à accroître les rendements, mais leur effet total peut être considérablement accru si ces éléments sont mis en œuvre simultanément, ce qui n'est évidemment pas toujours possible; dans ce cas, il peut s'avérer nécessaire de procéder par étapes.

Bien que dans les pays en voie de développement le prix des engrais chimiques soit, à part quelques exceptions, relativement élevé, la consommation par l'agriculture de cet important input manufacturé a augmenté dans des proportions considérables, comme l'indiquent les chiffres figurant au tableau 64 qui montrent également que la consommation d'engrais par hectare, dans les pays en voie de développement, reste encore très loin derrière celle des pays développés.

D'autre part, l'utilisation en agriculture de produits chimiques tels qu'insecticides, fongicides, herbicides, ainsi que l'emploi d'une main-d'œuvre supplé-

¹⁰⁴ FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, vol. I, page 127.

préparation des sols secs ou lourds avant les pluies, ainsi que pour le battage, le transport, le pompage de l'eau et le séchage des récoltes. L'accroissement de production résultant de l'emploi de matériel mécanique amélioré est surtout évident dans la préparation du sol, les semailles et la récolte. Diverses formes de mécanisation pourront être nécessaires lorsque le labourage et les semis doivent se faire de bonne heure et en temps voulu pour assurer des rendements plus élevés. Si la récolte ne se fait pas promptement, on risque de ne pas réaliser d'accroissement des rendements. La mécanisation réduit le temps requis par ces diverses opérations.

La ponctualité est extrêmement importante lorsque la polyrécolte ou d'autres innovations constituent une étape indispensable sur la voie du progrès économique. Un effort de mécanisation peut donc se révéler nécessaire si l'on veut assurer le succès des techniques de polyrécolte.

Mécanisation ne signifie pas nécessairement motorisation. L'amélioration de l'outillage agricole à traction animale, le passage de l'araire à la charrue et de la roue de bois plein à la roue à pneumatique sont importants. L'emploi de semoirs et plantoirs à traction animale permet de gagner du temps.

Le niveau de la mécanisation dans les pays en voie de développement est difficile à déterminer. Le tableau 65 indique l'accroissement du parc de tracteurs, mais il serait également intéressant de connaître, par exemple, le nombre de charrues à soc d'acier qui ont remplacé, en Inde, les anciens «desi». Le degré et la nature de la mécanisation d'une agriculture sont des éléments difficiles à apprécier d'une manière globale. Dans certaines régions d'Asie, il est possible que les agriculteurs aient intérêt à s'associer pour utiliser d'une manière rentable les animaux de trait. La taille minimale d'une exploitation agricole pour une utilisation économique de matériels rationnels (conçus) pour la traction animale est, estime-t-on, de 2 hectares pour les cultures intensives et irriguées et de 4 à 6 hectares en zones de culture sèche. Un tracteur de 40 ch est rentable pour des terres irriguées de 15 à 25 hectares ou de 40 à 100 hectares en zone sèche. Un tracteur de cette puissance doit être utilisé au moins de 600 à 800 heures par an¹⁰⁶. Un haut niveau de mécanisation exige généralement un effort encore plus important pour intensifier la production, effort qui dépend de l'utilisation accrue d'engrais et d'autres innovations techniques, et, éventuellement, de l'irrigation, toutes activités qui sont étroitement liées au secteur manufacturier.

En résumé, la croissance de la production agricole est fonction de l'expansion des terres cultivées, de l'augmentation de la production par unité de surface cultivée ou d'une conjonction de ces deux facteurs. Lorsqu'un pays est sur le point d'atteindre l'utilisation maximale des terres arables dont il dispose, le passage de la culture extensive à la culture intensive est essentiel s'il veut poursuivre son expansion économique. Le temps requis pour opérer ce changement et la possibilité d'y parvenir dépendent, dans une large mesure, des secteurs non agricoles. Plus que l'expansion des terres cultivées, l'accroissement soutenu des rendements dépend de l'emploi généralisé des nouvelles techniques améliorées et d'inputs produits en grande partie par l'industrie. Lorsque la croissance de

¹⁰⁶ FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1968.*

TABLEAU 65. AUGMENTATION DU NOMBRE DE TRACTEURS UTILISÉS EN AGRICULTURE DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

	Nombre total Moyennes annuelles (en milliers)			Accroissement annuel moyen (en pourcentage)		
	1949-1951	1959-1961	1966-1968	1949-1951 à 1959-1961	1959-1961 à 1966-1968	1949-1951 à 1966-1968
	Pays en voie de développement	197	554	906	11	7	9
Amérique latine	121	335	525	11	7	9
Extrême-Orient	12	60	126	17	11	15
Proche-Orient	26	77	141	11	9	11
Afrique.....	38	82	114	8	5	7
Pays développés	5 816	10 302	13 348	6	4	5
Total.....	6 013	10 856	14 254	6	4	5

Source: D'après l'étude de la FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1970, page 158.

la production agricole dépend de l'ouverture de nouvelles terres à la culture, l'effort industriel se concentre sur la mise en valeur de ces zones marginales, qui ne représentent jamais qu'une fraction du secteur agricole. D'autre part, lorsque l'expansion agricole se fonde sur l'accroissement des rendements, les inputs industriels supplémentaires sont plus largement répartis. Il est difficile, pour une agriculture parvenue à la pleine utilisation de ses terres arables et dont l'accroissement de la production dépend principalement de l'augmentation des rendements, de vivre en dehors du secteur industriel du pays et de contribuer néanmoins d'une manière positive à son développement économique¹⁰⁷. Les gains de rendement dépendent largement du secteur non agricole, et de l'importance de ce secteur, dépend la rapidité des progrès.

Industries fournissant des biens de production à l'agriculture

De ce qui précède, on constate que la possibilité de développer la production agricole dépend, dans une large mesure, du progrès de la production industrielle. Il est particulièrement révélateur que, mis à part les semences, aucun des nouveaux inputs nécessaires à une agriculture moderne n'est produit par ce secteur¹⁰⁸. Les matériaux nécessaires à la construction de routes et d'ouvrages d'irrigation, ainsi qu'aux projets d'hydraulique agricoles, aux installations de stockage et de traitement, aux usines de production de l'énergie, sont produits par l'industrie. Les pompes hydrauliques mues par des moteurs électriques ou à combustion interne, les machines agricoles simples ou complexes et les produits chimiques utilisés en agriculture proviennent aussi de l'industrie. Bien que les données chiffrées fassent défaut, il est évident que, pour de nombreux pays,

¹⁰⁷ Une agriculture de type primitif ou traditionnel, qui n'a pratiquement pas recours aux engrais, peut évidemment, en utilisant par exemple le fumier, obtenir un accroissement du rendement sans faire appel à l'industrie.

¹⁰⁸ Jadis, les instruments aratoires étaient fabriqués au village; il en a été de même dans les pays actuellement en voie de développement.

c'est l'industrie nationale qui doit fournir ces biens, étant donné que les réserves de devises ne leur permettent pas de les acheter à l'étranger.

Il convient maintenant d'étudier les principaux secteurs industriels qui fournissent des inputs au secteur agricole.

Engrais. L'importance des engrais dans l'accroissement des rendements agricoles a fait l'objet de nombreuses études et l'on estime aujourd'hui que leur emploi se généralisera. Dans les pays en voie de développement, le taux d'accroissement de la production alimentaire destinée à la consommation intérieure, pour la période qui s'étend de 1955-1958 à 1965-1967, a été approximativement de 2,6%, avec un léger fléchissement dans la dernière partie de cette période, au cours de laquelle il est tombé à 2,4%. Etant donné les prévisions concernant la croissance démographique et les modifications dans les revenus, on estime que les pays en voie de développement doivent accélérer le taux d'accroissement de la production alimentaire et atteindre 4,3% par an pour éviter d'être tributaires d'importations qu'ils ne seraient d'ailleurs pas en mesure de financer. Si l'accroissement de la population, des revenus et de la production alimentaire se poursuit au même rythme, les importations atteindront plus du quart de la consommation intérieure en 1985¹⁰⁹. Il convient de noter que le taux nécessaire d'accélération de la production dépasse, pour le moment, la capacité des pays en voie de développement. S'il est possible de réaliser cet accroissement en partie par une augmentation des terres cultivées, dans l'avenir, l'accroissement de la production devra, pour une plus large part, être le résultat d'un meilleur rendement, comme nous l'avons exposé ci-dessus. Evidemment, lorsque les besoins en céréales dépassent des niveaux de production supérieurs à 800-1 200 kg à l'hectare et que les sols ne sont pas assez fertiles, que le fumier est en quantité insuffisante, l'emploi d'engrais est alors essentiel¹¹⁰.

C'est pourquoi l'emploi des engrais dans les pays en voie de développement a fait des progrès rapides. Toutefois, si l'accroissement du taux de consommation a été supérieur à celui des pays industrialisés, les pays en voie de développement ne consomment encore que 20% de la production mondiale d'engrais. Les chiffres de consommation par région figurent au tableau 66. Au cours de la période 1967-1968, la consommation moyenne d'engrais par hectare, en Europe, a été de 139 kg, allant de 29 kg en Albanie à 626 kg aux Pays-Bas. La consommation moyenne, en Asie, a été d'environ 19 kg par hectare de terre arable, en Amérique du Sud de 11 kg et en Afrique d'environ 6 kg¹¹¹. Comme l'indique le tableau 67, la production des pays en voie de développement n'a pas été en

¹⁰⁹ FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, vol. I, pages 19 à 22. Si les tendances actuelles se poursuivent, la production de denrées alimentaires dans les pays en voie de développement atteindra approximativement 66 milliards de dollars en 1985, alors que la demande totale sera de 92 milliards, ce qui implique que les importations seraient de 26 milliards de dollars. A cette époque, le chiffre actuel exprimé en dollars sera en fait plus élevé, car la projection est basée sur les prix de 1962 et sur 60% seulement de la valeur c.i.f. des importations, cela pour permettre la comparaison avec la production évaluée aux prix chez le producteur.

¹¹⁰ «Fertilizer and Economic Development», par Frank W. Parker, publié par M. H. McVickar, G. L. Bridger et L. B. Nelson, dans *Fertilizer Technology and Usage*, Soil Science Society of America, Madison, Wisconsin, 1963, page 9.

¹¹¹ FAO, *Les Engrais*, 1969, Rome, 1970, page 16.

TABLEAU 66. RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION MONDIALE D'ÉLÉMENTS FERTILISANTS ENTRE RÉGIONS DÉVELOPPÉES ET RÉGIONS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT
(En milliers de tonnes)

Exercice financier	Régions développées					Régions en voie de développement					Total mondial
	Amerique du Nord	Europe occidentale	Europe orientale	Océanie et Japon	Total	Asie	Afrique*	Amerique Latine	Total		
1955	5 887	7 426	1 640	1 877	16 830	907	459	481	1 847	18 677	
1956	5 846	7 846	3 704	2 043	19 439	1 045	481	570	2 096	21 535	
1957	6 101	8 322	4 067	2 086	20 576	1 311	489	682	2 482	23 058	
1958	6 250	8 840	4 423	2 030	21 543	1 589	591	691	2 871	24 414	
1959	7 100	9 233	4 800	2 268	23 401	1 541	627	720	2 888	26 289	
1960	7 146	9 785	5 066	2 385	24 382	1 819	568	739	3 126	27 508	
1961	7 564	10 004	5 264	2 768	25 600	1 922	712	959	3 593	29 193	
1962	8 158	10 542	5 514	2 607	26 821	2 322	727	976	4 025	30 846	
1963	9 174	11 340	6 117	2 620	29 251	2 542	785	1 061	4 388	33 639	
1964	10 092	11 965	7 156	2 933	32 146	2 975	837	1 368	5 180	37 326	
1965	10 514	12 513	8 957	3 242	35 226	3 343	923	1 482	5 748	40 974	
1966	11 996	12 977	10 631	3 481	39 085	3 809	1 095	1 557	6 461	45 546	
1967	13 489	13 353	11 700	3 682	42 224	5 394	1 172	1 795	8 361	50 585	
1968*	14 775	14 081	13 228	3 576	45 660	6 139	1 330	2 225	9 694	55 354	

Source: Tennessee Valley Authority, National Fertilizer Development Center, Fertilizer Trends, 1969, par Edwin Harré, Munte Shoals, Alabama, 1969, page 95.

* Y compris l'Égypte et l'Afrique du Sud qui, ensemble, comptent pour plus de 50% dans la consommation africaine.

• Chiffres provisoires.

TABLEAU 67. PRODUCTION INTÉRIEURE D'ENGRAIS AZOTÉS, PHOSPHATÉS ET POTASSIQUES DANS CERTAINS PAYS, EN POURCENTAGE DE LA CONSOMMATION TOTALE, 1965-1969

	Azotes	Phosphates	Potassiques
Amérique latine.....	77	50	12
Afrique au sud du Sahara.....		54	
Proche-Orient et Afrique du Nord-Ouest.....	42	190	..
Asie et Extrême-Orient.....	47	51	1
Total.....	53	71	4

Source: FAO, *Plan indicatif mondial prévisionnel pour le développement de l'agriculture*, vol. 1, page 222.

* Les 64 pays compris dans ces données représentent 84 % de la population du monde en voie de développement.

mesure de satisfaire la demande croissante d'engrais¹¹². Dans l'ensemble, la production de ces pays couvre environ la moitié de leur consommation.

Une prévision de la consommation d'engrais dans 64 pays en voie de développement figure au tableau 68. Le taux d'accroissement annuel prévu de la production agricole serait d'environ 4⁰/₀ et le taux d'expansion de la demande d'engrais passerait de 10,8 (taux atteint au cours de la période 1954-1962) à 11,4⁰/₀ par an. Bien qu'il soit appelé à varier d'un pays à l'autre, l'écart sans cesse croissant entre la demande et l'offre intérieures ne manquera pas de créer des problèmes de devises pour la plupart d'entre eux. La Turquie, par exemple, a augmenté sa production d'éléments fertilisants, qui est passée de 8 142 tonnes vers le milieu des années cinquante, à 81 015 tonnes en 1968-1969; mais, au cours de la même période, la consommation est passée de 21 753 tonnes à 380 049 tonnes. Vers le milieu des années cinquante, l'Inde fabriquait en moyenne 89 883 tonnes d'engrais azotés, phosphatés et potassiques par an. La production nationale a atteint 776 000 tonnes en 1968-1969, mais la consommation pour la même période est passée de 147 547 à 1 682 000 tonnes. Au cours de cette même période, la production au Pakistan est passée de 108 tonnes à 137 800 tonnes et la consommation de 16 230 à 391 800 tonnes. En Egypte, la production est passée de 39 509 à 172 000 tonnes et la consommation de 130 742 à plus de 300 000 tonnes¹¹³. L'ampleur de ces différences entre la production et la consommation et les ponctions diverses et cumulatives opérées sur les devises disponibles ont incité les pays à créer des industries pour la fabrication d'engrais, même lorsque les matières premières, le matériel et les techniques doivent être importés.

¹¹² L'utilisation accrue d'engrais, combinée avec l'emploi de variétés améliorées de céréales et d'autres inputs améliorés, sont à l'origine de l'optimisme actuel en ce qui concerne la production alimentaire. C'est également la raison des prévisions révisées qui prévoient des difficultés pour les pays tributaires des exportations de céréales. (U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, *World Demand Prospects for Agricultural Exports of Less Developed Countries in 1980*, par Anthony S. Rojko et Arthur B. Mackie, Foreign Agricultural Economic Report No. 60, Government Printing Office, Washington, D.C., 1970.)

¹¹³ FAO, *Les Engrais, 1969*, pages 135 à 139.

TABLEAU 68. QUANTITES D'ÉLÉMENTS FERTILISANTS NÉCESSAIRES* POUR LES CULTURES EN 1975 ET 1985 ET COÛT ANNUEL DES BESOINS EN 1962, 1975 ET 1985 POUR CERTAINS PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

	1975		1985		Coût estimatif annuel (en millions de dollars)		
	(Milliers de tonnes)	Indice (1962 = 100)	(Milliers de tonnes)	Indice (1962 = 100)	1962	1975	1985
Amérique latine	3 174	385	6 527	792	218	883	1 861
Afrique au sud du Sahara	277	531	662	1 268	14	76	180
Proche-Orient et Afrique du Nord-Ouest	1 387	323	2 575	598	97	329	616
Asie et Extrême-Orient	9 819	773	21 411	1 686	335	2 392	5 181

Source: FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, vol. I, pages 224 et 225.
* Azote, phosphore et potassium.

Pour les pays en voie de développement qui en sont aux premiers stades de la modernisation de leur agriculture, les engrais devront certainement être importés, même si ces pays disposent d'une ou de deux matières premières nécessaires à leur fabrication. A mesure que la consommation nationale s'élèvera, les possibilités de production nationale augmenteront. Tout dépend du coût et des possibilités de fabrication locale à partir de matières premières ou de produits intermédiaires importés et du coût du produit local par rapport au prix du produit fini importé. La décision implique une évaluation des différentes utilisations des devises. Pour des pays disposant des matières premières nécessaires, la possibilité d'une production locale est évidemment plus grande.

L'évolution de la situation au cours de la dernière décennie a permis à plusieurs pays en voie de développement parmi les moins avancés de créer une industrie des engrais ou d'en envisager sérieusement la création. D'abord, du fait de leur consommation croissante, les engrais ont pris une importance grandissante dans les importations et l'attention s'est portée sur la possibilité de créer une industrie des engrais en vue de renforcer ces importations. Ensuite, les engrais ont pris une importance stratégique croissante en tant que facteur essentiel dans l'accroissement des rendements agricoles, ce qui a amené les pays à encourager leur utilisation. Les objectifs de consommation par habitant pour 1975 sont d'environ 10 kg d'azote, 5 kg de phosphore et 2,5 kg de potassium, chiffres qui varieront bien entendu suivant les pays¹¹⁴. Enfin, une série de progrès techniques concernant les principaux engrais a ouvert de nouvelles possibilités¹¹⁵. Les progrès techniques réalisés dans la fabrication de l'ammoniac et l'augmentation de la capacité de production ont entraîné une baisse du prix de ce produit. L'ammoniac peut maintenant être transporté par bateau entier, comme le gaz naturel liquide. Les techniques de fabrication actuelles permettent la production, à l'échelle commerciale, d'engrais nitrophosphatés, ce qui élimine la nécessité de disposer de soufre. Toutefois, il convient de noter que la désulfuration des carburants a créé dans le monde un surplus de soufre, produit qui, dans certaines zones, est un élément nutritif important des végétaux. L'acide phosphorique peut être transporté par bateau et il en sera de même, dans un proche avenir, pour l'acide superphosphorique. Le transport, dans des conditions de rentabilité économique, du phosphore élément devrait également être possible sous peu. L'avantage principal qu'il faut attendre de l'utilisation de ces produits chimiques comme facteurs de production est la concentration élevée du produit intermédiaire¹¹⁶.

Ces progrès techniques ont permis à un plus grand nombre de pays d'envisager la fabrication d'engrais, même s'ils ne possèdent aucune des matières premières

¹¹⁴ ONUDI, *Industrie des engrais*, monographie n° 6 sur le développement industriel (numéro de vente: 69.II.B.39, vol. 6), page 11.

¹¹⁵ Raymond Ewell, «L'avenir des engrais dans les pays en voie de développement», dans la publication de l'ONUDI intitulée *Facteurs qui retardent la croissance de l'industrie des engrais dans les pays en voie de développement*, rapport du Groupe spécial d'experts originaires de pays où il y a pénurie d'engrais, Vienne, 1968 (numéro de vente: 69.II.B.21), page 77.

¹¹⁶ Une tonne de phosphore élément utilisé dans le processus de production «thermique» fournit autant de P₂O₅ que 7,5 tonnes de phosphate naturel et 2,2 tonnes de soufre utilisé dans le procédé dit «humide».

nécessaires. La méthode idéale consiste à construire des installations intégrées. Les agriculteurs peuvent utiliser des engrais simples, mais cela exige plusieurs applications d'éléments fertilisants en quantités variables. En outre, si les engrais azotés sont fournis sans phosphore, le sol, après quelques années de rendements élevés, sera épuisé. Les mélanges d'engrais, composés en fonction des cultures et des caractéristiques pédologiques d'une région, fournissent un input satisfaisant. Dans les pays en voie de développement, où les services de vulgarisation agricole sont rares et l'expérience des engrais limitée, il est généralement recommandé d'appliquer des mélanges d'engrais.

Les coûts de construction des usines d'engrais dans un pays en voie de développement sont très vraisemblablement de 25 à 50% supérieurs à ce qu'ils sont dans un pays développé¹¹⁷. De longs détails de construction, en raison d'une main-d'œuvre de chantier moins efficace, des coûts de construction plus élevés, le coût et le transport des matériaux et des équipements qu'il faut importer et peut-être la nécessité d'avoir des groupes électrogènes de secours font monter le coût total de l'installation. Les frais d'exploitation sont grevés par les stocks importants de matières premières qu'il faut constituer et par les coûts élevés de formation du personnel. L'utilisation saisonnière d'un produit fabriqué tout au long d'une année peut également poser des problèmes de stockage particulièrement sérieux dans les pays en voie de développement. Si des installations ne sont pas prévues pour le déplacement des produits en vrac, il faudra envisager des dépenses supplémentaires.

Les problèmes concernant la taille de l'usine et l'efficacité d'exploitation sont particulièrement importants. Les économies d'échelle sont un facteur de poids dans la fabrication des engrais, et le taux moyen d'utilisation de la capacité d'une installation est un paramètre assez critique. Lorsque la demande intérieure est insuffisante pour justifier une installation de la taille minimale, le coût des engrais augmente rapidement. Cependant, si une usine importante n'est pas utilisée à sa capacité maximale de production, le prix des engrais sera élevé et les investissements resteront improductifs en raison du matériel non utilisé. Même si la taille d'une usine a été judicieusement déterminée, l'exploitation à moins de 70% de sa capacité entraîne une élévation rapide des coûts de production. Bien qu'il y ait des différences considérables d'une usine à l'autre, une capacité de production utilisée à 70% peut être considérée comme le seuil de rentabilité en dessous duquel l'opération est anti-économique¹¹⁸. Dans de nombreux pays en voie de développement, les usines d'engrais fonctionnent entre 50 et 60% de leur capacité, même lorsque le pays continue d'importer des engrais. Il faut souvent en trouver la raison dans les goulets d'étranglement de l'approvisionnement en matières premières, notamment lorsque l'industrie des engrais doit lutter pour obtenir les devises — toujours rares — nécessaires pour importer un produit essentiel, et aussi dans les difficultés de transport et de stockage ou le manque de qualifications de la main-d'œuvre.

¹¹⁷ Banque asiatique de développement, *op. cit.*, page 560.

¹¹⁸ ONUDI, *Industrie des engrais*, monographie n° 6 sur le développement industriel, page 49.

Une fois l'usine en activité, la production d'engrais exige relativement peu de main-d'œuvre. Toutefois, l'intérêt des responsables de la planification peut viser au-delà des répercussions directes sur l'emploi de la seule industrie des engrais. L'accroissement de la production créera de nouveaux emplois (ensemencement, récolte et opérations de transformation). Les importations de biens d'équipement et de pièces détachées doivent également être prises en considération lorsqu'il s'agit de choisir entre les dépenses nécessitées par une industrie des engrais et celles d'autres projets industriels lourds. Si des matières premières ou des produits intermédiaires doivent être importés, les économies de devises seront évidemment inférieures au montant des importations d'engrais précédemment effectuées. Si les économies de devises sont sensibles, il se peut que l'industrie nationale puisse fournir aux agriculteurs du pays, même si des matières premières doivent être importées, plus d'engrais que ne le permettraient les réserves de devises au cas où le produit final devait être acheté à l'étranger.

L'industrie des engrais, par ses liens avec l'industrie chimique, peut servir à promouvoir le développement d'une structure industrielle plus complexe. Les acides sulfurique, nitrique et phosphorique sont des facteurs essentiels de l'industrie des engrais et peuvent être liés à une industrie chimique établie sur de larges bases. L'ammoniac de synthèse est le principal élément d'une grande variété de produits chimiques. D'autres produits à base d'ammoniac, tels que l'urée, le sulfate d'ammonium, le nitrate d'ammonium et le phosphate d'ammonium sont utilisés dans la fabrication des matières plastiques et des explosifs, ainsi que dans les industries alimentaires et dans l'élaboration de quelques pesticides. L'industrie des engrais est aussi étroitement liée à celle de l'acier et d'une manière générale aux industries chimiques et pétrochimiques lourdes¹¹⁹.

Pesticides. A mesure que l'agriculture se développe, la demande de produits chimiques ne cesse d'augmenter. Certaines variétés nouvelles de céréales sont particulièrement vulnérables aux maladies et la concentration des cultures augmente les risques d'éphyties. De 1959 à 1964, le taux moyen de croissance de la consommation de pesticides a été de 9,5%¹²⁰. Toutefois, dans certains pays, les accroissements sont très importants. Le taux annuel d'augmentation dans les importations de pesticides, exprimé en valeur, pour la période 1961—1965 a été de 37% pour l'Inde, de 30% pour le Pakistan et de 26% pour la Thaïlande. Au cours de la période 1965—1967, les importations ont augmenté de 175% à Ceylan¹²¹. Néanmoins, la consommation dans les pays en voie de développement est très faible. Elle n'a atteint que 20% de la valeur totale de la production mondiale de pesticides sur environ 70% des terres arables du monde¹²². Plus des trois quarts des produits consommés sont importés, les Etats-Unis fournissant actuellement plus de la moitié de la production mondiale.

La croissance rapide de la demande constitue une circonstance favorable pour l'installation d'usines de pesticides dans les pays en voie de développement

¹¹⁹ *Ibid.*, page 52.

¹²⁰ FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, vol. I, page 239.

¹²¹ Banque asiatique de développement, *op. cit.*, page 515.

¹²² FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, vol. I, page 239.

ou, tout au moins, la création d'installations de mélanges. La teneur des pesticides en ingrédients actifs est assez faible et l'importation du produit final signifie le paiement des frais de transport pour les ingrédients inertes. La création d'installations de mélanges, lorsque les éléments inertes sont disponibles localement ou dans des zones voisines, s'impose évidemment et peut être le premier pas vers la fabrication nationale d'ingrédients actifs. Si la fabrication peut être entreprise dans certains pays, il est nécessaire de disposer de laboratoires de recherche car, après un certain temps, de nombreux insectes deviennent immunisés contre un certain type d'insecticide et il faut procéder à des modifications. L'emploi généralisé de ces produits chimiques soulève également d'autres difficultés pour un pays en voie de développement où les services de vulgarisation sont limités. Les mesures collectives de protection des récoltes ont l'avantage de rendre le contrôle plus efficace. Il semble que l'emploi isolé de pesticides n'est guère avantageux.

Machines et équipement. La fabrication des machines agricoles est, à bien des égards, liée à l'aptitude d'un pays à soutenir l'expansion industrielle en général. Dans la plupart des pays en voie de développement, la demande de tracteurs et de pièces détachées est trop faible pour soutenir une production nationale. Les renseignements concernant la production de machines agricoles et d'équipement mécanisé sont difficiles à obtenir et les réponses à des questions sur l'échelle minimale de production, les investissements à prévoir, etc., ont nécessairement un caractère général. Toutefois, certains besoins peuvent être précisés. Par exemple, la fabrication nationale de tracteurs implique l'existence d'une certaine industrie sidérurgique. L'industrie doit également pouvoir fabriquer des pièces et des éléments tels que roulements à billes, radiateurs, embrayages, garnitures de freins, équipements électriques, pneumatiques, pompes d'injection et moteurs Diesel¹²³. Les industries de la machine agricole sont pour la plupart situées dans les pays développés. Toutefois, divers types de machines agricoles sont assemblés dans plusieurs pays en voie de développement: des tracteurs, en Inde, en Argentine, au Mexique et au Brésil, où une grande proportion des composants sont fabriqués dans le pays; aux Philippines, où les éléments sont importés.

Lorsqu'un pays se lance dans la fabrication de matériel ou d'outillage agricoles, il n'est pas nécessaire, au début, qu'il fabrique des machines compliquées ou des machines automatiques. Un grand nombre de pays ont besoin de matériels simples, tels que charrues et herses à traction animale. L'Inde fabrique la plupart des machines agricoles dont elle a besoin, sauf les tracteurs, et exporte quelques-unes de ses fabrications. En Amérique latine, le Mexique et l'Argentine fabriquent et exportent des charrues à disque, des moissonneuses, des déchaumeuses et autres équipements de préparation du sol.

Plusieurs pays d'Asie fabriquent des pompes à eau. La manufacture et l'entretien du matériel d'application des produits chimiques utilisés en agriculture, tel que les pulvérisateurs portatifs, peut également être entrepris dans

¹²³ FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, vol. I, page 260.

les pays en voie de développement¹²⁴. D'autres matériels, tels que batteuses à pédales, charrettes, équipement à traction animale et matériel d'usinage du riz peuvent également être fabriqués localement. La demande régulière et assez prévisible de ces biens semble les désigner pour une production industrielle locale¹²⁵. La production de ce type d'équipement ne nécessite pas de complexes industriels importants, et peut souvent se faire dans des ateliers relativement petits, qu'il est possible d'agrandir facilement si la demande augmente.

En résumé, la fabrication locale de ces matériels peut permettre de réaliser des économies substantielles de devises, offrir aux entrepreneurs et à la main-d'œuvre du pays une occasion de formation en vue du futur progrès industriel. Les petites entreprises peuvent puiser sur les moyens locaux de financement pour assurer leur développement, ce que ne peuvent faire les grandes entreprises¹²⁶. En outre, ces usines peuvent être largement dispersées dans le pays, ce qui répartit les possibilités d'emploi.

Traitement industriel des produits agricoles

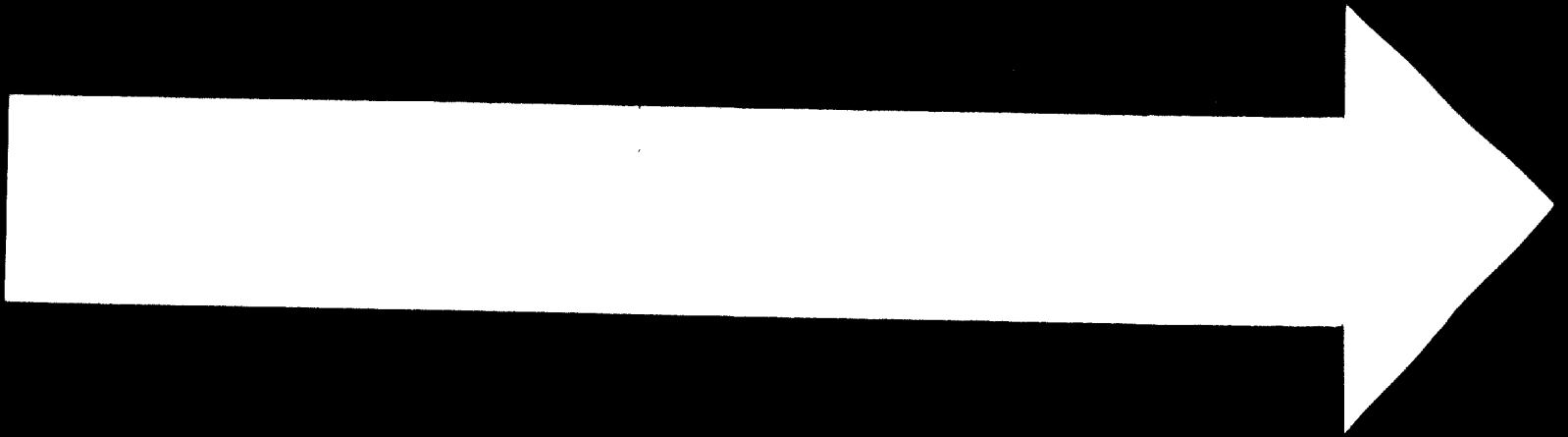
Les branches de l'industrie qui utilisent les produits de l'agriculture, des forêts, des pêches et de l'élevage remplissent une fonction importante au profit du secteur agricole et jouent un rôle stratégique pour le développement économique. Ces industries permettent de promouvoir l'utilisation des produits en les présentant sur le marché non agricole sous une forme se prêtant mieux à la consommation. En assumant les fonctions précédemment remplies par la communauté rurale, en les multipliant et en améliorant la qualité du service, ces industries offrent des possibilités nouvelles d'investissement et de création d'emplois à une société en voie d'urbanisation. En coordonnant les achats, en se chargeant des fonctions de stockage et de conservation, et en assurant l'uniformité et la qualité des produits, elles stimulent la production et la productivité agricoles et ont une incidence favorable sur les revenus dans ce secteur. De nombreuses entreprises utilisant des produits agricoles comme inputs jouent traditionnellement le rôle de pionniers dans une économie en voie de développement. Dans les pays actuellement industrialisés, ce sont les produits agricoles qui ont été les premiers à subir des transformations.

Le traitement des produits agricoles couvre une large gamme d'activités qui peuvent être classées en industries alimentaires et industries non alimentaires. Dans les pays en voie de développement, la mouture des céréales vivrières de base vient généralement au premier rang des industries alimentaires. Dans de nombreux pays, les minoteries ont pris un essor rapide et se sont multipliées au cours des deux dernières décennies. Les minoteries modernes exigent de gros investissements financiers, mais relativement peu de personnel. Les frais de première installation sont de l'ordre de plusieurs millions de dollars, mais plus l'installation est importante, moins le montant des investissements et des frais d'exploitation par unité de production est élevé. Toutefois, dans de nom-

¹²⁴ Banque asiatique de développement, *op. cit.*, pages 567 à 573.

¹²⁵ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1966, page 126.

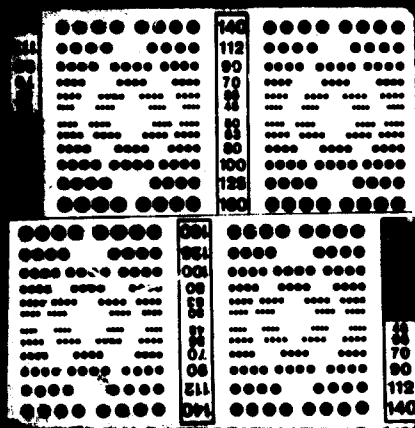
¹²⁶ Eugene Staley et Richard Morse, *Modern Small Industry for Developing Countries*, McGraw-Hill, New York, 1965, page 236.



2 - 12 - 74

4 / 4

74ST0064



breux pays où les moyens de transport et les installations sont insuffisants pour emmagasiner de grandes quantités de grains et les produits de meunerie, de petites installations conviennent parfaitement. Bien que les avantages directs soient limités du point de vue de l'emploi, les effets indirects peuvent être substantiels, là notamment où existent de petites boulangeries.

L'usinage du riz constitue une activité importante dans de nombreux pays parmi les moins développés et pour une grande partie de la population mondiale. Les grandes rizeries modernes, qui exigent des capitaux très importants, présentent l'avantage de disposer d'installations de séchage et d'entreposage du paddy, ce qui réduit les pertes. En outre, seules les très grandes installations modernes sont équipées pour la récupération des sous-produits les plus intéressants, tels que les huiles comestibles de haute qualité et le son riche en protéines, lesquels peuvent jouer un rôle important dans l'économie des pays rizicoles et promouvoir la compétitivité des usiniers et des exportateurs. Cependant, l'installation de telles rizeries n'est pas toujours possible. Les grandes usines exigent une concentration de la production du paddy afin de pouvoir fonctionner toute l'année. D'autre part, dans de nombreux pays asiatiques, l'insuffisance des moyens de transport fait obstacle à la création de ces grandes rizeries. Il faut donc envisager des installations plus petites, pouvant être implantées à proximité des zones de production et pour lesquelles un approvisionnement permanent ne constitue pas un impératif. Le rendement et la qualité des services rendus par ces petites rizeries sont très variables. Leur taux de rendement varie entre 57 et 65% et le riz usiné peut contenir une assez grande proportion de brisures. Dans de nombreux pays asiatiques, notamment à Ceylan, en Indonésie, au Pakistan et aux Philippines, le matériel de rizerie est fabriqué localement¹²⁷. Ces pays pourraient importer des machines de qualité supérieure, mais il serait sans doute préférable d'aider les industriels locaux à améliorer leur fabrication. Une augmentation de 2 à 3% du taux de leur rendement représenterait un accroissement appréciable de la production rizicole.

Pour les installations de très grande capacité, il est primordial de leur assurer un approvisionnement adéquat en paddy, ce qui implique un remaniement des structures commerciales intermédiaires traditionnelles et une révision des dispositions administratives et législatives dans ce domaine. Des essais dans ce sens ont été effectués, notamment en établissant des systèmes officiels de classement par qualités et en créant des organismes centralisés d'achat du paddy; ces efforts donnent des résultats appréciables et méritent d'être encouragés.

Dans un certain nombre de pays en voie de développement, le maïs et le sorgho sont les céréales les plus importantes et peuvent servir de base à une activité industrielle, notamment pour la fabrication de produits pour la consommation humaine et animale, etc.

L'industrie sucrière entraîne également le développement d'autres industries. La fabrication d'alcool à partir des mélasses, ainsi que celle de pâte à papier et de papier à partir de la bagasse sont des exemples types de l'utilisation des sous-produits. Le sucre est un produit de base pour l'expansion de plusieurs autres

¹²⁷ Banque asiatique de développement, *op. cit.*, page 574.

industries alimentaires, telles que conserves de fruits, confiserie, jus de fruits et diverses boissons. Dans les pays en voie de développement, la demande de fruits et légumes traités, généralement peu élevée au début, tend à augmenter avec l'élévation du revenu. Dans bien des cas, ces produits trouvent évidemment des débouchés sur les marchés extérieurs. Outre le problème de la demande, d'autres facteurs freinent la croissance de cette industrie. La qualité de la matière première est parfois assez médiocre et peut varier considérablement. Ces usines de traitement exigent également un approvisionnement permanent en matière première, ce qui peut constituer un sérieux obstacle¹²⁸.

Les industries du traitement de la viande et du lait se développent à mesure que progresse l'urbanisation et qu'augmentent les revenus et la production de céréales fourragères. Cependant, elles rencontrent, au moment de leur mise en service, certaines difficultés lorsque les installations sont importantes et créées en fonction de marchés de type occidental, alors que pour leur approvisionnement en matières premières, elles ne peuvent compter que sur des sources de type traditionnel. Le Ghana, par exemple, possède deux grands abattoirs modernes, équipés d'installations de réfrigération, mais ils ne fonctionnent respectivement qu'à 10 et 2% de leur pleine capacité¹²⁹.

La création d'industries alimentaires offre à un pays diverses possibilités de croissance économique, en stimulant la demande en matière de transports, d'emballages de récipients en fer-blanc et en verre¹³⁰. Les industries qui favorisent l'expansion de la production agricole ouvrent également indirectement un marché aux engrais, au matériel agricole, aux pesticides et aux aliments du bétail¹³¹. Dans certains cas, les industries alimentaires peuvent offrir des possibilités importantes à l'exportation. Elles ont été créées en fonction d'un système intégré et les pouvoirs publics, l'industrie privée et les associations de producteurs ont coordonné leurs efforts pour augmenter la quantité et la qualité des matières premières disponibles. Cette coordination se manifeste de l'exploitation agricole à l'usine et de l'usine au marché¹³².

Parmi les industries de transformation de produits agricoles à des fins non alimentaires, les plus importantes sont celles qui utilisent les fibres naturelles, le coton venant en tête, suivi du jute, du kenaff et des fibres apparentées. Bien que ces fibres aient souffert de la concurrence des fibres artificielles et synthétiques, elles tiennent encore une place extrêmement importante dans la structure industrielle des pays en voie de développement. En 1966, ces pays ont fourni 42,6% de la production mondiale des cotonnades — contre 30,6% en 1954 — et 83,3% de celle du jute et fibres apparentées. Ces pays ont consommé environ 43,7% de la production mondiale de tissus de coton, contre 35,1% en 1954¹³³.

¹²⁸ FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1966, pages 100 et 101.

¹²⁹ FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1966, page 133.

¹³⁰ Il faut admettre qu'en l'absence de possibilités de production locale, une telle stimulation de la demande peut constituer une ponction sur les réserves en devises.

¹³¹ ONUDI, *Les Industries alimentaires*, monographie n° 9 sur le développement industriel (numéro de vente: 69.II.B.39, vol. 9), page 64.

¹³² Banque asiatique de développement, *op. cit.*, page 576.

¹³³ ONUDI, *L'Industrie textile*, monographie n° 7 sur le développement industriel, pages 15 et 21.

L'industrie textile constitue un maillon de la chaîne de production. La demande de fibres peut stimuler la production locale de coton et les tissus de coton alimentent l'industrie du vêtement. Les industries du vêtement, de la chaussure et du prêt à porter, bien que ne représentant, en 1967, que 5% de la valeur ajoutée aux fabrications dans les pays en voie de développement, ont connu, de 1960 à 1966, un taux d'accroissement supérieur de 6,5% à celui de l'industrie textile, créant ainsi de nouveaux emplois dans ces pays¹³⁴. Dans certains pays en voie de développement, les taux d'accroissement de la production textile ont été assez élevés, mais il semble possible d'augmenter beaucoup plus la production et la consommation. En 1964-1965, la consommation de fibres textiles par habitant aux Etats-Unis a été de 17,4 kg dont 9,8 kg de coton. Au cours de la même période, la consommation de fibres de coton dans les pays en voie de développement n'a été que de 1,9 kg par habitant. Bien que la demande de textiles de coton ait tendance à baisser lorsque les revenus augmentent, cette industrie peut encore trouver des possibilités d'expansion dans les pays en voie de développement où les revenus, autrefois faibles, sont en train d'atteindre des niveaux moyens¹³⁵. Certains observateurs se demandent d'ailleurs si l'argument selon lequel la demande concernant les textiles de coton décroît à mesure que les revenus augmentent, peut s'appliquer aux pays tropicaux.

L'industrie textile offre aux pays en voie de développement divers avantages. Du point de vue de la production, elle permet de doser l'élément capital et l'élément travail dans des proportions qui répondent mieux aux besoins en matière d'emploi des pays les moins développés. Même parmi les pays industrialisés, les coûts de capital varient considérablement. Les filatures de coton exigent généralement une densité moindre de capitaux et demandent moins d'énergie et de carburant par employé, que la moyenne des manufactures dans les pays en voie de développement¹³⁶. La fabrication des sacs de jute n'exige que des mises de fonds modestes, et celle des cordages et autres produits à base de fibres dures n'implique pas des procédés demandant de gros capitaux¹³⁷.

Les industries de transformation du bois constituent également un chaînon important entre l'agriculture et l'industrie. En Europe, l'emploi de feuillus tropicaux dans la construction a beaucoup augmenté, et les Etats-Unis importent de grandes quantités de contre-plaqué, surtout d'Asie et d'Extrême-Orient. Les Philippines exportent vers le Japon des grumes de feuillus et l'Indonésie en exporte également de grandes quantités vers la République de Corée. La Malaisie et Singapour exportent du contre-plaqué et des placages vers les Etats-Unis¹³⁸. Ces pays et certains autres s'efforcent actuellement de transformer eux-mêmes les produits de leurs forêts avant de les commercialiser sur les marchés internationaux. Le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Zaïre, par exemple, ont augmenté, ou se proposent de le faire, les taxes à l'exportation sur le bois en grumes non

¹³⁴ ONUDI, *Etude du développement industriel*, vol. II (1970), pages 21, 30 et 35.

¹³⁵ John L. Sinclair, *The Production, Marketing and Consumption of Cotton*, Praeger, New York, 1968, pages 46 et 47.

¹³⁶ FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1966*, page 110.

¹³⁷ ONUDI, *L'Industrie textile*, page 51.

¹³⁸ FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1970*, page 87.

transformé. La mise au point des panneaux de particules a permis d'utiliser des déchets qui autrefois étaient perdus et des arbres qui, du fait de leur petite taille, ne pouvaient être employés comme bois d'œuvre. Les progrès dans la technologie de la fabrication de pâte à papier par des procédés semi-chimiques favorisent le développement de l'industrie de la pâte à papier et du papier, qui, évidemment, est liée à la production de bois.

L'industrie du cuir et des articles de cuir utilise des sous-produits de l'agriculture comme input principal. Une grande proportion des disponibilités mondiales de cuirs et peaux provient de petits producteurs des pays en voie de développement. Du point de vue de l'offre, de nombreux pays en voie de développement semblent avoir de grandes possibilités d'investissement dans l'industrie de la tannerie, en raison d'un cheptel abondant. Toutefois, il faut prendre garde que la concurrence sur les marchés mondiaux en ce qui concerne les peaux tannées est considérable, et que la qualité des peaux d'animaux de nombreux pays en voie de développement est souvent insuffisante. Pour ce qui est des articles de cuir, les pays développés à économie de marché et les pays à économie planifiée dominent le marché, ainsi que le montre le tableau 69 sur la valeur industrielle ajoutée à ces articles.

En résumé, les agro-industries jouent un rôle considérable dans les pays en voie de développement, comme l'indique la part qu'elles occupent dans la production industrielle totale de ces pays (voir tableau 69)¹³⁹. Lorsqu'un pays en voie de développement commence à s'industrialiser, par exemple en s'efforçant de fabriquer sur place des produits qu'il était nécessaire jusque-là d'importer, des taux de croissance élevés peuvent être enregistrés dans ces secteurs industriels. Le tableau 70 indique les taux de croissance de diverses agro-industries. Il est intéressant de noter qu'à l'exception des textiles, le taux de croissance de ces industries est régulièrement plus important dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés à économie de marché. Aux premiers stades de l'industrialisation, ce sont généralement les agro-industries qui sont les premières à être installées, mais à mesure que l'économie se développe, se diversifie et devient plus complexe, l'importance relative de ces industries primaires décroît. Les raisons de ce déclin sont les mêmes que celles qui ont été énoncées plus haut pour les produits agricoles en général, à savoir, une élasticité-revenu relative-ment faible de la demande.

Les données qui figurent au tableau 71 montrent que ces tendances se manifestent clairement dans les pays en voie de développement. La production des deux groupes d'industries, d'une part celle des produits alimentaires, des boissons et du tabac, d'autre part celle des textiles (CITI 31 et 32), dans les pays en voie de développement, a baissé en pourcentage par rapport à la production industrielle totale au cours de la première Décennie pour le développement et cette tendance s'est manifestée dans les trois régions en voie de développement. La part revenant au groupe CITI 34: papier, imprimerie et édition, par rapport à la production totale, a également diminué, mais la tendance a été légèrement ascendante pour

¹³⁹ Toutefois, il convient de noter que les industries textiles et celles du meuble impliquent également la transformation de matériaux d'origine non agricole.

TABEAU 69. VALEUR MANUFACTURIÈRE AJOUTÉE AUX CUIR ET AUX ARTICLES EN CUIR, AUX PRODUITS DE REMPLACEMENT DU CUIR ET AUX FOURRURES, À L'EXCEPTION DES CHAUSSURES ET VÊTEMENTS (CITI 323), 1960—1968

(En millions de dollars)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Monde	2 591	2 693	2 747	2 817	2 913	2 958	3 059	3 069	3 248
Pays développés à économie de marché	1 508	1 577	1 592	1 636	1 679	1 677	1 720	1 642	1 723
Pays à économie planifiée	730	774	816	847	874	906	960	1 032	1 102
Pays en voie de développement	353	342	339	334	360	375	379	395	423
Afrique	19	18	20	20	21	23	24	25	27
Amérique latine	267	252	238	223	244	261	264	274	295
Asie	67	72	81	91	95	91	91	96	101

Source: ONUDI, d'après des renseignements fournis par le Bureau de statistique des Nations Unies.

TABLEAU 70. TAUX DE CROISSANCE ANNUELS MOYENS DES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE
(En pourcentages)

	1955-1960	1960-1965	1965-1969
<i>Produits alimentaires, boissons et tabac (CITI 31)</i>			
Monde	4,7	4,8	4,5
Pays développés à économie de marché	3,8	3,9	3,5
Pays à économie planifiée	7,7	6,5	5,4
Pays en voie de développement	5,4	4,4	4,8
Amérique latine	4,6	4,3	4,0
Afrique .....	...	...	...
Asie	5,5	4,2	6,6
<i>Textiles (CITI 32)</i>			
Monde	4,3	4,1	4,5
Pays développés à économie de marché	3,2	3,7	3,9
Pays à économie planifiée	6,3	3,7	6,7
Pays en voie de développement	3,9	4,7	3,7
Amérique latine	2,3	3,9	2,7
Afrique .....	...	...	...
Asie	3,9	5,2	4,0
<i>Produits du bois et meubles (CITI 33)</i>			
Monde	5,7	5,5	4,3
Pays développés à économie de marché	2,9	4,9	3,2
Pays à économie planifiée	11,1	6,4	6,4
Pays en voie de développement	6,5	9,2	4,3
Amérique latine	4,4	4,0	4,4
Afrique .....	...	...	...
Asie	9,7	14,3	4,0
<i>Papier, imprimerie et édition (CITI 34)</i>			
Monde	5,3	5,1	5,5
Pays développés à économie de marché	5,0	5,1	5,3
Pays à économie planifiée	7,1	7,1	8,1
Pays en voie de développement	7,9	7,0	5,0
Amérique latine	6,5	7,1	6,2
Afrique .....	..	...	...
Asie	12,5	9,0	7,8

Source: ONUDI, d'après des renseignements fournis par le Bureau de statistique des Nations Unies.

ce groupe d'industries en Amérique latine. Au cours de cette décennie, la part revenant aux produits dérivés du bois et aux meubles (CITI 33) a augmenté, avec toutefois un certain retard en Amérique latine, alors qu'en Asie ce groupe d'industries accusait des résultats substantiels. Pour l'ensemble des pays en voie de développement, la part des industries énumérées au tableau 71, exprimée en pourcentage de la production industrielle totale, a baissé, tombant d'environ 51 à 46% entre 1960-1961 et 1968-1969.

L'évolution de l'importance des industries de transformation des produits agricoles peut être décrite très simplement. Dans les économies primitives, les aliments et les fibres sont généralement produits, traités et consommés au sein d'une même unité. Lorsque l'économie commence à se développer, une division

TABLEAU 71. CONTRIBUTION DE DIVERS GROUPES D'INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES À L'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, 1960-1969
(En pourcentages)

	1960-1961	1964-1965	1968-1969
<i>Produits alimentaires, boissons et tabac (CITI 31)</i>			
Monde	15,00	13,84	12,67
Pays développés à économie de marché	12,43	11,43	10,40
Pays à économie planifiée	17,93	16,47	14,84
Pays en voie de développement	27,76	25,60	24,82
Amérique latine	28,14	27,16	26,19
Afrique	31,56	30,15	...
Asie	26,49	22,72	22,41
<i>Textiles (CITI 32)</i>			
Monde	6,17	5,51	5,04
Pays développés à économie de marché	5,27	4,81	4,43
Pays à économie planifiée	6,10	5,13	4,69
Pays en voie de développement	14,79	13,72	12,63
Amérique latine	9,66	8,92	8,11
Afrique	16,55	14,38	...
Asie	21,59	19,59	17,69
<i>Produits du bois et meubles (CITI 33)</i>			
Monde	4,32	4,14	3,80
Pays développés à économie de marché	4,21	4,04	3,69
Pays à économie planifiée	4,76	4,41	4,01
Pays en voie de développement	3,63	3,98	4,04
Amérique latine	3,15	2,92	2,80
Afrique	5,88	5,82	...
Asie	3,87	4,94	5,37
<i>Papier, imprimerie et édition (CITI 34)</i>			
Monde	6,25	5,89	5,56
Pays développés à économie de marché	8,54	8,14	7,91
Pays à économie planifiée ^a	1,11	1,06	...
Pays en voie de développement	4,66	4,65	4,57
Amérique latine	5,12	5,25	5,30
Afrique	3,48	4,14	...
Asie	4,24	3,99	3,98

Source: ONUDI, d'après des renseignements fournis par le Bureau de statistique des Nations Unies.

^a Non compris l'imprimerie et l'édition.

croissante du travail entraîne une séparation physique de plus en plus nette entre l'unité de traitement et l'unité de production primaire. Dans la phase initiale, ce sont les industries de transformation qui représentent l'essentiel de la production du secteur manufacturier naissant. Mais à partir d'un certain seuil, les industries de l'alimentation et du textile perdent généralement de leur importance par rapport à l'ensemble de la production industrielle. Toutefois, cette évolution n'est pas évidente en ce qui concerne la dépendance de l'agriculture à l'égard de l'industrie. Au fur et à mesure que le secteur agricole se modernise, il devient de plus en plus dépendant des inputs manufacturés. C'est ainsi que, vers le milieu

des années 60, la part de la terre n'était que de 15% dans la production agricole aux Etats-Unis, pays qui possède de vastes étendues de terre fertile¹⁴⁰, alors que la part du capital était de 67%.

Les progrès techniques et l'avenir des industries de transformation des produits agricoles

On estime que la révolution intervenue dans la génétique et la chimie agricoles grâce à l'emploi de nouvelles variétés améliorées de blé et de riz ainsi qu'à l'utilisation des engrais et d'autres inputs fournit à de nombreux pays en voie de développement une nouvelle occasion d'accroître la production de céréales vivrières de base¹⁴¹. Les rendements peuvent augmenter considérablement grâce à l'emploi de semences améliorées combiné avec des applications d'engrais et autres inputs agricoles. Cette perspective, particulièrement séduisante pour les pays qui doivent importer des quantités substantielles de céréales, est à l'origine des politiques de remplacement des importations agricoles¹⁴². Toutefois, de sérieuses contraintes ne permettent pas de faire d'une agriculture basée sur la production céréalière le facteur clé d'une croissance économique à long terme.

On a souligné que l'accroissement de la production agricole dépendait de plus en plus des inputs industriels, mais cela s'applique avec encore plus de force aux nouvelles variétés de céréales. Il faut disposer de conditions géographiques et climatiques favorables, ni trop sèches ni trop humides, d'un excellent système d'hydraulique agricole et de quantités suffisantes d'inputs comme les engrais et autres produits chimiques. En outre, un système efficace est nécessaire pour le séchage, l'usinage, le stockage et le transport. Par conséquent, toute insuffisance dans les inputs d'origine industrielle fera obstacle à l'adoption de nouvelles semences et/ou à leur rendement. Si ces inputs n'existent pas dans le pays, il faudra les importer et par conséquent disposer des devises nécessaires.

Une autre limitation peut revêtir une grande importance au cours des prochaines années. Dans de nombreux pays, l'autosuffisance en matière de céréales est actuellement un objectif prioritaire¹⁴³. Ceux qui produisent suffisamment de céréales pour répondre à leurs propres besoins peuvent envisager d'exporter, mais l'autosuffisance généralisée signifierait la fin des marchés d'exportation. Selon la FAO, «il apparaît à l'évidence... que la capacité de production céréalière mondiale dépasse de loin la demande prévisible et il y a une possibilité de plus en plus grande pour qu'en 1985 le problème de la surproduction commence à affecter les régions en voie de développement, comme il affecte déjà les pays à

¹⁴⁰ U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, *Economic Progress of Agriculture in Developing Nations, 1950-1968*, Foreign Agricultural Economic Report No. 59, Government Printing Office, Washington, D.C., 1970, page 36.

¹⁴¹ Il faudrait également mentionner les nouvelles variétés de maïs, mais leur utilisation est limitée par rapport à celles de blé et de riz.

¹⁴² Il convient de noter que les subventions et autres stimulants destinés à favoriser le remplacement des importations agricoles, a peut-être masqué les coûts réels, comme ce fut le cas pour l'industrie. Mais si de nombreuses et importantes études ont été faites sur la valeur réelle des mesures de protection en ce qui concerne l'industrie, ce problème n'a pas été suffisamment étudié pour l'agriculture.

¹⁴³ L. Brown, *Seeds of Change: The Green Revolution and Development in the 1970's*, Pall Mall Press, Londres 1970, page 157.

revenu élevé¹⁴⁴». Cela, évidemment, tempère quelque peu les perspectives de croissance d'une agriculture basée sur la production céréalière.

Enfin, on sait que l'augmentation du revenu par habitant entraîne une diminution de la demande de céréales et un accroissement de la demande de viande, de volaille, de légumes et de fruits dont la production exige dans une certaine mesure une gamme différente d'inputs; en outre, la relation entre la production d'une part et le processus de fabrication et le marché, d'autre part, est différente.

*Progrès techniques dans la manufacture des produits alimentaires et des fibres textiles*¹⁴⁵

On estime généralement que les pays en voie de développement sont relativement mieux placés pour les produits primaires que pour les produits manufacturés. Quel que soit le bien-fondé de cette assertion, des progrès techniques dans l'industrie textile et dans le traitement des produits alimentaires ont posé des problèmes considérables à ces pays. L'importance croissante des fibres artificielles et synthétiques tend à faire passer la production de textiles des pays moins développés vers les pays plus développés. En 1954, un peu plus de 12% seulement de la production mondiale de filés d'habillement étaient d'origine synthétique, mais en 1966 17% étaient d'origine artificielle (cellulosique). Si les fibres celluloses peuvent être fabriquées à partir de matières premières disponibles dans beaucoup de pays en voie de développement, comme la pâte de bois et les linters de coton, la production de fibres synthétiques est basée sur l'industrie pétrochimique. Un obstacle supplémentaire à l'accession des pays en voie de développement à l'industrie des fibres synthétiques est que l'importance des recherches entreprises dans ce secteur industriel entraîne la mise au point de nouveaux produits et de nouvelles techniques à un rythme si rapide que des installations implantées dans les pays en voie de développement risquent d'être périmées bien avant que le matériel soit usé. En outre, la production massive de fibres synthétiques tend généralement à faire baisser leur prix¹⁴⁶.

Pour ce qui est des produits alimentaires, les exigences croissantes du consommateur des pays développés et la spécialisation de plus en plus poussée ont été à la fois la cause et l'effet des changements rapides qui sont intervenus dans les techniques appliquées par les industries alimentaires. Avec l'augmentation rapide des revenus dans les pays développés, les exigences de commodité d'emploi et de qualité ont eu des répercussions directes sur la présentation et la commercialisation des produits alimentaires et, indirectement, sur les structures organiques de l'agriculture. Ces tendances, qui se sont manifestées dans les pays développés, revêtent une grande importance pour les pays en voie de développement et cela pour deux raisons. La première est que la croissance continue des revenus individuels dans les pays en voie de développement aura probablement une incidence sur la demande intérieure de produits alimentaires. La seconde présente un intérêt plus immédiat. Comme nous l'avons déjà mentionné, les produits

¹⁴⁴ FAO, *Plan indicatif mondial provisoire pour le développement de l'agriculture*, vol. II, page 602.

¹⁴⁵ Les produits forestiers font partie naturellement de la production agricole. Toutefois, le manque d'espace ne permet pas de traiter spécialement cet important secteur.

¹⁴⁶ ONUDI, *Industrie textile*, monographie n° 7 sur le développement industriel.

alimentaires et les boissons tendent, après un certain temps, à diminuer d'importance dans la proportion des produits manufacturés, à mesure que progresse la croissance économique. Si un pays en voie de développement se rend compte que ses ressources lui confèrent une vocation agricole et que les perspectives de son industrialisation apparaissent plus brillantes dans le traitement des produits alimentaires, il sera bien avisé de s'orienter vers le marché international¹⁴⁷. Même les pays qui disposent de ressources diversifiées peuvent souhaiter exploiter au maximum ce potentiel agro-industriel en fabriquant les produits alimentaires dont l'avenir semble prometteur sur les marchés mondiaux. Toutefois, pour être en mesure de faire face à la concurrence sur ces marchés, il importe avant tout de veiller à assurer la qualité du produit et sa commodité d'emploi.

« Dans la fabrication des produits alimentaires, il existe une tendance très marquée à construire des installations plus importantes et moins nombreuses, de manière à comprimer les coûts unitaires en poussant très loin la mécanisation et l'automatisation et en augmentant la capacité de la production¹⁴⁸ ». Les pays en voie de développement doivent étudier soigneusement les coûts unitaires peu élevés qui résultent des techniques modernes, avant de prendre une décision concernant les investissements¹⁴⁹. Plusieurs autres tendances importantes qui se manifestent particulièrement dans le secteur des industries alimentaires des pays développés à économie de marché, doivent être prises en considération par tout pays qui souhaite pénétrer sur ce marché. Les produits alimentaires d'emploi commode, les produits alimentaires raffinés, les produits destinés à la préparation de «snacks» ont de plus en plus de succès. La concentration des produits alimentaires en vue de réduire les coûts de stockage et de transport, ainsi que leur mélange préalable prennent de plus en plus d'importance sur les marchés internationaux et s'imposeront également dans les pays en voie de développement.

Les problèmes qui se posent à un pays en voie de développement qui envisage de pénétrer sur les marchés en expansion des produits alimentaires, sont complexes et importants. Il faudra organiser la production des agriculteurs, contrôler la qualité des matières premières et du produit final, suivre l'évolution des préférences des consommateurs et trouver des débouchés pour des produits dont le prix doit permettre de concurrencer les entreprises ultramodernes de pays développés. Pour le pays en voie de développement dont les exploitations agricoles sont dispersées et de petite taille, qui possède peu ou pas de services de vulgarisation, qui dispose d'un système de transports médiocre, d'installations de stockage insuffisantes, de moyens de commercialisation primitifs et qui n'a aucune expérience des marchés mondiaux de produits alimentaires modernes, le

¹⁴⁷ Si le climat le permet, on peut orienter la production vers des cultures traditionnelles telles que bananes et café, mais la part d'élaboration industrielle pour ces produits est faible et les marchés internationaux tendent à être saturés; de plus, la concurrence est sévère.

¹⁴⁸ ONUDI, *Les Industries alimentaires*, monographie n° 9 sur le développement industriel, page 18.

¹⁴⁹ Dans certains cas, il est possible d'appliquer des techniques exigeant une main-d'œuvre relativement dense si la production est compétitive en termes de coûts unitaires et de qualité. Une usine peut être partiellement automatisée, certaines opérations étant effectuées manuellement et exigeant, par conséquent, de la main-d'œuvre, si les conditions économiques locales le permettent; les opérations de conditionnement semblent à cet égard particulièrement indiquées.

problème peut sembler gigantesque. Toutefois, ces difficultés peuvent être surmontées par le pays en voie de développement qui désire vendre ses produits alimentaires sur les marchés mondiaux¹⁵⁰. Pour de nombreux pays, la solution à ces problèmes réside dans l'intégration des industries alimentaires.

Par intégration des industries alimentaires, il faut entendre l'intégration verticale de toutes les opérations, depuis la production des matières premières jusqu'à la commercialisation du produit final. Cette intégration implique une planification de tous les stades de la production par un organe centralisateur de type combinat, appliquant des méthodes industrielles pour satisfaire la demande affirmée de ses produits. L'organisation et la gestion d'un tel ensemble intégré exigent de hautes compétences en matière de gestion qui, généralement, sont rares dans les pays en voie de développement. D'autre part, l'intégration est sans aucun doute moins exigeante en termes de structure organisationnelle et administrative qu'un programme qui vise à édifier des industries alimentaires sur une agriculture de petits exploitants aidée par des services de vulgarisation agricole et des stations de collecte décentralisées, du crédit, la distribution des biens de production, etc. Les investissements dans un ensemble d'industries alimentaires intégrées sont fonction des possibilités d'un marché établi. C'est une erreur de créer des industries alimentaires pour traiter les excédents agricoles existants ou prévus. Cette méthode limite indûment l'activité de ces industries au traitement des cultures traditionnelles pour lesquelles les perspectives du marché ne sont pas nécessairement brillantes, alors que les conditions de sol et de climat permettraient peut-être de faire des cultures non traditionnelles, mais pour lesquelles la demande de produits transformés est croissante. Un excellent moyen de déterminer la valeur d'un projet consiste à étudier les marchés potentiels des pays développés et, en fonction des tendances, à choisir les produits pour lesquels les perspectives de la demande sont le plus prometteuses et les conditions locales de sol et de climat le plus favorables¹⁵¹. Il s'agit dès lors de fournir un produit de haute qualité à un prix suffisamment bas pour assurer son succès sur le marché existant.

La garantie de haute qualité exige plus qu'une technique appropriée et un matériel moderne. Le lieu d'implantation de l'usine de traitement et l'organisation de la production végétale sont extrêmement importants. Lorsqu'il s'agit de matières premières éminemment périssables, comme les fruits et légumes, les installations de traitement doivent être situées à proximité du lieu de production des matières premières. «Par exemple, une conserverie de tomates devrait se trouver suffisamment près des cultures pour que les tomates puissent être transportées à l'usine quelques heures après avoir été cueillies. Pour être de première qualité, les petits pois devraient parvenir à la fabrique une heure environ après avoir été cueillis, et être congelés ou mis en boîte dans un délai de trois ou quatre

¹⁵⁰ D'autres problèmes sont à considérer tels que tarifs, préférences et distorsions non tarifaires. Ils sont examinés au chapitre II.

¹⁵¹ Les techniques modernes d'hydraulique agricole et l'application d'engrais permettent dans certaines limites de conditionner le milieu physique dans lequel sont produits les végétaux.

heures¹⁵²). Faute de pouvoir réunir ces conditions, les possibilités de pénétrer sur les marchés en expansion des pays développés, qui sont les principaux consommateurs de produits alimentaires traités, sont compromises. Outre le caractère impératif d'un transport rapide de la récolte au lieu de traitement, la matière première doit être d'une qualité excellente et uniforme. Ces exigences imposent des limites rigides aux possibilités d'organisation de la production de matières premières. Il est par conséquent douteux qu'une industrie alimentaire moderne puisse être créée sur la base d'une agriculture traditionnelle.

Dans de nombreux pays en voie de développement, la majorité des agriculteurs disposent de petites exploitations dont les terres sont souvent morcelées et ne participent à l'économie de marché que dans la mesure où une culture particulière produit des excédents par rapport à la demande intérieure. L'extrême modicité du revenu familial leur offre peu de chances d'accumuler le capital qui leur permettrait d'améliorer sensiblement leur situation. Ces cultivateurs n'ont aucune expérience pratique des nouvelles variétés de céréales, ni des méthodes modernes de culture et, de plus, ne disposent d'aucun crédit leur permettant d'acquérir les nouveaux inputs. Dans de nombreux pays où le PIB par habitant est très bas et où la majorité de la population est agricole, il faudra plusieurs générations avant que les ressources locales permettent de disposer des centres de recherche, des services de vulgarisation et des moyens de crédit nécessaires pour faire progresser la majorité de cette population, du secteur traditionnel au secteur moderne. L'agriculture traditionnelle dépend souvent des précipitations et une pénurie ou un excès de pluie peut réduire considérablement la quantité et souvent la qualité des récoltes. Afin de leur garantir un niveau suffisant de qualité jusqu'à leur livraison en temps voulu pour faciliter les opérations de traitement, il est nécessaire d'exercer un contrôle centralisé sur les semences et autres inputs, sur l'époque des semailles et des récoltes et souvent sur l'utilisation de l'eau. Pour permettre ce contrôle, la structure de l'agriculture traditionnelle doit être modernisée. Une organisation agricole intégrée verticalement peut améliorer son secteur agricole infiniment plus rapidement que des services généraux de vulgarisation, d'octroi de crédits, etc. Une seule organisation contrôlant tous les stades de la production peut réduire dans de larges proportions le temps nécessaire à la modernisation de l'agriculture.

Dans une organisation intégrée, les investissements sont fonction de la fermeté du marché déterminé par des études appropriées; les équipements sont choisis pour obtenir un produit de qualité à un prix compétitif en fonction desdits marchés et l'agriculture est organisée pour fournir aux installations de traitement des matières premières de haute qualité, suivant un calendrier strict. La direction de l'organisation fournit aux agriculteurs les semences, les produits chimiques, l'eau et les moyens de transport, et contrôle la qualité tout au long de la pro-

¹⁵² ONUDI, *Les Industries alimentaires*, page 7. Si de nombreux facteurs conditionnent le choix du lieu d'implantation des industries alimentaires (énergie électrique, approvisionnement en eau, main-d'œuvre spécialisée, logement, etc.), la proximité des sources de matières premières est extrêmement importante dans le cas de produits agricoles périssables. Cependant, le choix de l'emplacement pour les minoteries ou les rizeries dépend plus étroitement d'autres facteurs.

duction. Dans cette opération, la production des matières premières fait partie intégrante d'un processus unifié. Organiser un système de production sur une base non unifiée serait très probablement lui interdire la rentabilité.

L'organisation de la production dans des industries alimentaires devrait souvent aller au-delà de la fourniture du produit de base et de sa transformation. Un des aspects les plus importants de l'évolution de la technologie des produits alimentaires est l'organisation de la production; les progrès qui ont été accomplis, à cet égard, dans les pays développés ont exercé un tel impact sur l'efficacité que si les pays en voie de développement souhaitent les concurrencer sur les marchés mondiaux ils doivent parvenir aux mêmes résultats au point de vue coût-efficacité. Pour cela, chaque projet doit profiter de toutes les liaisons possibles en plus de l'intégration verticale mentionnée plus haut. Cela signifie que les sous-produits devront être utilisés dans toute la mesure possible et que les inputs accessoires devront, si possible, être fabriqués sur place. Par exemple, si le projet essentiel porte sur le traitement de la viande, outre l'intégration de l'élevage, de la préparation, du conditionnement et de la commercialisation de la viande, il sera nécessaire d'étudier les possibilités de réalisation de plusieurs projets connexes. La production de graines oléagineuses par le combinat permettrait de fabriquer des aliments de bétail. Pour que le rythme de croissance du bétail et la qualité de sa viande soient conformes aux prévisions, il est nécessaire de lui fournir des aliments de la qualité voulue. En raison des coûts de transport, la production locale est impérative et il est souhaitable qu'elle se fasse dans le cadre du combinat. La production d'oléagineux permettra également de fabriquer des huiles végétales et des produits dérivés. D'autre part, on pourrait installer une tannerie. Les peaux d'animaux provenant d'une organisation bien gérée seraient de haute qualité alors que dans les pays en voie de développement les tanneries ont souvent des difficultés avec les peaux d'animaux provenant de petits éleveurs et sacrifiés dans des abattoirs locaux. Ainsi, en plus d'une matière première, deux autres sont produites (bovins et huiles végétales) et, en plus d'une installation de transformation, on en compte trois autres: traitement de la viande, raffinage des huiles et tannerie. On peut également prévoir une installation pour la fabrication de margarine et/ou d'huile végétale de cuisine, ainsi qu'une ou plusieurs fabriques d'articles en cuir. Dans un tel combinat, les produits carnés peuvent être considérés comme un sous-produit. Alors qu'une industrie de la viande considérée comme activité isolée aurait été d'une rentabilité douteuse, le combinat permet d'obtenir un revenu raisonnable des investissements et permet de vendre la viande à un prix compétitif.

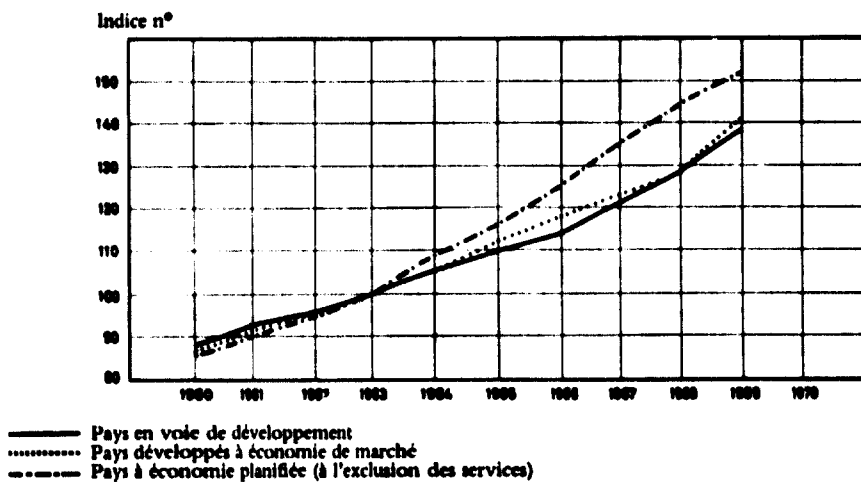
Ainsi, l'intégration de tout le système de production alimentaire depuis le producteur jusqu'au consommateur, met un pays en voie de développement en mesure de concurrencer les pays développés sur leurs marchés en expansion. Une telle organisation permet une planification et une gestion centralisées de tous les aspects de la production et un contrôle de la qualité qui s'exerce à tous les stades de la production. L'exploitation agricole, comme l'usine, est gérée selon des techniques modernes qui englobent dans un projet la recherche et la vulgarisation, le crédit, le transport et l'infrastructure. En outre, les projets connexes assurent la fourniture, au moment opportun et à des prix avantageux de tous

les inputs essentiels et l'utilisation des sous-produits. Certes, on peut arguer que la réalisation d'une telle organisation exige des investissements importants, notamment en termes de compétence, mais ces exigences sont peu de chose si on les compare à ce qu'il faudrait mettre en œuvre pour améliorer suffisamment l'agriculture traditionnelle et fournir aussi l'infrastructure nécessaire.

Annexe

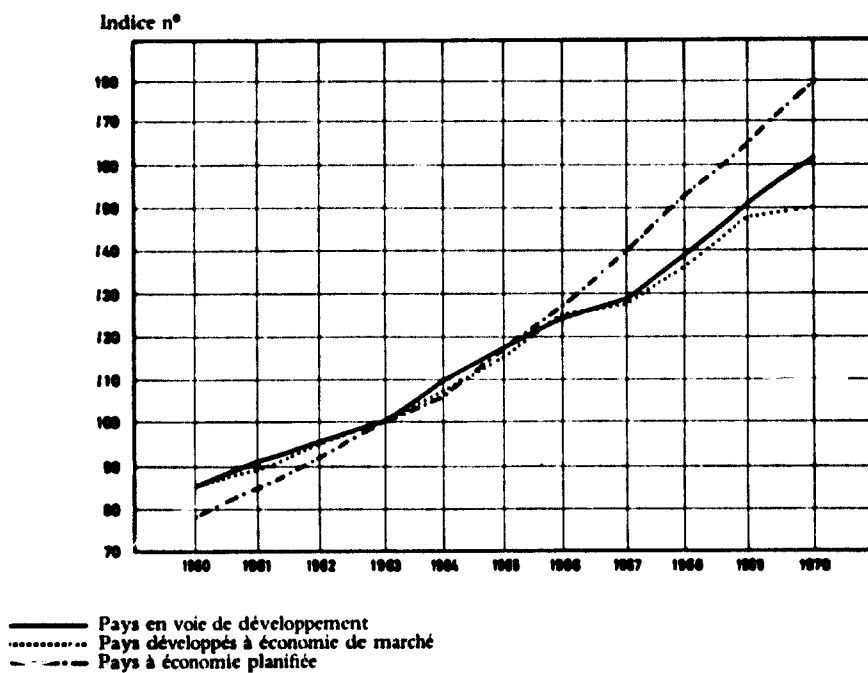
INDICATEURS ECONOMIQUES

1. Croissance du produit intérieur brut par groupements économiques, 1960—1969 (1963 = 100)



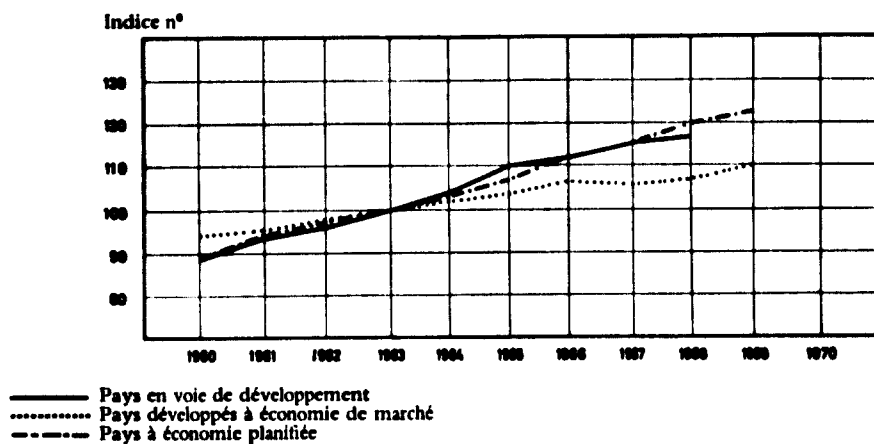
Source: Nations Unies, *Annuaire des statistiques des comptabilités nationales*.

2. Production du secteur manufacturier (CITI 3) par groupements économiques,
1960-1970
(1963 = 100)



Source : Nations Unies, *Annuaire statistique* et *Bulletin mensuel de statistique*.

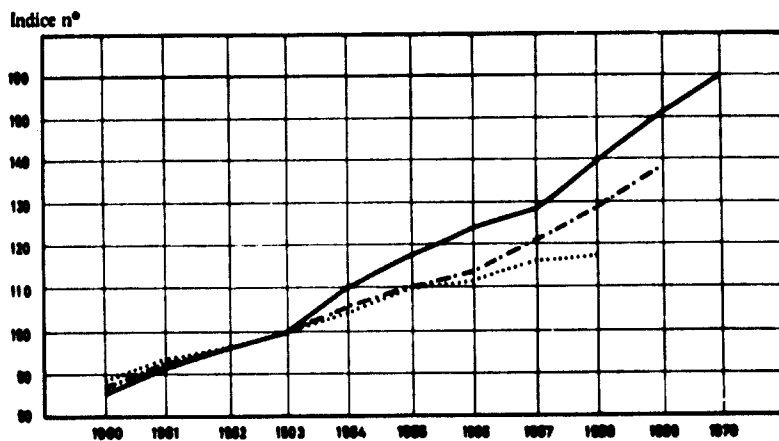
3. Emploi dans le secteur manufacturier (CITI 3) par groupements économiques,
1960-1969
(1963 = 100)



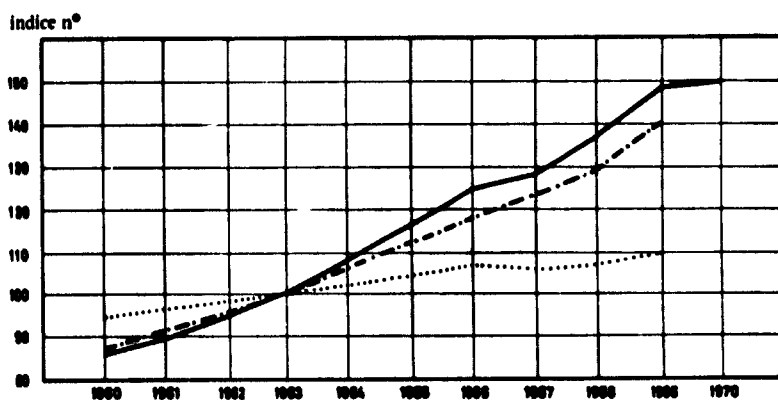
Source : Nations Unies, *Annuaire statistique* et *Bulletin mensuel de statistique*.

4. Production du secteur manufacturier, emploi et produit intérieur brut, 1960—1970
(1963 = 100)

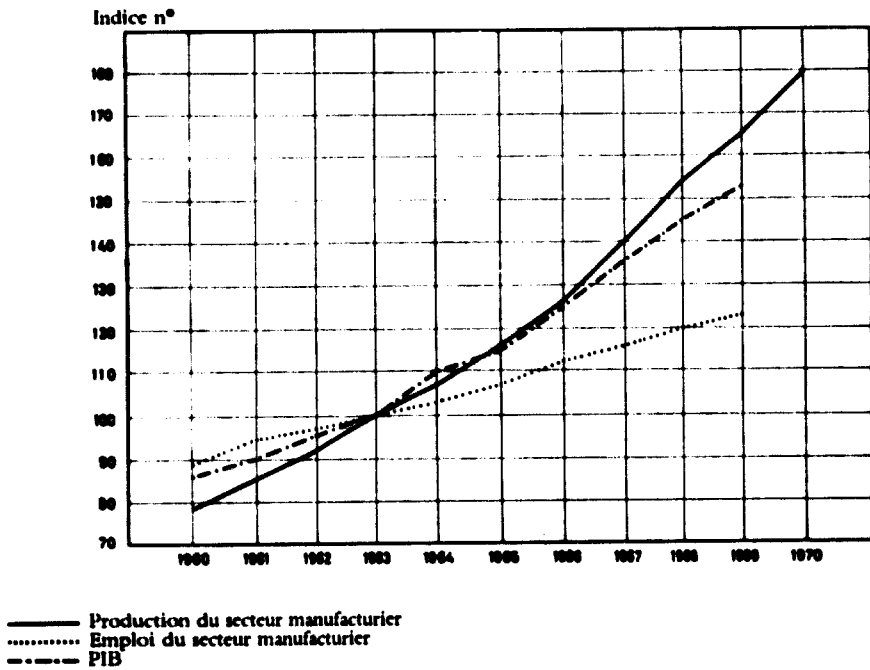
a) Pays en voie de développement



b) Pays développés à économie de marché

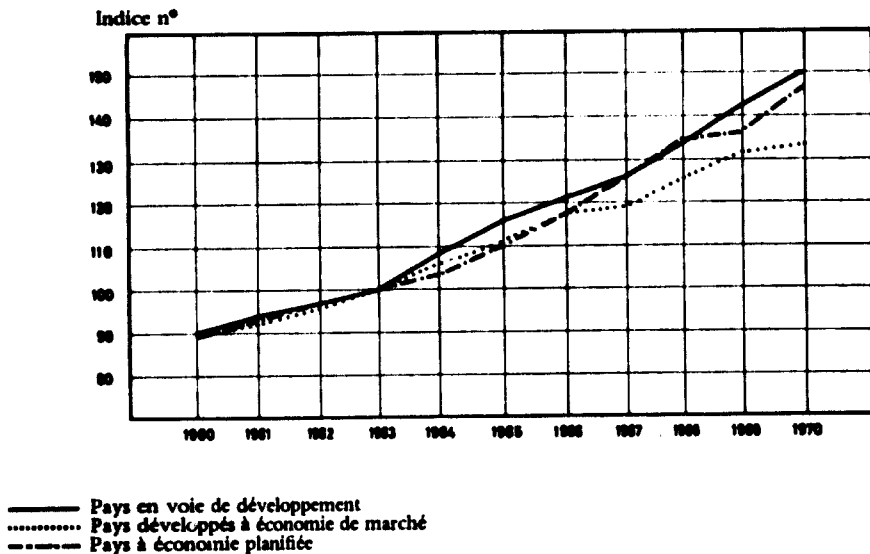


c) Pays à économie planifiée



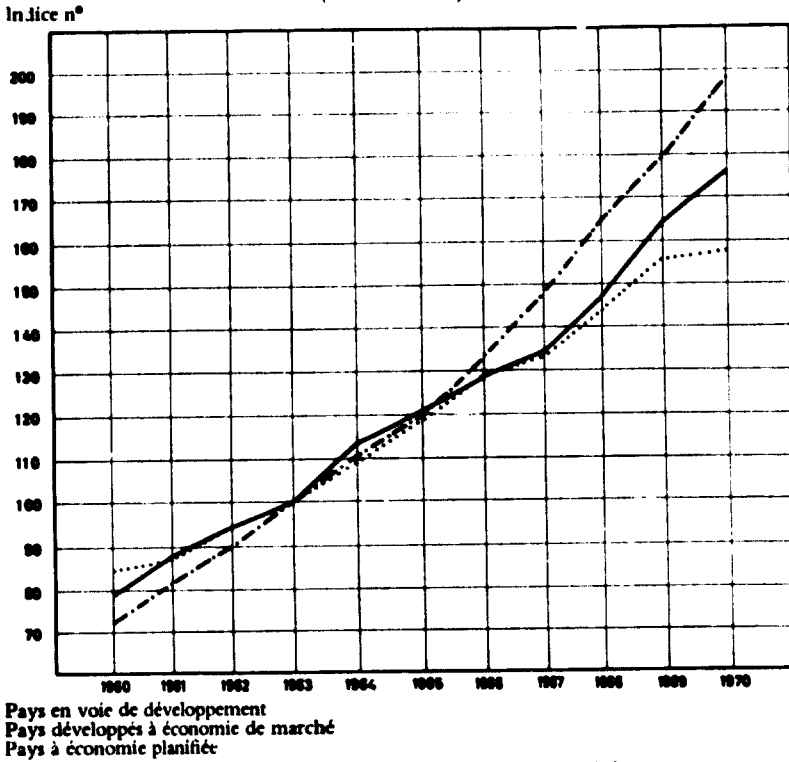
Source : Nations Unies, *Annuaire des statistiques des comptabilités nationales, Annuaire statistique et Bulletin mensuel de statistique.*

5. Production des industries légères de transformation (CITI 31—33, 342, 355—356, 39)
 par groupements économiques, 1960—1970
 (1963 = 100)



Source : Nations Unies, *Annuaire statistique et Bulletin mensuel de statistique.*

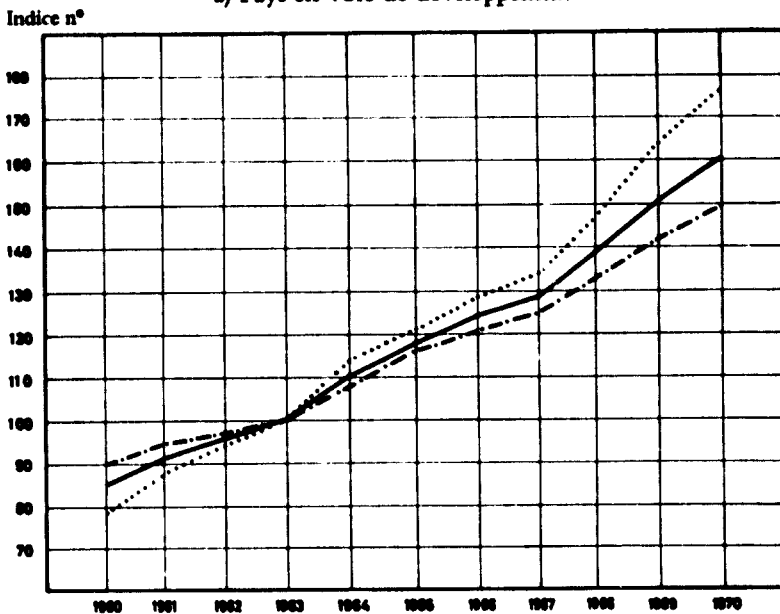
6. Production des industries lourdes de transformation (CITI 341, 351—354, 36—38)
par groupements économiques, 1960—1970
(1963 = 100)



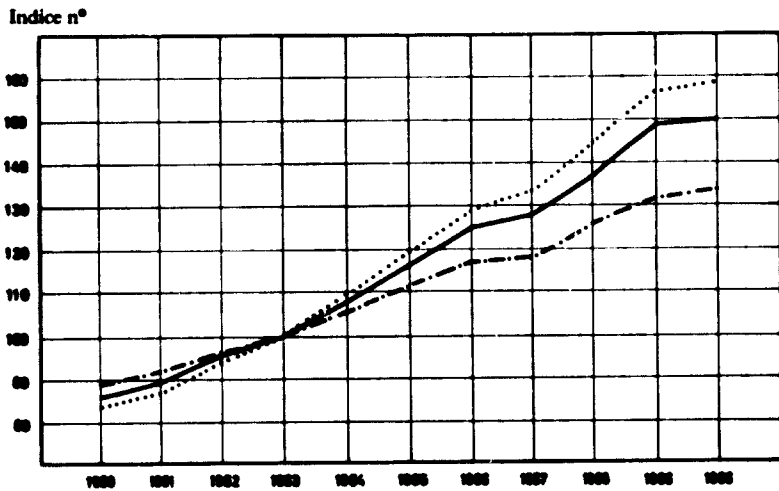
Source : Nations Unies, *Annuaire statistique* et *Bulletin mensuel de statistique*.

7. Production de secteur manufacturier, 1960—1970
(1963 = 100)

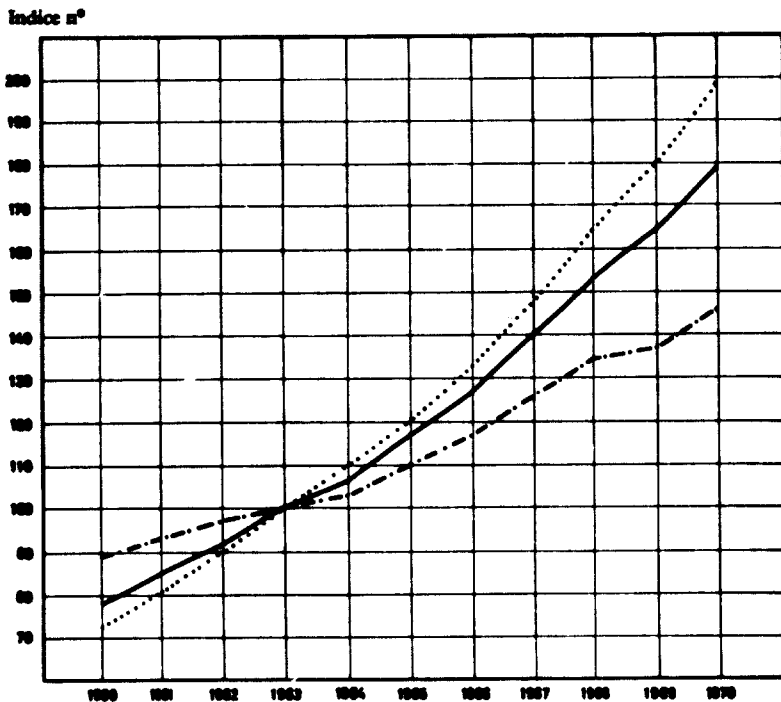
a) Pays en voie de développement



b) Pays développés à économie de marché



c) Pays à économie planifiée

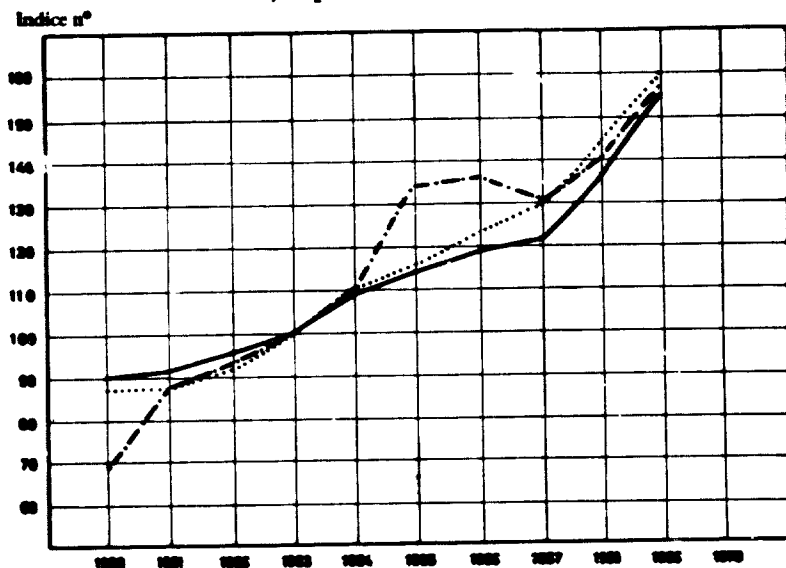


— Production totale du secteur manufacturier
 Production des industries lourdes de transformation
 -.-.- Production des industries légères de transformation

Source : Nations Unies, *Annuaire statistique et Bulletin mensuel de statistique*.

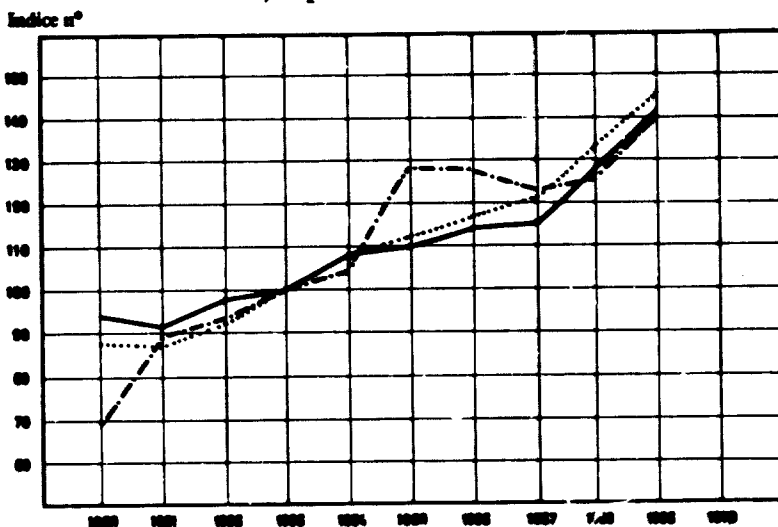
8. Destination des exportations des pays en voie de développement, 1960-1969
(1963 = 100)

a) Exportations CTCI 0-9

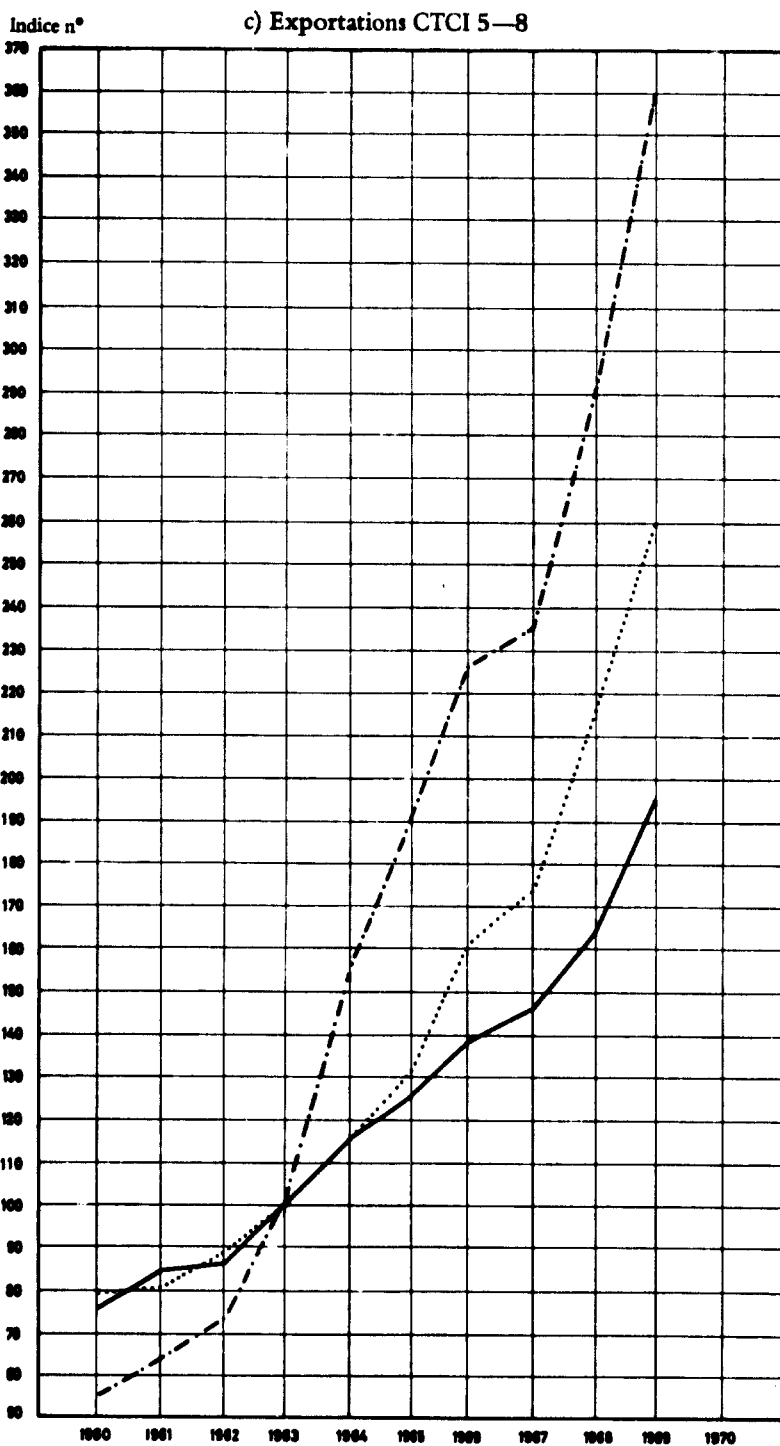


Valeur (f.o.b.) en 1963: 6,7 milliards de dollars vers les pays en voie de développement;
22,8 milliards de dollars vers les pays développés à économie de marché;
1,4 milliard de dollars vers les pays à économie planifiée.

b) Exportations CTCI 0-4



Valeur (f.o.b.) en 1963: 5,1 milliards de dollars vers les pays en voie de développement;
19,5 milliards de dollars vers les pays développés à économie de marché;
1,3 milliard de dollars vers les pays à économie planifiée.



Valeur (f. o. b.) en 1963: 1,5 milliard de dollars vers les pays en voie de développement;
 3,2 milliards de dollars vers les pays développés à économie de marché;
 0,1 milliard de dollars vers les pays à économie planifiée.

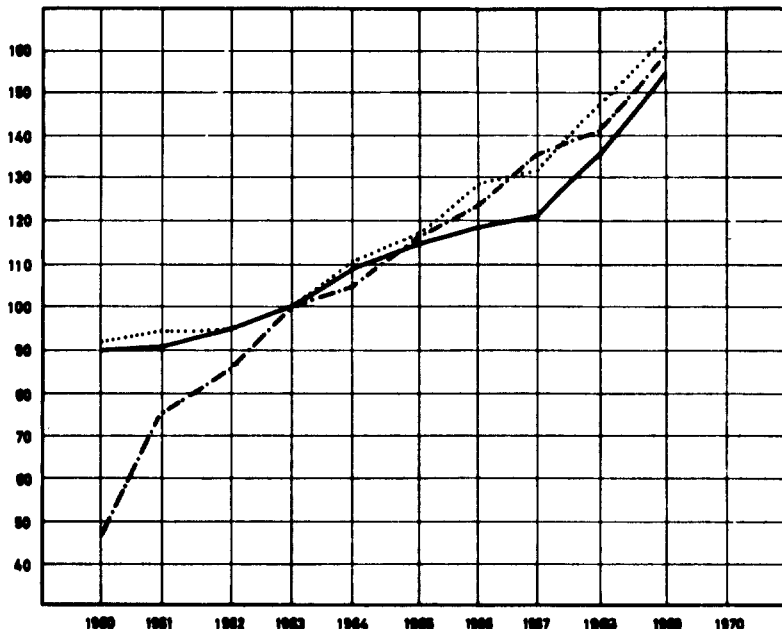
— Pays en voie de développement
 Pays développés à économie de marché
 - - - - - Pays à économie planifiée

Source: Nations Unies, *Annuaire statistique et Bulletin mensuel de statistique*.

9. Origine des importations des pays en voie de développement, 1960-1969
(1963 = 100)

a) Importations CTCI 0-9

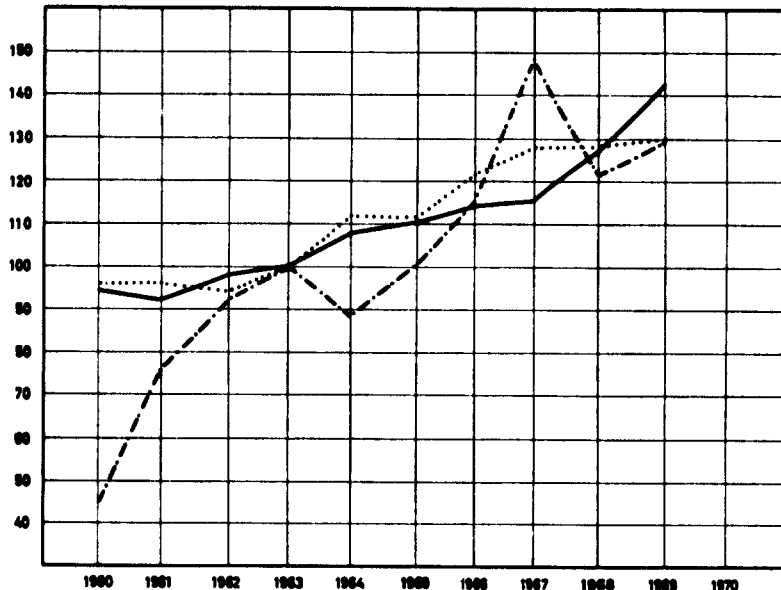
Indice n°



Valeur (f.o.b.) en 1963: 6,7 milliards de dollars provenant des pays en voie de développement;
23,0 milliards de dollars provenant des pays développés à économie de marché;
1,8 milliard de dollars provenant des pays à économie planifiée.

b) Importations CTCI 0-4

Indice n°



Valeur (f.o.b.) en 1963: 5,1 milliards de dollars provenant des pays en voie de développement;
4,7 milliards de dollars provenant des pays développés à économie de marché;
0,5 milliard de dollars provenant des pays à économie planifiée.

c) Importations CTCI 5-8



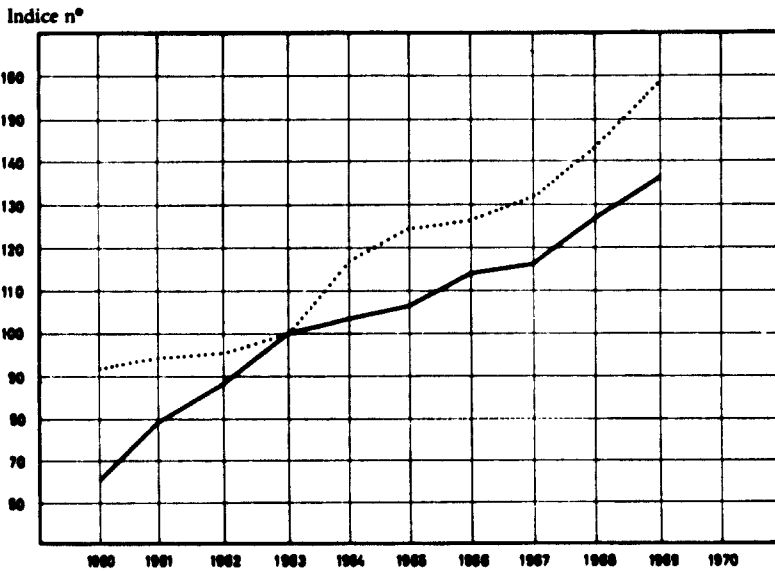
Valeur (f.o.b.) en 1963: 1,5 milliard de dollars provenant des pays en voie de développement;
 17,3 milliards de dollars provenant des pays développés à économie de marché;
 1,3 milliard de dollars provenant des pays à économie planifiée.

- Pays en voie de développement
- Pays développés à économie de marché
- - - - - Pays à économie planifiée

Source: Nations Unies, *Annuaire statistique et Bulletin mensuel de statistique*.

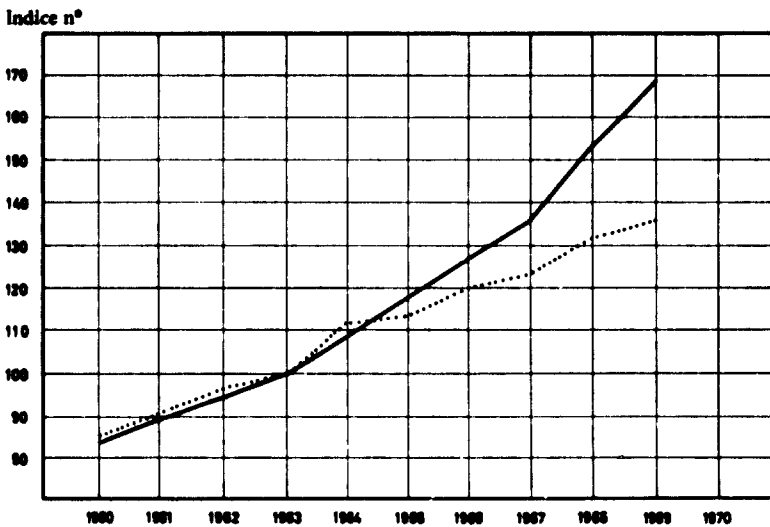
10. Production de biens industriels sélectionnés, 1960-1969
(1963 = 100)

a) Fonte et ferro-alliages



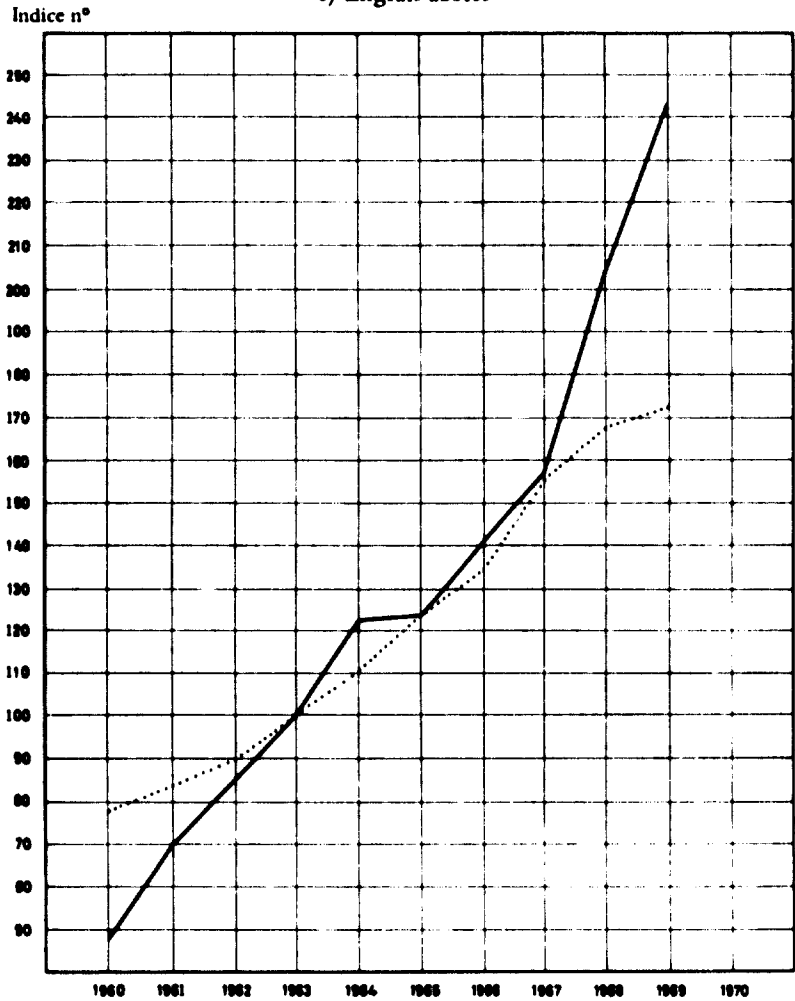
Production en 1963: 12 millions de tonnes dans les pays en voie de développement;
175 millions de tonnes dans les pays développés à économie de marché.

b) Ciment



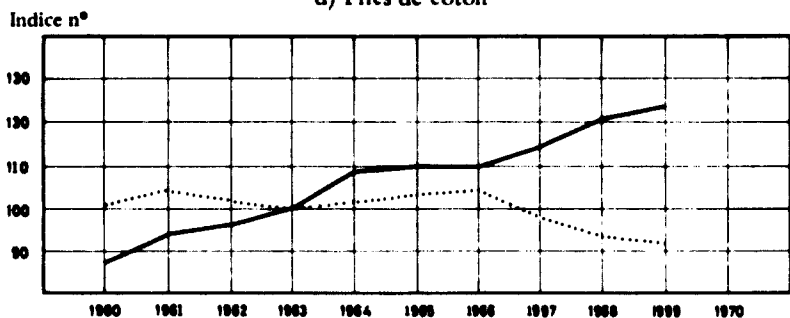
Production en 1963: 49 millions de tonnes dans les pays en voie de développement;
225 millions de tonnes dans les pays développés à économie de marché.

c) Engrais azotés



Production en 1963: 1,1 million de tonnes dans les pays en voie de développement;
10,9 millions de tonnes dans les pays développés à économie de marché.

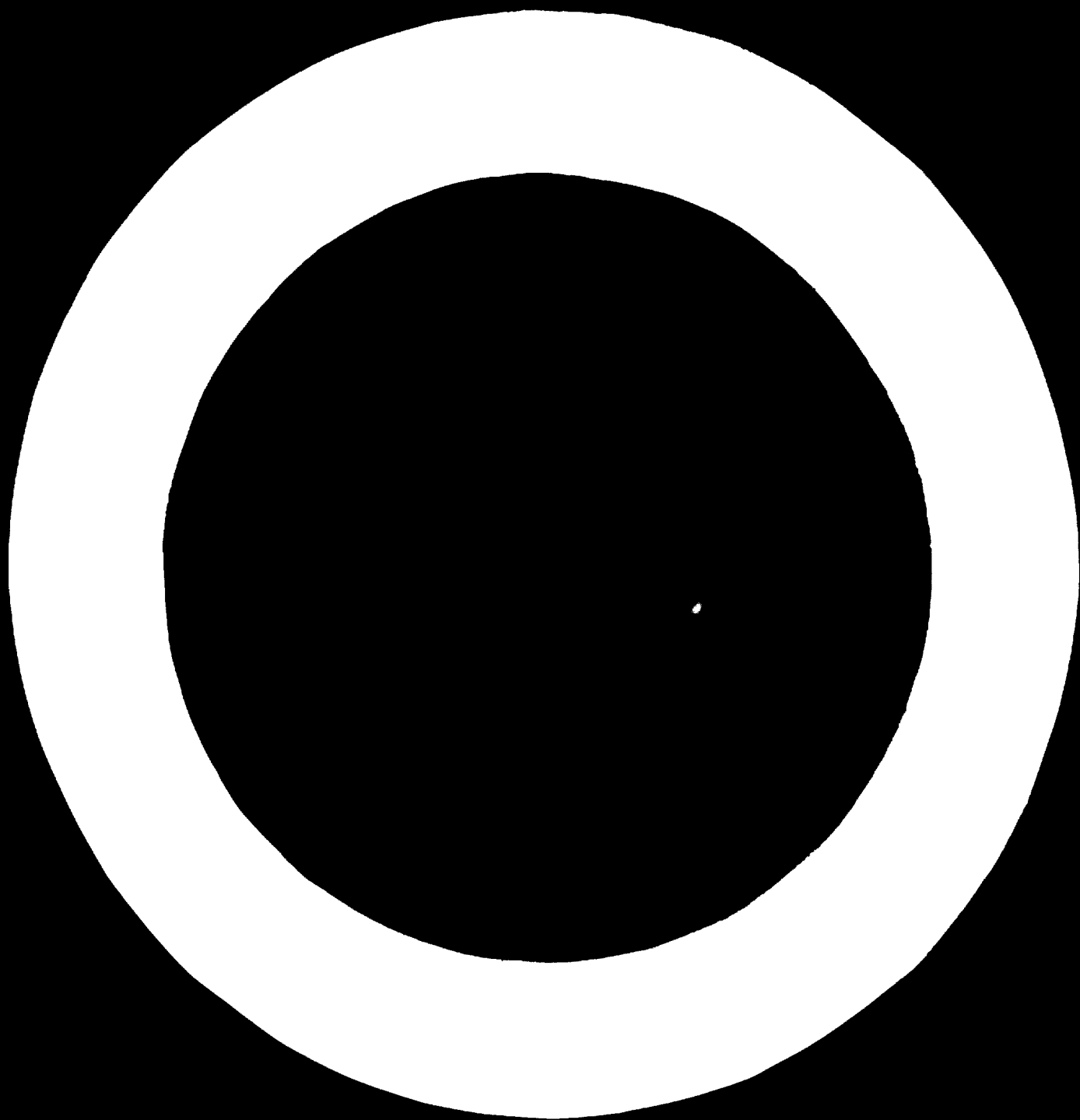
d) Filés de coton



Production en 1963: 1,6 million de tonnes dans les pays en voie de développement;
4,0 millions de tonnes dans les pays développés à économie de marché.

— Pays en voie de développement
..... Pays développés à économie de marché

Source: Nations Unies, *Annuaire statistique et Bulletin mensuel de statistique*.



HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

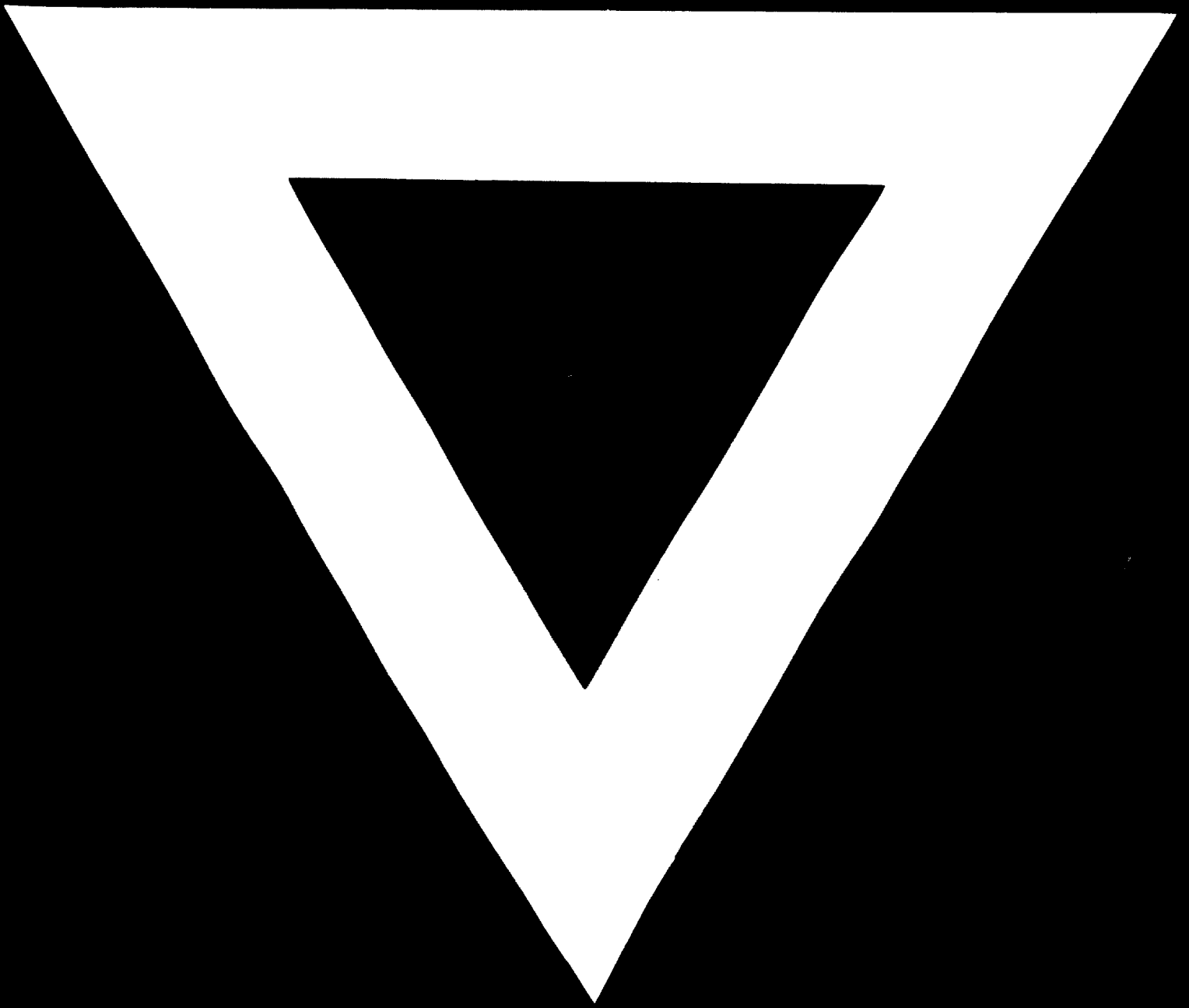
Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.



2-12-74